

© 2010  
(Pas de copyright...)

ISBN 978-2-912631-19-0

Si le photocopillage tue l'industrie du livre,  
il fait vivre son contenu.  
Toute initiative de diffusion privée est la bienvenue !

# *¡DURO COMPAÑER@S!*

OAXACA 2006:  
RÉCITS D'UNE INSURRECTION MEXICAINE

PAULINE ROSEN-CROS

## DU BON USAGE DE CE LIVRE

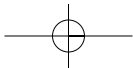
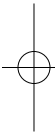
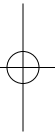
La lectrice, le lecteur, qui cherche dans cet ouvrage uniquement un “récit de voyage et de rencontres politiques” aura intérêt à borner sa lecture aux *Interludes*. Celui ou celle qui, en revanche, n’ouvre ce livre que pour y trouver une parole mexicaine, constituée de livres, articles, extraits transcrits de films, entretiens, et autres rapports, pourra ne lire que les *Entretiens* et les *Chapitres*.

Mais la lectrice, le lecteur qui cherche à comprendre le mieux possible ce qui s’est joué et se joue encore à Oaxaca, aura tout intérêt à commencer le livre à la première page et à le poursuivre jusqu’à la dernière, pour son plaisir de lecture, sa culture historico-politique, et l’entretien de sa rage.

Les éditions tahin party

## TABLE DES MATIÈRES

|                                                                |     |
|----------------------------------------------------------------|-----|
| Brièvement, que s'est-il passé à Oaxaca en 2006 ? .....        | 11  |
| Premier Interlude .....                                        | 19  |
| Premiers témoignages .....                                     | 39  |
| Qui, comment, pourquoi ? .....                                 | 42  |
| Deuxième Interlude .....                                       | 69  |
| Entretiens avec L. et M. ....                                  | 99  |
| L'APPO : une nouvelle institution .....                        | 108 |
| La stratégie du gouvernement fédéral .....                     | 131 |
| Troisième Interlude .....                                      | 147 |
| Entretien avec L. ....                                         | 179 |
| Los <i>medios</i> de comunicación .....                        | 209 |
| La solidarité en actes : protéger son territoire physique .... | 237 |
| Quatrième Interlude .....                                      | 259 |
| Entretien avec C. ....                                         | 289 |
| La réponse du gouverneur .....                                 | 308 |
| La guerre contre-révolutionnaire .....                         | 328 |
| Cinquième Interlude .....                                      | 339 |
| Épilogue .....                                                 | 341 |
| <b>Annexes</b> .....                                           | 350 |
| <b>Index des sigles</b> .....                                  | 353 |
| <b>Sources citées, et sources d'inspiration</b> .....          | 356 |



*Eux qui sont innombrables  
comme les fourmis sur la terre,  
les poissons dans l'eau,  
les oiseaux dans l'air,*

*(...)  
eux qui font table rase,  
et eux qui créent,  
notre livre ne contera que leurs seules aventures.*

*Eux qui, se laissant prendre aux menées du traître,  
jettent leur drapeau  
et, abandonnant l'arène à l'ennemi,  
courent s'enfermer chez eux,  
et eux encore qui percent de leur poignard le traître,  
(...)  
notre livre ne contera que leurs seules aventures.*

*Et le fer  
et le charbon  
et le sucre  
et le cuivre rouge  
et les tissus  
et toutes les branches de l'industrie  
et l'amour  
et la tyrannie  
et la vie  
(...)  
tout change de destin un matin à l'aube,  
quand un matin à l'aube, aux confins des ténèbres,  
s'appuyant sur le sol de leurs lourdes mains calleuses  
ils se redressent.*

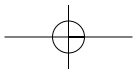
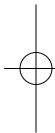
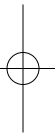
*Ce sont eux qui reflètent  
dans les miroirs les plus sages  
les images le plus colorées.*

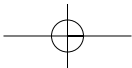
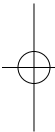
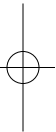
*En notre siècle, eux ont vaincu,  
eux ont été vaincus.*

*On a dit d'eux bien des choses,  
et pour eux on a dit  
qu'ils n'avaient rien à perdre,  
rien que leurs chaînes.*

Nâzim Hikmet, *Paysages humains*







## BRIÈVEMENT, QUE S'EST-IL PASSÉ À OAXACA EN 2006 ?

**L**e 15 mai 2006, le Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE) célèbre, comme chaque année au Mexique depuis vingt-six ans, le Jour de l'enseignant. Les négociations habituelles s'engagent alors entre le gouvernement d'Oaxaca et le secteur de l'éducation publique. La section *oaxaqueña* du SNTE, la Section 22, se met en grève et installe un campement (ou *plantón*) à durée indéterminée sur le *zócalo*, la place principale de la capitale de l'État. Après un mois d'occupation du centre-ville et à l'approche de la saison touristique, le gouverneur de l'État décide de faire intervenir la force publique pour évacuer le campement.

Le 14 juin 2006 à quatre heures trente du matin, près de deux mille policiers envahissent la place. Ils ont pour ordre d'arrêter ceux que le gouvernement a identifiés comme les meneurs, mais aussi de détruire les installations de Radio Plantón, la radio de la Section 22. Après six heures d'affrontements, les enseignants, rejoints par la population du centre-ville, réussissent à vaincre les représentants de « l'ordre ». Ces derniers reculent, dépassés par la force collective déployée. Le campement est rétabli, le centre-ville est barricadé et la répression est

*¡Duro compañer@s!*

publiquement condamnée. Radio Plantón est détruite, mais des étudiants réquisitionnent Radio Universidad – celle de l'université – et la mettent à la disposition du mouvement. D'autres organisations rejoignent la Section 22 et, le **17 juin 2006**, l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca (APPO) est officialisée, avec pour revendication unique et non négociable la destitution d'Ulises Ruiz Ortiz (URO), gouverneur et responsable des violences commises. Plus de 360 organisations se retrouvent au sein de cette nouvelle coordination des forces.

Le but affiché des insurgés est tout d'abord de faire valoir le dispositif constitutionnel d'*ingobernabilidad* : faire déclarer, par une commission du Sénat de la République, que l'État d'Oaxaca n'est pas en mesure d'être gouverné correctement par les détenteurs légaux des pouvoirs. Pour ce faire, dès le **26 juillet**, le palais du gouvernement est occupé, au même titre que les sièges des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. Les administrations locales de l'Eau et des Finances sont également réquisitionnées. Le gouverneur s'enfuit à Mexico et les institutions de l'État d'Oaxaca se retrouvent bloquées : les réunions du gouvernement ont lieu dans un hangar près de l'aéroport, seul endroit où la police peut encore les protéger. Des affrontements isolés, mais armés, ont lieu dans des endroits stratégiques (à l'université, aux alentours de la place centrale). Ils ne feront dans un premier temps pas de blessés graves.

Le **1<sup>er</sup> août**, à la suite d'une manifestation, des dizaines de milliers de femmes armées de casseroles et de spatules en bois occupent la chaîne de télévision et la radio publiques de l'État d'Oaxaca, le Canal 9. Les femmes s'y installent pendant trois semaines, diffusant vingt-quatre heures sur vingt-quatre et couvrant quasiment la totalité de l'État, jusqu'à ce qu'une patrouille d'hommes armés et masqués détruise les antennes de diffusion du Canal le **21 août**. Le lendemain matin, douze

### Récit chronologique

stations de radio de la capitale et des principales villes de l'État sont réquisitionnées par l'APPO. Les convois de paramilitaires, responsables du sabotage de la veille, s'intensifient et s'étendent géographiquement. À une semaine d'intervalle, deux personnes sont tuées à la suite d'attaques de ces « caravanes de la mort ».

Face à ces nouveaux acteurs assassins, la ville et ses quartiers s'organisent en faisant tout d'abord des veilles de nuit, puis en montant des barricades chaque soir, de vingt-deux heures à sept heures. Elles servent à empêcher la circulation de ces camionnettes anonymes, mais aussi à asseoir l'emprise de l'APPO sur l'organisation de la vie et de la ville. Au début peu nombreuses, ces barricades se dresseront par milliers (sans qu'on puisse jamais en donner le nombre total) après l'appel de l'APPO à l'autodéfense pacifique. Les radios occupées servent de relais d'information et d'outil de coordination pour assurer la sécurité des *barricader@s* (le signe @ permet d'inclure la féminisation des noms et adjectifs dans la langue espagnole, puisqu'il représente à la fois le o du masculin et le a du féminin).

En parallèle du mouvement qui secoue Oaxaca, le Mexique connaît pendant l'été 2006 un autre événement politique important. Le 2 juillet, les élections présidentielles ont eu lieu. Les partis de centre-gauche (PRD) et de droite libérale (PAN, parti du président sortant) arrivent en tête, presque ex æquo. Le PRI, représentant la droite nationaliste, atteint le score le plus bas de son histoire. Ce « parti-État », créé après la Révolution mexicaine, est resté au pouvoir fédéral pendant près de soixante-dix ans (jusqu'en 2000, date de la première alternance). Dans certains États, comme celui d'Oaxaca, il ne s'est jamais laissé détrôner et a maintenu tout un système de clientélisme. Le deuxième tour n'existant pas au Mexique, il

*¡Duro compañer@s!*

faut recompter les voix. Les résultats mettent plusieurs jours à être dévoilés et, malgré des preuves tangibles de fraude de la part du PAN, celui-ci est déclaré vainqueur. Une vague de contestation s'articule alors autour du candidat du PRD, qui porte plainte auprès du Tribunal fédéral électoral (TFE).

C'est dans ce contexte de désordre institutionnel qu'il faut comprendre une attitude peu claire et peu réactive de la présidence fédérale face au cas «Oaxaca». Cet État est l'un des derniers bastions du PRI dont le PAN a besoin pour obtenir une majorité à l'Assemblée, majoritairement centre-gauche sinon. La droite libérale a également besoin du soutien moral du parti historique pour faire face aux accusations et à la ténacité du PRD dont la légitimité est renforcée par les nombreux opposants à la fraude électorale. Si le Sénat destitue le gouverneur d'Oaxaca, le mouvement du PRD sautera sur l'occasion pour exiger la destitution du nouveau président élu. S'il ne le destitue pas, il encourt un risque : sa passivité peut le discréditer et envenimer les choses à Oaxaca. Le **6 septembre**, le Tribunal fédéral électoral a statué : le PAN est officiellement déclaré vainqueur et gouvernera six ans de plus. Le nouveau président, Felipe Calderón, prendra son poste le 1<sup>er</sup> décembre et, d'ici-là, tout doit être « rentré dans l'ordre » à Oaxaca.

Des discussions se mettent en place entre la commission négociatrice de l'APPO et le gouvernement fédéral. Dans le même temps, l'APPO se ramifie dans les différentes régions de l'État d'Oaxaca. Le conflit sort de son isolement urbain. Dans la capitale, les jours passent dans l'attente d'une décision, dans la crainte d'une intervention de la Police fédérale préventive (PFP), dans l'échange maintenant quotidien de balles et de cocktails Molotov.

*Récit chronologique*

Le **21 septembre**, une marche de près de cinq mille personnes part de la ville d'Oaxaca et se dirige vers Mexico. Cette marche « pour la dignité des peuples » a pour but de faire pression sur le Sénat, seule instance à pouvoir décréter officiellement la disparition des pouvoirs (législatif, exécutif et judiciaire), ce qui entraînerait la destitution de facto du responsable de ceux-ci : le gouverneur. Le Sénat répond le **19 octobre** : Ulises Ruiz ne sera pas destitué et il bénéficiera du soutien de la présidence fédérale. À partir de là, tout s'accélère.

Les hélicoptères de l'armée commencent à survoler la ville et on apprend rapidement que la Marine nationale est arrivée sur la côte Pacifique de l'État. Des bases militaires sont installées aux alentours des villes principales, pour des exercices de routine, selon les déclarations officielles. Les attaques de paramilitaires se poursuivent et font cinq morts en moins de deux semaines. Le **20 octobre**, une rupture s'opère au sein de la Section 22, dont la direction décide la fin de la grève qui dure depuis six mois. L'APPO se retrouve affaiblie par l'abandon de son soutien syndical, mais renforcée par un soutien populaire croissant. Le conflit dépasse alors définitivement les frontières de la ville, de l'État, mais aussi celles du pays. Des assemblées populaires prenant modèle sur l'APPO voient le jour dans de nombreux États du Mexique, en Californie (États-Unis), et des manifestations de solidarité ont lieu dans plusieurs villes du monde.

Tout semble indiquer que le gouvernement fédéral a pris sa décision. Le syndicat enseignant (SNTÉ) officiellement écarté de l'APPO, il ne reste donc plus, selon les médias et le gouverneur Ulises Ruiz, que des « éléments subversifs et incontrôlables qui retiennent la ville en otage ».

*¡Duro compaÑer@s!*

Le **27 octobre**, des attaques paramilitaires contre de nombreuses barricades font cinq morts et vingt-trois blessés. Parmi les personnes décédées figure Bradley Roland Will, un media-activiste (cameraman) collaborant avec le réseau Indymedia de New York. La mort de cet américain et l'écho international qui s'ensuit permettent au gouvernement de venir « rétablir l'ordre ». Le lendemain, le gouverneur sollicite l'intervention de la Police fédérale préventive auprès du Président de la République, qui l'accorde. Au matin du **29 octobre**, 4 500 éléments de police sont déployés et, au bout de quelques heures d'affrontements, ils réussissent à pénétrer dans le centre-ville. Les principales barricades tombent, sauf trois : la première protège Radio Universidad, la seconde (celle de Cinco Señores) bloque l'important carrefour qui y mène, la troisième (celle de Soriana) protège d'éventuelles intrusions par l'arrière du campus. Un *plantón* est rétabli à quatre pâtés de maisons du *zócalo*, dorénavant transformé en campement des forces fédérales.

Le **2 novembre** à l'aube, Radio Universidad se réveille sous les tirs de bombes lacrymogènes. Elle lance un appel à la population qui arrive peu à peu à la rescousse et, après sept heures de combat, les pierres repoussent les blindés. La PFP, à bout de munitions, se voit contrainte d'abandonner l'assaut et de libérer les personnes arrêtées. Du côté des insurgés, on savoure la victoire... Les trois dernières barricades restent en place, se renforcent même, et le Congrès constitutif de l'APPO est prévu pour le **12 novembre**. Les assemblées de quartier reprennent leurs activités et préparent ce congrès. Celui-ci doit déboucher sur un projet de nouvelle Constitution pour l'État. Des tensions naissent entre les différents courants de l'APPO ainsi qu'entre la base et les représentants.

À la suite d'une manifestation en commémoration de la Révolution mexicaine, le **20 novembre**, la PFP reprend l'avantage



---

*Récit chronologique*

---

symbolique en dispersant la foule. Une septième *megamarcha* (grande manifestation) est organisée le **25 novembre** à l'appel de l'APPO. Son but est d'encercler la place principal, tenue par la PFP, et d'installer un piquet pacifique pour la forcer à partir. Au bout de quelques heures, la police encercler les manifestants et lance les premiers gaz. C'est le début de ce qu'on appellera plus tard « le cauchemar bleu ». Une chasse à l'homme est orchestrée : à balles réelles, avec des grenades lacrymogènes et assourdissantes, la terreur est semée. Les affrontements se poursuivent jusque tard dans la nuit. Le lendemain matin, le bilan est de trois morts, près de cent cinquante personnes ont officiellement été arrêtées, des centaines d'autres blessées et des dizaines ont disparu. Les deux dernières barricades tombent et Radio Universidad est restituée aux autorités de l'université qui la livrent ensuite à la police. On apprend plus tard que les personnes arrêtées ont été transférées dans une prison de haute sécurité dans un autre État, celui de Nayarit, à mille kilomètres.

Les murs d'Oaxaca se taisent et les cris de liberté disparaissent derrière des couches de peinture.



## INTERLUDE I

Oaxaca de Juárez, 14 juin 2006.

Je suis dans le bus qui vient du port de Veracruz. J'arrive enfin à dormir après onze heures de route dans des méandres montagneux, sous une pluie battante. Je suis au Mexique depuis dix jours. J'ouvre un œil, nous sommes dans une gare ; je le referme. On me réveille : on est arrivé. On me fait remarquer qu'il faut prononcer « Oaraca » et non pas « Oaksaca ». Ok.

Je sors du bus, il est six heures. Une cigarette en face d'une grande avenue où tous les magasins sont fermés, personne. Je m'engouffre dans le jour qui se lève sur Oaxaca, regardant tout de même sur mon plan où je me trouve. Encore une fois à gauche, et après j'irai tout droit, puis à droite, jusqu'à l'auberge de jeunesse. Le sac n'est pas léger, et j'ai faim, mais je prends quand même le temps d'observer cette nouvelle ville, qui semble calme et tranquille. Il y a des tags communistes, puis zapatistes, puis un « *¡No a la privatización de la educación, el pueblo es primero!* » Les murs sont beaucoup plus tagués que dans les endroits que j'ai découverts jusqu'ici. Je sors mon appareil photo, sans trop d'espoir étant donné l'intensité de la

*¡Duro compañer@s!*

lumière. Mais on ne sait jamais ! Puis je le range et je continue à marcher, tout droit. J'arrive à un coin de rue, pour tourner en direction de la place centrale ; il y a quatre personnes, camouflées chacune derrière un foulard. Ici, une odeur prend à la gorge. Du gaz lacrymogène. Je rêve ? Là, une pierre vole. Non, je ne rêve pas.

Faire demi-tour ou reprendre l'appareil photo ? Je n'ai pas le temps de tourner autour du pot, on me regarde, me barre la route, on me dit de faire attention, que la police lance des gaz sur les gens. Je réponds bêtement « Oui » de la tête, pour dire que j'ai compris ce qui se passe, tout du moins vaguement. On me demande pourquoi je n'ai pas peur... De là à dire que je n'ai pas peur, je ne sais pas, mais je bredouille qu'en France c'était pareil il y a deux mois. Nous avions bloqué l'université pour le retrait d'une loi (celle dite sur « l'égalité des chances »), et la police se manifestait quand nous manifestations. Peu convaincu, ou perdu à cause de mon « fragnol » (mélange de français et d'espagnol), l'homme au foulard vert me demande pour quel journal je travaille... « Pardon ? » Il pointe du doigt mon appareil. « Ah ! non... », puis je bredouille toujours, essayant d'expliquer que je fais de la photo pour mon plaisir, en général. « *¿Independiente?* », me demande-t-on. Oui, on va dire pour simplifier que je suis photographe indépendante. On me fait signe de venir, en me demandant si je suis « dans la lutte ». Sur ma réponse positive, on m'invite à marcher dans cette rue que je n'ai pas encore vue, mais où ce qui se passe a l'air de chambouler tout un monde. Chaque personne que je croise m'encourage à immortaliser le moment, on me fait des gestes suivis de « Clic ! » Soit, je m'exécute : une moitié de pellicule de trente-six poses en noir et blanc en dix minutes. Je tremble et je cours, la lumière que nous offrent les heures matinales n'est pas très généreuse. Peu importe, je continue,

---

*Interlude*

mais j'aimerais bien savoir pourquoi tout ce chahut... Il faut que je demande, en baragouinant, avec plein de gestes, qui sont ces gens, ceux qui n'ont pas d'uniforme. J'apprends qu'ils sont en grande majorité enseignants, qu'ils étaient sur un campement dans le centre, un *plantón*, que la police est arrivée vers quatre heures du matin, qu'elle y a détruit la radio. C'est un peu décousu, j'ai du mal à comprendre, et puis... Pourquoi des enseignants camperaient-ils dehors, en pleine saison des pluies, dans le centre-ville? Depuis combien de temps? Quel type de radio? On me répond que c'est la «Section 22» qui s'est installée depuis un mois sur la place centrale de la ville, que les enseignants réclamaient un budget plus important pour l'éducation, pour acheter des livres, du matériel, pour donner des chaussures aux enfants, pour le transport et des petits-déjeuners, et qu'ils ont une radio, Radio Plantón... Je ne comprends pas la disproportion entre ces revendications qui me paraissent banales et la force déployée.

Les flics sont des centaines, armés jusqu'aux dents, barricadés derrière des toilettes démontables en plastique. Ils bloquent les différents accès aux rues, toutes perpendiculaires et parallèles entre elles. Cette architecture en damier offre l'avantage de canaliser une cible dans certains axes, mais a aussi l'inconvénient de vous coincer si les quatre rues à l'entour sont aux mains de l'adversaire. Là, notre petit groupe est bloqué en face, au premier croisement, mais libre de se replier derrière sans obstacle. À gauche, trois pâtés de maisons semblent déserts. À droite, nous disposons de tout le chemin que je viens de parcourir. Ils ont visiblement attaqué par les angles sud, ouest et est, repoussant les campeurs vers le nord. Ils lancent des bombes de gaz lacrymogène et des grenades assourdissantes en grande quantité. On m'invite à suivre quelques personnes qui longent un pâté de maison. Le tableau me semble toujours aussi

*¡Duro compañer@s!*

démesuré. Le gouverneur ne doit pas en être à sa première... Répond-il toujours comme ça ? Une bombe lacrymogène lancée tout près de moi me sort de mes tergiversations. Je tente d'arranger mon foulard de manière à être le moins gênée possible. Rien n'y fait, cette odeur et ce picotement, c'est étouffant. À peine le temps de me dire ça qu'on me lance une grande bassine de lait à la figure. Merci ! L'appareil photo n'a pas dû aimer ça, mais moi oui ! Quel soulagement... Et quelle surprise de découvrir qu'au sérum physiologique et au citron – que je connaissais pour leur qualité de bouclier anti-gaz en manifestation – s'ajoutent le lait, le vinaigre, ou encore le Coca. Qui l'eut cru ? Le Coca-Cola comme instrument de défense ! Bref, en arrivant à ce nouveau coin de rue, on fait du repérage. On cherche à savoir où sont passées les autres personnes qui ont, elles aussi, fui le campement assiégé.

Tout en se cherchant, les gens continuent à dépaver les rues pour amasser des pierres ; il y en a même qui siphonnent les voitures, déjà munis de caisses de bouteilles en verre, de chiffons dans les poches – je vous laisse compléter la recette de ce fameux cocktail. On me précise qu'ils étaient près de cinq cents sur cette place et qu'il n'est pas possible qu'il ne reste que la poignée que nous sommes. Si je lève les yeux, j'aperçois des choses qui volent. Ce sont des pierres, toujours, avec un hélicoptère de la police, en plus. On voit un groupe avancer, attaquant par surprise les flics que nous venons de quitter. Ils se sont fait prendre en crabe à leur tour, puisque tous leurs renforts se défendent encore un peu plus bas. Les gens sortent des maisons avec des seaux d'eau, des canettes rouges et blanches et on applaudit leur soutien.

L'hélicoptère rentre dans la partie : le pilote, voyant ses collègues en difficulté, aide son co-pilote à lancer les gaz directement depuis le ciel. Un mouvement régulier : il monte,

---

*Interlude*

visé, descend, tire, et remonte. Bzzz... Un homme arrive vers moi, le bras ensanglanté. Il me demande visiblement de prendre en photo sa blessure comme preuve de la tyrannie du gouvernement. Je suis plus rapide à sortir ma trousse à pharmacie et je le soigne. Il a l'air déçu. On m'appelle de l'autre côté, c'est maintenant la boîte blanche à croix rouge qui attire l'attention. Un autre blessé, à la figure cette fois-ci. C'est plus profond et beaucoup plus délicat à traiter, mais je désinfecte quand même. Un vrai médecin arrive à la rescousse et me remercie, dans les deux sens du terme. J'ai perdu mon groupe et, en cherchant du regard cet homme au foulard vert, j'aperçois l'hélicoptère qui se rapproche, se rapproche, se rapproche. Je ferme les yeux, le vent est trop fort, et je sens qu'on me tire vers le côté. Je manque de tomber avec le poids du sac à dos, on me rattrape et me lance un : « C'est pas une tenue pour des moments comme ça, hein ! » Puis on me rassure, « *Tranquila* »... Tranquille, tranquille... Peu à peu, nous sommes rejoints par des dizaines de personnes ; elles semblent sortir de nulle part. Ce sont en fait les personnes dispersées qui viennent de contourner un bloc policier et grossissent nos rangs.

Les forces dites de l'ordre sont en possession de la place centrale, la défendent contre l'étau qui se resserre de plus en plus autour d'elles, et je dois changer une deuxième fois de pellicule. Nous descendons rapidement vers le sud et voyons qu'un combat principal se dessine dans une rue qui mène à la place à reconquérir. Pierres, gaz, pierres, gaz, pierres, gaz... Environ une heure plus tard, j'entends un bruit bizarre, comme une course de chevaux. Je tourne la tête et ce ne sont pas des sabots, mais des bottes qui trottent. Ils fuient, ils se replient !

Boum ! Pshiiitt... Ok, ils ne sont plus là, mais l'hélicoptère n'est pas parti. Je recule et m'engouffre dans une nouvelle rue

*¡Duro compañer@s!*

fraîchement libérée. Il y a un attroupement autour d'une personne allongée, un homme tient un bouclier de la police municipale à la main, un autre une matraque. Je m'avance et entrevois une fliquette au bord de l'asphyxie. En se repliant, ses collègues l'ont tout bonnement écrasée. Quelques personnes l'aident à respirer, d'autres lui donnent des coups de pieds. La plupart prennent des photos. Quelqu'un appelle une ambulance, quelqu'un d'autre lui prend le téléphone des mains. La petite masse de gens se rapproche de cette femme puis, je ne sais pourquoi, s'éloigne. Elle vient d'arrêter de respirer. Une sirène retentit et une ambulance arrive. Les ambulanciers descendent, essuient quelques insultes, chargent le corps inanimé, et s'en vont.

Il n'y a plus un policier – en uniforme – dans les rues. À leur place, des centaines de personnes retirent leurs foulards et lancent des cris de joie : « *¡Va a caer, va a caer, Ulises va a caer!* » Ce qui signifie littéralement : « Il va tomber, il va tomber, Ulises va tomber ! » Il ne me reste plus maintenant qu'à savoir qui est cet Ulises... Un autre groupe arrive d'une autre rue en criant : « *¡Ya cayó, ya cayó, Ulises ya cayó!* » Ah, s'il allait tomber pour ces gens-ci, il est déjà par terre pour ceux-là.

Nous longeons la rue qui mène au lieu tant convoité. L'hélicoptère continue à survoler la zone, mais il a rangé son lance-grenades. Le sol est couvert de nourriture écrasée, de bombinettes vides, de bâches en plastique bleues, vertes et rouges. On me demande si j'ai un couteau. Bien sûr ! Un homme ramasse une orange par terre, la coupe en deux, et m'en donne la moitié avec un « Ouf ! » de soulagement. Puis il commence à me parler, je comprends qu'il me demande ce que je pense de tout ça. Je bafouille qu'il faudrait déjà que je comprenne ce qui se passe ! Il commence à m'expliquer, mais je me perds dans ces mots si peu familiers. Je préfère donc sortir



*Interlude*

mon calepin, un crayon, et les lui donner. Il les accepte, perplexe. Je réponds : « Moi, traduire, presse alternative, France ». « Ok », me dit-il simplement. Et il commence à écrire. Au bout de cinq minutes, il me les rend et voit que je regarde mon plan, perdue. « Tu cherches quoi ? » Je cherche l'hôtel où je pourrais laisser ce qui me pèse sur les épaules depuis maintenant plus de six heures... Il m'indique la route, me remercie. Je fais de même. Je continue, mais au lieu de suivre le chemin indiqué, je prends la direction la fameuse place. Je ne suis plus à dix minutes près et je veux voir cet endroit, l'enjeu de la bataille. Dans la rue, les discussions fusent et rapidement une manifestation est improvisée. Je la suis et arrive directement sur cette place, le *zócalo*.

Des chaises en plastique brûlent encore, la nourriture qui ne peut être ramassée est lancée dans les flammes. On récupère ce qu'on peut des bâches en plastique qui, je l'apprends, servent de parasol et de parapluie pour le campement. Quand elles ne sont pas trouées par les traces de feu, elles sont éventrées par des couteaux... Les flics n'y sont pas allés de main morte pour passer leurs nerfs ! Je tourne autour de cette place carrée avec mon appareil photo, mon carnet et mon stylo, récolte quelques témoignages, quelques images. Je demande l'heure, quatorze heures trente. Tout semble étrangement calme, l'endroit se vide même si quelques gardes sont organisées pour surveiller l'endroit.

Je prends une nouvelle rue qui part vers l'ouest. Tout y est fermé. J'arrive à l'hôtel, fermé également. Je toque, toque, et re-toque. Personne. Je frappe plus fort en demandant s'il y a quelqu'un. Mon mauvais accent de touriste m'ouvre finalement la porte... Je reste le temps de poser mon sac, de manger un bout et de prendre une douche. Puis n'arrivant pas à me reposer, je retourne finalement dans le centre.

*¡Duro compañer@s!*

J'arrive sur cette même place, accompagnée d'une fille rencontrée à l'hôtel qui voulait voir de quoi je parlais. Comme elle parle un peu mieux espagnol que moi, elle propose de m'aider à traduire les éventuelles questions, mais surtout les réponses des gens. Nous parcourons ainsi les rues qui partent de la place où le campement se réinstalle petit à petit. On nous distribue des tracts. Au milieu de la pile collectée, un dépliant cartonné imprimé en couleurs, jaune et orange. Le PRD, le parti de centre-gauche, distribue le programme de la coupe du monde de foot, et nous rappelle de voter pour lui le 2 juillet. Rangés par sections, ou plutôt par fractions de Section, les enseignants balaient, nettoient ces rues du désordre laissé par les affrontements, amassant les preuves de la répression. Des bonbonnes de gaz en majorité, un ou deux boucliers et des douilles. « Des balles réelles ont été tirées ce matin et, pour contrer le discours officiel, nous avons des preuves », crie une dame au coin de la place. Nous déambulons ainsi une bonne partie de l'après-midi, posant des questions, prenant des photos. J'ai rendez-vous avec un enseignant à six heures, pour qu'il me donne de plus amples informations. On en cherchera aussi dans le journal local *Noticias*. Six heures quarante-cinq, je sais que les Mexicains ne sont pas à cheval sur la ponctualité, mais tout de même ! Il n'est pas venu. Nous continuons à marcher, en cercle. Le spectacle de cette place change toutes les dix minutes, si bien qu'en faire le tour plusieurs fois n'a rien d'ennuyeux. Tout à l'heure rempli d'enseignants, le *zócalo* a ensuite été barricadé et des hommes montaient la garde. Il est maintenant presque désert, sans barricades, aux mains des services de nettoyage de la ville, qui se chargent de rendre le décor cohérent avec la période touristique qui commence. Nous croisons un jeune homme qui nous demande comment nous vivons cela. Nous répondons que nous cherchons surtout

*Interlude*

des témoignages pour savoir ce qui s'est vraiment passé, et ne pas en rester au : « Connards de flics ! » Il écrit un petit texte sur mon carnet et nous emmène manger sur le marché, beaucoup plus loin et plus grand que ce que j'imaginai. En retournant à l'hôtel, nous passons par cette place, où il semble que « tout va bien ». Il n'y a plus de tags mais des taches de peinture, plus de tentes et plus de nourriture, mais des balayeurs. Et puis il y a quelques personnes qui, comme nous, marchent en parlant à voix basse des événements du matin. Un homme nous interpelle, il veut s'excuser de nous présenter sa ville comme une poubelle. Alors que je commençais à rentrer dans un faux débat sans fin, un autre nous interrompt pour nous dire qu'il est triste. Il lutte pour sa femme qu'il ne voit pas souvent, mais qui est enseignante. Il nous explique qu'il lutte pour elle, puisqu'elle, elle ne peut pas. Je demande naïvement : « C'est parce qu'elle est loin ? » Non, c'est parce que c'est une femme, m'assure-t-il. Nous partons.

Dans mon lit, je repense à tout ça, je mets de l'ordre dans le flot d'informations qui m'est parvenu aujourd'hui. Ils étaient près de cinq cents enseignants qui campaient sur le *zócalo* depuis le 22 mai 2006 et, dans la nuit du 13 au 14 juin, à quatre heures trente, la police de l'État d'Oaxaca est intervenue pour les déloger. Je suppose que c'est parce que la saison touristique commence. Le but du campement était de faire pression sur le gouvernement pour qu'il réponde à des revendications concernant l'éducation : des moyens supplémentaires, des augmentations de salaires. J'avais volontairement écarté les revendications concernant les chaussures et les petits-déjeuners, ne distinguant pas très bien le pouvoir dont les enseignants pouvaient disposer pour influencer sur l'économie familiale... Toujours est-il que le gouvernement avait décidé de répondre par la force répressive et qu'il s'était fait prendre de court par

*¡Duro compaÑer@s!*

la force populaire. Car pour l'avoir vu de mes propres yeux, si les cibles étaient les enseignants, ceux-ci n'avaient pas été les seuls à riposter. Les pères de famille sympathisants et tout simplement les habitants du centre-ville les avaient rejoints pour défendre le droit de manifestation. Je savais aussi que les enseignants n'étaient pas la branche la plus radicale de la contestation *oaxaqueña* puisque le type qui avait mangé avec nous parlait d'un « groupe plus radical et moins vieillissant » qui se joindrait maintenant à la lutte enseignante, en solidarité face à la répression qu'ils avaient subie. Des gens qui applaudissaient en écoutant la radio m'avaient expliqué qu'en raison de la campagne présidentielle, le gouvernement fédéral allait rester en dehors de tout ça. Autrement dit, le conflit n'allait pas dépasser les frontières de l'État d'Oaxaca et, surtout, la Police fédérale préventive n'allait pas venir en renfort de ses collègues provinciaux. Enfin, je sais que le gouvernement d'Oaxaca est aux mains du PRI, le Parti révolutionnaire institutionnel. Une réunion en France sur le zapatisme m'avait appris que ce parti, issu de la Révolution mexicaine, était ensuite resté au pouvoir pendant soixante-dix ans de manière autoritaire. Il y avait à peine eu une alternance de parti, en 2000, quand le Parti de l'action nationale (PAN, droite libérale) avait gagné les élections.

Le lendemain midi, après une grasse matinée méritée, je retourne sur le *zócalo* pour en savoir plus. Il me semble maintenant impossible de me rendre sur les sites pré-hispaniques pour admirer les merveilleuses pyramides. Ou, plutôt, beaucoup moins intéressant que de découvrir les choses qui se passent aujourd'hui. Mais j'irai voir ces vestiges des temps anciens, plus tard. Aujourd'hui, je veux savoir ce qu'est cette chanson entonnée sur le kiosque de la place, accompagnée de tant de poings levés. « *¡Venceremos!* » : nous vaincrons. Je n'en

### *Interlude*

connaîtrai que l'air, pour l'instant. Après la chanson, la foule s'éparpille et quelques hommes, visiblement plus importants que d'autres, restent perchés sur le kiosque. Pensant que ce sont des dirigeants, je monte pour poser des questions. Maintenant, je suis sûre que j'ai affaire à des dirigeants puisque personne ne semble vouloir me répondre ! Je descends finalement du kiosque, et me dirige vers quelqu'un d'autre, qui m'explique qu'une table de négociations va être mise en place pour dialoguer. Mais comme cela fait déjà un mois qu'ils font signer des pétitions et assistent à des négociations, celle-ci va être boycottée. À partir de ce jour, les revendications ont changé : peu importent les augmentations de salaire, la seule et unique exigence est la destitution du gouverneur, Ulises Ruiz Ortiz. Appelé par une autre personne, il me remercie de l'intérêt que je porte à la question et m'indique quelqu'un d'autre qui « se fera un plaisir » de me répondre. Merci ! Et en effet, quel bavard ! J'ai du mal à tout suivre et lui demande donc d'écrire précisément ce qu'il veut dire sur le carnet, je traduirai plus tard. Je comprends tout de même qu'ils sont en train de s'organiser pour défendre le *zócalo*. De cette place partent neuf rues, qui sont barricadées – c'était donc ça, ce fil tendu pour barrer la route en venant de l'hôtel – et gardées par des groupes de volontaires armés de bouts de bois et de machettes. Grâce à un système de badges, ils s'identifient et se laissent passer, mais refusent l'accès aux vendeurs ambulants, parce que ce sont des indics, selon lui. Je découvre la nouvelle organisation de la place.

À l'intérieur du périmètre que forment les barricades, les tentes sont revenues et les composantes de la Section 22 du syndicat des enseignants, réparties par provenance et par cellules, ont repris le *plantón*. Elles sont accompagnées d'organisations politiques, de collectifs et de toutes celles et ceux qui se

*¡Duro compaÑer@s!*

retrouvent dans la nouvelle revendication : la démission du gouverneur Ulises. La distribution de nourriture collective, de vêtements et de médicaments est en place, diverses réunions ont lieu pour discuter du nouveau tour qu'ont pris les événements. Il y a maintenant près d'un millier de personnes. Je vais manger sur le marché, où un commerçant m'explique que certes, la pauvreté dans l'État appelle une révolte, mais que tout de même, les enseignants ne sont pas les plus à plaindre financièrement. Je rentre finalement à l'hôtel, après avoir acheté le journal, pour enfin tenir la promesse faite à toutes les personnes que je questionne : écrire cet article pour *rebellyon.info*, site internet participatif d'informations dissidentes à Lyon. Je l'ai connu pendant la grève du printemps dernier et sais que l'article y sera lu. J'y passe quelques heures, à traduire, mettre en forme, expliquer comme je peux cet événement de la vie politique d'un pays que je connais à peine. Puis je finirai par l'envoyer aussi au site du journal *L'Humanité*, sur leur blog réservé aux jeunes. J'apprends par un courrier d'une amie qui vit au Mexique que le syndicat enseignant est dirigé par une dame du PRI et que les profs ne sont effectivement pas les plus à plaindre.

La nuit tombée, après avoir bu quelques bières en compagnie de personnes de l'hôtel, nous sommes quelques-unes à nous diriger vers le *zócalo* pour voir ce qui s'y passe avant d'aller dans un bar à *tequila*. Une toile blanche est suspendue au balcon d'un hôtel de luxe qui a fermé ses portes. Un homme, tout de noir vêtu, parle au micro. Il demande de respecter le silence pour laisser les membres du campement dormir, ils en ont besoin. Puis il branche un câble sur son ordinateur et lance un film sur le drap blanc. Nous sommes une vingtaine à attendre. Les filles qui m'accompagnaient finissent par s'en aller à la recherche du bar. Je reste donc à regarder le film avec la quinzaine

---

*Interlude*

de personnes déjà assises. Il commence. C'est visiblement un pot-pourri d'images prises la veille au matin, lors de l'attaque policière, et de la riposte victorieuse qui suivit. Je tourne la tête après avoir entendu crier : « C'est ça qui s'est réellement passé ! » Mais je ne peux même pas distinguer d'où vient le cri tellement il y a de monde ! Nous n'étions qu'un petit groupe, nous voilà maintenant près d'une centaine devant ces deux films de quinze minutes signés Indymedia Oaxaca. Le même homme que tout à l'heure reprend la parole pour présenter le documentaire et demander aux gens d'apporter leurs films et photos à ce même endroit, s'ils en ont. Ils vont rester là le temps que durera le campement. Un autre homme en noir vient nous parler et annonce la grande manifestation – *megamarcha* – de demain. En discutant avec lui, je confirme mes doutes quant au syndicat des profs. Celui-ci abriterait quelques personnes corrompues dans l'État d'Oaxaca. Un troisième homme en noir m'apprend qu'il est, comme les autres, adhérent à *La otra campaña*, une initiative du sous-commandant Marcos et des zapatistes pour construire un réseau national de la gauche alternative. Indépendant des partis politiques et pour la reconnaissance des diverses autonomies que compte le Mexique, ce réseau est aussi présent à Oaxaca au travers de Radio Kapucha, parmi d'autres organisations et collectifs. Cette « radio cagoule » est une radio ambulante qui parle, la plupart du temps, de la condition des prisonniers politiques dans l'Oaxaca et de l'actualité de « *La otra* » dans le pays.

L'homme qui nous a prévenues de la manif revient et j'en profite pour lui demander comment on s'y rend. Il me donne son adresse mail et un rendez-vous pour le lendemain quatorze heures. Nous irons ensemble car c'est un peu excentré. Puis je retourne voir l'homme au micro et propose mes photos prises la veille, mais il me prévient qu'il faudra attendre mon retour en

*¡Duro compañer@s!*

France : un développement ici serait dangereux. Comment ? Je ne comprends pas tout de suite, mais il me fait la remarque : « Tu as quatre pellicules d'une révolte sociale d'ampleur, penses-tu que les magasins de photos vont te les rendre sans rien dire ? Sans avertir la police ? Sans en faire des copies ? » Certes... je n'avais pas pensé à tout ça. Soit, quand je serai rentrée, je les développerai, les scannerai et les enverrai. Un peu déçue de ne pas pouvoir partager ça tout de suite, j'en oublie presque ce que je voulais lui demander. C'est lui qui me relance en me parlant des médias indépendants : est-ce que je travaille avec l'un d'eux ? Moi ? Non, mais j'ai écrit un ou deux articles puisqu'on peut publier librement sur ces sites. Il me conseille de m'y investir plus : « La censure dans la presse est telle qu'il nous faut rétablir la vérité ». Tout ça me paraît beaucoup plus clair, ici, que quelques mois auparavant sur le piquet de grève universitaire lyonnais. Nous nous quittons sur ces mots. On se verra sûrement demain à la manifestation, il viendra filmer pour faire un autre petit documentaire à mettre en ligne.

Le lendemain, vers quatorze heures, je me rends au *zócalo* pour le rendez-vous. Je suis le type rencontré la veille jusqu'à une maison où une vingtaine de personnes d'à peu près mon âge est en train de regarder un match de la coupe du monde de football. Le Mexique joue. Étant donné l'importance du football pour les Mexicains – je suis arrivée en pleine coupe du monde et le pays vit pour l'instant entre ça et la campagne électorale – je commence à me poser des questions sur la taille qu'aura le cortège. Méritera-t-il son nom de *megamarcha* ? À quinze heures, je lance des regards désespérés à mon nouvel ami pour savoir si on va y aller, oui ou non. Je ne me sens pas à l'aise avec tous ces gens qui parlent vite une langue que je ne comprends plus et à qui j'ai pourtant tant à demander. Il finit par abandonner le match et sa bière, et nous partons à trois.



*Interlude*

Nous marchons jusqu'à un coin de rue où un vieux bus arrive, bondé. Nous montons et le troisième homme me demande d'où je viens. « De France ? Et tu as participé à la grève de mars ? » Je réponds que oui et que même si une des revendications a abouti, nous avons tous un goût amer dans la bouche. Il me répond : « Ben évidemment, tant qu'on se cantonnera à des grèves défensives qui ne rompent pas réellement avec le capitalisme, nous resterons sur notre faim de justice ». Le bus arrive, notre discussion s'arrête. Et là, il y a un monde ! On dira ce qu'on veut, le football n'est pas si puissant. Mon pote me prévient : « Fais attention, ici, tu n'as pas le droit de manifester. Au Mexique, l'article 33 de la Constitution interdit aux étrangers de prendre publiquement position par rapport à la vie politique du pays. Alors reste sur le trottoir derrière ton appareil photo. » Ah bon ? C'est une loi que je ne connaissais pas, mais j'ai depuis appris qu'elle est en vigueur dans beaucoup de pays. Si on t'arrête, c'est simple, on te met dans l'avion direction ton pays, et tu ne peux plus revenir au Mexique pendant cinq ou dix ans, suivant le motif de ton arrestation. Sur cette note très rassurante, nous entrons tous dans le cortège et nous nous perdons très vite de vue.

S'ensuit une série d'allées et venues. Mon objectif est de trouver le début et la fin de ce flot de personnes. Dans l'air virevoltent les étendards des multiples organisations et collectifs, ou tout simplement les écrits de colère des personnes présentes. Et je marche, sur le trottoir, munie de ma mitraillette à pellicules. Je profite d'un pont pour piétons pour avoir une vue d'ensemble. Que je crois ! Même avec de la hauteur, je ne peux pas distinguer où commence et où finit cette multitude de têtes et de pancartes. Je suis impressionnée par le dynamisme de cette manifestation. Tout le monde entonne les slogans avec le poing levé et marche d'un pas décidé. Il semble que rien ne peut

nous arrêter. Rien, même pas les trombes d'eau qui commencent à nous tomber dessus. Nous sommes en juin, c'est l'été, il fait donc très chaud et il pleut régulièrement. Mais pas de ces petites pluies, ni même de ces gros orages, il pleut des cordes au sens propre du terme. Des grosses gouttes qui frappent la peau et inondent les rues en dix minutes.

Rapidement, c'est une autre organisation qui se met en place mais avec toujours la même motivation. Les personnes qui vendaient de l'eau sur les trottoirs vendent maintenant des imperméables en plastique, ou simplement des sacs poubelle à déchirer pour s'abriter. Je ne suis absolument pas équipée pour affronter cette pluie. Cela dit personne ne l'est. Je range l'appareil photo dans sa poche et on m'interpelle – « ¡Çüera! », nom donné aux visages plus pâles que les *morenos* – pour me proposer un abri. Je passe l'heure qui suit la tête enfouie sous une mini-bâche, courbée, à regarder le sol, les gouttes qui tombent, le ruisseau qui en découle, les éclaboussures formées par l'impact des pieds sur ces flaques. La fille du monsieur qui m'a pris sous son aile, également courbée à côté de moi, rigole sans arrêt. Et toujours ces mêmes slogans, criés encore plus fort pour couvrir le bruit de la pluie. Le cortège passe devant l'hôtel où je suis installée. Je remercie mon sauveur avant d'aller m'y changer, prendre mon imper et ressortir.

On continue tous et toutes à avancer. La présence féminine est impressionnante et très organisée, elles marchent en file indienne, sérieuses, d'un petit pas rapide et assuré, la main sur la corde qui fait le tour de leur cortège. Nous arrivons finalement au parc qui doit accueillir le meeting de fin de manifestation. Le début du cortège a dû arriver il y a au moins une heure. Et ça continue! Il est vingt-et-une heures... la manifestation a commencé à quinze heures. Jusqu'à vingt-trois heures les gens arriveront par vagues. Quelques-uns en marchant vite,

---

*Interlude*

d'autres en courant, d'autres encore en jouant de la musique. Tous avec le sourire. Quand je demande combien on est et qu'on me répond cinq mille, je rigole. Le journal me donnera une réponse plus crédible le lendemain : nous étions selon lui trois cent mille. La photo du début de cortège, bravant le fleuve de pluie de vingt centimètres de profondeur, fait la Une, et l'article est intitulé : « *¡Impresionante!* »

Le jour suivant, 17 juin 2006, en marchant sur le *zócalo* à la recherche du journal, je m'arrête à la vue d'une nouvelle pancarte. Un nouveau sigle d'organisation vient de voir le jour : APPO. Il signifie Assemblée populaire du peuple d'Oaxaca. Le sigle est assorti d'une précision au-dessous : « *Independiente* ».

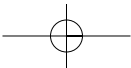
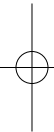
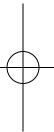
Je pars quelques jours au vert, dans les montagnes mixe – une région au nord-est de la capitale – puis je rentre à Oaxaca début juillet, où un nouveau spectacle m'attend. Les petites barricades de pneus et de tôle ont été remplacées par des camions ou des bus qui bloquent, beaucoup plus efficacement, le passage. Les contrôles d'identité sont plus stricts que trois jours auparavant, mais j'arrive tout de même à passer le check point. Sur le *zócalo*, le campement est revenu, s'est même étendu encore de quelques rues. Les drapeaux « APPO » sont maintenant plus nombreux. Un prof que j'avais croisé le 14 juin m'explique que le gouvernement a rompu les négociations et qu'en même temps l'APPO s'est renforcée. Elle regroupe maintenant près de deux cents organisations et collectifs différents.

Aujourd'hui, il y a une manifestation pro-gouvernementale. Elle s'appelle « Marche pour la paix et la défense de l'éducation ». Il y a des affichettes collées sur les murs de la ville qui proposent trois cents pesos à toute personne qui s'y rendra vêtue de blanc. Vingt euros, au Mexique, ça fait vivre une famille pour

*¡Duro compañer@s!*

---

quelques semaines. Je croise un ami qui va filmer cette mascarade pour montrer le contraste avec ce que dira la presse du lendemain. Selon un journal national, réputé pour être le seul qui apporte un autre son de cloche (*La Jornada*), cette marche a rassemblé vingt-cinq mille personnes. Derrière l'article, il y a une page, de ces pages qu'on peut acheter, entièrement réservée à cette marche. On dirait une publicité : « Nous étions quatre cent mille à promouvoir la paix et l'éducation à Oaxaca hier ! » Elle est signée « Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), gouvernement d'Oaxaca ».





## PREMIERS TÉMOIGNAGES

G., rencontré sur le *zócalo*, le 14 juin 2006 dans la soirée

« La répression a toujours existé à Oaxaca, en partie à cause du gouvernement du PRI. [...] Aujourd'hui il y a une crise avec les enseignants. Je suis d'accord avec eux, parce que leurs revendications sont justes. Il est inconcevable, alors que nous sommes un des États les plus riches en ressources naturelles, que nous ayons un taux de pauvreté si élevé. *¡Ya basta!*, nous voulons un gouvernement juste.

À bas la répression !

Démission du gouverneur !

*¡Para tod@s todo !*

[“Tout est pour tous et toutes”, slogan zapatiste]

Pour un Mexique libre ! »

*iDuro compañer@s!*

E., rencontré autour d'une moitié d'orange  
dans une rue perpendiculaire au *zócalo*,  
le 14 juin vers quatorze heures

« Dans la ville d'Oaxaca, nous sommes en train de nous unir, enseignants, élèves de différentes écoles et parents d'élèves, bien que nous n'ayons rien à voir avec le mouvement [enseignant]. Nous sommes solidaires pour contrer le gouvernement fasciste qui, jour après jour, empêche qu'il y ait une meilleure éducation et qui cherche à nous bourrer le crâne avec la télévision. Mais moi, en tant que membre de cette civilisation en décadence, à 17 ans, je me joins à cette lutte parce que je sens au plus profond de mon cœur qu'ils attaquent mes racines. Ici, aujourd'hui, le gouvernement d'Ulises Ruiz Ortiz nous a attaqués avec des bombes, des armes et des gaz toxiques. [...]

Je crois que nous devrions tous nous unir à cette lutte.

Et, bon, voici quelques slogans :

“Zapata est en vie, la lutte continue !”

“Peu importe la vie d'un être humain, lorsque  
le reste de l'humanité est en danger”  
(que j'emprunte au Che Guevara)

Un salut depuis Oaxaca pour la France

A. P. [Anarco-Punk] Anarchie »

Membre de la Section 22 rencontré aux abords du kiosque,  
le 15 juin 2006 dans l'après-midi

« Ce mouvement enseignant a commencé en 1980. Depuis lors nous luttons pour des revendications justes, liées à notre travail. Pendant tout ce temps et jusqu'à aujourd'hui, nous avons avancé dans nos revendications malgré les attaques que



### Premiers témoignages

nous avons subies. Il y a eu des morts, des disparus, des gens arrêtés et des violences en tous genres. Les événements d'hier ont débuté avant neuf heures du soir par des rumeurs selon lesquelles le campement allait être détruit, raison pour laquelle nous avons renforcé la surveillance. Malgré cela, la police a commencé à nous disperser vers quatre heures du matin avec des grenades, des bombes lacrymogènes lancées depuis un hélicoptère, et des armes. Nous avons tous tenté de nous protéger et après la première surprise, nous avons commencé la contre-attaque. Puis la police s'est retirée après cinq heures d'affrontements. Il y a eu plus de vingt blessés.

Nous sommes revenus aujourd'hui et nous continuons le combat, parce que nos revendications sont pour nos écoles. Cela fait vingt-cinq jours que nous sommes en grève et il n'y a toujours pas de solution. Nous continuerons à nous battre ! »

## QUI, COMMENT, POURQUOI?

Le 14 juin

Extrait de *Oaxaca sitiada, primera insurrección del siglo XXI*  
Diego Osorno (correspondant à Oaxaca du journal *Milenio*,  
quotidien national), Mexico, Grijalbo, 2007

« Avant de prendre la décision d'évacuation, Ulises Ruiz Ortiz a consulté les entrepreneurs du centre-ville, qui lui ont donné leur soutien inconditionnel. Puis il en a discuté avec la presse et les médias :

[Dialogue entre le directeur du quotidien *El Imparcial*, en faveur du gouvernement d'Oaxaca, et Ulises Ruiz Ortiz]

– N'ouvre pas la boîte de Pandore, Ulises.

– Nous devons faire quelque chose maintenant parce que sinon, ces cons ne nous laisseront pas gouverner.

– L'évacuation du *plantón* est un piège, il vaut mieux que tu appliques les sanctions administratives : décompte bien les

Le 14 juin

jours de grève de leurs salaires, on verra bien combien de temps ils restent plantés là.

– Mais nous avons des enquêtes qui le disent : les gens approuvent l'évacuation, ils en ont marre des profs. Les gens nous demandent de faire ça.

Puis il a finalement eu une réunion avec ses équipes gouvernementale et policière :

[Discussion entre le directeur de la Police ministérielle, le ministre de la Protection citoyenne, le président de la chambre des députés, le ministre de l'Intérieur et Ulises Ruiz Ortiz]

– C'est mieux qu'on les arrête un par un, non ?

– Donc tu n'es pas d'accord avec l'évacuation ?

– Je pense qu'il serait mieux d'arrêter d'abord les leaders, un par un, et seulement ensuite d'appliquer le plan que vous proposez.

– Neuf minutes, gouverneur, laissez-nous neuf minutes pour l'évacuation. On a déjà tout prévu avec le ministre de l'Intérieur.

– Comment ça, neuf minutes ? Tu ne sais pas dans quoi tu es en train de te fourrer, tu ne vas pas évacuer une maternelle !

– Les *granaderos* évacuent le *zócalo* pendant que vous, Police ministérielle, arrêtez les leaders qui sont concentrés dans l'immeuble du syndicat et dans l'hôtel [*del magisterio*].

– J'insiste, nous pouvons faire ça avant. Justement hier nous avons vu Rueda Pacheco [secrétaire de la Section 22] marcher seul dans la rue. Mes hommes n'attendaient que les ordres pour l'arrêter.

– On fera comme je viens de dire. On doit envoyer un message de force, un coup dur qui nous évite les chantages après. »

*iDuro compañer@s!*

Extrait du film documentaire *¡Ya Cayó!* projeté sur le *zócalo*  
le 15 juin 2006

Indymedia Oaxaca/Mal de Ojo :

<http://mexico.indymedia.org>, [www.maldeojotv.net](http://www.maldeojotv.net)

[Première partie, dans la ville d'Oaxaca, le 14 juin 2006.  
On entend Radio Plantón, la radio de la Section 22, vers cinq  
heures le matin]

« En ce moment-même, nous faisons face à une répression  
de la part de l'État qui tire des bombes de gaz lacrymogène sur  
l'immeuble du syndicat. Nous poursuivrons la transmission  
tant que nous pourrons. [...] Les anti-émeutes arrivent dans le  
studio! Nous lançons un appel à toute la population  
d'Oaxaca! Sortez de chez vous et levez-vous, venez lutter!  
[...] Ça y est, ils sont entrés dans le local... [silence] »

[...]

[Un homme armé d'un pavé et le visage couvert par un  
foulard se tient devant une petite barricade enflammée]

« C'est ton dernier jour au pouvoir, Ulises Ruiz! Que ce  
soit bien clair! »

[...]

[Alors que la police se replie au pas de course, une voix crie]

« Venez, venez vite, ça y est! On les a eus! *Compañeros*,  
*maestros*, venez vite, on est en train de les faire courir comme  
des lapins! Héhé, pour qu'ils sachent de quoi on est capables,  
les cons. »

[...]

[Une femme parle devant une foule qui l'applaudit]

« Ils vont voir, on va se lever, nous, les mères et les élèves!  
S'ils veulent tuer nos profs, qu'ils nous tuent tous, d'une

*Le 14 juin*

traite! Mais ils ne savent pas de quoi nous sommes capables en tant que peuple. Les profs, vous n'êtes pas seuls, on est avec vous!»

[...]

[Un homme s'approche de la caméra en pointant du doigt l'hélico]

« Le type de l'hélicoptère tire directement sur les gens! Il ne tire pas les grenades en cloche, on l'a vu, il nous visait, à tirs tendus! Si quelqu'un meurt, c'est de la faute de cet hélicoptère... »

[...]

[Un autre montre une balle de pistolet]

« Imagine un peu, regarde ce qu'ils nous lancent. Nous, on n'a rien, et ils nous envoient ça... »

[Une femme ouvre sa main, remplie de douilles]

[La foule entonne]

« *Duro, duro, duro, duro, duro...* [Tiens bon, tiens bon, tiens bon...] »

[...]

[La caméra s'approche d'un enseignant qui parle dans la rue]

« Notre mouvement n'est pas un mouvement violent, *compañeros*. Notre mouvement est un mouvement de l'intelligence, de la raison. [Regardant la caméra bien en face] Nous invitons la presse à dire la vérité... Deux articles sont l'âme de notre Constitution politique: l'article 3 et l'article 123. En ce moment, Ulises Ruiz viole l'article 123, celui qui confère le droit de grève, le droit de manifester. L'article 3, ils veulent le faire tomber avec la privatisation de l'éducation. Écoute,

*iDuro compa er@s!*

Ulises Ruiz : nous, les enseignants, avec le peuple organisé, nous ne permettrons pas que tu nous massacres.

Je lance un appel à la sensibilité du peuple, à la raison et au soutien aux enseignants. C'est maintenant ou jamais, *compa eros*. C'est ici, grâce au moyen de communication que nous offre le camarade qui filme, que nous pouvons lancer un appel aux autres syndicats [du secteur public de l'électricité, du pétrole, du téléphone...]. Ce sont des travailleurs, ce sont des gens du peuple, ils sont comme nous. C'est le moment de s'organiser et de constituer un front commun.

Ulises Ruiz a déjà démontré son incapacité à gouverner Oaxaca. Nous devons trouver un moyen de le faire sortir de notre   tat. Utilisons notre raison, *compa eros*, pour la défense de notre Constitution politique et pour la défense des acquis que nos ancêtres révolutionnaires ont gagnés. Ce moment n'est pas celui de la lutte armée, *compa eros*. Nous avons besoin de l'intelligence et de la raison. Je terminerai avec les mots de Benito Juárez [originaire d'Oaxaca, il fut le premier président indigène du Mexique, à la fin du dix-neuvième siècle] : "Maudits soient ceux qui avec leurs mots défendent le peuple, mais qui le trahissent avec leurs actes". [...]»

« *  Ya cayó, ya cayó, Ulises ya cayó!* »

[...]

[Le film se termine par un texte sur l'écran]

« Au total, 113 personnes ont été soignées dans les hôpitaux publics de la ville : 57,5 % sont des policiers et 25 % sont des enseignants. Onze profs ont été arrêtés arbitrairement et neuf ont subi la torture psychologique. Ils auraient été emmenés dans des maisons de sécurité.

Divers corps policiers ont participé à l'opération, parmi lesquels : le Groupe d'opérations spéciales (GOE), l'Unité

*Le 14 juin*

ministérielle d'intervention tactique (UMIT), l'Unité de police d'opérations spéciales (UPOE), la Police préventive de l'État (PPE), la Police auxiliaire bancaire (PABIC), la Police municipale, la Brigade canine, la Police juvénile [adolescents chargés de la sécurité dans leurs écoles et ne dépendant pas du ministère de l'Intérieur]. »

*Extrait de Oaxaca sitiada, primera insurrección del siglo XXI*

« Le 14 juin, plus de mille effectifs policiers sont entrés en action. Malgré la présence d'observateurs qui s'assuraient que l'ordre de ne pas porter d'arme à feu soit respecté, plusieurs policiers étaient armés de AR-15, de Super 38 et de pistolets de calibre 45. Toutefois, les armes principalement utilisées ont été les matraques, les boucliers, les tasers électriques et les lance-grenades. »

*Extrait du Rapport du Réseau oaxaqueño des droits humains (RODH) sur l'évacuation du plantón le 14 juin 2006, <http://rodh.org.mx>*

*[À l'hôtel del magisterio]*

« Aux alentours de quatre heures et demie, on a frappé avec force à ma porte. Je croyais que c'était la personne qui partageait la chambre avec moi [...]. Plusieurs policiers ont ouvert la porte en grand. Ils m'ont repoussé à l'intérieur pour entrer. Ils m'ont attrapé par la ceinture et m'ont mis à terre. J'ai demandé si je pouvais au moins mettre des chaussures. [...] Quand j'étais en train d'attacher mes lacets, j'ai vu qu'ils déposaient une arme dans le coin de la chambre. L'arme était de couleur différente de celles qu'ils avaient. Les leurs étaient plus petites, communément appelées "d'assaut" et chacun portait un couteau, un pistolet et des cartouches. Je leur ai

*iDuro compañer@s!*

crié de ne pas mettre ça dans ma chambre, ce à quoi l'un d'eux m'a répondu : "Fais pas le con, on sait qu'elle est à toi. Là, en haut du placard, on va trouver d'autres armes et de la drogue, t'en fais pas. Alors maintenant, selon toi, c'est qui, celui qui va tomber?" Il faisait allusion à notre revendication sur la chute d'Ulises Ruiz. J'ai donc été accusé de possession d'armes réservées à l'usage de l'armée fédérale. »

[Dans l'immeuble de la Section 22]

« Un commando armé de pistolets d'assaut, de jumelles et de lasers est entré dans l'immeuble quand nous y étions. Nous avons commencé à voir le point rouge du laser sur notre torse ou sur le visage de nos collègues. C'était des armes d'assaut, à forte puissance, celles d'unités spéciales. Parce que oui, ça a été une opération d'unités spéciales, avec des types qui mesurent un mètre quatre-vingt, costauds, avec des gilets pare-balles, des masques à gaz, des radios, des couteaux, des flingues à la ceinture... Finalement tous des hommes de guerre. »

« J'étais au troisième étage, ils m'ont fait descendre [...]. Ils avaient une liste, ils avaient déjà tous nos noms. [...] Il était environ cinq heures du matin. Ils nous ont fait monter dans une camionnette. [...] Nous allions en direction de l'aéroport, dans un lieu qui ne portait aucun signe d'institution légale : ni immeuble officiel, ni immeuble policier. La camionnette non plus n'avait pas de signe distinctif officiel, pas un logo, rien. »

[Sur le plantón]

« J'étais sur la place quand la police préventive de l'État est arrivée [...]. Avec ma femme, nous sommes montés dans notre voiture pour nous protéger. Ils ont commencé à taper sur la voiture à coups de matraque, à casser les fenêtres. Pour nous obliger à sortir, ils ont attrapé une bonbonne de gaz qu'on utilise



*Le 14 juin*

pour cuisiner et l'ont mise sous la voiture. Ils l'ont ouverte et nous ont menacé d'y mettre le feu. Nous sommes sortis de la voiture et ils ont commencé à nous donner des coups. Ils n'ont pas épargné ma femme, elle avait le visage bleu. [...] Après, ils m'ont emmené là où tous les policiers se retrouvent pour lancer des grenades lacrymogènes. Là, ils m'ont fait respirer le gaz jusqu'à ce que je vomisse. Ensuite, ils m'ont emmené dans une camionnette où ils m'ont mis un sac sur la tête. [...] Nous sommes descendus à Santa María Coyotepec, en garde à vue, où ils m'ont mis dans une cellule avec un autre *compañero*. Ils ont lancé des grenades de gaz dans la cellule. Après environ douze heures, ils nous ont emmenés au commissariat pour la déposition. J'ai appris qu'ils entamaient une procédure contre moi, pour "coups et blessures et tentative d'homicide". [...] »

[Cabine de Radio Plantón, dernier étage de l'immeuble du syndicat]

« Ils ont passé le premier, puis le deuxième étage et ils sont arrivés jusqu'à nous. Tout semble indiquer que c'était une réelle attaque contre l'utilisation des moyens de communication alternatifs. Ils venaient avec la ferme intention d'attaquer la radio, et ils l'ont fait. Nous nous trouvions dans le studio, avec plusieurs de nos *compañer@s* enseignants et enseignantes qui cherchaient un refuge. Les flics sont entrés et nous ont menacés avec leurs armes, puis nous ont entassés dans un coin.

Normalement, seul le gouvernement fédéral a le droit de saisir le matériel radiophonique, pas le gouvernement de l'État. Mais ils s'en fichent ! [...] Ils se sont introduits dans le studio et ont commencé à casser, frapper, détruire tout le matériel : la console d'enregistrement, les micros, l'émetteur... Ils ont même cassé les fenêtres ! Ils ont tout réduit à néant. Une fois le calme revenu, [...] ils ont emporté les ordinateurs. »

*iDuro compañer@s!*

Article paru dans le quotidien

*Noticias, voz e imagen de Oaxaca*, 16 juin 2006

« LE CORPS ENSEIGNANT LIBÈRE LES POLICIERS DÉTENUS

Les détenus, agents de la Police auxiliaire bancaire et de la Police préventive, ainsi que le sous-directeur exécutif de la Police ministérielle de l'État, plus les deux autres supposés policiers, se trouvent enfermés [depuis le 14 juin] dans une classe du collège technique numéro 6 [d'Oaxaca]. Ils ont été examinés par les médecins de la Croix Rouge puis transportés en ambulance à l'hôpital de cet organisme. L'avocat est témoin de la passation des otages. Bien qu'ils représentent "la répression sauvage d'Ulises Ruiz envers le mouvement enseignant, on les livre dans de bonnes conditions, ils sont sains et saufs, ils ont bien mangé. On espère qu'il en est de même pour nos collègues après leur passage dans leurs geôles immondes", a déclaré un enseignant d'Oaxaca. »

Extrait du film documentaire *¡Ya Cayó!*

[Deuxième partie, à Tamazulapam Mixe. Une femme s'adresse en *mixe*, langue indigène, à la population du village. Sans sous-titres, on comprend tout de même qu'elle annonce son soutien total aux enseignants. Les personnes présentes entrent dans le bureau de la Police municipale du village et en sortent tous les uniformes et le matériel. Ils les mettent ensuite en tas sur la place centrale.

Un homme prend la parole en espagnol]

« Quelqu'un a des allumettes ? »

## L'État d'Oaxaca

### Extrait de *Oaxaca sitiada*

« Ulises a été tenu informé par téléphone de la défaite, mais aussi du fait que, dans d'autres villes de l'État, on avait commencé à manifester et à protester contre l'opération policière. Pendant que la bataille se déroulait dans le centre historique de la capitale, les palais municipaux de Huautla de Jiménez, de Jalapa del Marqués, de Pinotepa Nacional, de Tehuantepec, de Salina Cruz, de Juchitán de Zaragoza, de Ciudad Ixtepec, de San Blas Atempa, de Matías Romero, de Zanatepec, de Tapanatepec, de Chahuities et de Santiago Juxtlahuaca étaient occupés par des manifestants. »

## L'État d'Oaxaca

Extrait de *Oaxaca, insula de rezagos*  
Cuauhtémoc Blas López, Oaxaca, Siembra, 2007

« Oaxaca, État du sud de la république [mexicaine], classé cinquième en termes de superficie, possède une vie municipale sui generis : 570 communautés de communes et plus de dix mille communautés sont réparties sur un territoire aux reliefs abrupts. Il est au premier rang national en termes de biodiversité [...].

Oaxaca est découpé en huit régions socio-économiques : la Cañada, la Costa, l'Istmo, le Papaloapan, la Sierra Norte, la Sierra Sur, les Valles Centrales et la Mixteca. Dans ces régions cohabitent les quinze groupes ethniques reconnus par la Constitution locale : Amuzgos, Cuicatecos, Chatinos, Chinantecos, Chocholtecos, Chontales, Huaves, Ixcatecos, Mazatecos, Mixes, Mixtecos, Nahuas, Triquis, Zapotecos et Zoques. »

*iDuro compañer@s!*

Extrait d'entretien avec M., enseignant membre de la Section 22  
et coordinateur de Radio Plantón (mai 2009)

« Les peuples indigènes sont régis par ce qu'on appelle la *comunalidad*. Elle est fondée sur quatre piliers : l'assemblée, le système de services communautaires, le travail communautaire (*tequio*) et le soutien mutuel (*godzona*). Il faut y ajouter les fêtes, la musique, la nourriture, car c'est important. Les peuples indigènes, ce sont quinze différentes manières de voir et de comprendre le monde, comme le triqui et le mixe, qui sont comme le chinois et l'allemand, par exemple. [...] De plus ici, à Oaxaca, la tradition est très importante. Il y a 418 municipalités qui fonctionnent grâce aux piliers dont je parlais plus haut. Et la totalité des 570 municipalités de l'État apporte un financement à ces communautés. C'était l'idée du gouvernement : permettre la création de 570 municipalités, et reconnaître, dans une certaine mesure, que certaines puissent bénéficier d'une autonomie. Mais tout ceci est très récent, ça date de 1996. C'est une loi qui est passée parce qu'il y avait eu 1994 au Chiapas [soulèvement de l'Armée zapatiste de libération nationale, EZLN], il fallait devancer un possible écho dans l'État voisin qu'est Oaxaca. Cette loi n'est que du réchauffé des accords de San Andrés, qui ont été débattus en 1995 au Chiapas (sans pour autant être appliqués), et qui permettent une marge d'autonomie, le choix de ses autorités, etc. »

Extrait de *Oaxaca, ínsula de rezagos*

« Sa richesse naturelle, au lieu d'être un potentiel qui profite à ses peuples, s'est construite sur une barrière de communication qui maintient des milliers de communautés en marge d'une réelle amélioration de leurs conditions de vie économique et

### L'État d'Oaxaca

politique. Il est situé dans les derniers rangs des indicateurs socio-économiques du pays (avec le Chiapas et le Guerrero).

L'État d'Oaxaca, selon le recensement de 2000, est peuplé de 3 486 765 personnes [...]; 45 % de la population est urbaine et 55 % vit dans les campagnes, tandis que la tendance nationale est à 75 % urbaine et 25 % rurale. [...] 25 % des adolescents de quinze ans sont analphabètes, 20 % des enfants de cinq ans parlent uniquement leur langue maternelle indigène. [...] Sur tous les foyers recensés, 70 % disposent d'un système de plomberie, 42 % bénéficient d'un système de tout-à-l'égout et 87 % ont l'électricité. [...] En termes de développement industriel, l'État est classé dernier parmi les trente-deux États que compte le Mexique. Les gouvernements, fédérés [locaux] et fédéral [national], sont de grands employeurs et concentrent 42 % de la population active. Le commerce, lui, en emploie 32 %.

Extrait du site internet officiel de l'État d'Oaxaca, section économie  
<http://www.oaxaca.gob.mx>

« Pour notre politique économique 2004-2010, nous investissons dans les secteurs qui ont toujours été des axes de l'économie locale comme les micro et moyennes entreprises, le tourisme, l'artisanat régional et l'activité commerciale. Nous travaillons également à l'impulsion et au développement de grands projets pour l'État, comme l'énergie éolienne, les combustibles, la logistique et l'exploitation forestière.

L'industrie du *mezcal* bat son plein grâce à l'installation du site d'exploitation de Tlacolula, avec une production de quatre millions de litres annuels. Cette production est destinée à l'exportation européenne, principalement à l'Espagne. [...]

*iDuro compañer@s!*

L'un des projets les plus importants et dont l'impact est le plus grand pour l'économie de l'État, et particulièrement de l'Isthme, est le projet "éolienne". Cette année nous avons implanté les trois premiers parcs privés d'éoliennes. [...]

Nous avons également investi dans la raffinerie de pétrole PEMEX du port de Salina Cruz, en vue d'augmenter l'approvisionnement et les services liés à l'industrie pétrolière.

D'autre part, nous avons soutenu d'autres branches comme celles des industries agro-alimentaires et forestières : nous avons organisé la compétitivité des entreprises dans la chaîne de production de meubles dans la Sierra Sur. [...]

Et dans le Papaloapan, nous avons appuyé l'implantation d'une entreprise agro-industrielle pour l'exploitation des fruits tropicaux. »

Extrait du film documentaire *Oaxaca, entre utopie et rébellion*,  
Miriam Fisher, 2008

[Un homme, sur le *plantón*]

« Le Plan Puebla-Panama implique d'inonder l'État d'Oaxaca avec des *maquiladoras*. Nous savons que ce sont des centres de travail où l'on exploite des personnes à n'en plus pouvoir. (Les *maquiladoras* sont des usines de zones industrielles franches où les entreprises multinationales ne paient ni impôts, ni loyer, ni électricité, ni eau, et rémunèrent leurs salariés à hauteur de cinquante centimes de dollar par jour.) Nous luttons aussi contre cela. Parce que ce plan implique la privatisation de toutes nos ressources : l'eau, les forêts, les terres. »

---

*L'État d'Oaxaca*

---

[Teresa, membre des Communautés ecclésiastiques de base]

« Les communautés ecclésiastiques de base, c'est l'Église en mouvement, l'Église du peuple. [...] Et la voix de ce peuple, c'est la voix même de Dieu, qui demande et exige la justice. Je crois que dans nos communautés, c'est notre mission. C'est la mission de tout chrétien, de chercher le bien de tous. [...] C'est pour ça que je pense que la présence des communautés ecclésiastiques de la base, ici [sur le *plantón*], ce n'est pas seulement pour demander la démission d'Ulises Ruiz, c'est aussi pour essayer d'enlever tout le système qui nous assujettit à la pauvreté, à l'inégalité, et ce depuis des dizaines d'années.

Ce qu'on nous impose, c'est toujours dans le but de briser nos racines, nos valeurs de respect, de partage, de solidarité, d'unification, d'organisation. Or ce que veut ce système, c'est nous individualiser, c'est nous rendre égoïstes, que chacun ne se préoccupe plus que de ses affaires et de rien d'autre. C'est un système qui veut un peuple endormi par le consumérisme. On est devant un monstre, si l'on peut dire, c'est le système capitaliste néo-libéral, où les riches sont toujours plus riches et les pauvres toujours plus pauvres. On essaie donc d'arrêter ça au niveau national, même mondial. Ulises, quelque part, représente ce système répressif, qui défend son pouvoir quoi qu'il en coûte. »

[Doctora Berta]

« L'exploitation des travailleurs, des paysans, des indigènes... la discrimination... Comment va notre peuple ? Je ne parle pas que des zones rurales, il faut aller faire un tour dans les quartiers périphériques de la ville où il n'y a pas d'eau, pas d'électricité, pas de téléphone, où les rues ne sont pas pavées, où on ne dispose pas des choses élémentaires. Les grands font n'importe quoi avec l'argent : ils le mettent dans leurs poches, dans leurs

*iDuro compañer@s!*

résidences... Pendant les dix-huit premiers mois d'exercice de ce gouvernement, tous les fonctionnaires sont devenus millionnaires. Ils ont commencé à construire des villas, ils roulent dans des camionnettes dernier cri, et les gens du peuple, où en sont-ils? Ils n'ont rien! Ce n'est pas possible. Ça suffit!»

## Ulises Ruiz Ortiz

Extrait de *Oaxaca sitiada*

« Auront-ils le cynisme d'accuser Oaxaca d'être une sorte de "Tour de Babel" où cohabitent des personnes qui parlent dix-sept langues [...] ? Qui répondra, dans les comptes-rendus officiels, pour les 450 000 *Oaxaqueños* qui ne peuvent pas lire une affiche ou les articles de leur Constitution, qui peuvent encore moins envoyer une lettre à leurs proches ou au Président de la République ? [...] Qui osera dire une fois pour toutes et pour toujours : le système de caciquisme [mode de gestion politique despotique par des notables locaux puissants] en vigueur dans tout l'État se nourrit de cooptation, de corruption, de mensonges, de répression et d'une structure sociale solidement ancrés depuis des décennies ? »

Extrait de *Autoritarismo, movimiento popular y crisis política: Oaxaca 2006*  
Víctor R. Martínez Vásquez, Oaxaca, IISUABJO, 2007

« Les gouverneurs Ulises Ruiz et José Murat [prédécesseur d'Ulises Ruiz] ont entretenu un contrôle quasi absolu des pouvoirs législatif et judiciaire, ce qui en dit long sur la nature du régime. Ils ont aussi réussi à infiltrer les organisations



---

*Ulises Ruiz Ortiz*

---

“citoyennes”, supposées indépendantes. Les titulaires de la Commission locale des droits humains (CEDH) [...] ou de l’Institut électoral local (IEE) ont par exemple tous été assujettis au représentant de l’exécutif en charge. [...]

Le “gouvernement autoritaire” est personnaliste, centré sur le gouverneur. Il est plus fondé sur la peur que sur le consensus, sur l’exercice discrétionnaire de la loi plutôt que sur le respect de l’État de droit, sur l’utilisation patrimoniale du pouvoir et des ressources publiques [...]. Il préfère l’occultation et la manipulation de l’information publique plutôt que la liberté de la presse et les lois de transparence. [...]

Le gouvernement de l’État occupe la dernière place en matière de transparence dans le maniement des caisses publiques et le Congrès est encore un des plus en retard en matière d’accès à l’information, d’après une enquête du Centre de recherche et d’enseignement économique (CREE). [...] Les gouvernements successifs de Murat et de Ruiz Ortiz, ces huit dernières années, n’ont pas justifié l’utilisation de près de quatre-vingt-douze milliards de pesos [4 719 300 000 euros]. [...]

Ulises est originaire d’une famille très connue de la Mixteca [...]. Il a étudié le droit et, très jeune, il est entré en politique, spécialisé dans la bataille électorale. Il a ainsi forgé sa réputation de candidat imbattable ou, en termes plus populaires, de *mapache* [littéralement, raton laveur]. »

Extrait de *Oaxaca sitiada*

« Pourquoi tant de haine contre un gouverneur ? Pourquoi tant de rage alors qu’il n’était au pouvoir que depuis un an et demi ? [...] J’ai posé la question à beaucoup de manifestants et ils me répondaient tous la même chose : le gouverneur est

*iDuro compañer@s!*

arrivé au pouvoir grâce à une fraude électorale ; les protestations ont ensuite été interdites et, enfin, il a déclaré la guerre à toutes les organisations qui n'ont pas voulu signer avec lui le "Pacte social" [...].

Ulises a généralisé le gaspillage économique, ce qui a d'ailleurs été maintes fois dénoncé : le gouverneur local détournait des ressources officielles pour la campagne électorale de Roberto Madrazo Pintado [candidat du PRI aux présidentielles de juillet 2006]. Grâce à la réalisation de travaux et d'événements culturels, qui n'étaient qu'une façade, Ulises extorquait des fonds et les envoyait à Mexico, alimentant ainsi les processus électoraux les plus verrouillés de l'histoire nationale. »

Extrait de *Autoritarismo, movimiento popular y crisis política*

« Aux élections de 2004, le candidat de l'opposition Gabino Cué avait réussi à canaliser l'énorme mécontentement – comme ça n'était jamais arrivé – et à réunir les principales forces d'opposition de l'État : le PRD, le PAN, et le parti Convergence pour la démocratie. Ils se sont tous présentés ensemble sous le drapeau de la coalition "Nous sommes tous Oaxaca". [...]

La campagne électorale a été marquée par de nombreuses irrégularités et a même été tachée de sang, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du PRI. Nous devons signaler que plusieurs personnes ont été assassinées pendant cette campagne par des groupes de "priistes". [...] Les assassins ont été libérés et les crimes n'ont jamais fait l'objet d'une enquête. [...] Il existe également des doutes à propos de la mort du pré-candidat du PRI, qui est décédé dans un étrange accident de voiture trois jours après avoir annoncé sa candidature. Il avait un profil beaucoup plus ouvert, conciliant et tolérant que les autres pré-candidats du même parti. Le candidat préféré par l'alliance

*Ulises Ruiz Ortiz*

de José Murat et de Roberto Madrazo Pintado, qui était alors dirigeant national du PRI, fut Ulises Ruiz Ortiz, ami de longue date de Madrazo. [...]

Dans un livre paru après les élections, Gabino Cué rend compte des nombreuses irrégularités observées pendant la campagne : l'intervention du gouverneur, de l'appareil gouvernemental, du président du Congrès, du parquet, du président de l'Institut local électoral, de la commission chargée des délits électoraux, du Tribunal électoral local (TEE), de la Corporation *oaxaqueña* de radio et télévision [Canal 9], ainsi que des députés "priistes" dans le processus électoral. Gabino mentionne les sommes faramineuses d'argent public avec lesquelles le vote a été acheté (au moyen de dons de sacs de ciment, de riz ou de maïs). Il nous informe également de l'illégalité de l'attitude de certains fonctionnaires, du manque de certitude quant à la véracité des résultats qui ont été manipulés pendant le décompte et le recompte des voix, ainsi que pendant la "panne" des ordinateurs et de la retransmission télévisée, en direct, le soir de l'annonce des résultats.

Malgré les irrégularités, les manifestations et les efforts de la coalition "Nous sommes tous Oaxaca", le Tribunal électoral local a déclaré la victoire d'Ulises Ruiz au poste de gouverneur. [...]

Un autre impératif urgent dans l'agenda du tout nouveau gouverneur a été l'arrestation et l'emprisonnement de Gabino Cué, pour extorsion de fonds publics durant son mandat de maire. [...] Le dirigeant du Front unique *huastleco* a lui aussi été arrêté pour homicide, arrestation suivie d'un procès aberrant tant juridiquement qu'éthiquement. [...] Au total, ce sont près de cent cinquante personnes qui ont été emprisonnées ou qui ont été contraintes à l'exil, comme le dirigeant du Conseil indigène populaire d'Oaxaca (CIPO-RFM), Raúl Gatica. Tous faisaient alors partie d'organisations qui refusaient la main

*iDuro compañer@s!*

tendue par le gouvernement au travers du “Pacte social”, ou qui étaient en désaccord avec les politiques entreprises par le nouveau gouvernement. [...]

Le cas le plus connu et sujet à controverses est celui des travaux entrepris sur le *zócalo* de la ville qui, malgré des pétitions réunissant des milliers de signatures et de nombreuses manifestations, ont entraîné la disparition des arbres centenaires qui y étaient plantés. À ce sujet, lors d’une réunion entre les protestataires et le Premier ministre d’État, ce dernier avait conclu par un : “Faites donc ce que vous voulez, le gouvernement a déjà décidé”. Il y a d’autres cas similaires de réorganisation urbaine qui ont généré des plaintes, comme le remplacement, sur la Plaza de la Danza, de la *cantera* [roche naturellement verdâtre, typique de la région] par du ciment ; les travaux qui ont défiguré la colline de la ville, le Cerro del Fortín, qui est maintenant traversée par une route internationale ; les travaux sur le Llano [la Plaine, un parc du centre-ville]. Les habitants du quartier de Jalatlaco n’ont pas non plus été écoutés quand ils ont protesté contre l’agrandissement de la gare de première classe ADO, située dans l’un des plus vieux quartiers de la ville, classé au patrimoine mondial de l’Humanité. [...]

La population n’a pas non plus été consultée au sujet du destin du palais du gouvernement, qui fut transformé en musée pour, semble-t-il, éloigner les manifestations du centre-ville. L’abandon du palais a entraîné un ensemble de désordres dans l’administration publique, qui s’est divisée en multiples bureaux décentralisés, ainsi qu’une confusion tant pour les autorités municipales que pour les particuliers. [...] Sans compter, bien sûr, le coût des loyers de ces nouveaux bureaux.»

## Le mouvement enseignant et la Section 22

Extrait de *Oaxaca sitiada*

« La politique du gouvernement était claire : il fallait réprimer et enfermer. Celles et ceux qui étaient surpris en train de coller des affiches étaient menés en prison de manière préventive, puis relâchés après quelques jours, sous la menace d'être transférés à la prison centrale s'ils récidivaient. La promesse de campagne était tenue : à chaque fois qu'un peuple ou une organisation voulait protester dans le centre-ville, la place était occupée par les forces de l'ordre. [...]

Le gouvernement a également expulsé du centre-ville les vendeurs ambulants, pourtant installés là depuis des dizaines d'années, et a interdit aux mendiants de faire la manche dans les rues du centre. [...]

En déménageant les sièges du pouvoir de l'État dans les mairies annexes, [...] le gouverneur a réalisé une brillante opération : le palais officiel du gouvernement a été transféré du *zócalo* à l'intérieur de la caserne de la police locale de Santa María Coyotepec. Le pouvoir travaillait ainsi littéralement au milieu des policiers. »

## Le mouvement enseignant et la Section 22

Extrait de *Oaxaca sitiada*

[Dialogue entre le président de la Chambre des députés fédérée et Ulises Ruiz Ortiz]

– Les enseignants, ce sont les seuls qui puissent faire destituer un gouverneur, tu le sais ?

– Eh bien, je tente le coup.

*Extrait de Autoritarismo, movimiento popular y crisis política*

« Depuis mai 1980, date à laquelle s'est constitué le "Mouvement démocratique enseignant", la Section 22, avec sa structure interne, est apparue comme une des sections dissidentes du Comité exécutif du SNTE, ainsi qu'une des colonnes les plus importantes de la Coordination nationale des travailleurs de l'éducation (CNTE). [...] Cela n'a pas été facile étant donné la taille et la force de son adversaire, le puissant groupe "Avant-garde révolutionnaire", qui fut longtemps mené par un cacique [priiste] du SNTE, dans la tradition du vieux régime autoritaire et corporatiste. [...]

Le mouvement enseignant dans l'État d'Oaxaca a indirectement été provoqué par cette même "Avant-garde révolutionnaire" qui, lors de la grève entamée le 1<sup>er</sup> mai 1980, avait essayé de stopper le mouvement avant d'avoir obtenu satisfaction. Ses dirigeants avaient alors été submergés par les représentants élus par la base enseignante [...]. Le Comité exécutif avait été désavoué par la majorité des secrétaires de délégations et remplacé par une Commission exécutive qui avait continué de mener la grève. [...]

Les principes directeurs du mouvement enseignant *oaxaqueño* sont un ensemble de vingt règles qui incluent : la non-réélection des dirigeants, la participation de la base dans les décisions, la libre affiliation politique, le compte-rendu des mandats devant la base, la renonciation à toute forme d'ambition de contrôle politique de l'État, des partis ou des courants idéologiques, la revendication de la démocratie et de la liberté syndicales, le refus de l'imposition de décisions, de la répression ou de la corruption des dirigeants syndicaux, le respect du droit du travail, du droit syndical et du droit professionnel [...], l'alliance avec les ouvriers et les paysans dans leurs revendications de classe, l'assemblée locale comme organe suprême, l'impulsion de coordinations de délégations, de secteurs et de régions, [...] et

*Le mouvement enseignant et la Section 22*

finalement la révocation des dirigeants qui n'ont pas honoré leur mandat ou qui sont mêlés à des affaires de corruption, qui font preuve d'irresponsabilité, de négligence ou qui effectuent des tâches allant dans le sens contraire du mouvement.

Le mouvement s'est défini et qualifié de démocratique. D'aucuns disent qu'il ne l'est pas. On ne peut toutefois pas nier que, dans la Section 22, on observe des pratiques distinctes de celles que l'on voit au sein du syndicalisme corporatiste et personnaliste, comme c'est le cas pour le reste du SNTE. En 1989, le monopole de Carlos Jongitud Barrios à la tête du syndicat prend fin avec l'arrivée d'Elba Esther Gordillo [membre du PRI], qui est toujours en poste à l'heure actuelle et qui, de plus, défend fermement sa place. »

Extrait de *Educación, sindicalismo y gobernabilidad en Oaxaca*  
Ouvrage collectif sous la direction de Joel Vicente Cortés,  
Oaxaca, Éditions SNTE, 2006

« Le cas des enseignants d'Oaxaca est assez intéressant et ce pour plusieurs raisons. Premièrement, c'est la principale force syndicale et politique d'opposition face au gouvernement de l'État, qui se mobilise chaque année pendant les mois de mai et de juin pour la satisfaction de ses revendications non seulement en matière d'éducation, mais aussi en termes d'avancées politiques et sociales. Elle représente également une section dissidente qui, grâce à sa propre force numérique et à sa grande capacité d'organisation et de mobilisation, impose son rythme, ses temps et ses conditions au gouvernement de l'État. [...] »

La période de décentralisation des services d'éducation a permis, en 1992, la création d'une passerelle permettant aux enseignants d'intégrer l'Institut d'éducation publique d'Oaxaca (IEEPO). [...] Parmi les engagements pris alors par la

direction de la Section 22, suite à la construction d'un rapport de force avec l'État, figure le fait que "le gouvernement local devra faire participer les membres du Comité exécutif de la Section 22, ainsi que la base enseignante, à tout ce qui touchera à la formulation des lois ou des dispositions générales en matière d'éducation, sous ses formes professionnelle, sociale, technique et concernant les conditions de travail". De la même manière, le gouvernement s'engage à ce que "la sélection et la nomination des futurs fonctionnaires de l'éducation publique soient faites à partir des propositions de la représentation syndicale".

Au fil du temps, ces endroits [comme l'IEEPO] se sont convertis en un mécanisme efficace de mobilité économique et sociale individuelle, en lieu de recrutement tant politique que syndical, et les règles du jeu ont changé, tournant à la faveur de courants syndicaux et de cadres organiquement liés aux dirigeants de sections.

En mai 2004, une fois Enrique Rueda Pacheco élu nouveau secrétaire de la Section 22, il n'a pas été étonnant de constater que les profondes divergences qui s'étaient déjà manifestées entre les deux blocs de courants syndicaux, pendant les élections, aient abouti à une réelle confrontation politique qui, avec le temps, s'est transformée en vraie crise, en 2005. [...] Aujourd'hui [juillet 2006], sans avoir totalement surpassé cette crise interne, les enseignants traversent un des chapitres les plus longs, incertains et risqués de leur histoire. »

Extrait de *Oaxaca, ínsula de rezagos*

« D'après le calendrier officiel du ministère de l'Éducation, deux cents jours de classe par an devraient permettre d'atteindre les mille heures minimum recommandées par l'UNESCO pour



*Le mouvement enseignant et la Section 22*

une éducation de qualité, si on donnait cinq heures de cours par jour. À cause du relâchement de la discipline et du contrôle dans le secteur éducatif, on estime le nombre de jours de classe effectifs entre 160 et 180, avec quatre heures de cours par jour. Tandis que, dans les zones rurales, les enseignants ne travaillent que de mardi à jeudi. D'après ces données, et ce depuis vingt-six ans, les *Oaxaqueños* ne reçoivent que 640 heures de cours par an, 720 dans le meilleur des cas. L'Institut national pour l'évaluation de l'éducation (INEE), dans son évaluation 2000-2005, place Oaxaca en dernière position en matière de maîtrise des mathématiques, de la lecture et des sciences. [...] Il reconnaît également que l'autorité éducative est plus concentrée sur l'administration des conflits [...] qui animent l'univers de près de 76 000 travailleurs, 14 000 services éducatifs et 1 300 000 élèves.»

Extrait de *Autoritarismo, movimiento popular y crisis política*

« Nous ne pouvons évidemment pas affirmer que le mouvement enseignant est un modèle parfait de démocratie, il n'a pas encore assez avancé en matière de pluralisme, d'intégration, de tolérance et de respect pour la diversité et la liberté d'opinion. [...] Il me semble que le mouvement enseignant n'a pas manqué d'auto-critique, mais a plutôt fait preuve de trop de complaisance. Le discours politique est devenu dogmatique, sectaire, simpliste et manichéen. Il est resté dans le domaine de la contestation. [...] Ces problèmes internes ont été reconnus pendant le Congrès politique qui a eu lieu du 3 au 7 avril 2006. [...]

On ne peut pas non plus lui attribuer entièrement la responsabilité de la mauvaise qualité de l'enseignement dans l'État d'Oaxaca, comme tentent de le faire le gouvernement et le

*iDuro compañer@s!*

patronat *oaxaqueños*. Plusieurs études montrent que les conditions économiques, la complexité sociale et linguistique de la population, l'inégalité sociale, la pauvreté et les politiques éducatives qui donnent plus de poids au privé [...] sont des facteurs qui aggravent le retard éducatif dans l'État d'Oaxaca.»

Extrait de *La política del gatopardo :  
multiculturalismo y democracia en Oaxaca*  
David Recondo, Mexico, CIESAS/CEMCA, 2007

« Dans l'État d'Oaxaca, les années 1970 ont été marquées par une grande turbulence politique qui s'achève avec la démission du gouverneur Manuel Zárate Aquino, le 3 mars 1977. Ce sont les années du mouvement universitaire, dont les origines remontent aux mobilisations d'août 1968 contre la répression militaire du mouvement étudiant de la capitale, Mexico. [...] Mais le mouvement ne se limite pas aux revendications universitaires. Pour la plus grande partie des dirigeants étudiants, l'objectif est, in fine, la "transformation révolutionnaire de la société", ce qui a impulsé un rapprochement avec les "luttres populaires" en dehors de l'université. [...] C'est pour cela que le gouverneur Manuel Zárate Aquino, élu en 1974, tente à n'importe quel prix de contrôler ces organisations considérées comme subversives. Il donne son soutien à tous les présidents d'université opposés au mouvement de 1974 à 1977. [...] Après une intervention policière violente dans l'enceinte de l'université et la mort de plusieurs étudiants, le gouverneur démissionne [sous la pression du Président de la République]. [...] Le Congrès local désigne un gouverneur intérimaire. [...] La crise universitaire se convertit en une des crises politiques les plus graves de l'histoire contemporaine d'Oaxaca. »

---

*Le mouvement enseignant et la Section 22*

---

Extrait de la Constitution mexicaine de 1917

« **Article 39**: La souveraineté nationale est essentielle et a pour origine le peuple. Tout le pouvoir public émane du peuple et s'institue dans son intérêt et pour son bénéfice. Le peuple a, toujours, le droit inaliénable d'altérer ou de modifier la forme de son gouvernement.

**Article 76**: Le Sénat a la faculté exclusive de résoudre les problèmes politiques qui surgissent entre les pouvoirs d'un État fédéré quand l'un d'eux le saisit à cette fin ou quand, pour motif de ces mêmes problèmes politiques, l'ordre constitutionnel est rompu. Dans ce cas, le Sénat dictera sa résolution conformément à cette Constitution. [...] Une fois déclarée la disparition des pouvoirs constitutionnels dans un État, il a le pouvoir de nommer un gouverneur provisoire, qui convoquera de nouvelles élections, selon le code électoral de cet État. »



## INTERLUDE 2

Octobre 2007. Je suis au Mexique depuis deux semaines. J'ai atterri à Mexico, où je suis restée une semaine le temps de reprendre contact avec le pays, avec la langue. J'avais quitté la ville monstre un an et quatre mois plus tôt sous des torrents de pluie. Je regardais les flaques qui, avec le souffle des réacteurs de l'avion, se transformaient en rivière, avant de me réveiller au-dessus de l'Espagne, puis une nouvelle fois dans le ciel de Lyon. Je savais que je retournerais au Mexique, et particulièrement à Oaxaca.

Aujourd'hui, je respire de nouveau l'air plus que pollué de la capitale. Je retrouve avec joie les jus naturels de tous les fruits qu'on appelle exotiques en Europe. Les avenues bondées de tout : voitures, piétons, vélos, vendeurs, poubelles, publicités, magasins, bus, klaxons, poussière. Un bruit ! L'importance du bruit au Mexique m'a tout d'abord choquée, moi qui viens d'un pays où l'on appelle la police quand il y en a trop. Mais le bruit, les bruits, ont ici une importance énorme. Qu'on veuille acheter une bouteille de gaz pour sa cuisine, sortir ses poubelles, acheter de l'eau potable, ou des glaces, tout se distingue par un bruit différent. Il faut multiplier par vingt l'intensité du cri du vendeur de melons sur le marché estival du sud de la France pour obtenir celle des cris des vendeurs et vendeuses

*¡Duro compañer@s!*

mexicains, et ce à n'importe quelle saison et dans n'importe quel endroit. Des allumettes? Des patates? Du cumin? Une ventouse? Des piles? Un gâteau? Tout se crie. Quand ce ne sont pas des cris, c'est la musique. À chaque coin de rue, chaque magasin, chaque *cantina*, ou aux fenêtres des maisons, les accords de *salsa*, de *reggaeton*, de *cumbia*, de *dance commerciale*, *banda* ou de *son* se mélangent dans un chaos musical aux bruits plus connus de la circulation urbaine.

Cette année, je ne suis pas en vacances. À Mexico, je dois rencontrer deux personnes et revoir un ami. La première est une journaliste correspondante du *Monde* au Mexique; la seconde, je ne m'en souviens pas puisque je ne l'ai finalement jamais vue. La journaliste a longuement essayé de me faire comprendre que c'était dur pour elle de travailler à cause de la chasse orchestrée par le gouvernement contre la presse, que Brad Will n'était pas prudent et qu'il s'est fait tuer bêtement, ou encore que le mouvement *oaxaqueño* a surtout profité à la guérilla. En lisant *Le Monde* de juillet à décembre 2006, on apprenait surtout qu'Oaxaca était une très jolie ville et que c'était bien dommage que les « rebelles » prennent ainsi en otage son économie, que les commerçants voulaient retrouver une activité de vente normale et que les élections nationales prendraient de toute manière le devant de la scène pour un moment encore. En retrouvant mon ami de l'Université nationale autonome de Mexico (UNAM), j'ai fait la connaissance de Carlos, étudiant en économie, qui avait été arrêté dans la nuit du 25 novembre 2006 à Oaxaca, pour ensuite être transféré à la prison de haute sécurité de Nayarit, et enfin être libéré sous caution en février 2007. Durant le repas, il n'a pour ainsi dire pas pu s'arrêter de parler, d'expulser, de cracher ses souvenirs de détention, ses angoisses. Tout cela entrecoupé de rires et de blagues sur le gouverneur Ulises, la PFP ou l'APPO. Ce soir-là,

### Interlude

j'apprends qu'ils furent cent quarante et un détenus, hommes et femmes, envoyés par groupes de vingt dans les différentes prisons d'Oaxaca, inspectés, humiliés, battus, puis transférés par hélicoptère à plus de mille kilomètres, à Nayarit, dans une prison où l'on détient les narco-trafiquants, les « terroristes » ou les mafiosi. Leurs chefs d'inculpation : sédition, terrorisme, incendie, vol, vol de véhicule, association de malfaiteurs, rébellion, atteinte à la société, à l'État d'Oaxaca, à l'association des hôtels et motels d'Oaxaca et à l'entreprise Autobus de l'Est (ADO).

Après cette première rencontre intéressante, j'ai envie d'arriver très vite à Oaxaca. Sur la route, je m'arrête à Puebla où je dois rencontrer un chercheur de l'université de la ville. Il est assez impliqué dans le réseau intellectuel de réflexion sur le zapatisme, mais aussi dans le réseau artistique contemporain mexicain. Peut-être a-t-il des contacts pour moi à Oaxaca ? Je n'y connais pour ainsi dire personne, à part deux types d'à peu près mon âge et la femme de chambre d'une auberge de jeunesse. Et j'ai décidé d'écrire plus qu'un article pour un site d'infos. Il va me falloir rencontrer des gens si je veux de la matière pour écrire un livre ! Il note dans mon carnet le nom du directeur d'une revue de réflexion culturelle, poétique et politique à Oaxaca, *Luna Zeta*. Il ne me reste qu'à prendre la route, enfin, pour la destination tant attendue. Retrouver la ville que j'ai laissée un an et demi auparavant sous les pierres et les barricades.

Oaxaca de Juárez, 25 octobre 2007. Je suis dans le car qui vient de Puebla. Je retrouve avec plaisir les paysages de la route Puebla-Oaxaca. La terre change de couleur en même temps que les roches et la lumière. D'une vallée blanche et noire où l'on cultive le maïs, on passe par une multitude de

*¡Duro compañer@s!*

collines rouges où l'eau des pluies a laissé de fins chemins le long desquels poussent de petites touffes d'herbe verte. Puis on arrive dans les virages de montagnes monstres, où seuls les cactus et des fleurs jaunes maigrelettes survivent. On roule ensuite sur un plateau de terre jaune et sèche où les panneaux publicitaires vantant les mérites des hôtels et du *mezcal* d'Oaxaca commencent à fleurir. Et, finalement, on aperçoit la périphérie, les lumières, les magasins de la ville.

Je descends du bus, presque tremblante à l'idée de marcher de nouveau sur ces trottoirs. La gare a été agrandie et la sortie a changé de place. La même cigarette dans la même avenue. Il est toujours six heures, mais de l'après-midi cette fois. Le bruit citadin gronde : voitures, cris des vendeurs, klaxons, « taxi, taxi ?! » J'entame le même parcours, sac au dos et plan dans ma tête cette fois-ci. À la station essence du premier coin de rue, des femmes blanches tout droit sorties d'un écran de télé s'agitent en chantant à côté de grosses voitures à vitres teintées. Un homme braille au micro et un autre est déguisé en aigle à plumes vertes, rouges et blanches, les couleurs du drapeau mexicain. C'est la journée de promotion pour le pétrole national (PEMEX, monopole d'État en partie privatisé en octobre 2008). À l'emplacement des graffitis de l'année dernière restent les traces d'un conflit écrasé : toutes les inscriptions murales sont repeintes et laissent des rectangles qui détonnent avec les couleurs d'origine des murs. On distingue tout de même sous cette couche de peinture à l'eau les mots à la bombe noire : *Muera Ulises*. Mort à Ulises. Sur le mur d'en face, un *Arturo te amo* est passé entre les poils du pinceau et attend son destinataire. Ce damier multicolore m'accompagne tout le long du chemin menant au *zócalo*, qui se prépare pour les festivités de début novembre. Le logo régional figurant sur un arc en carton-pâte, à l'entrée de la place, arbore fièrement :



### Interlude

*Oaxaca de cara a la nación.* Face à la nation, peut-être, mais dos à son peuple, le gouvernement s'apprête à accueillir les touristes nationaux et internationaux pour *el día de muertos*.

Le jour des morts... Visiblement content de voir que j'avais tenu parole, que j'étais revenue, un des garçons que j'avais connus en 2006 et avec qui j'avais repris contact m'avait donné le renseignement : j'arrive à Oaxaca l'avant-veille de la commémoration de la mort de Bradley Roland Will, cameraman et activiste pour Indymedia New York. Le 27 octobre 2007, pour lui rendre hommage, une manifestation est organisée sur les lieux du crime. Santa Lucía del Camino, quartier tenu par le PRI depuis longtemps, rue de Calicanto, c'est là. La vidéo a fait le tour du monde, je l'ai visionnée une vingtaine de fois et me retrouver maintenant à l'endroit fatidique me fait froid dans le dos. Plus froid encore que lorsque la caméra tombe après l'impact de la balle. Cet homme a filmé son propre assassinat qui, un an après, reste impuni. Dans le cortège, on crie les revendications de liberté pour les prisonniers politiques, de justice pour les *compañer@s* tombé.e.s, enferm.e.s ou blessé.e.s pendant les six mois d'insurrection. On y ajoute les revendications syndicales de la Section 22, dont le retrait de la loi sur le statut des travailleurs de l'État qui privatise peu à peu le régime des fonctionnaires mexicains. Il faut quand même noter que si, ce jour-là, un étranger (américain de surcroît) est mort à Oaxaca, trois autres personnes (mexicaines) sont mortes dans des circonstances identiques : les paramilitaires attaquent les barricades revolver à la main. Leurs noms résonnent moins dans les slogans, mais des personnes s'indignent et les appellent éperdument. Je revois des têtes connues, ou du moins qui apparaissaient sur mes photos et que j'ai vues cent fois. Je croise leurs regards étonnés par le mien, fixe, apparemment familier.

*¡Duro compañer@s!*

Après la manifestation, nous allons boire une bière. Le gars fait partie de VOCAL (Voix *oaxaqueñas* qui construisent l'autonomie et la liberté), un collectif politique libertaire créé après le mouvement essentiellement par des jeunes, en marge de l'APPO. Si je dis en marge, ce n'est pas parce qu'ils rejettent ou adoptent les positions de l'APPO – les avis à l'intérieur même du collectif sont divers – mais parce qu'ils ne prennent pas cette organisation populaire comme référence principale pour parler du soulèvement d'Oaxaca. Ce collectif n'a plus de local pour le moment, mais il en recherche un pour mener à bien tous les projets qu'il veut mettre en place : sérigraphie, imprimerie, ateliers de graffitis, de peinture, de radio, de photo, d'agriculture urbaine, etc. Le gars me raconte comment il a vécu le mouvement, comment il a fallu réagir face à la répression : « Tu sais, quand tu reçois des messages sur ton portable qui te disent de bien faire attention à ta sœur parce qu'elle est bien bonne et qu'elle n'est à l'abri de rien, tu prends vraiment conscience de leur puissance technique d'un côté, et psychologique de l'autre. Ce qui est bien c'est que ma sœur ne s'en fait pas, elle est courageuse. Moi, je me suis coupé les cheveux et j'ai changé de portable. La semaine suivante, les menaces ont recommencé et j'ai changé encore une fois de portable. Parce qu'en même temps, c'est notre moyen de communication le plus efficace. » Il ne manque bien sûr pas de me mettre en garde, parce que le travail que je suis venue faire dérange et que les blancs avec des appareils photos, surtout depuis la mort de Brad, ça n'inspire rien de bon au gouvernement. Si je vais à une manif, je reste sur le trottoir. Il me dit ça juste avant de me donner rendez-vous le 2 novembre pour la commémoration, cette fois, de la victoire contre la PFP. L'idée pour la journée est d'occuper le carrefour de Cinco Señores, ancienne barricade symbolique, de bloquer la circulation et

### Interlude

d'ériger l'autel traditionnel du jour des morts en mémoire des personnes assassinées en 2006. Le rendez-vous est fixé à sept heures le matin. On se quitte après quelques bières, et je retrouve l'agréable sensation de sortir, pompette, en milieu d'après-midi, des *cantinas* sombres comme des bunkers pour me mêler à l'agitation des rues ensoleillées d'Oaxaca.

À la date dite, j'hésite... J'arrive finalement à dix heures le matin, il n'y a rien. J'appelle et on me dit de bouger rapidement de là, que la police fédérale a arrêté tout le monde, sauf ceux qui ont pu s'échapper. Il y a au total une trentaine d'arrestations et le tas de sable de l'autel a été nettoyé par les casqués. Et quel est le plan B ? Il me répond qu'ils ne savent pas encore, qu'il faut déjà retrouver tous les éparpillés, se réunir, puis prendre une décision. Il me tiendra au courant. Pendant ce temps-là, je pars à la recherche d'un poste de radio. Il est écrit dans le journal que, pour l'occasion, différentes radios vont se synchroniser : Radio Plantón, Radio Universidad occupée par les étudiants ce jour-là, et Radio Zaachila. Ce n'est pas si simple que ça de trouver une radio dans une ville que je connais assez peu. Lâchement, je finis par aller au supermarché... Un comble dans un pays où le commerce familial reste la principale forme d'échange et où les supermarchés ne sont pas bon marché.

Sur mon radio-réveil premier prix flambant neuf, je finis par trouver la fréquence et écouter des chansons révolutionnaires chiliennes ou argentines pendant une heure, jusqu'à ce qu'une femme prenne la parole au milieu d'une chanson pour annoncer un rendez-vous, dans une heure, à l'hôtel *del magisterio*, lieu tout à fait inconnu pour moi. Le temps de me demander comment y aller, mon téléphone reçoit un message : « rdv dans 1 h hôtel *del magisterio* attention c'est mieux d'y aller en taxi ». Merci monsieur ! Ça c'est efficace. Je prends donc mes affaires et je sors à la recherche d'un taxi qui, devant un espagnol et

*¡Duro compañer@s!*

un visage interrogatifs, me fait évidemment payer le double du prix. En voiture, je découvre encore une autre partie de la ville. Après une quinzaine de minutes, je demande au chauffeur de s'arrêter à deux pâtés de maison d'un groupe de gens avec des banderoles rouges, ou rouges et noires.

Je pense que ça doit être là. Il y a un attroupement, une voiture de tête équipée d'un micro et des enceintes qui vont avec, des banderoles. Un sentiment de doute règne sur la foule. Y aura-t-il assez de monde pour partir en manifestation ou se contentera-t-on d'un rassemblement ? Quelle sécurité prévoit-on pour la marche en cas de provocation policière ? Où les flics nous attendent-ils ? Par où passe-t-on ? Jusqu'à quelle heure on attend ? Ce sont les questions qui passent de bouche en bouche lorsque la voiture de tête demande du calme, de la responsabilité et martèle que même si on est peu nombreux, l'esprit de l'APPO et la soif de justice habitent chacun de nous, à Oaxaca, au Mexique, et dans le monde entier. Quelques personnes sont réticentes à l'idée de manifester jusqu'au carrefour, tandis que d'autres, plus nombreuses, ne le sont pas du tout. On nous informe que toutes les personnes arrêtées le matin ont été libérées. La marche aura finalement lieu. Le cortège d'une grosse centaine de personnes part donc en direction de Cinco Señores, certaines en ligne, d'autres regroupées derrière une banderole en dansant sur les slogans, une poignée déclamant des discours politiques au micro. Un meeting à micro ouvert est prévu à l'arrivée au croisement principal de la ville. Nous allons bloquer l'accès au périphérique pendant plus de trois heures.

À la moitié du parcours, la voiture s'arrête de plus en plus fréquemment au fur et à mesure que l'on approche du point

*Interlude*

d'arrivée: «S'il vous plaît, gardez bien les rangs, mettez-vous en ligne, on ne doit surtout pas tomber dans la provocation, une autre vague de répression ne ferait que renforcer la peur des gens qui ne sont pas venus manifester aujourd'hui». Tous les deux cents mètres, les décisions de blocage du carrefour et d'érection d'un autel sont mises et remises en débat, évaluées et actualisées, sur un ton qui monte rapidement. Un homme tente de prendre le micro, on le lui refuse. Il crie que le vote a parlé et que l'autel doit être installé. Que la marche doit continuer, qu'il ne faut pas avoir peur. Que dresser un autel le jour de la fête des morts n'est en aucun cas un délit. Plus on approche et plus on amasse, visages masqués, d'éventuels outils de défense: pierres, caddies et barrières de travaux publics. La barricade mobile avance. Le meeting a finalement lieu deux cents mètres avant le point P. Le micro passe entre les mains et les autres applaudissent mais ne huent pas, ils crient des phrases de soutien ou de désaccord, ou demandent le micro à leur tour. Jusqu'à ce que quelqu'un demande: «Bon, on y va ou quoi!?» On s'agite et reprend la question plusieurs fois. Ne pas risquer d'autres détentions et s'arrêter là. Ne pas s'avouer vaincus et faire ce qu'il y a à faire: mettre l'autel et barrer la route le temps de l'installation. Les cris se substituent aux larsens du micro, qui revient vite près de la voiture. La même femme nous répète qu'il faut bien serrer les rangs parce qu'il y a des camionnettes de police partout aux alentours du carrefour, que personne ne doit se faire arrêter.

Les pierres resteront là, les barricades mobiles également. À leur place en tête de cortège, un cordon féminin est formé et fait face à une vingtaine de journalistes. Sous les flashes et les rayons du soleil couchant dans les nuages, les sourires des femmes illuminent nos visages, jusque-là tendus. D'un pas dynamique, on parcourt les quelques mètres qui restent et on

*¡Duro compañer@s!*

arrive au milieu d'un carrefour d'où partent deux rues et trois avenues à quatre voies. C'est énorme et l'unique manière de bloquer les issues est de s'étendre, de s'étirer au maximum. Tout le monde se prend par la main et s'écarte, on agrandit le cercle avec des pulls, des sacs à dos, les banderoles et, rapidement, tout est bloqué. Au centre de ce cercle, une dizaine de personnes remettent en place l'autel qu'elles avaient déjà commencé à composer pendant le meeting. Des bougies scotchées à la base du poteau électrique et, par terre, un tapis de pétales d'œillet oranges, des grosses fleurs de velours violet à tige épaisse, des arums, des feuilles de papier-crêpon de couleurs vives et une pancarte : « Brad Will, dans la mémoire et dans les luttes », accompagnée d'une photo du cameraman sur le *plantón*. On commence à entendre l'hymne de l'APPO, *Venceremos*, dans quelques bouches, puis au micro. Bientôt tout le monde chante. L'hymne mexicain est entonné ensuite, avec un peu moins d'entrain mais toujours avec vigueur. Ce carrefour, pendant l'occupation de la ville en 2006, était bloqué par une vingtaine d'autobus et son centre s'était transformé en un village en guerre, la *barricada* de Cinco Señores, affrontant presque tous les soirs les balles des paramilitaires. On a fini de chanter et les manifestants changent discrètement de vêtements : on rentre les jupes dans les pantalons, on range les talkie-walkies dans les sacs et on se disperse rapidement en petits groupes. Je rentre chez moi.

Je n'avais pas trop remarqué cette sensation pendant et après la manifestation du 27 octobre, mais aujourd'hui, en regardant les photos prises dans la journée, je ressens la peur. Elle est présente sur tous les visages – excepté ceux des femmes formant le cordon. Un an auparavant, les visages fatigués et parfois ensanglantés par des heures de combat avec la PFP hurlaient leur joie face au retrait des casqués.

*Interlude*

Aujourd'hui ils étaient pétrifiés d'indignation et de courage, mais aussi d'une peur intense.

Ma grand-mère est morte il y a deux jours. Magie de l'internet, je ne l'apprends que maintenant. Les ados qui sont dans le local d'internet public n'arrêtent pas de crier, ils perdent au cyber-football et, accessoirement, se rient en espagnol de cette petite blanche qui pleure devant son ordinateur. Ma grand-mère disait qu'elle avait beaucoup aimé visiter le Mexique, avec son « club » de retraités, et que c'était un pays qui semblait très intéressant.

En déambulant dans les rues d'Oaxaca après avoir lu cette nouvelle, entre les lumières de Noël et les affiches fluorescentes des innombrables promotions de fin d'année, je me rapproche du centre sans m'en rendre compte. Noël aussi approche sans que je m'en rende compte : il fait chaud et beau tous les jours, les arbres ont des feuilles, la neige est en plastique, les rois mages sont beaucoup plus présents que le Père Noël et tout le monde est en tee-shirt. Je continue à avancer, j'ai l'impression de tourner les pages d'un catalogue de vente. Puis j'arrive au coin d'une rue qui me rappelle quelque chose : c'est là qu'habite cet ami qui me laisse toujours perplexe, mais de bonne compagnie. Soit, je n'ai ni envie de rester seule, ni envie de continuer à regarder le spectacle de la magie de Noël sponsorisée par les meilleures banques du pays. Je remonte cette rue Crespo, jusqu'à ce que je me retrouve nez-à-nez avec ce garçon, sur le trottoir. Je lui explique la situation et nous partons finalement à la fête du livre, qui a lieu ces jours-ci, pour assister à une conférence sur la littérature et le journalisme. Bien que le sujet soit fort intéressant, surtout pour ce que je suis venue faire, j'ai du mal à faire les efforts nécessaires pour comprendre l'espagnol employé. Nous ne restons pas longtemps, préférant rapidement

*¡Duro compañer@s!*

le chemin vers la *cantina* la plus proche, la Table rase. Là, après quelques-unes de ces grandes bouteilles de bière ventruées, les *caguamas*, deux ou trois quarts de citron et une demi-salière, je commence à me relaxer, à laisser sortir les mots sans me concentrer sur mon accent. Les portes type saloon de la *cantina* s'ouvrent et des têtes connues pénètrent dans l'atmosphère irréelle de cette nuit.

Deux hommes et une femme, qui deviendra par la suite une bonne amie, s'installent à notre table. Ils sont venus pour fêter un anniversaire. Très vite, mais discrètement, les bouteilles de *mezcal* sont sorties des poches et m'emportent encore plus loin dans le voyage où la mort ne sera pas une fatalité. C'est du moins la discussion qui nous tiendra en éveil une bonne partie de la nuit : comment peut-on, ou doit-on, honorer et parler des morts du conflit à Oaxaca sans les utiliser à des fins propagandistes et intéressées, sans ternir leur mémoire, leurs intentions, et sans en faire des martyrs ? Au milieu de cette valse de verres, de ces dialogues passionnés, je veille ma grand-mère. Mon pied s'avance un peu plus dans le réseau libertaire *oaxaqueño*. Et ça fait un bien fou. La *cantina* doit fermer ses portes, nous sortons. J'ose proposer un rendez-vous à cette femme impressionnante que j'ai vue dans un documentaire sur l'importance du rôle des femmes pendant l'occupation de la ville : *La rebelión de las Oaxaqueñas*. Je dis « j'ose » parce que la mort de ma grand-mère cet après-midi – ou il y a deux jours je ne sais plus – m'a fait réaliser à quel point je me sentais seule et immobile, autant dans mes recherches qu'au milieu de ce périple.

Dans les deux jours qui avaient suivi mon arrivée à Oaxaca, je m'étais acheté un journal et un téléphone pour trouver un appartement. Ce sont finalement les petites annonces de la



---

*Interlude*

rue, vers les facs, qui m'avaient donné la solution. Une annonce, rédigée en anglais, proposait la location d'une chambre à deux mille pesos par mois incluant eau, gaz, électricité, internet, câble, dans une maison meublée. Ce fut mon dernier recours. J'emménageai deux jours plus tard dans une banlieue chic du sud d'Oaxaca, à côté de la zone commerciale de la ville. Chouette. Tout ce que je ne voulais pas. J'ai dit un jour à un ami : « Ce quartier, c'était l'horreur, il n'y passait personne, ne se passait rien, jamais ». Il m'a répondu : « Ouais, c'est un silence qui fait froid dans le dos, ça fait peur... » La peur n'était pas exactement ce que je ressentais ici, mais disons que la phrase favorite du gouverneur après le 25 novembre, *Oaxaca está en paz, aquí no pasa nada*, (Oaxaca est en paix, il ne se passe rien ici), prenait là tout son sens.

Ma colocataire, une Mexicaine d'une petite trentaine d'années, dynamique et à la mode, travaillait à l'Institut de l'éducation (IEEPO), elle y était secrétaire. Elle avait une voiture, un fiancé très galant et un goût prononcé pour les Big mac. J'ai choisi un soir de lui parler un peu de l'étude que je faisais. Elle a commencé à me parler de sa vie durant l'occupation de la ville. Les barricades sont les choses qui l'ont le plus marquée. Elle se rappelle combien il était difficile de circuler en voiture en ces temps, qu'il était bien sûr impossible de sortir en boîte et qu'elle ne marchait plus jamais le soir seule dans la rue. Elle avait travaillé au Canal 9, et a souligné que c'était la télévision culturelle de l'État, que sa programmation n'était pas commerciale. Qu'elle ne comprenait pas pourquoi on avait choisi de réquisitionner celle-ci, alors qu'il y avait Televisa, ou TV Azteca. Que les délinquants de l'APPO avaient détruit beaucoup de matériel. Et finalement qu'elle connaissait quelqu'un qui travaillait encore là-bas, qu'elle me donnerait son numéro. Parce qu'elle imaginait bien que je faisais une

*¡Duro compaÑer@s!*

étude objective et impartiale, et qu'il me fallait donc la vision des deux parties pour comprendre. Justement le soir de la Table rase, mon ami avait dû rester dormir à la maison en raison de l'heure avancée de la nuit et, le lendemain matin, je l'y avais laissé seul le temps d'aller faire une course. Elle avait dû passer rapidement à la maison et l'avait vu. « Je ne veux pas que tu laisses des gens *comme ça*, probablement de l'APPO, rentrer ici, ils pourraient voler des choses. Es-tu sûre qu'il est digne de confiance? Tu sais, ici au Mexique, ce n'est pas comme dans ton pays, il ne faut pas se fier si rapidement aux bonnes impressions », m'avait-elle dit en rentrant du travail.

Quand je me promenais dans ce quartier, pendant les deux mois où j'y ai vécu, je ne crois pas avoir croisé plus de dix personnes, en général en allant à la laverie ou au supermarché. Le supermarché a été, dans un premier temps, une sorte de refuge. J'y allais me promener, sans rien acheter, juste pour retrouver une sorte de paysage connu et familier. Jusqu'à ce que je prenne réellement conscience du pathétique de la situation et du caractère assez creux de ce type de repères culturels. Il était temps d'en trouver de nouveaux et de réellement mélanger les cultures. À ce moment-là, en France, les universités étaient bloquées et en grève contre la LRU (loi sur l'autonomie des universités). Je ressentais d'autant plus l'éloignement et l'impuissance. Or cette nuit entre amis d'un soir m'avait enfin ouvert d'autres perspectives et je décidai de faire table rase non du passé, mais de la distance qui me séparait de chez moi, pour me rapprocher d'un nouveau chez moi, à construire.

Je me suis donc promenée chaque fois un peu plus loin. Un jour, je suis arrivée devant un immeuble qui me rappelait

### Interlude

quelque chose, mais il m'était impossible de me souvenir de quoi. Où avais-je vu ces fenêtres auparavant? En m'approchant, j'ai vu qu'il s'agissait de l'immeuble de la Section 22, en centre-ville. Le même que dans le documentaire sur le 14 juin. Sur la porte, il y avait une petite feuille collée à la vitre: «Troisième assemblée générale de l'APPO, hôtel *del magisterio*, 17 et 18 novembre 2007 à partir de dix heures». J'étais un peu surprise par la taille de l'affiche, qui me paraissait toute petite par rapport à ce que j'avais entendu, lu et vu sur l'APPO. Le dernier congrès, en février 2007, avait été annoncé nationalement et internationalement, par courrier électronique, par tracts, par affiches, à la radio et par bouche à oreille. Et là, une petite affichette cachée au milieu d'autres, imprimée en noir et blanc, avec un logo tout petit, c'est comme ça que se présentait aujourd'hui l'APPO. Je notai les dates sur mon calepin, en attendant avec impatience de rencontrer la mystérieuse et transcendante agglutination d'organisations et d'acteurs politiques et sociaux qu'est la *Asamblea Popular de los Pueblos de Oaxaca*.

Et quelle étrange sensation le jour venu... Je suis arrivée en retard, ou du moins je le croyais. L'assemblée devait commencer à dix heures, j'ai dû m'inscrire sur les listes de présence à midi et l'ouverture officielle a dû avoir lieu vers quatorze heures. Nous devons être une centaine, pas plus, dans un amphithéâtre qui, à l'occasion du Congrès constitutif de l'APPO un an auparavant, avait accueilli près de cinq mille délégués dans une paranoïa digne du moment. Aujourd'hui, on rentre dans la salle de débat comme dans un moulin, les bancs sont tellement vides que l'on peut s'y allonger et le micro n'est pas nécessaire pour que le son atteigne les oreilles de tous.

Malgré le retard pris sur l'horaire, le programme est suivi dans l'ordre: présentation des membres de la tribune, introduction

*¡Duro compañer@s!*

musicale avec les deux compères de la *Otra guitarra*, piécette de théâtre, discours de présentation officiel, lecture des résolutions de la dernière assemblée, introduction des trois tables de discussion et de travail, présentation des différents documents du dossier distribué à l'entrée, lecture de la liste des organisations et des membres présents, lecture des messages de soutien extérieur et salutations des invités. Lors de cette dernière partie, seul un Vénézuélien a pris le micro pour transmettre la solidarité de son pays avec la lutte d'Oaxaca. Rouge, tremblante et suante, j'ai demandé à mon tour à prendre la parole et, dans un fragnol parfait, j'ai dit que je travaillais avec Indymedia et que la lutte contre la censure était une lutte internationale. Que beaucoup de gens en France avaient entendu parler d'Oaxaca et qu'ils étaient avec eux dans la lutte. Comme à la fin de chaque prise de parole depuis le début de l'assemblée, le public a entamé une série de slogans, *consignas* en espagnol. *¡Codo con codo, hombro con hombro, la APPO, la APPO, la APPO somos todos!* (Coude à coude, épaule contre épaule, l'APPO c'est nous tous!) *¿Qué quieren los presos políticos? ¡Li-ber-tad!* (Que veulent les prisonniers politiques? La Li-ber-té!) *¡Ya cayó, ya cayó, Ulises ya cayó!* Puis, suite à mon intervention, *¡Brad Will no murió, Ulises lo mató!* (Brad Will n'est pas mort, Ulises l'a tué!), *¡El puño de la mujer avanza contra el poder!* (Le poing de la femme s'avance contre le pouvoir!)

Deux délégués de l'Assemblée populaire des peuples *potosinos* (de San Luis Potosí, un État du Mexique) et de l'Assemblée populaire de Mexico prennent ensuite la parole. Puis la tribune est soumise à l'approbation des participants. Une proposition est lancée d'inviter chaque organisation ou collectif à élire rapidement un délégué pour qu'il soit présent à cette tribune. Elle est acceptée et les désignés rejoignent l'estrade. Pour en redescendre quelques instants plus tard, pour la pause-repas.

### Interlude

En me voyant manger toute seule sur un banc, un homme d'un certain âge me propose de me joindre à lui et à sa famille. Il me parle surtout du *totopo*, cette *tortilla* de maïs dure qui résiste à tout : au vent, à l'humidité et à la sécheresse. Il n'est pas déçu de la faible participation, eux sont venus de loin, des montagnes, et cela prouve qu'ils y croient encore. Ceux qui ne sont pas venus sont mieux dehors s'ils n'y croient plus.

L'assemblée reprend après une demi-heure et une liste des participants actualisée est lue à haute voix. Trente-huit organisations sont présentes, auxquelles s'ajoutent douze délégations de quartiers, douze *municipios* (municipalités), trente membres de la presse alternative et cinq internationaux. Ce qui donnerait un total de trois cent cinquante personnes. Un coup d'œil autour de soi suffit pour se rendre compte que nous sommes un peu en-deçà de ce qui a été annoncé. N'empêche, les slogans continuent à résonner dans cet amphithéâtre, de plus en plus fort. Il y a une dame qui crie de toutes ses forces dans le micro, à tel point que ce qu'elle dit devient inaudible. Un garçon d'une petite vingtaine d'années s'approche de moi et me demande : « Tu travailles vraiment avec Indymedia ? » J'explique que ce n'est pas exactement Indymedia mais que l'idée est la même : donner la parole, grâce à des sites internet, aux acteurs des luttes et non plus aux tenants du pouvoir, pour rompre avec la censure médiatique et la désinformation. C'est plus difficile de répondre à la question qui suit : « Et il faut faire quelle école pour être pris à Indymedia ? » Nous discutons un moment sans écouter cette dame poursuivre encore et encore l'énumération des participants. Je lui explique que c'est un travail volontaire, qu'on n'y est pas « embauché ». Il veut travailler avec Indymedia, mais doit en apprendre d'avantage sur la vie et sur la lutte, me dit-il modestement. Il me raconte comment il avait porté un camarade

*¡Duro compañer@s!*

qui était mort après un impact de balle, devant la Radio La Ley; il se souvient de la couleur du sang, de la présence de caméras de télévision.

Un jeune homme masqué, présent à la tribune en tant que délégué de la barricade de Brenamiel, prend ensuite le micro et parle de l'importance symbolique du port de la cagoule. Il nous rappelle que les indigènes du Chiapas ont dû se cacher le visage pour qu'enfin les dirigeants politiques les voient, et que le port du passe-montagne ou de la cagoule doit être une fierté et un signe d'égalité. Il s'interrompt tout-à-coup pour désigner un homme dans le public : « C'est un homme du PRI ! Comment a-t-il pu rentrer ? Je vous assure, c'est un voisin, je le connais, et il est priiste ! Il doit sortir ! C'est un infiltré ! » La petite foule s'agite, la tribune également : c'est une accusation sérieuse, dit-on de part et d'autre. L'homme est finalement sommé de venir s'expliquer devant tout le monde. Il n'a pas l'air offensé, il explique calmement qu'il n'est pas là pour s'infiltrer, mais bien pour écouter les débats, particulièrement celui sur l'APPO parce qu'il croit en son pouvoir unificateur. Il assure qu'il n'est pas membre du PRI, qu'il ne connaît pas le jeune homme, que celui-ci devrait peser ses mots avant de parler. Enfin, il menace de s'en aller, déçu par ces accusations, mais reste finalement, et la tribune reprend le micro pour annoncer le commencement des débats.

Chacun amène sa chaise vers les trois aires réparties selon les thèmes de discussion. L'APPO d'un côté, les droits humains de l'autre et enfin l'analyse du contexte international, national et *oaxaqueño*. Je choisis le débat intitulé « Qu'est-ce que l'APPO ? » C'est de loin l'espace de travail où nous sommes les plus nombreux. Il nous est demandé de voter pour un secrétaire et un modérateur de table, qui prendront les notes nécessaires à la rédaction des conclusions pour la réunion

*Interlude*

plénière et distribueront la parole. Une femme et un homme sont rapidement désignés et les débats commencent. Les questions qui serviront de base sont les suivantes : qu'est-ce que l'APPO ? Que veut l'APPO ? Qu'a-t-elle de bon et de mauvais ? Comment les participants voient son évolution et comment pourrait-on l'améliorer ?

Selon mes notes (les mots en italique reprennent le vocabulaire précis des participants), la première personne à avoir pris la parole pour tenter de répondre à ces questions rappelle que la spécificité de cette assemblée est d'être *oaxaqueña*. Elle ajoute que le *peuple* a été l'*acteur du conflit* et que l'assemblée ne doit être que son *reflet*. À partir de ce constat-là, il faut se demander comment l'APPO peut mieux représenter les différents peuples de cet État, leurs *particularités*. Comment l'assemblée, en tant que telle, doit savoir écouter et s'ouvrir à l'ensemble de ces particularités et non plus *recracher* des discours tout faits qui *ne collent pas à la réalité* locale. Une autre personne vient ajouter que, certes, le caractère *oaxaqueño* de l'assemblée est le plus important, mais qu'il ne faut jamais oublier les différents *contextes* : *national* et *international*. L'APPO ne doit pas se restreindre à une seule lutte, à une unique revendication – la chute du gouverneur – car en se cantonnant à cet objectif elle *s'enferme* elle-même et *habitue le peuple* à ne pas *voir plus loin* que la revendication première. Il affirme que l'APPO doit travailler à la prise du *pouvoir central* pour pouvoir influencer sur *tous les problèmes* du pays. Le petit homme à capuche qui avait dénoncé la présence d'un infiltré avant les débats prend la parole pour répondre aux questions d'introduction. Selon lui, l'APPO est avant tout un *espace pluriel* à l'*écoute* des volontés du *peuple*, comme l'est par exemple la revendication de destitution du gouverneur, et que déjà cette demande avait ouvert des *portes politiques* à beaucoup de personnes qui ne

*¡Duro compañer@s!*

*s'y intéressaient pas*. Il explique que si le mouvement a duré, c'est surtout grâce à ces gens-là et non grâce à ce qu'il appelle les *ankylosés* et *opportunistes* qui passent leur temps à *faire des discours*. À la question "Que veut l'APPO?", il répond qu'il *ne sait pas*, mais que ça a été un mouvement émancipateur, un *cri pour la liberté*. Par rapport à l'évolution, il ne parlera que *d'avant*: la participation de tous était possible, une simple *tasse de café* signifiait *l'engagement* des gens. Il conclut en répondant que le *mauvais* dans l'APPO est l'idée *d'attendre un messie*, que le *bon* réside dans les *formes* esquissées *d'auto-gouvernement*, mais que pour l'améliorer, il faut surtout *écouter* les voix qui viennent *d'en-bas*, celles qui crient pendant les manifestations, et ne plus *apparaître si indécis* quant aux *objectifs*.

Les débats de la table numéro deux continuent tard le soir. Pour ma part, je décide de rentrer chez moi avant de rater le dernier bus. De toute façon les discussions sont clairement réparties entre les partisans de la prise du pouvoir, national et centralisé de préférence, et ceux de la *communalité*. Je comprendrai peu à peu ce concept, au fil des mois, mais je n'ai alors qu'une vague idée de ce qu'est la *comunalidad*. Je peux maintenant dire qu'elle regroupe des idées d'autonomie et de respect des particularités en vue d'organiser un travail commun qui ne rompt pas avec les traditions de chaque communauté et qui participe d'un objectif partagé. Elle est fondée sur au moins trois piliers: la prise de décisions en assemblée, le travail collectif pour la communauté et la rotation des postes d'exécution.

L'emploi à tire-larigot du mot peuple, *pueblo*, m'a tout d'abord chatouillé les oreilles. J'essayais pourtant de me rappeler



### Interlude

chaque fois que le *pueblo*, c'est aussi le village, la provenance géographique, et en même temps l'idée d'une identité propre assez forte. La notion de peuple se rapproche plus des cultures pré-coloniales, dans leurs diversités, et fait écho à leur résistance face aux Espagnols. Elle ne renvoie pas du tout à un concept d'État-Nation unifié et uniforme. C'est pour cela que ce qui a d'abord été l'Assemblée populaire du peuple d'Oaxaca a changé son appellation, au lendemain de sa constitution, en Assemblée populaire *des peuples* d'Oaxaca. Quinze, au total, y sont recensés, et chacun possède sa propre langue, parlée dans sa région uniquement. À l'intérieur des peuples, les communautés, elles, s'apparentent à des groupes sociaux qui ont des relations soutenues. Cela peut aller de la communauté punk ou la communauté gay en ville à la communauté de San Isidro Aloapam dans les campagnes.

Je comprends donc peu à peu le défi politique que s'était lancé l'APPO à sa constitution et les problèmes qui sont soulevés dans cette troisième assemblée. Comment un mouvement essentiellement urbain et surtout sa forme de représentation – l'APPO – peuvent-ils prétendre refléter toute cette diversité *après* la perte de l'occupation physique de la ville, le recul de l'engagement qui a suivi la forte répression et la fuite des projecteurs médiatiques ?

Deux semaines plus tard, au deuxième jour d'une rencontre intitulée « Ce sont les voix des femmes d'Oaxaca qui construisent l'espérance », rencontre dont je reparlerai plus tard, je demande pourquoi nous sommes si peu par rapport à la veille. On me répond que c'est parce qu'il y a la troisième assemblée de l'APPO. Un peu surprise, je demande si c'est la suite de celle qui avait eu lieu deux semaines auparavant : « Ah non, celle-ci c'en est une autre, c'est celle des électoralistes ! » Allons bon, j'avais bien entendu parler lors de la première troisième

*¡Duro compañer@s!*

assemblée – ouf! – de traîtres et d'objectifs distincts, mais je ne pensais pas que le désaccord était si profond. Profond au point de donner le même nom à deux choses différentes, à deux dates différentes. Surtout si ces deux pôles – pour ne pas dire camps – appellent à une réunification du mouvement social! La question qui m'avait échappé était bien celle des élections. Connaissant plus ou moins les chiffres de l'abstention dans l'Oaxaca, qui atteignait les 80 % pour la plupart des consultations, je pensais naïvement que l'APPO n'envisageait plus la voie électorale. Et mon espagnol toujours aussi timide m'avait fait perdre quelques passages de l'assemblée. Mais c'était visiblement toujours une question d'actualité.

Sans rentrer dans les détails des noms de partis, deux forces de gauche – elles se dénomment ainsi – pensent que la seule chance de faire vivre l'Assemblée après la vague de répression est de se présenter aux élections de février 2007. De France, j'avais appris grâce à plusieurs comptes rendus publiés à ce moment-là que le consensus final du Congrès constitutif autorisait les organisations ou partis qui le voulaient à se présenter, mais sans faire mention du nom APPO; que les personnes élues déléguées pour l'APPO devaient renoncer à leur mandat si elles voulaient en assumer un autre. Toujours est-il que, les élections venues, plusieurs délégués s'étaient présentés, sans avoir renoncé à leur mandat, en faisant allusion à leur participation à l'Assemblée populaire. D'autres organisations membres avaient tout simplement rompu l'accord de base de cette Assemblée: ne négocier en aucun cas avec le gouvernement, encore moins avec le gouverneur. Ce sont ceux qui étaient maintenant appelés les traîtres, les opportunistes, ou les électoralistes. C'était également ceux qui appelaient à une troisième assemblée générale bis. Je n'ai pas pu assister à cette dernière (je suis restée aux rencontres des femmes), mais

### *Interlude*

j'ai su plus tard que la participation n'avait pas été plus forte qu'à la première et qu'il y avait été déclaré qu'aucune des deux n'était légitime.

Mais retournons au dimanche de réunion plénière de la « première troisième », où les débats tournent autour de deux formes distinctes de prise de pouvoir par la lutte et non plus par les urnes : une relation bidimensionnelle au pouvoir central, obtenue grâce à la grève ; ou des relations de pouvoirs multidimensionnelles diffuses et mobiles, fonctionnant grâce aux assemblées régulières et aux travaux en commun ? La question aujourd'hui n'est pourtant pas de trancher entre ces solutions, mais de définir un plan d'action global en fonction des aires de discussion. Il est collectivement décidé de participer à la manifestation commémorative du 25 novembre, de monter un dossier de plaintes et de dénonciations des crimes commis par les forces de répression, de participer à l'assemblée nationale du Front contre la répression (FNCR), de réaliser un meeting devant la chambre des députés pour réactiver le procès politique contre Ulises Ruiz, de participer à la rencontre des femmes « qui construisent l'espérance », d'organiser une caravane pour la troisième audience du jugement populaire national, de demander un entretien avec la Section 22 pour l'informer des résolutions de cette troisième assemblée, et enfin d'organiser les premières rencontres générales de la jeunesse qui seront intitulées « Le rôle des jeunes dans le mouvement social *oaxaqueño* ». Conjointement à ce calendrier d'actions, un cadre d'analyse de la situation internationale, nationale et interne à l'État d'Oaxaca est élaboré. Il place l'APPO dans un contexte global de lutte contre le capitalisme et l'impérialisme américain. Un état des lieux des impacts de la répression est également réalisé, pour rappeler qu'aucun des crimes de torture ou

*¡Duro compañer@s!*

d'assassinat n'a fait l'objet d'une enquête et que plus d'une cinquantaine de prisonniers politiques sont encore en prison. Enfin, le document d'analyse finale fait le bilan de l'APPO depuis sa création et avance des idées pour une réorganisation plus que nécessaire.

À cet instant, je fais surtout attention aux manières de discuter, à la forme que prend l'assemblée et beaucoup moins aux interventions elles-mêmes. La répartition en tables de travail thématique m'avait étonnée, habituée que j'étais aux assemblées générales étudiantes où tout le monde discute de tout. La recherche du consensus au sein de la table de travail pour présenter un document cohérent à la réunion plénière ressemblait déjà plus au brouhaha que je connaissais. Chaque mot, rédigé rapidement lors de l'intervention d'une personne, était soumis à discussion suite à l'intervention des autres. Et finalement, la plénière, la mise en commun et en débat de chacun des thèmes avec chacune des tables. Il y a bien eu quelques échanges houleux, à propos de la trahison des personnes qui, par ailleurs, avaient choisi de boycotter cette assemblée, mais globalement les débats ont été assez calmes et rapides pour arriver aux accords finaux. Il y a dans la manière d'échanger un respect et une capacité d'écoute qui m'impressionnent. De toutes les assemblées auxquelles j'ai participé, je ne crois pas avoir un seul souvenir de sifflement, de « ouhhh », ou de quoi que ce soit dans le genre, mais plutôt des slogans, ces cris de soutien lancés dans l'air, résonnant comme des trompettes dans un péplum. Et, surtout, je crois ne jamais avoir entendu parler du concept de temps de parole. L'assemblée est le lieu de réunion où l'on s'exprime librement et les intervenants semblent savoir s'arrêter quand ils entrent dans le superflu. En revanche, libre à ceux qui le veulent de ne pas écouter, de toute façon le temps est suspendu pour que tous les points

### *Interlude*

de l'ordre du jour soient abordés et la possibilité d'en ajouter est rappelée régulièrement. Il a ainsi été débattu au dernier moment, mais passionnément, du nom, du logo et du site internet de l'APPO. L'enjeu, pour ceux qui prenaient la parole, était de se réapproprier ces symboles pour que les autres, les électoralistes, n'essaient pas de s'en emparer une nouvelle fois. Il fallait redonner à ces marques leur noblesse, tachée par la trahison. Et il fallait le faire vite, sinon la population d'Oaxaca allait perdre toute confiance en elle-même, puisque cette assemblée, finalement, en émanait directement.

Je rentre chez moi en repensant à ce qu'avait été l'APPO pendant la demi-année d'occupation et je ne peux m'empêcher d'avoir une sensation de déjà-vu. C'est-à-dire que je considérais l'APPO comme une chose inédite, une preuve qu'un mouvement social peut se doter d'une organisation et d'un discours propres, qui respectent la diversité des participants, à grande échelle, et qui imposent une légitimité face au pouvoir gouvernemental en organisant la ville pendant six mois. C'est d'ailleurs ce qu'elle a été. Mais là, je ressens la même frustration et la même sensation d'impasse que dans les coordinations nationales à la fin de la grève contre le CPE, en 2006, ou après l'élection de Jacques Chirac en 2002. Voir que l'organisation qui s'était armée d'une proposition de Constitution et qui avait fait vaciller des institutions pourtant bien huilées était maintenant réduite à s'accrocher ainsi à son logo, à son nom et à son site internet, me fait ressentir une déception amère. Une déception et en même temps un soulagement, une satisfaction naissante : ce n'était pas dans les amphithéâtres que résidait l'importance réelle de ce qu'avait été l'APPO. La manifestation commémorative du 25 novembre allait peut-être m'aider un peu à saisir cette dualité. C'était un dimanche, la semaine suivante, sous un soleil de plomb.

*¡Duro compaÑer@s!*

Des dizaines de milliers de parapluies, dans ce cas particulier convertis en petits parasols, se mêlent aux pancartes et aux banderoles dans une joie presque déplacée. On commémore l'anniversaire d'une répression brutale et à grande échelle dans la joie et la bonne humeur, alors que le 2 novembre, lors de la commémoration de la victoire des insurgés contre la Police fédérale préventive, deux cents personnes luttèrent contre elles-mêmes pour avancer, le regard figé par l'appréhension. Aujourd'hui des centaines de délégations venues de tout l'État d'Oaxaca vont défiler pendant près de six heures, d'un bout à l'autre de la ville. Chacune d'elles revendique bien sûr toujours la chute du gouverneur désavoué, la nécessité de faire la lumière sur les crimes commis par le gouvernement, mais y ajoute des conflits propres aux différentes régions, banderoles et slogans à l'appui. Ils ont trait en majorité à des actes de répression orchestrés par les autorités locales des villes ou villages et s'étalent sur une période qui dépasse largement celle du mouvement dans la capitale.

Le cortège continue d'avancer à allure normale, ni pressée ni retenue, pour rejoindre le centre-ville et le *zócalo*, point d'arrivée, de meeting et de dispersion. Pendant tout le temps passé en périphérie de la ville, la foule reste calme. À côté de la voiture de tête, près de laquelle je marche en compagnie des autres photographes, les plus habitués aux discours se passent le micro et tantôt crient des slogans, tantôt lisent des tracts, tantôt récitent de bonnes paroles de lutte. Mais à l'arrivée vers le centre, plusieurs personnes plus jeunes que la majorité – qui avaient méticuleusement recouvert les murs repeints par le gouvernement avec leurs bombes de peinture durant la manifestation – se cachent le visage avec leurs tee-shirts. Un homme plus âgé et en costume a pris le micro et leur a

---

*Interlude*

demandé, aimablement selon lui, de se découvrir puisque le simple fait de porter une capuche peut être un prétexte à l'intervention de la police. S'ensuit un brouhaha d'insultes de part et d'autre de la voiture, puis des coups. Je m'en rends compte seulement quand je vois la file de journalistes se presser vers l'endroit où la poussière commence à former des nuages. Cela n'a pas duré longtemps, peut-être à cause justement de la présence de tant d'appareils photos, mais la tension s'est installée. Je retrouve une ambiance plus proche de celle du 2 novembre, partagée entre partisans de la défense active et ceux de la défense passive, en tête de cortège. Car le reste de la troupe n'a pas eu connaissance de l'incident et continue d'avancer en direction de son objectif : le *zócalo* qu'elle n'avait pas pu atteindre un an auparavant puisque celui-ci abritait bien un *plantón*, mais composé de militaires et de policiers. Cet après-midi, en arrivant au *zócalo*, aucun uniforme, même pas la police touristique.

La place centrale a ses allures de dimanche. Les vendeurs de ballons sont cachés sous leur marchandise et les enfants supplient leurs parents pour obtenir un de ces tubes volants et le lancer sur les passants, exprès ou non. Les vendeurs de *chicharrines*, ces biscuits salés agrémentés d'une sauce rouge piquante, mêlent leurs annonces à celles des vendeuses de glace, de foulards de coton multicolores et de bijoux toc, de spatules en bois pour la cuisine, d'aimants pour le frigo ou de *raspados*, de la glace pilée arrosée de jus aux saveurs étonnantes, vendus avec paille et cuillère, toujours. Des *mariachis*, avec leurs guitares de toutes les tailles, ou des joueurs de cet énorme xylophone en bois appelé *marimba*, entonnent les plus beaux refrains de chansons immortelles en direction des terrasses des restaurants touristiques. Le vert des arbres centenaires, qui donnent leur ombre aux passants du dimanche, se

*¡Duro compañer@s!*

mélange au vert de la *cantera*, cette pierre calcaire aux reflets discrets, et se projette sur les pavés gris et luisants. Les cireurs frottent en rythme et avec énergie les chaussures d'hommes qui lisent leur journal dans la luxuriante tranquillité dominicale.

Sans apparemment perturber ce tableau, le cortège arrive et ajoute à toutes ces couleurs celles des banderoles, des petits parasols et des vêtements bariolés. Le micro est branché et le meeting commence. Deux ados lancent un pétard, qui ne fuit pas dans les airs, mais part maladroitement tout droit sur la façade de l'église. Il n'a touché personne, heureusement, crient les enceintes de la voiture-sono. Les mômes ne cherchent pas à discuter et rigolent, un peu penauds. Je tourne la tête, il semble que rien n'a bougé. Rien ne semble perturber la place et le vent léger qui fait valser les ballons. Ce qui formait le cortège se fond dans l'ambiance et rentre peu à peu chez soi.

Même si je crois finalement que je ne saurai jamais en donner une froide définition, j'ai commencé à envisager l'APPO autrement. Il est très compliqué de lui donner des limites ou des frontières, tout comme il était difficile de délimiter la manifestation ou de se rendre compte de qui était partisan de quoi sur le *zócalo* ce dimanche. De même qu'il est impossible d'établir un profil-type des personnes qui adhèrent aux idées de l'APPO. Tant dans l'amphithéâtre que dans la rue, il y avait des hommes, des femmes et des enfants ; des jeunes, des moins jeunes, des plus vieux et des visages sans âge ; des *sombreros* de paille, des casquettes dernier cri, des lunettes Chanel et d'autres à une branche seulement, des tee-shirts à l'effigie du Che Guevara ou couverts de patches « *El punk no ha muerto* », des costumes trois pièces, des jupes d'occasion décousues, des robes bien taillées, des chemisiers traditionnels brodés à



### Interlude

la main, des tabliers encore mouillés de pâte à *tortilla*, des talons hauts, des chaussures bien cirées, des baskets trouées, des sandales de cuir, des pieds nus et noirs de poussière; des indigènes à la peau café, des métisses à la peau couleur de sable, des peaux blanches comme les fleurs d'arum.

Du côté des organisations ou collectifs, on a déjà dit que l'APPO en a regroupé des centaines. Ils étaient environ deux cent cinquante lors de sa formation, la plupart urbains ou ayant une antenne dans la capitale. D'autres organisations, régionales cette fois-ci, sont venues se rapprocher de la nébuleuse APPO au fur et à mesure que l'insurrection prenait de l'ampleur et que le gouvernement reculait. C'est-à-dire que tous les villages, ou les villes plus petites que la capitale, qui avaient une histoire de lutte plus ancienne et localisée que celle de la Section 22, avec leurs propres repères, se sont greffés à l'assemblée quand celle-ci s'est éloignée du discours syndical et que le soutien populaire a augmenté. Au point fort de la mobilisation, le nombre d'organisations sociales membres de l'assemblée était proche de six cents. De manière presque automatique, de par sa composition et sa volonté d'expression plurielle et respectueuse de tous, les thèmes abordés par l'APPO sont multiples et teintés de toutes ces différences régionales, organisationnelles, de classe, d'âge, de traditions, de genre, d'éducation, etc.

Sans avoir encore vu ni lu toutes les archives de 2006, mais après avoir participé à la troisième assemblée et aux manifestations commémoratives du 2 ou du 25 novembre, on n'imagine absolument pas que l'APPO ait pu avoir tant de force et de cohésion interne. Et pourtant, le slogan phare de chacun est et restera *¡Codo con codo, hombro con hombro, la APPO, la APPO, la APPO somos todos!*



## ENTRETIENS AVEC L. ET M.

### « Former une alliance »

Extrait d'un entretien avec M., enseignant membre de la Section 22  
et coordinateur de Radio Plantón

« Avec les politiques de démocratisation de l'école dans les années 1980 et 1990, le nombre de professeurs a beaucoup augmenté, il a fallu recruter beaucoup de personnel pour faire fonctionner les 14 000 écoles des 10 000 communautés. Ils ont embauché très vite, pas forcément bien. Les élèves sortaient du lycée, recevaient un an de formation et hop, ils allaient donner des cours. [...] Le corps enseignant s'est massifié, entraînant une rupture de conscience politique à l'intérieur du syndicat. De 1998 à 2006, les structures de prise de décision à l'intérieur du syndicat n'ont pas changé, ce qui a fini par aboutir à une crise dans le fonctionnement. Il y a eu des scandales, en 2000, à propos de cas de harcèlement sexuel sur des enseignantes. Il y avait beaucoup de soucis internes. C'est pour ça aussi qu'au début du mouvement, en 2006, on disait que les profs étaient des fainéants, des bons à rien, etc. Le gouvernement comptait vraiment là-dessus, il se disait que personne n'allait nous soutenir. [...]

En avril 2006, il y a eu un événement assez important pour la Section 22 : le Congrès politique. Ce congrès a parlé de cette crise et de bonnes résolutions en sont sorties. Par exemple, la Section s'est munie de tout un centre de moyens de communication. Radio Plantón existait déjà depuis un an, mais là on s'est équipés plus et mieux. Maintenant, il y a toute une commission qui s'en occupe. À ce congrès, on a enfin repensé au fait que les enfants avaient changé, qu'il fallait s'adapter à une nouvelle forme d'enseignement. C'est un truc fondamental ! À partir d'avril 2006, on a aussi discuté de la forte présence des peuples indigènes dans le corps enseignant et de la nécessité de prendre en compte les principes de la *comunalidad* pour faire fonctionner le syndicat. [...] Et puis la grosse avancée de ce congrès a été la décision de former une grande alliance avec d'autres organisations sociales. Les alliés évidents du corps enseignant, ce sont les parents d'élèves. Pendant le mouvement des années 1980, ils avaient été très présents et il faut avouer que c'était alors difficile à faire comprendre à l'intérieur de la machine syndicale. Depuis, le discours a changé, ainsi que la pratique. Maintenant nous impulsions une alliance, il y a un mélange. [...]

Il faut préciser que la politique gouvernementale, en matière d'éducation, repose depuis trente ans sur les internats. Tout le parcours scolaire est semé d'internats (dans les campagnes) : primaire, secondaire, lycée. C'est comme ça qu'on étudie. Ici, si tu veux étudier, tu es soit militaire, soit enseignant, soit ingénieur. [...] On dit d'ailleurs que 20 % des militaires de l'armée mexicaine proviennent de l'État d'Oaxaca. [...] Dans beaucoup de communautés, il y a donc plein d'enseignants. Et chaque enseignant est entouré d'au moins une vingtaine de personnes : ses parents, ses oncles et tantes, cousins, etc. [...]

En mai, le *magisterio* [corps enseignant] commence le *plantón* et, pour se faire entendre, il utilise Radio Plantón. Le dialogue

### *Former une alliance*

a vite été ouvert avec les autres organisations sociales qui soutenaient nos revendications ou qui en ajoutaient. On avait le débat propice à l'alliance qu'on voulait. [...]

Le 2 juin, c'était la première *megamarcha*. La deuxième, c'était dans le cadre du procès populaire d'Ulises Ruiz, le 7 juin. Là, on a commencé à parler de 300 000 personnes, on ne parlait plus seulement des enseignants, c'était tout un monde : les femmes, les enfants... D'autres secteurs de la société se sont mobilisés. [...] Le mouvement avait déjà dépassé le simple cadre du syndicat et on avait tous un rôle à jouer dans ce qui ressemblait à un mouvement social. [...]

Le 12 juin, il y a eu une réunion avec toutes ces organisations, justement pour monter une coordination afin de se renforcer et d'obtenir gain de cause. Avec ces quelques organisations en plus, l'alliance s'est formée, celle qui prendra plus tard le nom "APPO". Le 14 juin, quand Ulises a essayé de nous mettre à plat, ça n'a pas marché, comme on le sait. L'APPO s'est mise en place à partir des groupes politiques présents à l'intérieur de la Section 22 et de leurs affiliations avec d'autres organisations sociales de la société civile. [...] La première Guelaguetza [fête et bal d'origine populaire, symbolisant la réciprocité et l'échange de services ou de biens] a été un succès monstre, c'était hallucinant le monde qu'il y avait. [...] Tout allait super bien, on s'entendait tous super bien, ça roulait. »

### « Ce n'était pas évident avec l'APPO »

Extrait d'entretien avec L., activiste politique autonome

« On était sur le *plantón*, on était plusieurs collectifs, tout le réseau zapatiste *oaxaqueño*. On s'était formés en réseau

*iDuro compañer@s!*

après la Sixième déclaration de la forêt Lacandona [déclaration de l'EZLN qui invite, le 1<sup>er</sup> janvier 2006, les collectifs sympathisants à s'unir "en bas à gauche", en marge des partis politiques, au sein de "l'Autre Campagne"]. La caravane de *La otra campaña* venait de passer par Oaxaca, justement. Et à ce moment-là, notre revendication principale était de nous unir à la lutte des enseignants.

Après le 14 juin et la création de l'APPO, ça a été bien compliqué, du moins pour moi. Parce que nous étions sur le campement libertaire et nous avons décidé de continuer la lutte avec les profs. On était avec eux, mais au travers de Radio Kapucha. Ils ne nous aimaient pas beaucoup parce qu'on parlait trop, ou mal, à la radio. On a formé un front, un bloc, le bloc noir. Des jeunes pour la majorité, des étudiants, dont beaucoup se reconnaissaient dans l'identité "noire", anarchiste. Ça a dérangé pas mal de *plantonistas*, même des profs.

À ce moment-là, une partie du bloc a été invitée à faire partie de l'APPO par les organisations, celles qui siégeaient à la table directrice de l'APPO. On s'est donc posé la question. Au début, ces organisations n'étaient pas exactement les "boss" du mouvement, mais comme c'était les organisations qui étaient le plus sur le devant de la scène, indépendamment du *magisterio* et de ses bases, elles avaient une opinion de poids dans le travail, pour la lutte qu'on menait. Après le 14 juin, le peuple s'est réorganisé, beaucoup de gens sont venus d'ailleurs, des quartiers ou d'autres organisations, pour soutenir les enseignants, pour récupérer le centre historique. Oui, le peuple a répondu à la Section 22, je ne pense pas que ça aurait été possible si les profs avaient essayé de faire ça tout seuls. [...]

*Ce n'était pas évident avec l'APPO*

C'est à partir de là que plein d'organisations – dont je ne pense pas qu'il soit nécessaire de préciser les sigles – ont plus assumé une certaine fidélité à la lutte des enseignants, qui ont d'ailleurs toujours été engagés. Elles ont commencé à ramener des groupes d'étudiants, ceux qui avaient occupé Radio Universidad, et d'autres qui étaient en train de s'organiser dans d'autres facultés (Médecine, Droit...). Beaucoup de jeunes, majoritairement étudiants, se sont mis à regarder l'APPO et à se dire : "Oui, on va en faire partie". Nous, les cagoulés, ceux qui s'habillent toujours en noir, on a hésité, on y a pas mal réfléchi. Ce n'était pas évident avec les gens de l'APPO. Ce n'est pas qu'on cherche toujours la confrontation, mais on pense que la question de l'auto-défense doit être envisagée à certains moments (comme celui-là). Ils nous accusaient de tout le bordel qu'il y avait sur le *plantón* ! Si une voiture brûlait à deux pâtés de maison, c'était ceux en noir. Ça créait des disputes, des tensions. Mais le fait qu'on s'habille en noir ne veut pas dire qu'on est dans toutes les embrouilles ! Il fallait en même temps qu'ils connaissent notre travail, notre manière de penser, de faire des propositions, et je crois que c'est finalement ce qui s'est passé. Avec ces réunions convoquées par l'APPO, on a tous plus ou moins découvert l'assemblée, la réunion. Mais même avec ça, la participation et l'influence du *bloque negro* à l'intérieur de l'APPO sont restées limitées. [...]

Au fil des jours, on a surtout continué à faire notre travail artistique et culturel sur le *plantón*, au moyen d'ateliers... Pendant la Guelaguetza, on a fait toute la diffusion avec des affiches en sérigraphie, des pochoirs... Et puis des trucs qui n'avaient peut-être rien à voir avec l'organisation d'une Guelaguetza, mais le simple fait de participer, d'y être, de faire quelque chose, vendre de l'artisanat local, par exemple, ou chanter, danser... Ce qu'on faisait surtout, c'était des ateliers

de sérigraphie et d'autres ateliers de peinture pour les enfants [...], de fabrication d'*alebrijes* [représentations de créatures semi-réelles, semi-imaginaires] en papier recyclé. Les enseignants, en nous voyant travailler le papier avec les mômes, ont été impressionnés et on a fini par faire, ensemble, un paquet de marionnettes qui ont été brandies au moment du défilé. C'était des marionnettes caricaturant Ulises tantôt en rat, tantôt en cochon. [...]

On assumait aussi les gardes, toujours celles de nuit. Les profs n'aimaient pas beaucoup faire les gardes de nuit. Et même, quand il y avait une alerte, ils arrivaient vers notre stand et... On n'était pas de la chair à canon non plus, mais c'était toujours nous qui allions voir ce qui se passait. Les rues étaient fermées, bloquées, mais ce n'était pas des grosses baricades, elles étaient improvisées, sans feu. Elles ne pouvaient pas empêcher un passage en force, par exemple. Mais au moins, elles prévenaient et éloignaient les voitures, elles nous paraient contre d'éventuelles attaques. La nuit, il pleuvait souvent. Personne ne voulait sortir pour voir ce qui se passait, mettre les pneus, les obstacles, etc. Donc on s'y collait. Chaque nuit on allait fermer les rues autour du campement.

Au bout d'un moment, on a été fatigués de recevoir tant d'accusations pour des actes dont on n'était absolument pas responsables. Fatigués de voir comment s'organisaient les assemblées, comment se préparaient les plans de lutte ou les décisions plus compliquées, comme celle d'aller réquisitionner des bureaux administratifs, par exemple.

Au début, ils disaient : "On va faire circuler des pétitions parce que la Constitution dit qu'il faut faire comme ça, on doit aller au Sénat !" On s'énervait : à quoi ça allait servir, des signatures ?! Mais bon, s'il fallait en rassembler, pourquoi



---

*Un référent commun*

---

aurions-nous refusé de nous promener avec un cahier et d'inviter les gens, grâce à la radio, à signer ? Voilà, on a envoyé le tout à Mexico, une commission l'a apporté. Puis ils nous ont répondu que cette procédure [faire reconnaître la disparition des pouvoirs grâce à une pétition] n'existait plus, même si les signatures avaient été déposées chez les sénateurs... Bref, ça ne marcherait pas.

La question de la désobéissance civile, pacifique, celle qu'on revendiquait depuis le début, a alors commencé à se poser, plan d'action après plan d'action : organiser des blocages de magasins, de rues, de bureaux administratifs, du gouvernement de l'État surtout. [...] Ils ont été fermés symboliquement. On arrivait, on demandait aimablement et poliment aux gens d'évacuer les lieux, et les gens s'en allaient, dans la majorité des cas. Dans plusieurs cas ça n'a pas été possible, il y a eu quelques confrontations avec le personnel qui ne voulait pas sortir. Mais en fin de compte, ils comprenaient qu'ils devaient écouter nos raisons, pourquoi nous ne voulions plus de ce gouvernement. Il n'y a pas eu d'accident plus grave. Les bureaux étaient donc fermés symboliquement, avec cadenas, et on organisait des tours de garde. Le jour suivant ça rouvrait, donc on refermait, et ainsi de suite. Les actions qu'ils proposaient, on les discutait entre nous. [...] On disait bien qu'on était d'accord pour les aider, mais qu'il n'était pas question de finir en faisant l'action tous seuls. Alors ils venaient avec nous. »

**« C'était le seul espace qui donnait un référent commun »**

« Quelques semaines après le 14 juin, je ne croyais pas en l'APPO, je sentais que je n'en faisais pas partie. Pour moi, il

*iDuro compañer@s!*

n'y avait pas de clarté, rien qui formalise ou qui me donne l'impression d'en faire partie. En six mois, j'ai pu me rendre compte de son ampleur, surtout au cours des deux derniers mois, en octobre et novembre. [...]

Si j'y ai participé, c'est grâce à l'opportunité qu'on m'a donnée de simplement apporter la voix d'une assemblée de jeunes qu'on avait organisée entre *barrikader@s*, *grafiter@s*... [...] C'était en septembre, pour la toute première assemblée d'État de l'APPO. Je n'étais pas délégué, j'étais juste venu donner notre point de vue. J'en suis sorti élu en tant que conseiller, à l'intérieur du congrès. J'ai parlé, j'ai exposé la position des jeunes sur ce qui se passait et sur le fait qu'il ne fallait pas nous discriminer. Le système de choix des conseillers a été décidé: cinq du secteur étudiant, cinq du secteur barricade, cinq par secteur de villages... ça s'est décidé au fur et à mesure pour chaque secteur. En fait, je n'ai pas été choisi par la barricade mais à l'intérieur du congrès, avec cinq autres personnes. Si j'ai accepté, ça n'a jamais été pour de mauvaises raisons. On me le reproche encore, au sein des *barrikader@s*, des anarchistes, des jeunes, mais si j'ai accepté c'est que sur le moment j'ai... C'était le seul espace qui donnait un référent commun, qui menait la lutte de front et qui assumait une responsabilité, une attitude face à tout un mouvement. Je pensais que nous ne devions pas laisser cet espace se vider de la voix de ceux qui n'en ont pas. Je l'ai fait dans ce sens là, je veux dire, avec le cœur, dans le bon sens: dire pourquoi on était en train de lutter, quel changement on revendiquait. C'est ça qui m'a amené à croire réellement en l'APPO. J'étais réticent au début, je n'y croyais pas, mais quand j'ai connu peu à peu les organisations qui s'engageaient, les villages qui venaient, tout ça, je me suis dit: "Wouah..."

---

*Un référent commun*

---

Il y avait plus de mille cinq cents conseillers... Il y avait beaucoup de communautés, ce sont elles qui ont inspiré l'APPO pour sa structure. Je crois que si elles n'avaient pas été là, s'il n'y avait eu que les organisations, l'APPO aurait été totalement *partidista* [axée sur les partis politiques]. Mais je n'ai pas vu ça, j'ai surtout vu la participation des villages, des quartiers... Les organisations rôdaient autour, comme des mouches. Elles ont aussi eu leur importance, je ne le nie pas, mais leur manie de penser qu'elles peuvent diriger tout un mouvement... Il y avait ceux qui n'en démordaient pas : il fallait faire comme ça et pas autrement, "la négociation ceci", "le gouvernement cela"... Ce n'était pas vraiment la raison d'être de l'APPO. [...] C'était assez confus. Parfois, ceux qui parlaient ne parlaient pas pour ceux qu'ils représentaient, ils parlaient pour leur organisation, pour eux-mêmes, du fond de leur individualisme. Et ceux qui voulaient parler dans des termes électoraux le faisaient.

Je crois que c'est là qu'il a commencé à y avoir des problèmes à l'intérieur de l'APPO : pourquoi avoir organisé un congrès constitutif si c'est pour continuer sur les mêmes chemins que les gens ne veulent de toute façon plus suivre ? C'était ça aussi l'APPO : comment et pourquoi dire "non" aux élections. Ma grande satisfaction a été de voir comment ce congrès, bâti sur un modèle d'assemblée communautaire, a soulevé en premier l'importance pour l'APPO de rester en dehors des partis, le fait qu'elle ne doive pas aller dans un sens électoral. Elle est née d'autre chose et elle existe pour faire autre chose. [...] T'en es ou t'en n'es pas. Ou tu es avec les partis, ou tu es avec l'APPO.»

## L'APPO : UNE NOUVELLE INSTITUTION

Extrait de *Oaxaca sitiada*

[Ulises Ruiz Ortiz, par entretien téléphonique avec D. Osorno]

« Ne te trompe pas, regarde... Ceux qui veulent ça sont, disons, 70 000... C'est-à-dire les membres du syndicat enseignant, en supposant que tous soient d'accord avec les dirigeants de la Section 22. Ils sont 70 000 et nous sommes 3 600 000 habitants ! Et l'APPO ? Qu'est-ce que c'est, l'APPO ? Les seuls que je reconnais sont les enseignants, les autres sont des radicaux qui ne représentent personne. Ce truc-là, l'APPO, c'est une invention, un groupe qui ne représente personne. »

Déclaration fondatrice de l'Assemblée populaire du peuple d'Oaxaca  
21 juin 2006

« Devant l'incapacité du gouvernement et l'autoritarisme croissant, la hausse des crimes politiques, l'augmentation des détentions arbitraires contre les dirigeants des organisations sociales, l'utilisation discrétionnaire de l'argent public, l'interruption de fait des garanties constitutionnelles, le non-respect systématique des droits humains, la destruction du patrimoine historique, naturel et culturel, le recours aux forces publiques et

---

*L'APPO*

---

à la répression comme unique manière de résoudre les problèmes sociaux de notre État ; devant la nécessité pour le peuple d'exercer le pouvoir souverain qui lui revient et celle de fortifier la lutte du peuple d'Oaxaca ; hier, 20 juin 2006, avec la participation de 365 représentants de divers secteurs de la population et des sept régions de l'État, l'Assemblée populaire du peuple d'Oaxaca a formellement été constituée.

Elle se reconnaît comme un espace de décision et de lutte pour le peuple, en plus de se constituer comme un espace d'exercice du pouvoir dans lequel sont représentés les ouvriers, les paysans, les indigènes, les étudiants, les jeunes, les femmes et tout le peuple.

Nous continuerons à fortifier cette assemblée avec l'installation prochaine des Assemblées régionales du peuple d'Oaxaca, puis des assemblées de district, de municipalité et nous obtiendrons ainsi la garantie d'une organisation par la base. Ceci afin de construire et de fortifier la mobilisation pour la chute d'Ulises Ruiz Ortiz, objectif principal de l'actuelle étape de notre lutte. [...]

Nous appelons toutes les organisations sociales et politiques, les syndicats démocratiques, les communautés et tout le peuple qui n'a pas encore rejoint la lutte pour la chute d'URO à s'unir pour la réalisation d'activités et à assister à la prochaine Assemblée.

Fraternellement

Tout le pouvoir au peuple !

Assemblée populaire du peuple d'Oaxaca – APPO »

*Extrait de Autoritarismo, movimiento popular y crisis política*

« L'assemblée constitutive de l'APPO a eu lieu le 17 juin 2006, dans l'amphithéâtre de l'emblématique immeuble central de l'Université autonome Benito Juárez d'Oaxaca (UABJO). Lors de cette assemblée, une direction provisoire a été nommée, puis s'est agrandie au fil des mois. Chaque organisation de l'APPO a installé une petite commission de délégués sur le *plantón* du *zócalo*. Nous avons créé une instance de décision, l'Assemblée générale, où les actions à venir étaient débattues et adoptées, en suivant au début la ligne donnée par l'Assemblée des enseignants de l'État [de la Section 22], qui a esquissé le plan d'action.

Beaucoup des organisations qui avaient été attaquées par le cycle autoritaire de José Murat et d'Ulises Ruiz se sont jointes à l'APPO, dès le début. [...] Les organisations syndicales du Front de syndicats et d'organisations démocratiques d'Oaxaca (FSODO) se sont également incorporées. [...] S'ajoute une longue liste d'organisations civiles dont les agendas abordent aussi bien les thèmes de l'égalité de genre, du développement durable, des droits humains, de l'éducation, de la protection du patrimoine, des moyens de communication, du soutien aux communautés rurales, [...] et qui pour la plupart font du travail social depuis plus de dix ans.

À cela s'ajoutent divers groupes de jeunes : universitaires, normaliens, punks, anarcos, *cholos* [membres de gangs] et même des "jeunes de la rue", des quartiers, des secteurs traditionnellement marginalisés, exclus, voire harcelés et persécutés par les "forces de l'ordre".

S'ajoutent encore des groupes de citoyens [...] formés en opposition aux travaux de réorganisation urbaine. D'autres organisations indigènes viendront progressivement s'unir au mouvement de l'APPO. »

## *Blocage des institutions*

Extrait de «Elementos para un balance político del movimiento popular de Oaxaca», Víctor Manuel Gómez Ramírez,  
in *La batalla por Oaxaca*, ouvrage collectif, Yope Power, 2007

« [Pour la] constitution formelle de l'APPO, [...] on a nommé une coordination temporaire et des commissions de travail. La nomination des membres s'est faite selon un caractère géographique et non politique, car l'Assemblée s'est divisée en régions à l'intérieur desquelles trois représentants ont été choisis. Dans les vallées centrales [région où se trouve la capitale], la désignation s'est faite par tirage au sort. »

## **Blocage des institutions gouvernementales**

Extrait de *Autoritarismo, movimiento popular y crisis política*

« Les deux chemins légaux que l'APPO et le *magisterio* ont choisi de suivre pour obtenir la démission, ou destitution, d'Ulises Ruiz ont été : 1) le procès politique installé en juillet à la commission permanente du congrès de l'Union ; 2) la mise en place du processus de disparition des pouvoirs devant le Sénat. [...] Sur le plan politique, le mouvement populaire a réalisé diverses actions : blocages de routes, méga-manifestations, occupations symboliques de bureaux publics, fermetures de banques, grève civique et syndicale.

L'Assemblée des enseignants de l'État de la Section 22 avait décidé d'installer des campements permanents, avec des centaines de personnes, devant les immeubles publics pour rendre manifeste l'*ingobernabilidad*. [...] On déclare l'*ingobernabilidad* [ingouvernabilité : concept mexicain introduit par la Constitution de 1917] quand le gouverneur perd la capacité d'accomplir une des missions principales que lui octroie le

*iDuro compañer@s!*

régime: le maintien de la stabilité politique et de la paix publique. [...] Pour tenir les campements, les enseignants et les organisations sociales adhérentes à l'APPO ont créé différentes commissions: alimentation, ménage, sécurité, santé... Les campements ont été soutenus par beaucoup de gens du peuple, surtout avec de la nourriture. La quantité de gens qui se sont investis était surprenante, ainsi que la capacité à mettre en place une logistique qui permette de donner à manger à des milliers de personnes. La plus grande partie du soutien venait d'employés, d'ouvriers, de petits commerçants et de paysans. »

Extrait de *Oaxaca sitiada*

« Le 26 juillet, [...] la fonction publique du gouvernement a littéralement été paralysée avec la réquisition permanente ou temporaire de bureaux: le palais du gouvernement, la maison officielle du gouverneur, la Chambre des députés, le palais municipal, le ministère des Finances, le ministère du Gouvernement, le procureur, le tribunal supérieur, le ministère des Transports, le ministère de la Protection civile, la caserne de police de l'État, le ministère de l'Eau, les bureaux centraux de l'Institut de sécurité et de services sociaux des fonctionnaires (ISSSTE), le ministère de la Circulation, le ministère de l'Administration, le Canal 9 de télévision [...].

Le gouverneur n'arrêtait pas de répéter que, dans son État, tout était en paix. [...]

À la fin du mois de juillet, l'APPO paraissait invincible. Invincible, solide et unie. En pleine forme pour faire front contre un gouvernement illégitime et faible, frappé de tous les côtés et depuis toutes les tranchées. [...]



*Blocage des institutions*

Le 1<sup>er</sup> août, lors d'une grande réunion à huis clos, les membres de la direction collective et provisoire de l'APPO ont élaboré un document intitulé *Les principes politiques et idéologiques de l'APPO*, dans lequel on nous avertissait – alinéa 6 – que : “L'APPO luttera pour que l'État d'Oaxaca soit gouverné grâce à une souveraineté authentique et promouvra une redéfinition du pacte fédéral”. Cet écrit fondateur, rédigé pendant cette réunion à huis clos, devait satisfaire tout le monde : les communistes purs et durs, les religieux, les “hippies”, les *cursis* [les romantiques gnangnans], les anarchistes, les sociaux-démocrates, et tous les autres adhérents de l'APPO.

C'est seulement en réponse à cette nécessité que l'on peut comprendre l'existence, par exemple, de l'alinéa 8 du document : “L'APPO revendique les principes de ne pas voler, ne pas mentir, ne pas être fainéant, ne pas violer et ne pas tuer. Notre futur gouvernement promouvra dans la pratique les valeurs de solidarité, de fraternité, de confiance, d'esprit d'entraide, de réciprocité, la valeur de la parole donnée et l'amour révolutionnaire.” [...]

[Alinéa 9] “L'APPO ne recherche ni le progrès, ni le développement, mais seulement le bonheur pour tous les *Oaxaqueños*, c'est-à-dire qu'elle ne recherche aucun miroitement industriel qui, de fait, affecte la vie de la planète, mais bien une vie en harmonie avec la nature, ce qui implique d'en finir avec l'économie capitaliste d'échange et d'accumulation, qui inclut le pouvoir de la propriété privée et qui est la cause de l'extrême pauvreté ; [...] le but de notre *comunalidad* est la production pour le bien commun”. »

*iDuro compañer@s!*

Sélection de titres du quotidien *Noticias, voz e imagen de Oaxaca*

19 juin 2006

« Soixante-dix-neuf organisations intègrent  
l'Assemblée populaire »

12 juillet 2006

« L'APO [sic] annonce le lancement d'une campagne de  
désobéissance civile et publie son plan d'action »

« La Guelaguetza aura lieu malgré le boycott de l'APO »

19 juillet 2006

« La suspension de la fête du *mezcal* est définitive »

« L'annulation de la Guelaguetza est une "mesure  
prudente", selon le ministère de l'Intérieur »

Déclaration politique de l'APPO : *A un mes del 14 de junio*,

14 juillet 2006

« GÉNÉRALISONS L'INSURRECTION DU PEUPLE  
ET LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE DANS TOUT L'ÉTAT.

BOYCOTT TOTAL DE LA GUELAGUETZA OFFICIELLE,  
VIVE LA GUELAGUETZA POPULAIRE !

Nous appelons tout le peuple d'Oaxaca à organiser la désobéissance civile dans tout l'État en continuant à désavouer les autorités imposées et les dirigeants corrompus, comme cela a été fait à Zaachila [commune proche de la capitale] ; [...] finissons-en avec le joug de l'oppression, démocratisons nos organisations, nos syndicats, nos communautés et nos quartiers, appelons à ne pas payer d'impôt ni de service au gouvernement, boycottons la consommation en n'achetant plus dans les

*Blocage des institutions*

grandes chaînes de magasins de self-service mais en achetant seulement l'indispensable dans les magasins ou épiceries de quartier, [...] stoppons toutes les rénovations inutiles du gouvernement dans l'État.

L'Assemblée populaire appelle à mettre en place toutes les formes de lutte qui prennent en compte tout le peuple pour démontrer à ce gouvernement fasciste que nous ne sommes pas disposés à le maintenir au pouvoir. Elle appelle à généraliser ce processus dans tout l'État, depuis les grandes villes jusqu'aux régions les plus reculées d'Oaxaca.

Mettons l'État tout entier sur le pied de guerre !

Dans le cadre de la mise en vente de nos coutumes et de notre richesse culturelle par le gouvernement, la réalisation de la Guelaguetza officielle n'a d'autre fin que de remplir les poches des grands entrepreneurs locaux. De plus, c'est une fête où les principaux invités d'honneur sont les requins nationaux et étrangers qui veulent saccager toute notre richesse naturelle et culturelle, où les véritables indigènes et le peuple d'Oaxaca n'ont pas de place.

Nous appelons donc tout le peuple à boycotter toutes les activités officielles qui seront organisées dans le cadre de cette Guelaguetza. Nous appelons les touristes nationaux et étrangers à assister à la Guelaguetza populaire que nous organiserons en essayant de restituer le véritable caractère original de la fête des *Oaxaqueños*, qui n'est pas à vendre [...]. »

## Récupérer ses traditions : la *Guelaguetza popular*

Extrait du site internet officiel de l'État d'Oaxaca

Section tourisme :

<http://www.oaxaca.gob.mx>

« Depuis la nuit des temps, notre capitale a été le point de réunion d'innombrables cultures qui existent encore. [...] C'est une ville peuplée d'habitants nobles et aimables, très talentueux, qui invite le voyageur – tant national qu'étranger – à connaître et à vivre une expérience riche en culture et en tradition qui, surtout, te [*sic*] donne l'impression d'être à la maison.

Pour apprécier la grandeur d'Oaxaca, il suffit d'assister à ses merveilleuses fêtes qui, pour le plaisir du voyageur, sont organisées toute l'année. Ces fêtes sont le reflet du cœur de ses gens, y assister c'est connaître l'essence même du *Oaxaqueño*. [...] Au mois de juillet sont organisées les fêtes du Lunes del Cerro et ses Guelaguetzas, ses activités sportives et folkloriques comme l'élection de la Déesse Centeotl, les défilés des délégations, le festival des sept *moles* [sauce piquante et très aromatisée]. [...]

La chaleur de ses gens et la générosité de ses terres te rendront amoureux de ce magnifique État. Vous serez toujours les bienvenus, toi et tes proches. Viens à Oaxaca et sens-toi comme à la maison, entouré par la chaleur et la joie de ses habitants ainsi que par la douce saveur des moments vécus. »

Extrait de *Oaxaca sitiada*

« Pourquoi l'APPO a-t-elle boycotté la Guelaguetza? La réponse se trouve [...] dans le tract que les rebelles ont distribué dans les quartiers de la ville : "Parce que c'est un commerce de

*La Guelaguetza popular*

politiciens, d'hôteliers, de restaurateurs, de patrons d'agences de voyages, de compagnies de bus et d'aviation. Parce que seuls les riches et les étrangers peuvent acheter les billets pour des places préférentielles. Parce qu'on ne sait jamais où va l'argent gagné. Parce qu'on y donne les ethnies d'Oaxaca en spectacle pour amuser les touristes. Parce que les danses présentées ne sont pas celles de nos peuples." »

Extrait de *Autoritarismo, movimiento popular y crisis política*

« En contre-partie de l'annulation de la Guelaguetza officielle, les enseignants ont pris une nouvelle fois l'initiative et ont appelé à la réalisation d'une "Guelaguetza populaire", celle qui a eu lieu le 24 juillet au stade de l'Institut technologique d'Oaxaca.

En l'inaugurant, Enrique Rueda Pacheco [secrétaire général de la Section 22] a rappelé une nouvelle fois l'histoire culturelle qui fonde l'État et a proposé que cette Guelaguetza alternative soit organisée chaque année, impulsée par les enseignants et les organisations sociales.

Les calculs du quotidien *La Jornada* estiment à vingt mille le nombre de personnes qui y ont assisté. [...] À la Guelaguetza alternative, on a bien sûr pu voir d'autres danses, présentées par d'autres peuples qui n'avaient jamais été invités dans les éditions [gouvernementales] antérieures. »

Extrait du film documentaire *Guelaguetza popular*  
SNTE/CNTE/APPO – juillet 2006

[Radio Plantón, 21 juillet 2006, par streaming internet]

« Nous avons ici l'opportunité de démontrer à toute la structure politico-juridique de l'État et du Mexique que ce

*iDuro compañer@s!*

moment historique n'implique pas qu'une question politique. Ce n'est pas qu'une question salariale, ce n'est pas qu'une revendication des enseignants. C'est une revendication sociale, mais aussi une expression de la culture, une expression de la multiplicité de manières de voir le monde. [...] Car ce peuple n'est pas dans une logique mercantile, il est dans une logique de respect de ce que nous sommes, tous. Nous sommes une culture issue d'une multitude d'autres cultures. Nous sommes de toutes les couleurs du monde, de la nature, et ici, aujourd'hui, nous le montrons dans les rues d'une Oaxaca libérée.»

## **Construire un nouveau projet politique : vers une nouvelle Constitution ?**

Sélection de titres du quotidien *Noticias, voz e imagen de Oaxaca*

11 août 2006

« Un manifestant est tué... et la colère éclate »

« C'est l'œuvre d'Ulises ! »

« Deux enseignants et un biologiste de l'APPO  
sont portés disparus »

14 août 2006

« L'APPO dénonce l'apparition d'un site internet sur lequel  
le gouvernement incite à tuer des adhérents de l'Assemblée »  
[oaxacaenpaz.org.mx, aujourd'hui indisponible]

*Vers une nouvelle constitution*

19 août 2006

- « Gigantesque, la manifestation organisée par les enseignants et l'APPO ! »
- « Devant la clandestinité du gouvernement, le mouvement populaire s'étend »

22 août 2006

- « Le Canal 9 a subi une attaque à balles réelles ! »
- « On dénonce l'attaque et on revendique la réquisition de douze radios »

23 août 2006

- « Une attaque contre l'APPO fait un mort »
- « La procureure accuse l'APPO d'être une "guérilla urbaine" »

Extrait de *Autoritarismo, movimiento popular y crisis política*

« Le mouvement enseignant et populaire s'est proposé de mettre en place le forum "Pour construire la démocratie et la *gobernabilidad*" afin de commencer à élaborer une proposition alternative au régime autoritaire. Ce forum a eu lieu les 15 et 16 août dans la ville d'Oaxaca. Plus de mille personnes y ont assisté, venant non seulement de l'État mais aussi d'autres États et même de pays étrangers [...]. Trois thèmes généraux ont été discutés : une nouvelle assemblée constituante, un programme politique unitaire et l'impulsion de politiques d'intégration et de respect des diversités.

Les concepts mentionnés pendant le forum reflétaient en quelque sorte les diverses aspirations des organisations qui l'avaient convoqué : démocratie intégrale, bien-être des personnes, pluralisme juridique, développement durable, éducation

*iDuro compañer@s!*

multiculturelle, autonomie municipale, diversité culturelle, égalité homme-femme, résolution non-violente des conflits sociaux, administration des ressources naturelles dans une perspective sociale, participation réelle des citoyens, politiques d'intégration, respect de la diversité, droits humains, etc. [...]

Parmi les propositions concrètes du forum, on trouve la possibilité de révocation des mandats, le référendum, le plébiscite, le compte-rendu, la loi de participation citoyenne et la loi de transparence. [...] Le forum a également décidé de fortifier les médias alternatifs. Sur le plan organisationnel, le forum s'est proposé de maintenir et de développer un front au niveau de l'État, ainsi que d'articuler la lutte locale avec d'autres luttes nationales. D'autres propositions ont également été avancées, en lien avec ce que l'on retrouve dans les documents officiels du forum sous le nom de "gouvernement de transition". On parle aussi d'une "Junta de gouvernement populaire", d'impulser un nouveau "Congrès constituant", pour promouvoir une nouvelle Constitution "basée sur les principes suivants : réforme de l'État, réforme politique intégrale, réforme agraire intégrale, réforme municipale, réforme administrative, nouveau programme économique". »

Extrait des textes officiels des Rencontres nationales

«*Construyendo la democracia y la gobernabilidad en Oaxaca*»

août 2006

#### « PRÉSENTATION

Les 15 et 16 août derniers, les rencontres "Pour construire la démocratie et la *gobernabilidad*" ont eu lieu à Oaxaca. Cet événement a été organisé par l'APPO, les autorités municipales et agraires, la Section 22 du syndicat enseignant démocratique et des organisations de la société civile. Le principal but de ces



---

*Vers une nouvelle constitution*

---

rencontres était de convoquer tous les secteurs de la société *oaxaqueña* et de la communauté nationale afin d'analyser la grave crise à laquelle notre État fait face, de proposer des solutions alternatives et de donner des réponses d'un point de vue politique et citoyen.

Pour introduire ces rencontres, il est important de signaler que le moment de crise que traverse notre État synthétise tous les griefs et les humiliations dont a souffert la société d'Oaxaca de la part des gouvernements autoritaires [...]. D'autre part, ce moment a été également celui d'une rencontre historique d'organisations de multiples secteurs de la société. De plus, il condense une somme extraordinaire d'efforts pour l'impulsion des processus de participation politique [...]. Près de mille cinq cents personnes qui représentaient divers secteurs ont participé aux rencontres : organisations sociales, syndicats, partis politiques, autorités municipales, corps enseignant démocratique, universitaires, médias, centres des droits humains, groupes de femmes, entre autres. [...]

Les rencontres ont pris un caractère permanent, c'est-à-dire que l'espace va perdurer. En accord avec les conclusions de ces discussions, nous allons impulser la création de forums régionaux, sectoriels et thématiques, et nous appelons désormais à la réalisation d'autres rencontres de la même nature pour aller peu à peu vers une nouvelle Assemblée constituante et une nouvelle Constitution pour Oaxaca. [...]

#### DÉCLARATION DU PEUPLE D'OAXACA

Le peuple d'Oaxaca vit des temps difficiles. Cependant, ces temps ne sont pas nouveaux et depuis des années déjà nous observons avec préoccupation et tristesse l'intensification de la violence politique, la permanence des violations des

*iDuro compañer@s!*

droits humains et la vague d'assassinats de femmes dans notre État. [...]

Nous nous rebellons contre le gouvernement d'Ulises Ruiz Ortiz car nous ne voulons plus d'un gouvernement qui gère les ressources du peuple au bénéfice d'un secteur privilégié de la société. Nous ne voulons plus d'institutions qui ne respectent pas leur fonction initiale et qui sont utilisées pour faire taire la voix du peuple, au bénéfice des partis politiques. Nous ne voulons plus de discours faits de mots creux et cyniques, ni de mensonges. [...]

Ceci dit, nous constatons "l'État d'exception" dans lequel nous vivons. C'est pour cela que le peuple d'Oaxaca s'unit, non seulement pour exiger le jugement politique et la révocation du mandat du gouverneur, mais aussi pour asseoir les bases des gouvernements qui nous représenteront dans le futur. [...]

Pour avancer dans la construction de cette nouvelle forme de gouvernement, nous appelons à l'élaboration d'un programme politique unitaire, un nouveau pacte basé sur le dialogue entre tous les secteurs qui constituent le peuple d'Oaxaca. [...]

La "Déclaration du peuple d'Oaxaca" est un document ouvert aux expressions et aux revendications d'hommes et de femmes : celles des paysans, des communautés et des peuples indigènes, des entrepreneurs, des syndicats indépendants, des travailleurs, des enseignants, des étudiants, des professionnels et des artistes, des personnes avec des formations différentes, des personnes de religions différentes ou des libres-penseurs, des personnes avec des préférences sexuelles diverses et tous ceux qui, comme nous, croient qu'il est possible de faire plus que rêver d'une Oaxaca meilleure, d'un gouvernement qui nous représente vraiment et qui travaille de notre côté et avec

*Vers une nouvelle constitution*

nous, pour faire d'Oaxaca le lieu que nous voulons. Une terre où nous vivons dans la justice et la dignité.»

Extrait des résolutions de la première  
Assemblée populaire de l'État d'Oaxaca,  
27, 28, 29 septembre 2006

« Après presque quatre mois d'existence, l'APPO est sans nul doute l'instance d'organisation et de direction politique du mouvement populaire et enseignant que nous vivons. Même les autorités fédérales l'ont reconnue comme une instance valide pour une négociation, étant donné qu'aucune solution à la crise politique actuelle à Oaxaca ne peut laisser de côté l'APPO [...], qui conduit le mouvement selon une stratégie de lutte pacifique, populaire, de résistance active et de mobilisation permanente pour atteindre ses objectifs immédiats : la disparition des pouvoirs et la satisfaction des revendications des organisations participantes. Elle a également commencé à construire une organisation plus permanente, d'une plus grande importance, en vue de l'instauration d'un gouvernement populaire et démocratique. Parce que l'APPO, une fois le tyran jeté aux ordures, devra se convertir en alternative démocratique pour établir un nouveau pacte social et une nouvelle forme de gouvernement en accord avec la pluralité et la diversité qui caractérisent Oaxaca. [...]

Nous avons fait les premiers pas avec cette assemblée populaire de l'État (AEPO), qui a décidé pour continuer de convoquer un congrès constitutif de l'AEPO, où tous les secteurs de la population auront leur place. [...] Y auront le droit de vote et de parole ceux qui présenteront des mandats d'assemblées de leur communauté, canton, organisation, syndicat, lieu-dit ou municipalité [...]. »

*iDuro compañer@s!*

*Extrait de Autoritarismo, movimiento popular y crisis política*

« Les organisations civiles et indigènes, les secteurs académique et culturel, celui des entrepreneurs, [...] en accord avec la Section 22 du SNTE et l'APPO, ont impulsé l'Initiative citoyenne de dialogue pour la paix, la démocratie et la justice, inaugurée le 12 octobre. [...] Cette initiative a été conçue comme un processus ouvert auquel participent, en même temps, des secteurs divers et pluriels qui ne s'identifient pas forcément à l'APPO ou à la Section 22. [...]

Un des premiers accords fut la proposition d'un nouveau pacte social, afin de retrouver une stabilité politique, la déclaration d'un État de droit et d'un nouvel ordre constitutionnel pour l'État. Ce pacte social devait convoquer les divers secteurs de la société *oaxaqueña* pour établir de nouvelles relations entre le peuple et le gouvernement. Sur le plan économique, la nécessité de créer un fonds d'urgence et un conseil citoyen pour surveiller la distribution, l'application et l'approbation des ressources du fonds a été évoquée. [...] Sur le plan social, il a été proposé d'arriver à un accord devant aboutir à l'annulation des mandats d'arrêt et à la libération des prisonniers politiques du mouvement. [...] En ce qui concerne les moyens de communication au service du peuple, le forum a évoqué la nécessité de former un conseil citoyen pour surveiller le fonctionnement du système public de radio et de télévision de l'État qui soit consultatif, décisionnel et qui prenne part à la désignation du personnel de direction ainsi qu'à l'élaboration des politiques de communication et au contenu de la programmation. De même, il a été décidé de lutter pour que la Constitution de l'État d'Oaxaca impulse la création de radios et de télévisions communautaires. »

*Vers une nouvelle constitution*

Extrait de «La nueva ola rebelde», Carlos Beas Torres,  
in *La batalla por Oaxaca*

« Entouré d'une grande solidarité nationale et internationale, et avec un esprit de lutte renforcé, le congrès constituant de l'APPO s'est déroulé. Cet événement a eu lieu les 10, 11 et 12 novembre à l'hôtel *del magisterio*. Les plus de 1 632 délégués et invités ont vécu un événement historique. Des centaines de villages, de groupes et d'organisations de tout l'État s'y sont réunis. [...] Le Congrès constituant de l'APPO a été le théâtre de longues discussions et d'interventions interminables. À cette occasion, deux cent soixante représentants ont été nommés de manière démocratique pour intégrer le nouveau Conseil de l'État du peuple d'Oaxaca. »

Extrait de la lettre « Mardi 14 novembre 2006 : le Congrès constituant »  
in *La Commune d'Oaxaca : chroniques et considérations*,  
Georges Lapierre, Rue des Cascades, 2008

« Bien le bonjour,

Le Congrès constituant de l'Assemblée s'est ouvert le vendredi 10 novembre. Il avait pour but de définir, autour de trois thèmes de discussion, les perspectives, les principes, le programme et le plan d'action, à court, moyen et long terme, de l'Assemblée, puis de désigner les membres qui formeront le Conseil de l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca. Ce Conseil des peuples d'Oaxaca (*Consejo estatal de los pueblos de Oaxaca*) constituera la direction collective permanente de l'Assemblée, il sera l'organe de coordination et de représentation de l'APPO. Trois jours plus tard, le lundi 13, à quatre heures du matin, après d'âpres disputes, interrompues par des discours de soutien venus de toute part, la recherche opiniâtre du

*iDuro compañer@s!*

consensus et quelques tentatives de manipulation, le Congrès avait atteint ses objectifs.

Le Congrès s'est tenu dans une salle des sports, surchauffée en milieu d'après-midi, froide la nuit, qui se trouve à la sortie de la ville. Les délégués des sept régions de l'État d'Oaxaca et des différents secteurs de la société composant l'Assemblée formaient le corps du Congrès, huit cents au début, un peu plus de mille sur la fin, ils avaient un carton orange et eux seuls avaient le droit de vote, puis venaient les invités munis d'un carton jaune (les invités avaient le droit à la parole, mais non au vote) et la presse, autre carton, qui a dû sortir dès le commencement des débats. Interdiction était faite de sortir avant la fin des débats, sauf pour les invités, qui, dans ce cas, ne pouvaient pas revenir. L'alcool et les armes à feu étaient interdits, ainsi que les appareils photo. Un comité de vigilance veillait au bon respect des règles et cherchait à éviter l'infiltration de gens indésirables. Au dernier jour, nous avons été retardés par la découverte de faux délégués, qui avaient présenté une "feuille de route" suspecte. [...]

Les Indiens, les jeunes et les femmes étaient un peu perdus dans un monde d'hommes, d'adultes et de métis. J'ajouterai que le monde paysan était sous-représenté au profit du corps enseignant. Pourtant, ces minorités issues des *colonias* [quartiers], des barricades et des communautés villageoises vont marquer d'un esprit nouveau l'Assemblée populaire face aux traditions de lutte des militants marxistes, qui constituaient tout de même le gros morceau de l'Assemblée. Durant toute la durée du congrès, ces deux formes de pensée vont s'affronter, mais aussi s'écouter, pour finir par conclure une forme d'alliance, un pacte provisoire. [...]

La règle du consensus a été retenue et le programme des trois tables de travail a été présenté. Durant cette journée, à

---

*Vers une nouvelle constitution*

---

travers des discussions, des idées ont pu se préciser : maintenir l'unité entre les forces qui composent l'Assemblée, entre un mouvement anti-autoritaire et spontané et un mouvement organisé ; des concepts comme la révocation des mandats, la démocratie participative, l'initiative citoyenne, le "*mandar obedeciendo*" ["commander en obéissant"], la reconnaissance des droits indigènes, une éducation multiculturelle, l'égalité des genres, ont été avancés, qui devaient définir et rappeler les grands traits de l'Assemblée.

La deuxième journée a été plus consistante, avec la tenue des trois tables de discussion autour des thèmes suivants : Table 1, analyse du contexte international, national et régional, à l'intérieur duquel se constitue l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca ; Table 2, la crise des institutions : pour une réforme intégrale de l'État libre et souverain d'Oaxaca, pour un nouveau gouvernement, une nouvelle constituante et une nouvelle constitution ; Table 3, l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca, perspectives, déclaration de principes, statuts et buts, plan d'action à court, moyen et long terme. [...]

Au cours de toutes ces interventions, se dessinaient peu à peu les trois courants qui allaient s'affronter le lendemain : le courant que j'appellerai "magoniste" [de l'anarchiste Ricardo Flores Magón, natif de l'État d'Oaxaca] et qui s'appuie sur les pratiques et les règles de la vie communautaire (souvent, d'ailleurs, la communauté est mise en avant comme une simple référence, un peu abstraite, par de jeunes libertaires venus des barricades), le courant "révolutionnaire" marxiste-léniniste, qui tourne autour du concept clé de pouvoir populaire, et un courant plus souterrain, moins visible mais qui pointe parfois le bout de son nez, le courant réformiste proche du Parti de la révolution démocratique et de la Convention nationale du même nom.

*iDuro compañer@s!*

La troisième journée a été consacrée au débat, à partir de l'analyse des résultats ou conclusions des trois tables, et ce ne fut pas une mince affaire : tentatives de manipulation ou l'art de faire passer en force ou en douceur des propositions inacceptables pour la majorité des délégués. Usure, résistance, acharnement, fatigue, les militants des partis politiques et en particulier du PRD, ressortaient de leurs *sombreros* tous les vieux procédés usés jusqu'à la corde pour faire accepter l'inacceptable. Pris dans la tourmente le bateau du congrès a tenu bon, malgré quelques voies d'eau qui n'ont pu être colmatées à temps. Il s'agissait ensuite de nommer les membres du Conseil, la règle de pas moins de 30 % de femmes ayant été acceptée et retenue par la majorité : dix hommes ou femmes pour chacune des sept régions à l'exception de la Vallée centrale, où se trouve Oaxaca, qui sera représentée par vingt délégués auxquels s'ajouteront les représentants des différents secteurs (de 3 à 5 par secteur) : colonies et quartiers, barricades, femmes, organisations civiles, organisations des peuples indigènes, syndicats, autorités municipales, jeunes et étudiants, paysans et producteurs, religieux, commerçants, secteur culturel et artistique, intellectuels. Tout le monde y retrouvait son compte finalement et il y eut plus de 260 membres nommés pour deux ans. »

Extrait de la lettre « Mardi 21 novembre 2006 : Congrès, suite et fin »  
in *La Commune d'Oaxaca*

« Bien le bonjour,

Nous en étions restés à la troisième et dernière journée, celle des débats houleux [...] et de la nomination des membres du conseil. Du débat houleux, j'ai retenu quelques sujets qui posaient problème, le premier concernait la question du pouvoir et avec elle, celle des partis politiques : devait-on accepter comme



*Vers une nouvelle constitution*

membres du Conseil des adhérents à un parti politique? Le deuxième concernait le nombre de places à l'intérieur du Conseil consenties aux enseignants. [...]

La première table concernant l'analyse de la situation internationale, nationale et régionale n'a pas posé de problèmes particuliers. [...]

La lecture des conclusions de la table 2 va soulever de vigoureuses protestations et mettre en péril l'unité du Congrès. Le passage incriminé est le suivant : "On a considéré important que l'APPO négocie et occupe des espaces de décision et de pouvoir dans les institutions existantes, qu'on négocie avec le gouvernement fédéral et qu'on occupe des espaces dans le gouvernement de l'État (d'Oaxaca)... que l'APPO soit un organisme au sein de la législature locale... et participe au prochain processus électoral." Les rapporteurs ont bien ajouté que ce passage n'avait pas obtenu le consensus, il était tout de même proposé au Congrès, avec l'espoir de passer inaperçu? Ce ne fut pas le cas. Les gens étaient vraiment en colère, à tel point que l'unité du Congrès s'est trouvée, un temps, compromise. Il fut décidé de refaire le texte pendant l'heure du repas. [...]

Un rapport qui ménage la chèvre et le chou, d'un côté il est question d'un pouvoir populaire, de l'autre on reconnaît "comme instances fondamentales dans la prise de décisions à l'intérieur de l'APPO les assemblées communautaires." [...]

La table 3 portait sur les principes généraux de l'Assemblée et sur les plans d'action, je les rappelle ici brièvement : communalité, démocratie participative ou démocratie directe, plébiscite et référendum, révocation des mandats, non réélection, probité et transparence, équité du genre, égalité et justice, service

*iDuro compañer@s!*

(*mandar obedeciendo*), unité (les partis politiques apportent la division), autonomie (respect de l'autonomie des communautés, des groupes et des associations), consensus [...], la critique et l'autocritique, inclusion et respect de la diversité, discipline et respect mutuel, solidarité internationale, mouvement anticapitaliste, anti-impérialiste et antifasciste, mouvement social pacifique. [...] Cette Assemblée au niveau de l'État d'Oaxaca, ou *Asamblea estatal*, devra être soutenue et nourrie par les assemblées des peuples, des régions et des secteurs, constituant ainsi l'Assemblée des assemblées. [...] L'APPO, malgré la présence de délégués venus des communes avoisinantes, a été jusqu'à présent un mouvement essentiellement urbain [...]; les familles et les jeunes venus des barricades ont rompu les schémas des « avant-gardes » dogmatiques et ouvert de nouveaux espaces à l'intérieur des luttes populaires. Jusqu'à la dernière minute, les délégués indiens ont hésité à s'intégrer au Conseil; la participation massive et spontanée des habitants des quartiers, des colonies et des barricades, la barricade définissant à la fois un territoire et une communauté, les a amenés à faire le pas. La figure centrale de l'Assemblée reflétant l'esprit et l'expérience communautaire a fini par s'imposer malgré toutes les ambiguïtés qui ont pu surgir au cours des débats. »

# LA STRATÉGIE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

## Légitimation d'un gouverneur fantôme

Extrait d'article paru dans *Reforma*, quotidien national,  
10 octobre 2006

« C'est une grave anomalie qu'Ulises Ruiz ne vive pas à Oaxaca, qu'il ne travaille pas depuis l'État et, pis, qu'il demande l'intervention de la force publique [fédérale] avant de faire face au conflit depuis l'intérieur même de l'État. Le gouverneur itinérant effectue quinze vols par semaine à Mexico [...] où il travaille depuis ses bureaux alternatifs : cafés et hôtels de Polanco [quartier riche de Mexico]. »

Extrait de *Oaxaca sitiada*

« Oaxaca a été dérangée. Dans la pratique, le gouvernement est en fuite et la ville est contrôlée par l'APPO. [...] »

Au-delà des mots, les faits parlent d'eux-mêmes : à Oaxaca, personne n'est à sa place. « Pour les hôtes qui ne veulent pas du bruit de la ville, cet hôtel est la solution parfaite », assure la pancarte accrochée devant le siège provisoire du pouvoir exécutif d'Oaxaca. *L'Hacienda Les Lauriers* semble être le lieu adéquat.

*iDuro compañer@s!*

Située dans une zone de propriété exclusive de l'État, cette bâtisse du dix-neuvième siècle, convertie en hôtel en 2000, sert de lieu de travail à Ulises Ruiz quand il n'est pas à Mexico. [...]

Personne ne sait où se trouve le président du tribunal supérieur de justice [...], le ministre de la Protection citoyenne a également disparu. Le maire d'Oaxaca n'officie pas à l'Hôtel de ville. Chaque semaine, les conseillers municipaux cherchent une salle dans quelque hôtel de la ville et c'est là qu'ils travaillent. [...] "On n'est pas en train de fuir, on utilise des sièges alternatifs parce que nous ne voulons pas tomber dans les provocations de l'APPO", assure le président de la Chambre des députés d'Oaxaca, qui travaille dans le salon de mariage *La Gloria*. »

Sélection de titres du quotidien *Noticias, voz e imagen de Oaxaca*

26 août 2006

« Le nombre de barricades augmente »

« L'APPO se présente devant l'ONU »

1<sup>er</sup> septembre 2006

« L'APPO avertit : si le gouvernement opte pour la répression, cela générera une explosion sociale »

5 septembre 2006

« L'Armée arrive à Zagalaxi »

6 septembre 2006

« Calderón élu Président de la République »  
[décision finale du Tribunal fédéral électoral,  
victoire du PAN]

*Légitimation d'un gouverneur fantôme*

7 septembre 2006

« L'APPO ferme seize bureaux administratifs  
du gouvernement »

« Les enseignants se mettent d'accord pour négocier  
avec Abascal [ministre de l'Intérieur] »

14 septembre 2006

« Ulises Ruiz annule le "Cri"  
[fête nationale de l'Indépendance], et renonce à toute  
apparition publique durant les fêtes patriotiques »

15 septembre 2006

« Le Sénat va réviser son verdict sur la  
disparition des pouvoirs »

« La Section 22 impulse une marche sur Mexico  
qui se terminera par un *plantón* devant le Sénat »

*Extrait de Oaxaca sitiada*

« À trois heures de l'après-midi le 21 septembre, dans l'amphithéâtre de la Section 22, les leaders syndicaux continuent à débattre chaudement à propos de la marche de protestation jusqu'à la ville de Mexico : doit-elle se faire ? À la sortie de la ville, il y a déjà près de quatre mille enseignants décidés à marcher en direction de la capitale du pays. D'ailleurs, ils n'ont pas l'air d'attendre l'autorisation de quiconque pour commencer leur action.

Les enseignants rebelles, chaque fois plus radicaux, ont en tête de traverser quatre-vingt-dix-huit villes et villages des États d'Oaxaca, Puebla, Morelos, et de l'État de Mexico, presque 437 kilomètres en moins de treize jours.

*iDuro compañer@s!*

“Ya cayó, ya cayó, Ulises ya cayó” n’est pas le slogan de cette protestation. On a rapidement commencé à entendre parmi les manifestants un nouveau cantique : “Avec ou sans Rueda, Ulises s’en ira !” Au même moment, Rueda [Pacheco] déclare, d’une manière tangente et depuis le “bunker” [hôtel *del magisterio*], que “l’assemblée de l’État [de la Section 22] n’a pas encore décidé s’il y aura ou non une marche sur Mexico. Nous continuons d’en débattre.

Après l’appel téléphonique, je regarde autour de moi : la marche va avoir lieu malgré les déclarations du leader. S’il y avait encore des doutes sur le point de concentration, les banderoles brandies confirment que les marcheurs vont vers Mexico : “On vient te chercher à Mexico, Ulises. Tu vas te cacher où maintenant ?”, demandent-ils.

Les rebelles marchent revêtus de l’uniforme de la marginalité : chapeaux de paille, foulards rouges endommagés par le soleil, petites radios – tout un trésor –, sac à dos décousus, sac en bandoulière, chemises d’occasion, pantalons rapiécés jusqu’au bout. Les femmes portent des tricots brûlés par les interminables étés, des parapluies hérités de leurs grand-mères, des jupes qui recouvrent leurs genoux et des chemisettes râpées qui font la publicité d’un supermarché. C’est la tenue rudimentaire de la province pauvre, les vêtements que portent ceux qui arriveront à Mexico le 10 octobre. »

Extrait de *Autoritarismo, movimiento popular y crisis política*

« Le but central de la marche était d’obtenir l’installation d’une commission au Sénat qui se chargerait de répondre à la demande de disparition des pouvoirs dans l’État. [...] Le premier jour, il y avait environ deux mille cinq cents participants. [...]

*Légitimation d'un gouverneur fantôme*

Mille professeurs se sont ensuite ajoutés au cortège. [...] Le drapeau national, fièrement et dignement porté par des enseignants à la retraite, est arboré en tête de la marche. [...] Les enfants, postés sur les routes, encourageaient [les marcheurs]. Les habitants des villages distribuaient des oranges, des mandarines, de l'eau et des bonbons pour leur donner de l'énergie après des journées de parfois quarante kilomètres. [...] Le 8 octobre, la marche arrive à Netzahualcóyotl [périphérie de Mexico], où elle est reçue comme à la maison car beaucoup des habitants de cette ville sont originaires ou descendants d'originaires d'Oaxaca. Finalement, le 10 octobre, la Marche pour la dignité des peuples d'Oaxaca "14 juin", arrive à Mexico [...] et annonce son installation devant le Sénat, où elle arrivera dans la nuit. [...] Le 16 octobre, les marcheurs, maintenant également *plantonistas*, entament une grève de la faim [...]. Elle durera un peu plus de vingt jours, jusqu'à être stoppée à la demande de différentes organisations sociales et religieuses, préoccupées par l'état de santé détérioré des grévistes. [...]

Le 19 octobre, le verdict tombe. Il stipule dans ses conclusions : "Il est indiscutable qu'il existe de graves conditions d'instabilité et d'impossibilité de gouverner, que la paix sociale et l'ordre juridique sont sérieusement endommagés. Cependant, cette Commission déterminante, en se focalisant sur le cadre juridique en vigueur, ne peut que conclure que les faits générés par cette situation n'impliquent pas de disparition des pouvoirs, ce qui signifierait une inexistence ou une absence de pouvoirs dans tout l'État d'Oaxaca." [...]

Avec cette résolution, Ulises s'est senti fortifié et a immédiatement déclaré que, dans la semaine, il allait "sauver Oaxaca", annonçant en outre qu'il y aurait "de la prison pour les vandales". »

*iDuro compañer@s!*

Article paru dans *Noticias, voz e imagen de Oaxaca*,  
19 octobre 2006

#### « ULISES PRÉPARE SON PLAN D'ACTION

Le gouverneur d'Oaxaca, Ulises Ruiz Ortiz, prépare le scénario pour reprendre le contrôle de l'État [...]. La stratégie repose sur le fait que les enseignants de la Section 22, étouffés par deux mois sans salaires, acceptent l'offre du ministère de l'Intérieur. Des membres de l'équipe de Ruiz ont expliqué qu'une fois le verdict du Sénat rendu, le gouverneur installera de nouveau son cabinet et agira spécialement dans les secteurs de l'Éducation et de la Sécurité publique. En ce qui concerne les barricades de l'APPO, les priistes voient d'un bon œil l'initiative du secteur patronal d'organiser une "prise pacifique" grâce à une manifestation citoyenne. Pour éviter que l'APPO ne réoccupe la ville, le gouvernement de l'État délivrera trois cents mandats d'arrêt. Toutes les têtes des leaders de l'APPO sont déjà mises à prix. »

### Isoler la Section 22 de l'Assemblée

Extrait de *Autoritarismo, movimiento popular y crisis política*

« [Les organisations sociales de l'APPO et la Section 22] ont intégré la Commission unique de négociations [de l'APPO] afin de se réunir avec Carlos Abascal [ministre de l'Intérieur] le 29 août. [...] Même si le dialogue s'est ouvert, le ministre tenait une position claire depuis le début, alignée sur l'attitude générale du gouvernement fédéral tout au long du conflit et des négociations : "Le gouvernement fédéral ne peut ni nommer ni destituer les gouverneurs". Cependant Abascal a offert de s'assurer de la création par le Sénat d'une commission



---

*Isoler la Section 22 de l'Assemblée*

---

pour étudier le cas. [...] À propos du départ d'Ulises Ruiz, il a proposé le 5 octobre, à la table des négociations avec la Section 22, de retirer ses pouvoirs à Ulises Ruiz sans l'exclure du gouvernement. Dans ce cas, la sécurité de la ville serait assurée par le pouvoir fédéral. [...] Parallèlement, il a fait toute une série d'offres économiques aux enseignants [...]. Cependant, ces propositions n'ont pas convaincu le *magisterio* ni les représentants de l'APPO et furent rejetées par la base. [...] Le ministère de l'Intérieur, lui, avait annoncé que sa stratégie globale allait suivre trois voies : la signature d'un accord politique avec divers secteurs et personnalités de l'État d'Oaxaca ; une subvention économique pour les enseignants et une réforme éducative pour l'autonomie budgétaire de ce corps de métier ; l'envoi de la PFP pour rétablir l'ordre, libérer les voies de communication et garantir la libre circulation. »

*Extrait de Oaxaca sitiada*

« Les négociations entre les professeurs et le ministre de l'Intérieur ont commencé à Mexico et nous en avons un enregistrement. On y entend la voix aiguë mais robuste d'Enrique Rueda Pacheco. Le leader syndical avertit : "On ne pourra pas retourner en classe en un seul jour dans les 14 000 écoles. Là où il y a conflit, où c'est bloqué, on va avoir besoin de travailler avec les acteurs locaux, avec la médiation du gouvernement fédéral". [...]

Puis on entend la voix du ministre : "Nous arrivons à un accord. Les bases sont posées pour présenter les engagements pris par chacun, décrits et signés par moi-même. Mettez-vous d'accord et on y va. On a déjà quinze jours de retard sur la date à laquelle nous aurions voulu résoudre tout ça. Et je voudrais que ce dont nous parlons prenne effet immédiatement.

*iDuro compañer@s!*

J'espère qu'il ne se passera rien quand vous retournerez à votre assemblée. La date du 30 octobre qui serait remise en question, ou je ne sais quoi encore. Il ne peut pas y avoir un nouveau changement de donne [...]. Une autre chose qui me paraît importante c'est que nous sortions deux choses : condamner les médias et que nous fassions deux choses : condamner les violences et exiger du gouvernement qu'il éclaire publiquement les violations. Toi, tu condamnes la violence et tu désolidarises les enseignants de cette violence de l'APPO. C'est très important que le *magisterio* ne soit pas mêlé à ces histoires-là." [...]

À son retour de Mexico, le "professeur Rueda" avait mis dans un tiroir les termes de "gouvernement populaire", "soulèvement", "mécontentement social", et avait sorti les mots "réajustement salarial", "engagement vis-à-vis des élèves", "bénéfices historiques pour les enseignants". C'est pour cette raison que pour beaucoup d'enseignants, c'est un nouveau Rueda Pacheco qui arrive dans l'amphithéâtre de l'Assemblée où on célèbre une des sessions internes les plus importantes de l'histoire du syndicat : celle qui devait décider si les enseignants allaient arrêter ou non de participer à l'APPO. »

Extrait de la lettre « Vendredi 27 octobre 2006 : Trahison »  
in *La Commune d'Oaxaca*

« En cette fin de semaine, la situation est un peu délicate, hier les maîtres d'école ont voté à une forte majorité semble-t-il (30 000 contre 20 000), la reprise des classes pour ce lundi 30 octobre (erreur de ma part, les chiffres exacts sont les suivants : 30 078 ont voté pour la reprise des classes, 20 387 s'y sont opposés et 16 920 ont opté pour retourner au travail cinq jours après la destitution du gouverneur ; si nous ajoutons ces

---

*Isoler la Section 22 de l'Assemblée*

---

presque 17 000 aux 20 000 qui se sont opposés à la reprise des classes, nous obtenons un résultat inverse, 30 078 contre 37 307 ; j'ai été victime de la désinformation). [...]

La reprise des classes a le goût amer d'une défaite et l'occupation totale de la ville, le blocage des voies de communication et la grève générale pour aujourd'hui, vendredi, me fait l'effet d'un baroud d'honneur avant la retraite. Le moment est critique et les forces de la réaction, qui avaient repris pied face à l'immobilisme de l'Assemblée, occupée à faire face au recul et, dans certains cas, à la trahison d'une grande partie des enseignants, commencent à se manifester. »

*Extrait de **Autoritarismo, movimiento popular y crisis política***

« La division [entre l'APPO et la Section 22] a commencé à l'intérieur même du mouvement enseignant et est devenue publique au début du mois de juillet quand un membre de la UTE [Union des travailleurs de l'éducation, courant communiste de la Section, affilié au Front populaire révolutionnaire] a mis Rueda Pacheco au défi de s'expliquer publiquement à propos de l'arrêt de la grève le 10 juillet. [...] Les différences se sont accrues quand, en octobre, devant la longueur du conflit et la menace du ministère de l'Intérieur de retirer ses offres au *magisterio*, le leader syndical Rueda Pacheco a décidé de réaliser une nouvelle consultation de la base. Il a alors été accusé de "trahison" par des enseignants. [...] Il a ensuite déclaré qu'il n'y avait pas eu de fraude lors de la consultation et qu'il rendrait publics les actes d'assemblée, pour la "transparence". Il a invité les enseignants à respecter les résultats finaux et a ajouté : "Ceux qui sentent que leurs positions faiblissent prétendent maintenant discréditer le processus en criant à la fraude [...]".

*iDuro compañer@s!*

Le 22 octobre, après quatorze heures de débats et de tension, le leader de la Section était sorti de l'Assemblée déguisé avec une casquette et un sweat shirt. [...] La majorité des votes dans l'Assemblée étaient pour un retour en classe programmé le 30 octobre. Même s'il a été dit que le retour en classe ne signifiait pas un désengagement vis-à-vis de la demande de destitution d'Ulises Ruiz, il s'est traduit par une division aggravée à l'intérieur de la Section et de la direction de celle-ci dans l'APPO. Dans les manifestations de l'APPO, on entendait de plus en plus : "Avec ou sans Rueda, Ulises s'en ira !" »

## « Il n'y a pas de doute, c'est la guerre »

Extrait de «La farsa del Senado de la República»,  
Carlos Beas Torres,  
in *La batalla por Oaxaca*

« À la mi-octobre, quand le Sénat faisait son enquête sur la situation qui prévalait à Oaxaca, les sbires d'Ulises ont accru leurs attaques contre la population, cherchant désespérément à freiner les accusations et les preuves que les citoyens apportaient à la commission du Sénat. Durant cette période, Alejandro García est assassiné sur une barricade et un enseignant indigène, Pánfilo Hernández, meurt des suites d'une fusillade à la sortie d'une réunion avec ses voisins. L'alliance entre le groupe *panista* [du PAN] et le gouverneur déchu explique comment, malgré toutes les preuves, la fraction parlementaire du PAN et le Sénat ont refusé d'approuver le décret de disparition des pouvoirs. [...] Malgré le fait que la commission envoyée à Oaxaca ait pu constater la grande quantité d'actions violentes de la part du gouvernement, le non-fonctionnement des bureaux administratifs, la paralysie

« C'est la guerre »

du pouvoir judiciaire, la mise en scène des députés locaux, la Chambre a choisi de soutenir Ulises. »

Sélection de titres du quotidien *Noticias, voz e imagen de Oaxaca*

1<sup>er</sup> octobre 2006

« La Marine survole la ville : l'APPO est en alerte totale »

« Des militaires arrivent avec cinq tanks  
au port de Huatulco »

2 octobre 2006

« Il n'y a pas de doute, c'est la guerre :  
d'autres contingents de l'Armée arrivent »

4 octobre 2006

« Entraînement de police d'élite à Zaachila »

« L'APPO se déclare prête à faire face à  
toute incursion des forces armées »

« La Police préventive réapparaît après  
la répression du 14 juin »

5 octobre 2006

« Le ministère de l'Intérieur se réunira aujourd'hui avec  
l'APPO et les enseignants »

« L'ambassadeur mexicain déclare, devant l'OCDE :  
"À Oaxaca, il n'y a pas de loi" »

6 octobre 2006

« Le ministère de la Défense révèle la présence de  
5 414 militaires à Oaxaca »

*iDuro compañer@s!*

8 octobre 2006

« Les enseignants refusent la proposition de l'Intérieur »

« Manifestations dans tout le pays en soutien à l'APPO »

10 octobre 2006

« La Section 22 étudie la possibilité de reprendre les cours »

12 octobre 2006

« Sicares et policiers attaquent une  
brigade mobile de l'APPO »

« L'Intérieur cède en acceptant la réévaluation salariale »

14 octobre 2006

« Ultimatum pour le SNTE sur la reprise des cours »

15 octobre 2006

« Un membre de l'APPO est tué »

17 octobre 2006

« Les priistes créent des groupes de choc  
pour démonter les barricades »

19 octobre 2006

« Un autre enseignant est tué, l'APPO s'indigne »

« Le Sénat ne déclare pas la disparition des pouvoirs »

« L'APPO commence à abandonner les bureaux  
gouvernementaux [occupés] »

« Mille à deux mille personnes par région manifestent  
leur soutien à Ulises Ruiz »

« La défaite stratégique, celle du séparatisme »

« C'est la guerre »

Extrait de *Oaxaca sitiada*

[Ulises Ruiz Ortiz, par entretien téléphonique avec D. Osorno]

« “Imagine que j'appelle Andrés Manuel López Obrador [leader du PRD et du mouvement contre la fraude aux présidentielles de juillet 2006] et que je lui dise que je le reconnais comme président légitime du Mexique, que je sais qu'il y a eu fraude – parce que oui, je m'y connais en matière d'élections [...]. Vous savez en combien de temps l'APPO s'en va du *zócalo*? [...] Je ne veux pas prendre le chemin facile. Avec un coup de téléphone à AMLO où je le reconnais comme Président et que je lui donne le palais du gouvernement d'Oaxaca, il m'enlève le *plantón* en quinze minutes.” [...]

Ce qui se passait grâce à ce chantage basé sur la conjoncture compliquée observée dans le pays, était que l'habile opérateur électoral du PRI, devenu gouverneur impopulaire sur la sellette, allait arriver à sauver ses plumes. »

Extrait de «El PRI-AN en acción... En el nombre de Dios»,

Carlos Beas Torres,

in *La batalla por Oaxaca*

« Beaucoup de faits démontrent que, depuis le mois de juillet, le gouvernement fédéral a agi de concert avec l'équipe d'Ulises Ruiz. [...] Comme l'a écrit Fernando Gálvez de Aguinaga, “à peine vingt jours après les élections présidentielles, Felipe Calderón était en réunion avec Ulises Ruiz Ortiz à Huatulco [baie touristique de la côte Pacifique de l'État d'Oaxaca]. On peut lire cet événement comme le sceau d'une alliance entre le PRI et le PAN pour maintenir le gouvernement de l'un et l'entrée en présidence de l'autre. L'alliance était stratégique à un moment critique pour l'un comme pour l'autre.”

*iDuro compañer@s!*

[Le gouvernement fédéral] a montré une attitude autoritaire et droitiste qui l'a converti en principal obstacle pour la transition démocratique au Mexique. Vicente Fox et Felipe Calderón ont été plus proches des courants les plus retardés et brutaux du PRI que des secteurs de la population qui, les uns après les autres, ont revendiqué d'en bas un vrai changement politique pour le Mexique. [...]

Pendant plusieurs mois, le ministre de l'Intérieur en place, Carlos Abascal, s'attelle à administrer le conflit en attendant le moment précis pour le réprimer. C'est pour ça qu'il simule des espaces de négociation et impulse d'apparentes réformes de l'État. Il est clair qu'il cherche à gagner du temps pour essouffler le mouvement, pour le fatiguer. En même temps il entreprend ouvertement des manœuvres pour séparer la Section 22 et l'APPO, pour ainsi diviser et affaiblir la révolte citoyenne. Il gagne aussi du temps pour promouvoir une intense campagne, grâce aux médias, contre les "révoltés d'Oaxaca". Enfin, ce temps lui sert à planifier ce qu'il pense être le coup de grâce contre l'APPO : l'occupation militaire d'Oaxaca.

Le dernier jour de septembre, deux hélicoptères de la PFP survolent la ville d'Oaxaca pendant que des centaines de soldats de la Marine débarquent dans les ports de Salina Cruz et de Huatulco, pour être déployés immédiatement vers la région de La Costa. [...] Les préparations de l'occupation militaire ont commencé. Pendant ce temps-là, [...] Carlos Abascal jure, "au nom de Dieu", que la PFP n'occupera pas Oaxaca. [...]

C'est au milieu d'une crise profonde que se propage une révolte plébéienne dans tout le pays. Au Michoacán, Veracruz, Chiapas, Guerrero, Estado de México, mais également en Californie (États-Unis), des Assemblées populaires et des

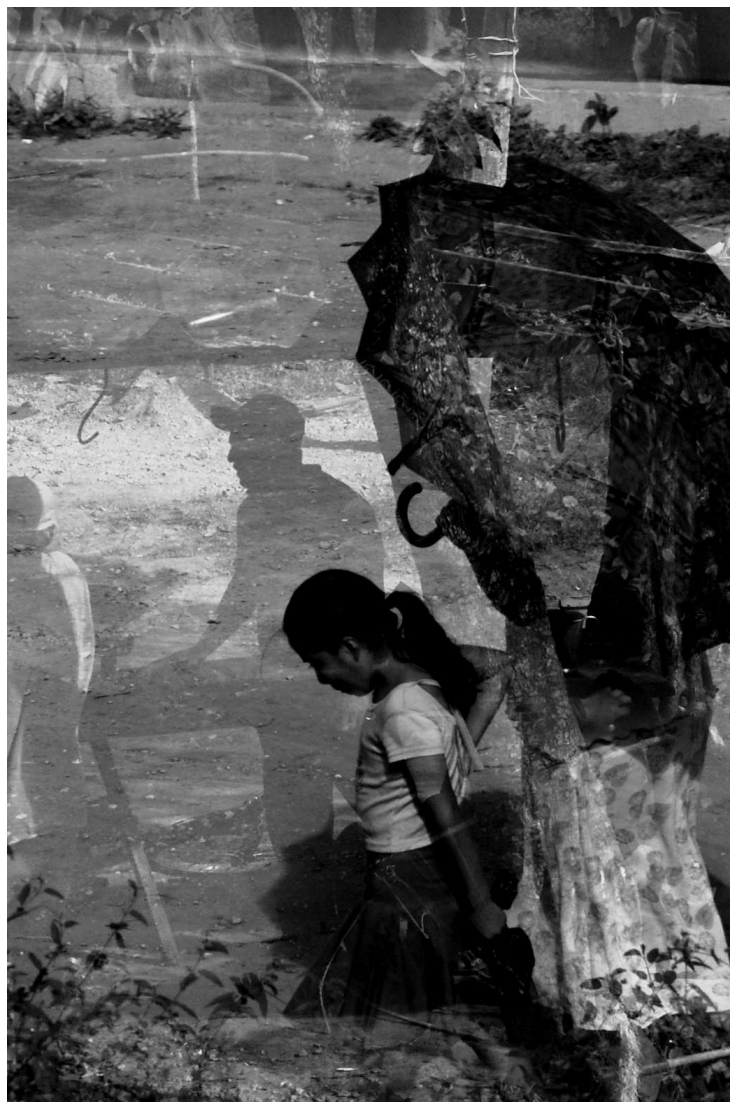


---

*« C'est la guerre »*

---

Fronts communs se forment en solidarité avec Oaxaca. “Le mauvais exemple *oaxaqueño*” s’étend et n’est plus juste une question de mauvais gouverneur, il remet en question la légitimité des institutions mêmes et des acteurs politiques du Mexique. [...] L’APPO [...] s’est convertie en un danger pour les intérêts de la minorité qui gouverne le pays pour son bénéfice et celui des corporations nord-américaines, canadiennes et espagnoles, pour lesquelles elle travaille. »



## INTERLUDE 3

*À Sali Grace Eller*

La veille de la manifestation du 25 novembre 2007, j'étais allée au vernissage d'une exposition de photos sur le mouvement de 2006. Des copies de photocopies format A4 sur papier carton, collées à la pâte adhésive sur les murs du local du Parti ouvrier socialiste (POS), lui-même encasté dans une galerie marchande où l'on vend des souvenirs et des excursions. C'est une ambiance assez étrange. Le gros de la troupe est regroupé autour de la table où l'on distribue le *mezcal* de bienvenue, au milieu du patio, à côté de la table de presse. Assise sur des marches, je discute avec une prof d'une quarantaine d'années qui me raconte comment elle a hébergé et caché deux *güeros* qui avaient pris part aux affrontements, en 2006. Elle me parle aussi beaucoup de la radio, des radios. Elle habite près du Canal 9 et a participé à la barricade qui le protégeait un an auparavant. Tout en parlant elle tripote son téléphone portable, elle le regarde. Puis elle confesse qu'elle a enfin trouvé une réelle utilité aux portables. Elle en parle comme d'une arme dont elle ne se séparait jamais, durant les six mois qui ébranlèrent son monde. Accroché à sa ceinture, avec le kit mains-libres, l'oreillette sous la capuche, c'est plus

*¡Duro compañer@s!*

discret. Ainsi elle savait ce qui se passait sur chaque barricade, s'il y avait besoin de monde ou de nourriture, surtout la nuit. Les portables, les talkie-walkies et les radios, c'étaient trois grosses armes d'organisation. Tout le monde se promenait alors avec son poste à l'oreille, comme scotché. Alors qu'avant 2006 personne n'écoutait la radio, maintenant chacun avait la sienne ou presque. Leur prix avait même augmenté : d'une cinquantaine de pesos il était monté jusqu'à deux cents au milieu du conflit. Elle me regarde droit dans les yeux tout en parlant, puis observe le silence. Un silence que j'apprendrai à connaître tant il semble nécessaire chez toutes les personnes qui me parleront du conflit. Régulièrement elles se taisent pour se retrouver, seules, avec leurs souvenirs. Avant de sourire. Le sourire de cette enseignante était franc et sympathique, soulignant parfaitement ses petits yeux noisette. Elle finit par me persuader : « Eh, mais t'inquiète hein, la prochaine fois, on l'aura ! » Nous faisons le tour de l'exposition, assez rapidement, puis elle part après m'avoir donné son numéro de téléphone, au cas où j'aurais des questions à lui poser pour mon travail. En sortant, je me joins au groupe d'une dizaine de jeunes qui commencent à m'appeler par mon prénom, et non plus « *la güera* », pour aller continuer la fête chez l'un d'eux, qui se trouve être celui que j'avais perdu un an et demi auparavant, en juin 2006, dans la foule de la troisième *megamarcha*. On s'était revus à l'assemblée de l'APPO et les retrouvailles avaient été brèves mais sincères.

Trois jours plus tard, des membres du collectif VOCAL et d'autres collectifs politiques présentent une pièce de théâtre dans un quartier de la périphérie, la *colonia* Yalálag, dans le cadre d'une campagne pour la libération des prisonniers politiques. La pièce avait déjà été jouée le 25 novembre après la manifestation, ainsi que pour la marche d'hommage à Brad

### Interlude

Will. Ce soir, c'est la maison du jeune homme qui veut travailler avec Indymedia, celui que j'avais rencontré sur les bancs de l'hôtel *del magisterio*, qui en sera le décor. Des chaises pliantes en fer sont alignées au milieu de la rue et on a monté un stand pliable pour s'abriter du vent. Il y a surtout des femmes, dont on devine qu'elles sont du quartier, petites, emmitouflées dans leurs foulards multicolores. Quelques têtes connues s'affairent autour de la sono ou de la loge improvisée. On me dit que c'est le comité de quartier formé en 2006 qui a eu l'idée de l'événement. C'est le jeune homme qui me dit tout ça avant de me demander si j'ai déjà lancé un *cohete*. Un pétard ? Non. Il tirera le premier pour me montrer, puis j'essaierai. Avec succès, les deux pétards fuient dans les airs avant de laisser place à quatre petites traînées d'étincelles, puis à la détonation. Il me regarde et me dit : « Ça, c'est une arme redoutable, de communication et d'attaque ». C'est aussi quelque chose de très répandu au Mexique. Presque quotidiennement, on entend des détonations de pétards pour célébrer un saint, un anniversaire, un mariage, n'importe quel événement. Les jours de fêtes collectives comme le 15 septembre, Cri de l'Indépendance, ou le 31 décembre, chaque étoile dans le ciel a droit à son petit feu d'artifice. Il y en a cinq prévus pour ce soir. Il me raconte comment les pétards étaient précieux et rares en 2006, qu'il ne fallait alors pas les gâcher, et qu'il y en avait dans chaque maison, sur chaque barricade : c'était un système d'alerte en cas de situation d'urgence et un projectile efficace s'il est bien lancé, bien orienté grâce à son tube de PVC, un parfait *bazuka*.

On nous appelle, la pièce commence. On nous somme de trouver une chaise, un rafraîchissement, une part de tarte et un flan. Ce soir, c'est fête ! Le rideau-drap se lève et une femme maquillée en squelette et tout de noir vêtue fait

*iDuro compañer@s!*

son apparition. Je ne me souviens plus des détails des dialogues, mais cinq séquences se succèdent, entrecoupées de lamentations clamées par la Mort. Les saynètes représentent des moments symboliques de la lutte tels que le partage du café, les chansons, le deuil, les alertes radio. À la fin de la pièce, on fait une autre pause pour se restaurer, puis le groupe *Raíces* arrive.

Toute la famille : le père, la mère, les trois enfants, les tontons, est rassemblée pour former les « Racines ». Ils jouent du *son jarocho*, un type de musique qui vient du Golfe du Mexique. Les noms des différents *sones*, les chansons, sentent bon les fables de La Fontaine, avec certes plus d'iguanes que de corbeaux et plus de serpents à sonnettes que de renards. Ils parlent d'amour, toujours, de guerre et d'idéaux avec humour et sensibilité. Le chant est un cri harmonieux qui surprend à la première note, puis qui prend corps au fur et à mesure que les instruments et les autres voix s'ajoutent. Le dernier à être joué et rejoué ce soir n'est pas un de ces *sones* légendaires comme *La morena* ou *La petenera*, c'est *El son de la barricada*. Écrit en 2006 par F. Guadarrama et Octavio Pérez –entre autres– et interprété par qui le veut, il raconte :

Le quatorze juin 2006, sur la place d'Oaxaca, le monde a été renversé.  
Tôt le matin, juste avant l'aube, personne n'imaginait ce qui allait se passer.

La grève des enseignants avait occupé la place pendant

Que ce foutu gouvernement appliquait son plan.

La police criait : "Avant que le jour se lève, nous balayerons ce camp!"

Et la répression a commencé.

*Mais d'où sont-ils, mais d'où sont-ils? Ils sont de la barricade !*

*Mais d'où sont-ils, mais d'où sont-ils? Ils sont de la barricade !*

Interlude

L'alerte fut donnée dans la rue quand les troupes sont entrées  
Et, derrière les barricades, tout le campement s'est affolé.  
La police a mis plus de temps à arriver que nous à nous échapper,  
Puis les gens dans la ville ont commencé à se défendre :  
Ils sont arrivés de partout avec des bâtons, des cris et des pierres  
Et ils ont envoyé la police se faire voir.  
Puis est arrivée la contre-attaque, les forces terriennes et aériennes,  
Et puis des gaz que les profs se sont rincés avec du vinaigre.

*Mais d'où sont-ils, mais d'où sont-ils? Ils sont de la barricade !  
Mais d'où sont-ils, mais d'où sont-ils? Ils sont de la barricade !*

Vole ma tourterelle, va raconter à mon pays  
Que le sang du maïs arrose sa terre bénie,  
Que la vérité ne tolère plus ni tromperie ni répression,  
Que la paix ne sera juste qu'avec une vraie solution.  
Dehors les lâches qui n'ont aucune dignité !  
Que demeurent ceux qui veulent changer la société !  
Parce qu'ici plus personne ne supporte toute cette saleté.  
Le peuple veut la justice, le peuple s'est rebellé.

*Mais d'où sont-ils, mais d'où sont-ils? Ils sont de la barricade !  
Mais d'où sont-ils, mais d'où sont-ils? Ils sont de la barricade !*

Le gaz et le courage se sont épuisés,  
Et les forces du gouvernement ont battu en retraite.  
Sur la place enflammée, le peuple a esquivé le traître  
Qui, au lever du jour, l'a attaqué.  
Parce qu'aujourd'hui les gens l'attendaient sur les barricades.

*Mais d'où sont-ils, mais d'où sont-ils? Ils sont de la barricade !  
Mais d'où sont-ils, mais d'où sont-ils? Ils sont de la barricade !*

*¡Duro compaÑer@s!*

L'histoire du *son jarocho*, comme celle de beaucoup de musiques traditionnelles et régionales, est remplie des mêmes airs enracinés interprétés au gré des vents, enrichis par le temps. Néanmoins quelques nouvelles graines réussissent régulièrement à percer. Le *Son de la barricada* est un peu hybride, avec son rythme proche de la salsa, son violon et son couplet hip-hop, mais il a fait son trou. C'est un tube. C'est une vraie chanson populaire qui a été érigée en symbole plus ou moins volontairement, et qu'on reconnaît non seulement à Oaxaca mais aussi au Mexique et dans le monde si l'on cherche un peu sur internet. C'est la chanson que j'attendais d'entendre, ou plutôt de voir, avant d'arriver. Aujourd'hui, il doit rester peu d'accords qui me surprennent. Mais chacune des occasions où je l'ai entendue possède sa propre histoire. C'est le genre de chanson qui peut nous faire monter des larmes de joie collective, chantée dans la maison d'un prisonnier politique profitant à peine de sa liberté, avec famille, amis et inconnus. C'est le genre de chanson capable de nous faire danser et chanter même au bout de la nuit, en réunissant tous les étages de la pyramide des âges. La chanson qui agace, parce qu'obligatoire dans les concerts donnés pour les zapatouristes sympathisants qui ne restent que quelques jours, avant d'aller au Chiapas pour s'assurer que les passe-montagnes y survivent toujours. C'est la chanson qu'on voudrait parfois ne plus entendre. Si elle ne procurait pas le soulagement d'être un cri de guerre lancé à chaque note, à chaque fois... Côté scène ou côté public.

Pour cette chanson de rappel, les gens se lèvent et dansent, on pousse petit à petit une bonne moitié des chaises. Presque tout le monde chante et les musiciens augmentent les décibels en même temps qu'ils accélèrent le rythme. La chanson touche à sa fin. À la question : « Mais d'où sont-ils ? », chacun répond



---

*Interlude*

par le nom de sa barricade, et ainsi de suite jusqu'à avoir épuisé tous les noms de barricades dont la foule se souvient sur le moment. Ce soir, on a bonne mémoire. La chanson a duré une demi-heure avant de terminer par un : « Ils viennent de l'APPO !!! », suivi d'une première vague d'applaudissements et de slogans politiques, puis d'une seconde.

Peu à peu, chacun reprend son souffle et range sa chaise. On s'y met à plusieurs pour ramener les bancs à l'église du quartier. La rue est dégagée en quelques dizaines de minutes grâce à l'aide de tous. Nous sommes une vingtaine à rester et le jeune homme nous invite à entrer. Il sort quelques bières et propose de regarder un DVD qu'il a acheté la veille sur le *zócalo*. Il s'agit des images tournées lors des affrontements ayant opposé l'APPO et la PFP, le 16 juillet 2007, lors de la deuxième Guelaguetza populaire. La vidéo dure une demi-heure, pendant laquelle chacun précise et localise la présence de l'un d'eux dans les parages, ou carrément à l'écran. L'amie rencontrée le soir de la mort de ma grand-mère reste muette jusqu'à la fin du film. Elle finit par répondre sagement à celui qui la questionne sur son silence : « C'est juste que je n'avais pas vu les images du 16 juillet depuis... le 16 juillet, le jour où j'ai été arrêtée. Ça fait bizarre... mais c'est pas dramatique non plus ! » Elle avait passé deux mois en cellule après ce jour-là. Un garçon lance : « ¡Vaca, vaca ! » Un chapeau circule et le jeune homme me demande si je veux participer à la *vaca*, la caisse commune pour la bière et les clopes. Oh que oui ! Nous partons à l'épicerie. Au retour, la fête populaire de quartier ressemble déjà à quelque chose de plus familier. Sono à fond, bières, pétards, garçons et filles qui dansent, rient, vont et viennent, s'embrassent ou s'énervent, s'endorment pour quelques-uns, se ratatinent peu à peu pour d'autres. Avec trois autres personnes nous finissons par partager un taxi qui

*¡Duro compañer@s!*

ramènera chacun chez soi, en terminant par mes quartiers bourgeois reculés. Où je n' imagine pas qu' on puisse bloquer une rue toute une soirée pour danser le *Son de la barricada*.

Quelques jours plus tard, je me rends aux rencontres intitulées: «Ce sont les voix des femmes d'Oaxaca qui construisent l'espérance». Elles ont lieu à la *Iglesia de los pobres*. L'église des pauvres est assez grande et assez sobre. Les églises de quartier sont souvent simples, mais regorgent d'autels lumineux et fluorescents où se côtoient les portraits de la Vierge de Guadalupe entourés de petites diodes clignotantes de toutes les couleurs et les images de la Bible en photocopies couleur rangées dans une pochette plastique repliée au scotch. Hyper kitsch. Les cathédrales coloniales, elles, sont beaucoup plus classiques avec leurs feuilles d'or et leurs statues de porcelaine. L'église où nous nous trouvons aujourd'hui, réunies entre femmes, ne ressemble à aucun de ces deux tableaux. Il y a une cuisine immense, plusieurs pièces carrées ou rectangulaires qu'on devine récemment repeintes. Relativement peu de signes ostensiblement caractéristiques des lieux de prière. Des fleurs, une estrade, un micro et une foule de femmes venues discuter pendant deux jours de leur condition et de leur participation au mouvement social. Au programme, cinq tables de travail et de discussions thématiques: «La femme et les médias», «La femme et ses droits», «La femme et la tradition (culture)», «La femme et la mondialisation», «La femme au sein des mouvements sociaux», un atelier de peinture, «Les femmes et l'identité», et un autre, de massage, «Les femmes et la santé».

Après les présentations, on rend hommage à Estelita, une des femmes qui ont participé à l'occupation du Canal 9.

### Interlude

Aujourd'hui atteinte d'un cancer, elle nous encourage à lutter avec force pour ce qui nous avait tou.te.s réuni.e.s en 2006. C'est ce qui lui permet, à elle, de lutter contre sa maladie. De longs applaudissements suivent, ainsi que quelques larmes. Puis chacune attrape sa chaise et la pose autour de la table de discussion qu'elle a choisie. Ce sera pour moi « La femme et les médias », qui rassemble une quinzaine de participantes. Une femme d'une quarantaine d'années introduit le débat en nous racontant l'expérience du Canal 9, à laquelle elle a aussi participé. Elle est médecin généraliste. Selon elle, il faut souligner la présence des femmes dans la lutte non pas pour faire le travail bêtement, comme à la maison, mais pour apporter des idées. Pendant le mois de juillet 2006, les médias officiels avaient mené une campagne diffusant l'idée que les mères de famille n'appréciaient pas la grève enseignante et qu'elles voulaient que leurs enfants retournent en classe. Quelques femmes avaient donc décidé d'organiser une manifestation, armées de casseroles et de spatules, médiatisée par Radio Universidad. Pendant le meeting de clôture, l'une d'entre elles avait lancé l'idée d'aller occuper TV Azteca et, après débat, elles s'étaient finalement toutes dirigées vers le Canal 9 pour demander vingt ou trente minutes d'antenne afin de faire passer leur message de soutien à la grève enseignante. Devant le refus du personnel de la chaîne, elles avaient lancé un : « Alors nous resterons ici, le Canal sera réquisitionné ». Une partie d'entre elles était alors allée à l'assemblée des enseignants qui se réunissaient justement ce jour-là, le 1<sup>er</sup> août, pour savoir s'ils voulaient soutenir l'occupation ou s'ils n'appuyaient pas l'initiative. Après un temps de délibérations, l'occupation du Canal 9 avait été officiellement intégrée au plan de lutte par la Section 22 du SNTE et par la *Coordinación de las mujeres oaxaqueñas* (formée pour l'occasion par les occupantes), toutes deux membres de

*¡Duro compañer@s!*

l'APPO. La femme qui nous parle a fait partie de la COMO mais l'a quittée, et avec quelques dissidentes elles ont formé le collectif *Mujer nueva* : Femme nouvelle.

Elle explique qu'il n'y a plus rien à coordonner maintenant, et qu'une coordination n'a plus lieu d'être. Qu'elles préfèrent le travail de proximité dans les quartiers aux apparitions médiatiques qui parlent du passé. Cependant, elle précise qu'elle ne souhaite aucune division puisque nous savons bien qui est réellement l'ennemi. Les médias de masse touchent beaucoup de gens mais comme ils sont centralisés, concentrés ou duopolisés, ils s'éloignent de la réalité en même temps qu'ils homogénéisent la culture et la vérité. Les médias alternatifs ou communautaires, indépendants, ne doivent pas prétendre à la même chose, ce n'est pas viable. Il faut se servir de tous les types de médias dont on dispose, quelle que soit l'échelle de diffusion.

La plupart des autres filles sont plus jeunes et viennent de villages d'autres régions de l'État. Certaines ne parlent pas en espagnol mais en zapotèque de la Sierra Norte, d'autres leur traduisent ce qui se dit. Elles sont très timides et ne parleront presque pas pendant les deux jours. L'une prend tout de même la parole pour expliquer l'importance de la radio dans son village, pour la sauvegarde de leur langue et de leur culture face aux invasions de la radio commerciale. C'est aussi un très bon outil de coordination de la vie quotidienne, de convocation aux travaux de la communauté, de diffusion d'accords d'assemblée, etc. Elle considère la radio comme un lien essentiel au réseau communautaire et un outil précieux dans la lutte territoriale contre la communauté voisine. Elle explique que les conflits territoriaux sont très répandus dans la Sierra, ses voisines silencieuses acquiescent de la tête.

### Interlude

On annonce la pause déjeuner, puis nous sommes appelées pour l'atelier peinture. En duo, nous devons dessiner la silhouette de notre binôme allongé sur du papier craft, puis nous allonger à notre tour et chacune peindra enfin l'empreinte de son propre corps à l'aide de pots de couleurs. Le tout sera exposé à la fin du week-end. L'après-midi continue autour des tables de travail, où nous discutons maintenant de la création d'un fanzine féminin thématique, à parution mensuelle et décentralisée. Le lendemain, on se retrouve autour de deux nouvelles tables, reportées puisqu'elles n'avaient pas réuni plus de deux personnes la veille. De la discussion sur « La femme et ses droits » sortira le principe du droit à choisir entre sexe et reproduction, au bon traitement de son corps, à l'information, à la terre et à l'organisation. L'équipe qui travaille sur « La femme et la mondialisation » s'accordera sur la création d'un *tianguis* (marché périodique, différent des halles, *mercado*, ouvert tous les jours) féminin mensuel et itinérant, proposant la réduction des intermédiaires dans la consommation et la vente de produits naturels, non modifiés et de proximité. La mise en commun des accords de chaque table a lieu l'après-midi : les droits des femmes feront l'objet d'articles divers et thématiques qui seront développés par des femmes d'Oaxaca dans une revue mensuelle, qui paraîtra le jour du *tianguis*. Une membre de VOCAL prend la parole pour proposer d'envoyer une délégation des femmes d'Oaxaca aux premières « Rencontres intergalactiques des femmes zapatistes avec les femmes du monde », en décembre 2007 au *caracol* de La Garrucha, communauté des rebelles zapatistes de l'EZLN. Proposition acceptée. Une réunion est prévue la semaine suivante pour commencer à donner suite à tous les projets nés de ces rencontres : la revue, les articles, le *tianguis*, le voyage au Chiapas dans trois semaines.

*¡Duro compañer@s!*

Nous étions une douzaine à participer à ces réunions, sachant que les collectifs étaient représentés par deux délégués environ. Il y avait des membres de VOCAL, du CIPO-RFM (Conseil indigène populaire d'Oaxaca – Ricardo Flores Magón), de Mujer nueva, et nous étions quelques-unes sans étiquette. Nous nous retrouvions dans la magnifique cour intérieure de l'Institut des arts graphiques d'Oaxaca (IAGO), avec sa multitude de bougainvilliers au plafond, les fleurs séchées au sol, sur les tables, sur les chaises, dans les cheveux. C'est une des bibliothèques les plus fournies d'Oaxaca, un centre d'expositions et d'événements spacieux, un lieu de réunion tranquille. On peut aussi juste s'y asseoir avec le journal et jouir du paysage égayé par le chant des petits oiseaux.

En 2006, cet endroit avait été converti en centre de soins et de santé. On m'explique qu'on ne pouvait alors pas faire confiance à la Croix Rouge, qu'elle était accusée de donner au gouvernement des informations sur les patients. Les hôpitaux de la ville n'étaient pas non plus très sûrs, plusieurs personnes n'y avaient jamais été traitées. Les médecins et les volontaires avaient donc dû trouver un endroit pour recevoir les blessés. L'IAGO est une propriété privée appartenant à la fondation de Francisco Toledo, peintre, sculpteur et mécène *oaxaqueño*. Également propriétaire et fondateur d'un ciné-club à prix libre en centre-ville, d'un centre culturel dans les environs de la capitale et d'un cinéma ambulant, Toledo est un artiste et un intellectuel influent dans l'État. Il faisait partie des personnalités invitées d'office aux tables de conciliation entre le gouvernement et l'APPO, aux côtés de gens d'Église et d'intellectuels reconnus. Il s'était retiré assez rapidement et avait offert au mouvement de disposer de plusieurs espaces pour la réalisation de conférences de presse, de rencontres ou encore pour l'installation d'un hôpital de fortune. C'est

### Interlude

Estelita, un jour de réunion où nous cherchions un accès au puits, qui nous avait répondu : « N'allez pas déranger les bibliothécaires, je sais où est le puits. Ben oui, on s'en est pas mal servi pendant le mois où on accueillait les blessés ! » Puis elle avait poussé une table, soulevé une dalle, et activé la pompe électrique qui fait monter l'eau jusqu'à la citerne qui alimente la tuyauterie des salles d'eau. Comme souvent dans ces réunions, des rires avaient suivi.

La joie était une émotion présente en permanence avec ces femmes. Chaque réunion était un bol d'air apaisant. On sentait le soulagement qu'elles-mêmes éprouvaient en revivant, quelque part, des bouts de 2006 : il n'était pas de réunion sans anecdote liée au mouvement, à l'occupation du Canal 9, au 2 novembre, au 25 novembre... Et au-delà de tout ça, c'était toute une gestuelle qui reflétait la fierté et l'enthousiasme que leur procurait l'exécution des accords de la Rencontre des femmes, qui n'était maintenant plus le nom d'un forum, mais celui d'un collectif politique à part entière. En sortant des réunions, nous allions parfois toutes au grand marché central pour y manger. J'ai ainsi appris à me repérer dans ces quelques kilomètres carrés de nourriture, fournitures et autres marchandises. Comme à un enfant, elles m'enseignaient les noms, les goûts et les couleurs de denrées dont je ne soupçonnais même pas l'existence, ou quelques répliques cinglantes et idiomatiques pour répondre aux commentaires – souvent en anglais – des hommes dans la rue, ou encore les subtilités du choix du fil et de l'aiguille pour broder de jolies serviettes à *tortillas*. Certaines étaient plus jeunes que moi, mais la majorité avait entre vingt-cinq et cinquante ans. Des mères de familles, célibataires le plus souvent, des étudiantes démissionnaires en recherche d'emploi, toutes des militantes actives et décidées. De temps en temps, des compagnons venaient nous aider.

*¡Duro compañer@s!*

Jusqu'à maintenant, j'avais plutôt gravité autour d'un groupe masculin où cohabitaient des filles. Ce nouveau retournement de situation m'avait fait découvrir une autre facette des hommes, qui baissaient presque instinctivement la tête et la voix quand ils parlaient à ce groupe de femmes, qui se tenaient plus que tranquilles dans les réunions, qui répondaient plus qu'ils ne proposaient. Une sorte de respect nécessaire mêlé d'une pointe de crainte. Et les femmes, elles, paraissent plus fortes et sûres d'elles que dans n'importe quel autre contexte.

Le machisme est un lourd fléau au Mexique. Il est omniprésent et culturellement bien ancré, surtout dans les campagnes où le patriarcat est roi. Poussé à ses extrêmes – et combiné avec l'alcool – il peut être mortel. Bien plus tard, en 2009, j'ai eu l'occasion de m'en rendre compte de plus près. Il s'agissait de mon voisin.

Ce petit homme est originaire de la région Triqui de l'État d'Oaxaca. Il vit en périphérie du centre-ville avec sa femme et ses neuf enfants, qui portent tous les vêtements traditionnels de cette région : une longue robe rouge tissée pour les femmes, un jean et un tee-shirt pour les hommes. Il passe ses journées à confectionner des petits bracelets en fils de couleurs que ses enfants, âgés de quatre à seize ans, partent vendre aux touristes du *zócalo* de huit heures le matin à onze heures le soir. Quand il ne fait pas de bracelets, il boit. Des quantités impressionnantes de bière Corona sont montées et descendues (une fois vidées) par le petit dernier, trois ans, chargé d'approvisionner toute la journée la bassine pleine de glaçons : on ne boit pas une bière chaude. Il écoute de la musique, énormément, très fort. Puis il augmente brusquement le volume, on l'entend chanter, crier *¡Yihaa!*, puis un gros *Clac!* et des pleurs d'enfants, souvent vers cinq heures du matin. Tous les soirs, ou presque,



---

*Interlude*

il frappe ses enfants. La petite avec qui je discute parfois m'explique que son petit frère, nouveau-né, est mort à trois jours. Il était venu au monde très faible et avec un bras en moins parce que son père avait frappé sa mère pendant la grossesse. Pour noyer son chagrin d'avoir perdu un fils, l'homme avait continué à boire, à écouter de la musique très fort, à chanter, à crier *¡Yihaa!* et... Une autre fois, elle m'a expliqué que sa grande sœur, quinze ans, avait peur de rentrer chez elle le soir quand elle avait oublié de jeter sa serviette hygiénique dans la poubelle de la rue. Son père lui interdit de s'en débarrasser dans la poubelle des toilettes, il trouve ça « malsain ».

Oaxaca est un des États où la violence faite aux femmes atteint les taux les plus hauts du Mexique. Plusieurs associations, surtout urbaines, travaillent avec d'autres femmes – mais aussi des hommes – sur la question. Petit à petit les choses évoluent, mais surtout en ville. Il est courant, ici, de penser que la femme ne peut, et ne doit, effectuer que les tâches de la maison et élever ses enfants, pendant que l'homme travaille (dans les champs, ou souvent assez loin : dans une autre ville, à Mexico, aux États-Unis) et ramène l'argent. Lui en pantalon, elle en jupe. Lui au bar, elle derrière son four à *tortilla* ou devant la télé. Dans beaucoup de cas, les femmes se retrouvent seules. En partie à cause de l'émigration importante à Oaxaca, des villages entiers restent peuplés par des femmes, des enfants et des vieux. Dans les villes, il est très fréquent que l'homme ait plusieurs familles ou soit parti du foyer pour en fonder une nouvelle. Mais globalement, les femmes sont assez isolées les unes des autres, tout en ayant des conditions de vie similaires, voire identiques.

À partir de 2006, il y a eu une pointe de changement dans le sens où les femmes ont commencé à se revendiquer en tant que telles. C'est-à-dire que peu importe ce qu'elles entreprenaient,

*¡Duro compañer@s!*

le seul fait qu'elles le fassent en tant que « Femmes » avait un sens politique, s'inscrivait dans la lutte et bénéficiait du respect des autres, des hommes. L'occupation du Canal 9, et ce qui a suivi, a marqué une étape dans la construction d'une identité communautaire jusque là diffuse et éparpillée, souvent mise à l'écart de l'action politique. Elles se sont renforcées, ensemble et individuellement, tout en renforçant le mouvement. Une des femmes du Canal 9 répond à un entretien pour un documentaire sur le rôle des femmes en 2006 : « Quand je pense qu'avant, mon quotidien c'était de faire à manger et de laver, je m'abrutissais devant les séries sentimentales (*telenovelas*) des monopoles de télévision... J'aurais pu continuer comme ça longtemps ! Mais je n'aurais alors pas compris que nous, les femmes, nous avons une place à part entière dans le débat de comment on veut être gouvernées, de comment on veut vivre. Toutes ces questions ne sont pas uniquement des questions d'hommes. » Chez les jeunes, le partage des tâches est moins net, les jeunes femmes commencent à savoir ce qu'elles ne veulent pas et à le faire respecter tant bien que mal. Cependant rien n'est joué et la lutte des femmes est loin d'être terminée. C'est en partie pour ça que les zapatistes ont placé les Rencontres mondiales de 2008 – pour l'anniversaire du soulèvement armé de l'EZLN, le 1<sup>er</sup> janvier 1994 – sous le signe des femmes.

La date du départ arrive. Nous avons trouvé la compagnie de bus la moins chère de la ville pour nous emmener au Chiapas. Contre toute attente, c'est un riche hôtel d'Oaxaca qui propose un prix défiant toute concurrence, avec en plus le luxe d'une télévision et de toilettes en état de marche (ce qui n'arrive en général que dans les bus de première classe). Nous partons d'Oaxaca le 27 décembre à minuit, on prévoit une vingtaine d'heures de route.

### Interlude

Pendant tout le voyage, le chauffeur s'est évertué à être désagréable. Dès le départ il a grogné, ne voulant successivement pas surcharger la soute (pourtant à moitié vide) ou faire de détour pour acheter les soixante litres d'eau potable que nous devons emporter pour la semaine. Après, il a refusé que l'on passe des DVD piratés (ceux que l'on trouve à dix pesos sous pochette plastique presque partout). Seuls les originaux (dont le prix avoisine cent pesos) pouvaient être visionnés dans son bus. Le seul original qu'on avait était un documentaire sur l'utilisation des médias, *Télé-tyrannie: la dictature de la télévision au Mexique*, du collectif Canal 6 de julio (collectif alternatif de vidéastes-journalistes de Mexico). Il a finalement cédé après cinq heures de route et nous avons passé les DVD piratés.

Lors de la dernière pause, à Ocosingo, Sali, une Américaine qui avait rejoint la rencontre des femmes et ses réunions, s'est assise à côté de moi et m'a dit, d'un ton à la fois interrogatif et désabusé: « Je viens d'entendre une conversation sur le marché, une femme demandait à un homme pourquoi il y avait tant de monde dans son village depuis hier. Tu sais ce que l'homme a répondu? "Il doit y avoir un festival chez les *zapatos*." Non mais t'imagines! On est quoi, là? » Avant même que j'aie eu le temps de répondre, nous avons été interrompues par les cris des autres camarades du bus.

On était en pleine négociation avec le chauffeur. Lui ne voulait pas faire un mètre de plus: la route allait endommager son véhicule. Nous? Eh bien nous voulions arriver à La Garrucha et que le contrat signé avec l'entreprise soit honoré. Il prétend appeler son chef et parle dans son téléphone. Quelqu'un le lui enlève des mains et constate qu'aucun numéro n'a été composé. Estelita commence à hausser la voix: « Écoute, on a payé pour arriver à destination. Si tu n'as pas

*¡Duro compañer@s!*

fait ton travail de chauffeur et que tu n'as pas regardé une carte pour voir l'état des routes, ce n'est pas notre faute. Maintenant, tu vas nous emmener tout de suite. Parce que tu sais quoi ? On s'est toutes bien entraînées en 2006 et on sait comment faire brûler les bus. » Une voix somme tout le monde de monter et de s'installer jusqu'à ce que le *señor* se décide à reprendre la route. De toute façon nous n'allons pas faire demi-tour, ni rester là. Il finira bien par entendre raison.

Et, quelques minutes plus tard, nous reprenons la route. S'ensuit une succession de descentes et de remontées dans le bus pour alléger la charge au passage des multiples nids de poule. Puis nous arrivons à destination, tout comme les quelques milliers d'autres personnes présentes. Après avoir laissé le bus et installé la grande bâche de plastique vert qui allait nous protéger du vent et de la pluie, nous nous mêlons à la foule. Un tableau noir nous accueille : « Pendant cette rencontre, les hommes ne participeront pas aux tâches suivantes : locuteur, traducteur, exposant, porte-parole ; ils ne représenteront personne aux assemblées plénières des 28, 29, 30 et 31 décembre 2007. Le 1<sup>er</sup> janvier 2008, le cours normal des choses reprendra. Pendant ces quatre jours, ils peuvent uniquement travailler à la cuisine, garder et nettoyer le *caracol*, nettoyer les toilettes, s'occuper des enfants et apporter du bois pour le feu. » Juste à côté, un autre tableau : « Vous êtes en territoire zapatiste. Ici, le gouvernement commande en obéissant. Les territoires zapatistes et le *caracol* III La Garrucha sont solidaires des luttes à Atenco et à Oaxaca : Liberté pour les prisonniers politiques ! »

Il a fallu tout d'abord passer par le bureau d'enregistrement et y laisser un nom et un statut en échange d'un badge plastifié. Ensuite, chacun pouvait déambuler à sa guise, un café-cannelle

---

*Interlude*

ou un *atole* à la main, dans le *caracol* (escargot). Il n'a pas l'air si grand que ça. Devant l'estrade, la place du village sert de piste de danse. En face de moi, il y a l'école, le centre de santé, une pièce carrée et exiguë qui sera le centre de médias alternatifs, et de petits stands de nourriture et de boissons. Puis, à côté, l'église qui fait face au terrain de basket. Enfin, le préau qui accueillera les assemblées plénières non mixtes des trois prochains jours. Au cœur de cette structure, il y a les locaux des autorités du village, la *Junta de buen gobierno* (JBG : Junte du bon gouvernement). Au-delà de ces édifices, les maisons des habitants sont agencées suivant la courbe d'une spirale, comme la coquille d'un escargot. Le discours d'introduction de la cérémonie d'ouverture interrompt mon petit tour et je me dirige vers l'estrade.

On nous souhaite à toutes et tous la bienvenue aux premières Rencontres intergalactiques des femmes zapatistes avec les femmes du monde, puis on explique que les zones d'assemblées sont réservées aux femmes pendant les heures de débat, que les hommes ne s'inquiètent pas car il y a plusieurs manières de les occuper. L'hymne mexicain retentit, il est repris en cœur par toute l'estrade et par une maigre partie de la foule, qui montrera en revanche plus d'entrain pour (le refrain de) l'hymne zapatiste, deux minutes plus tard : *Vamos, vamos, vamos, vamos adelante / Para que salgamos en la lucha avante / Porque nuestra patria grita y necesita / De todo el esfuerzo de los zapatistas*. Une femme à cagoule reprend le micro et nous invite pour l'instant à faire la fête et à faire connaissance avec le village et ses habitants : nous commencerons les travaux demain, à dix heures précises. Un homme monte sur l'estrade pour demander le micro : « Nous appelons les personnes des médias libres et alternatifs à se réunir pour s'organiser afin de couvrir au mieux ces rencontres ».

*iDuro compañer@s!*

Je me dirige vers le préau. Quelques hamacs ont été accrochés et des gens dorment déjà. Nous nous installons en silence au milieu et quelqu'un propose de nous séparer directement en quatre groupes : photo, texte, vidéo et audio. Chaque groupe pourra alors s'organiser pour se répartir les tâches, les lieux et les heures de couverture. Un accès internet est à disposition pour qu'on mette à jour d'éventuels sites avec des photos, du son ou des textes. Seule la vidéo est interdite pour ne pas surcharger les machines, déjà pas mal occupées avec la retransmission en direct et en streaming des débats sur Radio Insurgente, la radio zapatiste. Tout ça au beau milieu de la jungle. On met en commun les adresses des sites où chacun pourra récupérer le matériel qu'il n'a pas. Le groupe texte, dont je fais partie, ne rassemble que des filles, européennes. Nous venons de France, d'Espagne, d'Allemagne et de Grèce, on communique en espagnol. On se donne rendez-vous le lendemain à neuf heures pour demander un entretien avec la JBG.

Puis, avant d'aller me coucher, je prends un dernier jus de riz sucré et chaud à la cannelle (un *atole*) et je reste plantée là, à regarder le ciel et ses millions d'étoiles, la voie lactée, et la lune. Cette lune en forme de hamac, à l'horizontale. Ce petit sourire. Lorsqu'elle est pleine, vue d'ici, les yeux de notre triste Pierrot forment les oreilles d'un petit lapin...

Au matin, c'est irréel. Comme nous étions arrivées peu avant la tombée de la nuit, je n'avais pas vraiment vu la jungle qui nous entourait. Et ce matin à six heures – ô doux chant du coq – les nuages sont très bas, face à nous, et se faufilent entre les branches et les brins d'herbe. L'air est vivifiant comme en hiver. Jamais faire la queue pour aller aux toilettes le matin n'avait été si agréable. Un dindon essaie de me passer

---

*Interlude*

devant avant d'être chassé par sa maîtresse et de sauter maladroitement par-dessus une barrière trop haute, pour finalement laisser voler quelques plumes en s'écrasant sur le derrière dans un gloussement étouffé. En revenant au campement, les collègues s'attellent déjà au petit déjeuner. Nos voisins, membres de la communauté, nous apportent quelques dizaines de *tortillas* faites à la main, un délice, rien à voir avec les *tortillas* faites à la machine des magasins de la ville. Je m'occupe du café et du chocolat chaud à la cannelle. Le chauffeur du bus, qui dort avec son collègue dans son véhicule garé à quelques dizaines de mètres, vient nous voir. L'ambiance est tendue quand il nous dit bonjour. Quelqu'un, moins rancunier, lui propose un café. Il accepte et demande, dans sa barbe : « Euh... le film, le DVD sur la télé que vous avez projeté hier, vous l'avez toujours ? Parce que je ne pouvais pas regarder autre chose que la route et ça avait l'air intéressant. » La femme avec laquelle je fais le café me murmure à l'oreille : « Tu vois, c'est quand même satisfaisant de voir qu'on arrive toujours à faire passer nos idées, même avec des têtes de mule comme celui-là ! » Je sors le disque de mon sac et le chauffeur repart, tout content. Tout le monde se réveille petit à petit, mange, et ceux qui n'ont pas aidé à la préparation font la vaisselle. Je retrouve mon groupe d'Européennes, aussi peu ponctuelles que moi, à neuf heures trente. Mais avec l'ouverture des rencontres dans une demi-heure, nous ne pouvons pas faire grand chose d'autre que prendre rendez-vous. On nous demande finalement de revenir le lendemain pour connaître la date et l'heure du rendez-vous, auquel nous irons le surlendemain, pour ressortir bredouilles : « Tout a été dit lors des rencontres ». À dix heures pétantes, la salle d'assemblée est comble et quelques hommes tentent de rentrer.

*¡Duro compañer@s!*

En longue file indienne, de petites femmes vêtues de jupes colorées et de passe-montagnes ornés de rubans de différentes couleurs avancent d'un bon pas en direction du préau. Elles s'assoient au fur et à mesure par groupe de provenance. Les cinq *caracoles* sont représentés : La Garrucha, La Realidad, Roberto Barrios, Oventik et Morelia. Une commandante zapatiste ouvre la séance et rappelle : « Toute personne qui n'est pas une femme est interdite dans la salle, même les camarades des médias. Il y a un espace dehors d'où vous pouvez écouter, mais cet espace-ci est réservé aux *compañeras*. Merci de respecter cet ordre. » Chaque journée des rencontres sera divisée en quatre plages de deux heures où les femmes zapatistes exposeront, *caracol* par *caracol*, leurs manières de vivre et les changements qu'a permis l'organisation de l'EZLN depuis 1994. Six thèmes ont été choisis par le comité d'organisation : les femmes dans l'Autre campagne, comment vivent à présent les femmes zapatistes, comment elles se sont organisées afin d'obtenir leurs droits, quelles sont leurs responsabilités aujourd'hui, comment se soutiennent-elles dans leur lutte, à quels changements sont-elles confrontées actuellement, comment luttent-elles avec leurs filles et leurs fils zapatistes ? Les six thèmes ont d'abord été développés par les femmes de La Garrucha. Nous avons entendu les petites filles, les femmes âgées de la première heure zapatiste, les jeunes commandantes armées et les infirmières en uniforme, les enseignantes, les femmes au foyer. L'après-midi, c'était au tour du *caracol* de Morelia d'exposer son point de vue sur ces mêmes questions. J'avoue ne pas avoir suivi assidûment les réponses des cinq communautés, préférant les rencontres faites autour du préau central, ou les balades dans la forêt. J'y ai tout de même assisté quelques heures.



### Interlude

En ce qui concerne la relation des femmes zapatistes avec les femmes de *La otra campaña*, la réponse globale s'accorde sur une écoute mutuelle permanente et réciproque, en diffusant les communiqués et en organisant des actions de soutien, en se tenant au courant des situations de chacune. Les changements qui ont eu lieu dans la vie des femmes zapatistes depuis quatorze ans nous ont été contés comme nombreux et concernant des secteurs divers comme l'éducation, la santé, la vie familiale, le travail agricole, les transports et l'intégrité physique. Les hôpitaux sont maintenant autonomes, c'est-à-dire qu'ils ne dépendent pas d'un budget gouvernemental ni d'une formation encadrée par le ministère de la Santé mexicain. Il en est de même pour les écoles, qui vont du primaire au secondaire (et dont les cours se déroulent la plupart du temps en contact direct avec l'environnement), la construction et la production. Le point le plus épineux, et partagé par tous les *caracoles*, a trait aux violences physiques faites aux femmes. En effet, chaque intervention de femme a souligné un changement principal : maintenant, on ne les frappait plus, elles pouvaient décider du nombre d'enfants qu'elles désiraient, et elles pouvaient se réunir entre elles pour prendre les décisions qui les concernaient (ce sont elles qui ont d'ailleurs fait tous les travaux nécessaires à l'accueil des participants à ces rencontres, dont la construction du préau, des toilettes sèches et des douches). En témoigne l'exemple de l'interdiction de l'alcool et des stupéfiants dans les communautés zapatistes, une proposition entièrement rédigée par des femmes et adoptée au sein de tous les *caracoles*. En témoigne également la loi révolutionnaire des femmes zapatistes, adoptée selon le même processus. Elle compte dix articles parmi lesquels : 1) Les femmes, sans critère d'ethnie, de religion ou d'affiliation politique, ont le droit de participer à la lutte révolutionnaire à l'endroit et au

*¡Duro compañer@s!*

grade que leur volonté et leur capacité déterminent ; 2) Les femmes ont le droit de travailler et de recevoir un salaire juste ; 3) Les femmes ont le droit de décider du nombre d'enfants qu'elles veulent avoir ; 7) Les femmes ont le droit de choisir leur partenaire et de ne pas être forcées à se marier ; 8) Aucune femme ne pourra être frappée ou maltraitée physiquement, ni par sa famille ni par des personnes extérieures, les délits de viol ou de tentative de viol seront sévèrement punis.

D'après l'ensemble des interventions, il semble que la loi ait porté ses fruits.

Après chaque participation thématique, vingt minutes étaient réservées aux questions du public féminin. Nous faisons passer un bout de papier avec nos questions à la table de devant, puis une représentante du *caracol* les lisait à haute voix. Une des femmes présentes à la tribune répondait alors de manière simple et brève, mais toujours pleine de sens. Je me souviens de la question qui avait suscité le plus de réactions dans l'assemblée. Est-ce que l'on peut pratiquer ou avoir recours à l'avortement dans les *caracoles* zapatistes ? « Non », nous avait sèchement répondu une commandante. La foule avait commencé à gronder : « Mais pourquoi ? Expliquez-nous ! », et une autre commandante, après un temps, nous avait répondu : « C'est à chacune de voir, il n'y a pas de règle uniforme là-dessus ».

Plus tard, le soir, pendant les animations musicales, un groupe de femmes était venu nous chanter *El corrido del aborto* (le *corrido* étant le nom d'un type de musique à trois temps et *aborto*, l'avortement) commenté par ces mots : « Vous avez bien compris qu'il est délicat de parler, même ici, de l'avortement, mais nous continuons d'essayer de faire avancer les choses et peut-être que cette chanson nous y aidera ».

### Interlude

Chaque soir voyait défiler sur l'estrade des performances, des chansons ou des pièces de théâtre sur le thème des femmes, qu'on écoutait sur l'esplanade ou assises sur un banc en dégustant un *atole*, ou encore en jouant aux dominos.

Le dernier jour, les interventions de chaque *caracol* étaient terminées et les rôles se sont inversés. C'était maintenant à nous de passer sur le devant de la scène pour nous présenter et donner un message de soutien aux zapatistes. Venant des quatre coins du monde et des trente coins du Mexique, des délégations de femmes se sont succédées : d'Atenco à Oaxaca en passant par le Brésil, la Grèce, la France, la Syrie, les États-Unis, la Turquie, le Japon... Je m'arrête là car la liste est trop longue : les interventions ont duré toute la journée. À la fin, une commandante remercie tout le monde pour sa participation et clôt les premières rencontres des femmes zapatistes avec les femmes du monde sous un tonnerre d'applaudissements et de slogans.

Au final, ces rencontres n'ont cessé de me laisser perplexe pendant tout le temps passé en territoire zapatiste. Le déroulement même du forum, premièrement : nous ne pouvions qu'écouter, sans participer. Et si nous participions, nous avions vingt minutes et aucune assurance que notre question soit choisie par la personne au micro. L'organisation, ensuite : était-ce vraiment pertinent d'écouter cinq fois de suite le même discours ? Le message d'accueil, également : (...) *Le 1<sup>er</sup> janvier 2008, le cours normal des choses reprendra*. Qu'est-ce que le cours *normal* des choses en matière de partage des tâches ? Les participants, un peu : les gens sur le marché d'Ocosingo n'avaient pas tort, nous ressemblons tous à des festivaliers estivaux qui font difficilement la distinction entre

*¡Duro compañer@s!*

la poubelle et le sol et qui arborent fièrement leurs briquets à l'effigie du sous-commandant Marcos ou du Che. Marcos lui-même, ou plutôt l'adulation que manifestent les gens pour lui : au-dessus de la scène, il y avait un autel à la gloire du *subcomandante* et chaque femme qui est intervenue l'a remercié, après Dieu, d'être entré dans leurs vies. Cette dévotion n'est-elle pas aux antipodes des conceptions zapatistes d'horizontalité et de refus du leadership ? Et finalement, les portes des magasins du *caracol*, avec leurs décorations qui reproduisent des logos de marques célèbres. Qui peut ne pas être sceptique quand, derrière le panneau d'entrée en territoire zapatiste, il est écrit à la peinture rouge sur fond blanc « *Siempre Coca-Cola* », ou « *Nescafé* ». Le Chiapas est un des premiers États producteurs de café et de tabac, le café zapatiste est exporté en Europe et dans le monde. Pourtant, si l'on veut un café pendant ces rencontres, il n'y a que du Nescafé. Et si l'on veut acheter des cigarettes, que des Marlboro. Tous les discours des trois derniers jours sur l'importance de l'autonomie, de l'indépendance financière et du respect des produits naturels n'en prennent-ils pas un coup ? Nous sommes quelques-unes à partager ces impressions et à en débattre.

Il a fallu que nous descendions de notre promontoire européen pour finalement voir que ces rencontres avaient eu un impact crucial et que le processus zapatiste ne pouvait évidemment pas être parfait. Après tout, ces femmes zapatistes, d'habitude isolées par la distance et la répression quotidienne, n'avaient-elles pas passé deux mois à organiser ces rencontres ? N'avaient-elles pas partagé, échangé et débattu pendant tout ce temps-là ? Ne s'étaient-elles pas enrichies d'expériences nouvelles ? Ne pouvaient-elles pas s'enorgueillir d'avoir rassemblé autant de monde pour communiquer les changements réels – et émancipateurs – que leurs luttes au

---

*Interlude*

sein de l'EZLN avaient introduits dans leurs quotidiens? N'est-ce pas cohérent, quand on a déclaré la guerre à son pays, de prendre ses précautions en matière de discours et d'organisation? C'est ça aussi l'autonomie, pouvoir choisir ce que l'on montre ou pas. Nous qui voulions tout voir et tout savoir, qui étions-nous pour en demander autant à ces villages, à ces gens qui luttent au quotidien contre l'armée pour construire un groupe électrogène, un programme de classe ou une nouvelle salle d'opération dans l'hôpital? Je suis donc passée de la perplexité au respect critique et j'ai arrêté de me prendre la tête. Ce n'est d'ailleurs plus le moment de penser. Il est maintenant minuit, soit l'heure de clôturer les rencontres, de réintroduire la présence masculine sur les estrades, de célébrer le quatorzième anniversaire du soulèvement armé de l'EZLN et, accessoirement, la nouvelle année.

Je voudrais ici vous parler de Sali. Sali Grace Eller était une de ces femmes qui inspirent le respect et la gentillesse. De grands yeux bleus, toujours grands ouverts, au centre d'un visage souriant, de longs cheveux blonds avec quelques dreads, des jambes toutes fines mais athlétiques, de bonnes joues. Elle était passionnée d'herboristerie, de santé par les massages, de danse du ventre et de kick boxing. Franchement libre et anarchiste. Durant le mois qui a suivi la rencontre des femmes, elle avait animé des dizaines d'ateliers de massage, de kick boxing et de danse. Pour gagner quelques pesos, elle dansait dans des boîtes d'Oaxaca. On avait fait connaissance surtout au Chiapas, autour d'un sac d'oranges que nous devions presser pour faire de l'eau aromatisée pour tout le monde. Nous avons passé trois heures à couper, compresser, remuer, et discuter. Elle, elle travaillait surtout à la frontière américaine, avec les migrants *latinos* qui arrivaient. Elle

*¡Duro compañer@s!*

entretenait de bons rapports avec ses parents mais elle était partie de chez elle à quatorze ans. C'est pour ça qu'elle pratiquait la boxe et qu'elle ne se séparait jamais de son couteau, accroché à sa ceinture : on ne sait jamais ce qui peut arriver. Il lui servait aussi pour tenir son herbier. À chaque fois qu'elle voyait une plante inconnue, elle demandait quelles étaient ses vertus et en coinçait un brin dans son carnet. Par la suite, à notre retour à Oaxaca, on se voyait souvent. On parlait de machisme ensemble. En fait, on parlait surtout des difficultés, en tant que femmes indépendantes et voyageuses, de la relation avec les hommes – et les femmes – locaux. Les hommes mexicains n'ont peur de rien et surtout pas quand il s'agit de drague : ils essaient. C'est un problème auquel j'avais moi-même été confrontée pour mon travail d'enquête. Certains ne voulaient me répondre que s'ils m'emmenaient au restaurant ou au cinéma (ce qui signifie en gros accepter de coucher avec eux) ou, au contraire, des femmes refusaient de me parler parce que l'homme qu'elles aimaient secrètement me regardait comme une proie potentielle, ou simplement parce que j'étais blanche. D'un côté il fallait faire face à l'humiliation découlant du comportement de certains hommes et, de l'autre côté, à la profonde déception entraînée par la méfiance de certaines femmes. Sali avait eu des histoires plus ou moins similaires et chaque réunion, concert, animation, était pour nous l'occasion de partager, de nous revoir et d'échanger des impressions, de nous soulager et de rigoler à notre tour, avec nos accents français et américain.

À la mi-septembre 2008, peu de temps avant de commencer la rédaction de ce livre, j'ai reçu un coup de téléphone. On avait tué Sali. Parce qu'elle n'avait pas voulu se coucher nue avec un homme, celui-ci lui avait planté une machette dans le cœur, pour la violer ensuite. Son corps avait été découvert à

### Interlude

San José del Pacífico, un petit village de montagne à trois heures au sud d'Oaxaca, une semaine après le crime. L'homme s'était enfui en laissant ses deux chiens, ce qui avait permis de retrouver sa trace, à Mexico. Il s'agissait d'un « camarade de lutte » qui avait participé à la tenue de plusieurs barricades en 2006, à Oaxaca. Beaucoup de gens le connaissaient. Le soir même, nous étions en chemin pour l'ambassade américaine de Mexico, et pour le retrouver. Il a par la suite été transféré à la prison de Miahuatlán où il purge actuellement sa peine pour meurtre, celle pour viol ayant été annulée faute de preuves.

Parler de Sali, c'est parler de toutes les femmes – ou hommes – qui sont ou ont été victimes de la sensation de domination nécessaire, suffisante, brutale et étriquée qui envahit surtout la gent masculine. Parler de Sali, c'est rappeler que rien n'est joué. Parler de Sali, c'est une nouvelle fois inviter à ne fermer ni les yeux, ni les oreilles, ni sa gueule, face à ces états de faits. Parler de Sali, c'est demander que *le cours normal des choses* ne revienne pas.

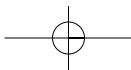
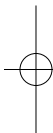
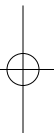
Mais pour l'heure, nous vivons les premières secondes du 1<sup>er</sup> janvier 2008 et Sali est encore avec nous. Ensemble, nous regardons arriver des files d'hommes en passe-montagnes, armés de fusils factices sculptés dans le bois, venant des quatre coins du *caracol*. Ils s'approchent jusqu'à former un cercle et une délégation monte sur la scène. Le commandant prend le micro pour rendre hommage aux femmes qui ont participé à ces rencontres, aux femmes zapatistes qui combattent depuis quatorze années, aux hommes et aux femmes qui sont tombé.e.s le 1<sup>er</sup> janvier 1994 sous les balles de l'armée mexicaine. On respecte une minute de silence pour ce dernier

*¡Duro compañer@s!*

hommage, avant d'entonner de nouveau l'hymne mexicain, puis l'hymne zapatiste, sous les drapeaux levés. L'homme reprend le micro : « Maintenant, je vous souhaite une très bonne année et en avant la musique ! » Nous avons dansé, chanté et ri toute la nuit, et pour moi comme jamais. Nous avons passé la soirée à faire passer au micro des mots de lutte à la gloire des femmes d'Oaxaca, à se remercier mutuellement d'avoir permis l'organisation de ce voyage. Nous étions euphoriques – et ce en ne buvant que du jus de riz chaud ou du café. Ce fut comme une délivrance après ces derniers mois à prendre contact avec mon terrain de recherche, comme on dit dans le jargon universitaire. Ce soir-là, au Chiapas, je suis vraiment arrivée à Oaxaca. J'étais prête à sortir des livres, des magazines, des manifestations, des sites internet et des réunions/assemblées politiques, pour entrer dans un quotidien plus complexe et moins conceptualisé. Je n'étais plus disposée à *savoir*, mais bien à *connaître*.

Mais pour cela, quelques changements s'imposaient. Juste avant notre départ pour le Chiapas, la veille du réveillon de Noël, le type de la *megamarcha* de 2006 m'avait proposé de prendre une collocation. En rentrant le 2 janvier dans mes quartiers bourgeois, sans même y réfléchir, je l'ai appelé. Quelques semaines plus tard, je quitte la périphérie chic et tranquille d'Oaxaca pour rejoindre le centre-ville, et emménager dans une grande maison coloniale avec six autres colocataires et un grand jardin : celui où j'avais regardé un match de foot de la coupe du monde en juin 2006.







## ENTRETIEN AVEC L.

### Il n'est pas forcément nécessaire de lancer une pierre...

« Le 14 juin, jour de la tentative d'évacuation, j'étais malade. Mais j'ai reçu tous les coups de fil depuis le début, depuis quatre heures du matin. J'étais responsable de la caméra, je devais venir filmer. Il y en avait une autre sur le stand : on tournait comme ça avec deux caméras, au cas où il se passerait quelque chose. Je suis allé au centre-ville. J'ai dû arriver vers sept heures et les flics étaient toujours là. Les profs étaient dans la rue et je filmais [...]. Il a ensuite fallu donner les images à ceux qui allaient vraiment les utiliser, qui étaient en mesure de monter quelque chose. Dans ce cas-là, c'étaient des *compañeros* de l'Université de la Terre [Unitierra] et du collectif Ojo de Agua. Ce sont eux qui ont récupéré les images qu'on avait pu filmer, et c'est comme ça qu'on a pu monter et graver ce DVD qui a été si important pour le mouvement. Ils ont fait un film qui nous a permis de faire connaître ce qui s'était passé au niveau international et, surtout, local. Pour des faits arrivés le matin, le soir à vingt heures on avait déjà

*iDuro compañer@s!*

un montage que l'on a projeté le lendemain soir. Nous n'avions pas tant d'ambitions avec ce film, on ne voulait pas le vendre. On l'a livré au peuple, on l'a présenté et on l'a diffusé. C'était marrant, le lendemain chaque stand – où déjà d'habitude il y avait une télé – avait acheté le film et le projetait. Il y avait des dizaines de télévisions avec les mêmes images de la répression. Je pense que ce film a posé encore plus de problèmes à l'État, parce qu'on opposait des images réelles aux démentis des politiciens à propos de la répression du 14 juin. Quelques heures auparavant, tu allumais la télé et c'était comme s'il ne s'était rien passé à Oaxaca. Les journalistes disaient bien qu'il y avait eu une tentative d'expulsion, que la police était entrée sur le *zócalo*, qu'ils avaient évacué des profs, que ceux-ci avaient repris le contrôle du *zócalo*, mais ils ne montraient rien de plus concret. De toute façon, ils n'en parlent presque jamais dans les médias.

Je pense que chaque participation, chaque apport, venant de personnes derrière un micro de radio ou une caméra, est une force d'action ou de participation politique. Je veux dire qu'il n'est pas forcément nécessaire de lancer une pierre si tu peux faire beaucoup plus avec une caméra ou un micro à la main. Et je crois que cette fois on l'a démontré. Ça a donné du sens à un mouvement qui, plus tard, a adopté un principe : les médias nous ont servi, on va se les approprier. C'est ce qui s'est passé quand le Canal 9 a été occupé. Beaucoup d'entre nous savaient ce qu'ils étaient en train de faire, on connaissait les outils qu'on avait, et je crois que ça a été une pièce fondamentale pour maintenir un mouvement en lutte pendant des mois. [...]

Nous avons été invité.e.s à participer à la manifestation du 1<sup>er</sup> août. À ce moment-là, je crois que ce n'était pas encore la COMO. C'était un groupe de femmes qui avait organisé la manifestation. Sur le *zócalo*, elles avaient annoncé qu'elles

*Pas nécessaire de lancer une pierre*

allaient demander un temps d'antenne à un média qui n'avait jamais appartenu au peuple, et qu'il allait le leur accorder. Plus tard, on a su que le Canal 9 avait été réquisitionné, que toute une série d'actions avait été mise en place. La protection, déjà, parce qu'à partir du moment où le Canal a été occupé, beaucoup de gens et sont venus prêter main forte pour ne pas que les femmes soient retranchées seules à l'intérieur, et pour construire les barricades devant les installations du Canal. Nous nous sommes donc organisés : des hommes devant, en barricades, et d'autres qui sont partis surveiller et garder les antennes. [...] Un *compañero* disait : "Moi je maîtrise un peu ce qui touche à la vidéo", un autre disait : "Moi à la transmission radio". Ils ont aidé, ils ont bougé des boutons, jusqu'à ce que la transmission fonctionne. Parce que le personnel était parti en éteignant les machines. Des gens qui connaissaient le matériel sont arrivés, et puis d'autres qui travaillaient au Canal étaient restés et s'étaient solidarisés. Après six ou sept heures, et je ne sais pas combien d'essais, la machine a enfin démarré. [...] Jusqu'à la destruction des antennes, le 21 août.

On allait et venait entre la barricade du Canal et le campement du *zócalo*. On ne voulait pas uniquement être confinés au centre sans savoir ce qui se passait ailleurs, et puis des fois on recevait des appels pour dire qu'il manquait du monde à tel endroit, on y allait. Quand notre présence n'était plus requise, on retournait au campement. Après, on s'est un peu plus organisés, nous les jeunes. [...]

On a décidé de faire une action en notre nom et d'occuper un lieu. On a bien préparé le coup, on est allés repérer l'endroit : un terrain abandonné en centre-ville, une ancienne caserne de police. C'était même la première caserne construite dans la ville d'Oaxaca. Elle ne servait déjà plus que de parking policier

*iDuro compañer@s!*

et, depuis un an, elle était abandonnée et en assez mauvais état. Ulises Ruiz était déjà venu, avant le 14 juin, poser la première pierre de ce qui allait être un nouveau centre commercial. Et nous, on avait besoin d'un endroit assez grand qui nous garantisse la possibilité de stocker des trucs, un espace plus structuré qu'un campement. On a décidé de squatter, ça a duré environ deux mois. [...] On est arrivés le 27 août, vers cinq heures du matin, un premier groupe. On a inspecté les lieux et on a vu qu'ils étaient déjà occupés... par une chienne et toute sa portée de chiots. Comme elle n'a pas montré de résistance – elle avait même l'air contente – on a commencé à ranger, à nettoyer. Ce qui n'a d'ailleurs pas pris longtemps parce que beaucoup de gens sont venus nous aider quand ils ont été au courant du projet. On a aussi invité d'autres collectifs, des enseignants, à se joindre à nous. On n'était plus sur le *zócalo*, ils nous demandaient pourquoi, ce à quoi on répondait que nous étions en train de squatter l'ancienne caserne, qui s'est appelée assez vite OIR [entendre] : *Okupación intercultural en resistencia*. On lui a donné ce nom à cause de la diversité de gens qui s'y sont investis, la diversité des projets, et parce que ce lieu devait revenir au peuple. *Okupación* parce qu'on était en train de l'occuper, évidemment. Et puis *resistencia*, parce que finalement, c'est ça qui nous avait tous unis. Dès le début, c'était surtout beaucoup de réunions : sur la manière d'organiser l'espace, ce qu'il fallait faire, où... Aucune initiative ne devait être prise de manière individuelle. Tout a été décidé en assemblée, au consensus, jusqu'aux derniers jours. Pour nous, ça a été assez important. Dehors, il y avait la revendication, en tant qu'APPO, en tant qu'assemblée de peuples, mais on voyait certaines contradictions émanant des organisations. Donc plutôt que de leur faire des reproches, on a voulu créer nous-mêmes des espaces d'assemblées, avoir nos propres

---

*Tout cela avait un sens*

---

expériences, voir ce que nous récupérons de leurs pratiques, ce que nous laissons de côté, ce qu'était vraiment un consensus, etc. »

## **On se disait que tout cela avait un sens, un pourquoi**

« Je travaillais surtout sur les gros travaux, la réhabilitation des pièces, la construction de nouvelles, etc. Chacun s'est dirigé vers ce qui lui plaisait le plus, on était complémentaires pour les travaux manuels, les ateliers : la sérigraphie, les ateliers de lecture, de dessin. Je me suis occupé de l'aménagement d'une cuisine, d'une cantine populaire : trouver les meubles, peindre, mettre en place les salles, etc. On y est arrivés, on a fait l'inauguration... puis on a dû partir. On est partis quand ça commençait juste à fonctionner. [...] Les pères et mères commençaient à peine à venir y déposer leurs enfants, il y avait au minimum vingt-cinq personnes par jour qui arrivaient pour faire un tour, ou qu'on leur fasse visiter les ateliers. On avait des coins de jardin où j'ai pas mal travaillé aussi, en même temps qu'à la cuisine. Et puis il a fallu faire une porte, on n'avait pas de porte. Comme je suis ferronnier, on a commencé par enlever toutes celles des anciennes cellules de prison qu'on a ensuite soudées entre elles pour fabriquer la porte principale d'accès et de défense de l'espace.

Mais quand la PFP est arrivée, [...] étant donné que tout le *plantón* du *zócalo* s'était replié, si on était restés on aurait été tout seuls. On était fin octobre. On y a passé deux mois en tout. Avant que la PFP n'arrive au centre-ville, il y a eu le dernier meeting sur le *zócalo*, le soir. Il avait été déclaré qu'il était devenu impossible de maintenir la résistance depuis le

*iDuro compañer@s!*

centre-ville. Nous sommes partis de la Okupa de nous-mêmes ce soir là, on était environ soixante-dix, deux bus. Et puis nous sommes allés là où on avait besoin de nous. Même si peu de monde le reconnaît, finalement, chaque fois qu'on nous appelait, on arrivait en renfort. Je pense surtout qu'ils nous voyaient comme des jeunes courageux et astucieux, disposé.e.s à tout donner. Et je crois que jusqu'au dernier moment ça a été comme ça, on a tout donné, pour plein d'actions différentes...

Ça pouvait être la garde d'une assemblée, un cordon de sécurité dans une manifestation, un quartier. Parfois, on nous proposait des actions et on se disait : "Wahou ! C'est une des meilleures propositions qu'on ait entendues !", peut-être des plus dangereuses, mais bon... En fin de compte, on se disait que tout cela avait un sens, un pourquoi. Au fur et à mesure, les profs ont perdu la méfiance qu'ils avaient et une relation de confiance s'est tissée entre eux et les jeunes. Mais d'autres fois, on était accusé.e.s dans les assemblées de saboter des actions, d'être des infiltrés, des provocateurs, de désobéir et de ne pas respecter les accords. On répondait qu'il fallait aussi qu'ils valorisent le travail qu'étaient en train de faire ces jeunes en noir. On a accepté de faire plusieurs actions, dont quelques actions directes, pas vraiment pacifiques... Comme ne pas laisser ouvrir un Mc Donald's ou un Burger King. On avait décidé que ces lieux n'allaient pas ouvrir pendant un mois et il fallait donc, tous les jours, aller leur casser le compteur et l'arrivée d'électricité. Quand ils le remettaient, on allait l'enlever. Ils ont mis des grilles, on a cassé les grilles, les cadenas, jusqu'à ce qu'ils finissent par abandonner. Ça reste tout de même pour nous un des plus gros symboles de la lutte anticapitaliste.

Ça pouvait donc être ça, ou les manifs, ou même la confrontation directe. Aller au front quand les paras arrivaient



*Tout cela avait un sens*

et nous mitraillaient, sur les barricades. Ce sont les *bazuker@s* [tiré de *bazuka*, nom donné aux tubes en PVC utilisés pour viser et lancer les pétards], ceux qui ont le courage et la possibilité de sortir et de crier à ceux d'en face de partir, puisque de toute façon ils ne nous font pas peur, qu'on est prêt.e.s à tout. Parfois il s'agissait juste de leur lancer un pétard, ou un Molotov; mais à cent mètres, ça ne leur fait rien. Quand il y avait des attaques dans les centres commerciaux, on partait à vélo faire une ronde de surveillance et, à plusieurs occasions, on a réussi à attraper les coupables. Notre grande surprise, ça a été de voir qui était responsable de tout ça.

Par exemple, le stand de *tacos* d'une dame: ils étaient venus alors qu'elle était seule le soir pour le mettre à sac et lui voler son argent. On a attrapé deux bandes, comme ça. Et quel a été notre étonnement en voyant que ces types étaient des juniors, des fils à papa! Là, tu n'y crois pas: ils n'ont pas de sous pour se payer un *taco*?! On leur a donc expliqué que c'était la guerre, qu'on avait été envoyés pour lutter contre ce genre d'attaques. Et, morts de peur, ils ont fini par nous avouer qu'ils avaient été payés. C'était des fils de hauts fonctionnaires, avec leurs amis fils de hauts fonctionnaires, en majorité priistes. Là, il ne s'agissait pas directement de directives du parti, c'était plutôt des initiatives prises par des militants. Quand il y avait des patrouilles de civils cagoulés, des paramilitaires, là oui, ça venait d'autres cercles, à l'intérieur du parti. Ceux qu'on a réussi à attraper, on leur a fait payer les dégâts. Le plus jouissif ça a été de leur faire nettoyer le stand de la dame, de leur faire tout remettre à sa place, de leur faire réactiver l'électricité qu'ils avaient coupée. C'était drôle de voir ces juniors qui avaient peur des coups de jus, qui n'avaient jamais touché une pince... Voir comment ils galéraient: "Vas-y, toi, je n'y arrive pas"; "Moi non plus, vas-y, toi"... Ça a souvent

*iDuro compañer@s!*

permis à des gens comme la dame des *tacos* de se dire : "Ah, d'accord, ces types ne sont pas des punks, des chevelus, des patchés, des mauvais"... Ils disent ça à cause de notre apparence, mais ils ont appris à nous connaître mieux, avec nos idées et notre volonté de réel changement. [...]

Les deux derniers mois, en octobre-novembre, c'étaient des actions déjà plus... Des fois, je me levais dans la nuit pour aller je ne sais où et je me disais que si cette lutte devait continuer comme ça, dans la rue, avec des pierres, des bâtons, des pétards et des Molotov contre des tirs à balles réelles, ils allaient continuer à aligner les balles, et nous les morts. Je ne pensais pas qu'on allait gagner de ce côté-là. Nous étions chaque fois plus fatigué.e.s, plus amoindri.e.s. C'était tous les soirs, et chaque fois c'était de plus en plus de blessés de notre côté, c'était de plus en plus de morts. Au début, c'était une fois par semaine, sur une barricade. Puis après, en deux jours il y avait deux morts. Les groupes de choc, les groupes d'attaque, les sicaires, venaient avec chaque jour plus de confiance. Au début, ils tiraient de loin, par peur ou je ne sais pas quoi. Je crois qu'au moment où le Sénat a décrété qu'il n'y aurait pas de disparition des pouvoirs, au moment où ils n'ont plus eu de doutes sur le fait qu'Ulisès ne s'en irait pas, au moment où il a repris son attitude fasciste, ils ont commencé à tirer de plus près. Ça devenait de plus en plus compliqué de marcher dans la rue la nuit, toutes les voitures devenaient un ennemi potentiel. C'est pour ça qu'on a mis des barricades. C'est une arme d'auto-défense pour le peuple. »

## Quelque chose est né là-bas, un espoir

« D'abord, de par sa présence, une barricade impressionne. Certains disent qu'il y en a eu deux mille, d'autres disent

*Quelque chose est né*

quatre mille, d'autres cinq mille... En réalité il est très difficile de savoir combien il y en a eu. Mais ce que je peux t'assurer, c'est qu'il y en a eu dans tous les endroits de la ville et de toutes les tailles. Il y en avait de très petites, avec cinq ou dix personnes, mais elles étaient là, sur le pied de guerre. Et puis il y avait des barricades impossibles à franchir. Celles qui ont été les mieux organisées, c'était surtout celles des avenues très importantes, celle de Brenamiel par exemple était bien organisée, c'est reconnu. Je ne parle pas que des jeunes, hein, quand je parle d'une barricade, je ne me réfère pas juste aux jeunes, ou aux hommes, je parle de celui ou celle qui est derrière les casseroles, à faire du café, je parle de celui ou celle qui est derrière une pierre, je parle de tous ceux et celles qui étaient attentifs à ce qui pouvait arriver. Et bien sûr, le ou la *barrikader@*, le ou la *bazuker@* avait une importance cruciale, notamment dans les alertes ou pour éloigner ceux qui arrivaient pour nous agresser. Le seul fait d'être présent.e sur une barricade est... C'est un espace de fluidité, de revendication d'une lutte, mais c'est aussi un lieu de vie. Des familles voisines depuis dix ou quinze ans, qui ne se parlaient jamais, se sont retrouvées à préparer un feu ou un café ensemble, à discuter, à prendre soin de la nuit. Je crois que ça a été un espace naturel de confluences et de lutte, de résistance. Il y a eu des grand-pères, des grand-mères, qui donnaient ce qu'ils pouvaient. Dans tous les quartiers, dans toutes les *colonias*, tous étaient énervés, tous en avaient marre: "Nous allons réussir à le mettre dehors, oui, on va gagner! Ce que l'on fait est juste, on fait quelque chose de bien!"

La barricade, ça va plus loin que le fait d'être un obstacle. C'est un espace où les gens se sont connus, croisés, où ils ont pleuré, où ils ont ri, où on s'est motivé, où on a cru, ensemble, à cette lutte. Moi, c'est là que j'ai senti ce que c'était de faire

partie d'une barricade. Et en termes d'auto-défense, on peut dire qu'elles ont bien fonctionné. Pendant des mois, ils n'ont pas pu entrer : ils se sont absentés, ils y réfléchissaient à deux fois avant de s'approcher d'une barricade, ils réfléchissaient bien. S'il y a eu des morts et des barricades, c'est aussi que nous étions tous et toutes disposé.e.s à cela. Ils avaient des balles, des armes, et nous on avait nos bâtons, nos pierres.

Une barricade qui a été très importante, et où il y a eu beaucoup de participation, c'est celle du Canal 9, avant qu'ils ne détruisent les antennes. Celle de Símbolos Patrios également, qui bouchait une très grande avenue menant à l'aéroport. Il y a eu aussi des barricades qui n'ont pas été permanentes, mais qui ont été des pièces-clé. À chaque fois qu'il y avait une agression on les mettait en place, par exemple à la station essence de l'avenue Juárez. Là, on a empêché un bon nombre de convois d'arriver au centre-ville pour agresser je ne sais quelle autre barricade. À chaque fois qu'ils frappaient, on allait barricader ce croisement, on savait que c'était un passage obligé pour les convois. Il y avait aussi celle du Periférico, une avenue très grande, vers le ministère des Finances. Celles-ci ont été les premières, mais il y en a eu partout : à San Martín [quartier de ce qu'on appelle la périphérie du centre], à l'Infonavit [équivalent des quartiers HLM], à la Reforma [quartier plus riche], dans le centre aussi.

De toute façon, elles ont toutes eu un rôle primordial pour cette guerre. Quelque chose est né là-bas, un espoir. [...] Quand la PFP est entrée dans la ville le 29 octobre, elle a avancé barricade après barricade et la résistance a commencé à se mettre en place. La première qu'ils ont traversée malgré la résistance fut celle de Brenamiel. Il a fallu qu'il y ait un mort pour qu'ils y arrivent.

*Quelque chose est né*

Quand on est sortis, cette nuit-là, et qu'on est arrivés à Cinco Señores, on s'est dit que ce carrefour était très important et que la PFP allait entrer aussi par là. À ce moment-là, le seul endroit qui était à nous, le seul bastion de l'APPO, c'était la Cité universitaire. Tout le monde appelait à un repli stratégique dans l'université, tout le campement du *zócalo* s'est déplacé vers la fac. On a donc pensé qu'il fallait une barricade à ce carrefour (qui menait directement au campus), pour ne pas finir coincé.e.s comme dans une souricière. À l'université, on a pris une garde dont personne ne voulait, à savoir celle de la rue de l'Université – tout le monde préférait garder la radio. Vers sept heures du matin, on a commencé à mettre en place cette barricade qui fut si importante.

Cinco Señores, ce sont cinq avenues qui se rejoignent, c'est énorme, c'est un des carrefours les plus grands de la ville. On n'a pas consulté l'université, c'était logique qu'il fallait protéger l'endroit, sinon ils allaient pouvoir entrer là comme dans un moulin. Avec les gens de la Okupa essentiellement, on a fermé le carrefour à l'aide de dix-huit bus et un poids lourd. Voilà, la ville était coupée en deux avec cette barricade. Nous sommes ensuite allé.e.s fermer l'autre côté qui était à découvert, le côté du centre commercial. Au fur et à mesure, on a vu arriver à Cinco Señores des bandes de jeunes qui travaillaient dans le coin, qui ont commencé à s'organiser, à vouloir faire partie de tout ça, et nous nous sommes alors concentrés sur la barricade du centre commercial. Cette autre barricade a été très symbolique, parce qu'en plus de la fermer avec des voitures et des bus, on l'a renforcée avec tous les caddies du supermarché. On a passé la journée à les emboîter, rangée après rangée. Peu à peu, on s'est organisés pour voir comment on allait y vivre, comment on allait se répartir les tâches, parce que cette barricade-là a été permanente. Au

*iDuro compañer@s!*

bout d'une semaine, on s'est rendu compte que la barricade de Cinco Señores allait être très problématique. »

## Quand devait-on rendre à son propriétaire un poids-lourd ?

« C'est un des quartiers les plus chauds, en termes de résistance rebelle. Il a toute une histoire de règlements de comptes entre bandes derrière lui. Ce sont des quartiers super marginalisés, quoique plus trop maintenant, mais avant, oui. Ça a donc été compliqué de penser qu'on allait pouvoir partager cet espace. Les gens du quartier s'étaient déjà approprié l'endroit. Ils disaient que même si nous avions mis en place la barricade, l'espace leur appartenait. La journée, ça allait, le comité de quartier organisait les assemblées, c'était tranquille et efficace. Mais le soir, la nuit, c'est là que ça devenait vraiment le bordel. On ne se voyait pas vraiment rester là. Peut-être qu'on a fait une erreur en leur laissant, en partant pour l'autre côté. Parce qu'on n'a pas cherché à les connaître, on n'a pas essayé de leur faire comprendre que cette lutte ne se réduisait pas à avoir une barricade juste pour la barricade, ou n'était pas qu'une révolte pour la révolte, que tout ça allait beaucoup plus loin, que c'était une lutte en commun avec le peuple. C'est peut-être là que nous avons raté quelque chose, en tant que *barrikader@s* : ne pas chercher et ne pas comprendre ce dialogue entre jeunes.

Ils n'étaient pas organisés, ils étaient même assez désorganisés, mais super intelligents, très courageux, et surtout ils venaient d'autre chose. Ils sont d'une société qui les a toujours repoussé.e.s, ils ont toujours vécu dans la violence, ce sont des fils ou des filles de la rue, qui vivent dans un monde différent de celui de n'importe quel autre jeune, qui vivent et meurent

*Quand devait-on rendre un poids-lourd ?*

entourés par les drogues dures. De ce fait, beaucoup d'entre eux étaient violents. On n'a pas fait front, on n'a pas clairement vu ça, c'était plus facile pour nous de dire : "Ok, vous vous occupez de celle-là et nous de l'autre".

À Cinco Señores, il y avait des affrontements tous les soirs avec la PFP. Sur notre barricade aussi, celle de Soriana, comme sur toutes les barricades, il y a eu des fusillades et des confrontations. Sauf que là, on avait l'avantage d'avoir un terrain énorme appartenant à l'université en face de nous, et de l'autre côté il n'y avait que des centres commerciaux fermés la nuit. Ce n'était pas une zone très passante et, réellement, on devait être une cinquantaine. On a été plus, des fois, jusqu'à une centaine. [...] Il se passait des trucs marrants. Par exemple, à Cinco Señores, beaucoup de mômes, de jeunes, venaient souvent passer un moment avec nous. Quand ils s'énermaient, qu'ils s'engueulaient, ils venaient passer quelques jours sur notre barricade. Ils nous disaient qu'ils y trouvaient de la tranquillité. Je crois que l'espèce d'harmonie qu'il y avait leur plaisait. On s'asseyait en cercle, on mettait bien tous les points à l'ordre du jour et on cherchait tout le temps le consensus, la compréhension. Par exemple, quand est-ce qu'on devait rendre à son propriétaire un poids-lourd qui nous avait déjà servi, qu'on avait depuis une semaine et dont le chauffeur était désespéré ? [...]

Bon, déjà, pour réquisitionner un bus [rises] eh bien... Premièrement, il faut faire très attention, avoir beaucoup de respect et d'amabilité pour les gens. Tu n'es pas là pour les agresser. Pour parler aux gens, au moins dans nos groupes d'affinité, on employait un ton assez tranquille pour faire comprendre, en donnant une posture politique, ce qui était en train de se passer à Oaxaca et pourquoi ce bus devait être réquisitionné. Puis on leur demandait gentiment de descendre

*iDuro compañer@s!*

du bus. Aux chauffeurs, il ne leur restait plus qu'à l'admettre. Ils disaient : "Les bus ne sont pas à nous et puis de toute façon, les patrons, ils n'attendent que ça, que ce bus crame. L'État les remplacera !" On leur disait que leur vie n'était pas en danger et surtout que ce bus allait être utilisé. Si c'est pour la sécurité lors d'un blocage, il servira à ça ; si c'est pour transporter des gens, il servira à ça. Il s'agissait de faire comprendre au chauffeur qu'il était comme nous, qu'il avait une famille et des besoins. Dans la majorité des cas, il n'y a pas eu de problèmes, ils ne refusaient pas de désobéir. On a aussi réquisitionné d'autres lignes, des lignes d'entreprises privées de transport longue distance, et la plupart du temps on arrivait à les négocier. Ça dépendait des besoins de la barricade, ou du groupe responsable du bus.

Des fois, les propriétaires, les petits, ceux qui n'ont pas plus d'un ou deux véhicules, venaient nous parler, très cordiaux, pour qu'on comprenne leur situation, et on comprenait. On amenait le cas devant l'assemblée pour trouver un consensus, savoir quand et comment on pouvait rendre un bus, ou pas. Quand on voyait que c'était une entreprise qui n'était pas multinationale, pas trop grande, on décidait souvent de rendre le matériel, ou on l'échangeait contre un camion rouillé qu'elle n'utilisait pas, mais qui nous était utile à nous. Parfois, on demandait plutôt du matériel de secours en échange, des masques, ce qu'ils pouvaient donner. Il y a eu ce dialogue avec les autres, un dialogue qui n'existait en revanche pas à Cinco Señores. Là-bas, c'était détruire le bus, jusqu'à ce qu'il crame, qu'ils l'incendient dans leur folie. Et les chauffeurs, tout tristes, qui venaient de perdre le peu qui leur restait, s'en allaient, déçus par la lutte. [...]

C'est important, que tu sois un môme ou un vieux, que le simple fait d'être sur une barricade te donne droit à la parole



*Pas besoin d'une étincelle*

et à l'opinion. Ce dialogue, cette fluidité, cette participation, c'est important dans des moments comme ça. Je voudrais insister là-dessus : l'importance des assemblées, la manière de prendre des décisions. À Cinco Señores, on aurait dit que les décisions venaient toujours de quelques leaders. On devait même parfois aller jusque là-bas pour calmer le jeu, pour sortir de l'impasse, de situations qui semblaient hors contrôle. À plusieurs occasions, nous avons dû accompagner la Doctora Berta pour remettre un peu d'ordre sur des questions qui étaient loin, mais alors très très loin, de la réalité de la lutte. Je parle de choses comme le racket, les braquages, les bagarres qui les blessaient entre eux. Il y a même eu des tentatives de viol sur des filles de la barricade... C'était réellement du n'importe quoi ! On a même quelques fois dû les menacer de les expulser pour reprendre le contrôle de la barricade : "Vous vous calmez et vous trouvez une solution au problème, sinon ça dégage". »

**On n'avait absolument pas besoin d'une étincelle pour faire exploser la boîte de poudre**

« Ça a toujours été un grand débat : si on se revendique anarchiste, en lutte contre le capitalisme, au courant des trafics des multinationales et qu'on a installé une barricade à côté d'un supermarché appartenant à une de ces multinationales, quelle attitude on adopte ? On en a souvent débattu et on est beaucoup à s'être opposés à mener une action directe contre le magasin. Premièrement, ça dépendait du moment. Si ça avait été quelques temps auparavant, quand il n'y avait pas la PFP, on aurait organisé ce type d'action. Qu'est-ce qui était le plus productif et le plus contre-productif ? La ville était déjà

économiquement morte, donc ces entreprises aussi quelque part. En plus, on n'avait jamais eu les médias avec nous et ils nous attendaient au tournant. Si on allait les chercher de ce côté-là, qu'est-ce qu'on avait à y gagner? Les médias allaient se mettre à avoir les mêmes revendications que nous? Non. [...] On n'avait absolument pas besoin d'une étincelle pour faire exploser la boîte de poudre. [...] On était avant tout un groupe d'auto-défense bien organisé.

Un jour, des gens sont arrivés pour braquer le centre commercial qui était à côté de nous. C'était tous des flics. Ils n'ont même pas pris la peine de se changer, ils sont venus avec les camionnettes et leurs armes. Ils sont arrivés à une centaine, ils ont commencé à casser les vitres. Ils sont partis environ vingt minutes après, on les a fait fuir avec des pétards. Le lendemain, le gérant du magasin est arrivé pour nous parler, on s'était tous masqués. Il nous a expliqué que, la veille, son magasin avait été vandalisé, qu'il avait vu les vidéos des caméras de surveillance et qu'il savait que ce n'était pas nous, qu'on ne s'était même jamais approchés de son magasin, qu'il avait vu que les personnes responsables étaient armées et que, a priori, il s'agissait de policiers. Il nous a juste dit : "C'est vraiment bien que vous ne vous soyez pas approché.e.s, parce que ces gens étaient prêts à tout". Et puis finalement, un gérant, c'est un gérant. On lui paie son salaire et c'est tout. Les entreprises, elles sont de toute façon assurées contre tout. Ça nous a même plutôt donné de la satisfaction de voir arriver ce gérant, disant qu'il comprenait que nous avions une posture idéologique et politique et qu'il voyait bien qu'on n'était pas là pour voler, pour casser, etc. [...]

Un soir, on a réquisitionné un camion-citerne de gaz et les pompiers (la caserne était à côté de la barricade) sont venus nous demander si on savait combien de kilomètres à la ronde

*Comme si on l'avait déjà préparée*

pouvaient être endommagés si cette citerne explosait. Ils nous parlaient de quelque chose comme cinq mille kilomètres... Pfff... "Ah ouais ? Si la PFP entre, c'est ce qui va arriver !" Il est parti tout affolé, le chef des pompiers. Quelques jours après, on s'est rendu compte que c'était super fatigant de garder ce camion. Déjà, il n'était pas tout près de la barricade, on ne voulait pas non plus avoir une petite bombe à côté de nous. Il était à deux cents mètres, au croisement. La nuit, les sicaires arrivaient et la première chose qu'ils visaient avec leurs flingues, c'était évidemment le camion de gaz. Là, ils ne nous visaient plus. On voyait juste les balles rebondir sur la remorque. Ils voulaient faire exploser la citerne pour dire ensuite que, accidentellement, nous l'avions fait exploser et que par notre faute beaucoup de gens étaient morts. [...] Le jour où j'ai appelé pour qu'on rende la citerne, c'était le 1<sup>er</sup> novembre. Le lendemain, la PFP est arrivée au campus. Tout le monde disait que, par ma faute, parce que j'avais rendu la citerne la veille, la PFP avait attaqué. Mais je l'avais échangée contre dix bouteilles de gaz de taille familiale, celles qu'on a vues rouler par-ci par-là le 2 novembre.

Je pense tout de même qu'ils avaient déjà ce plan en tête depuis un moment. Ils savaient que le 1<sup>er</sup> novembre [le jour de la Fête de tous les Saints], tout le monde allait faire la fête, allait se bourrer la gueule, et que le lendemain matin était le moment approprié pour une attaque. »

**C'était comme si on l'avait déjà préparée, on savait ce qu'on avait à faire**

« Le 2 novembre... C'est dur à raconter.

La victoire du 2 novembre, je crois que c'est un effort, un travail d'organisation, de participation de tout un peuple, de

*iDuro compañer@s!*

vraiment tout un peuple. Pas seulement de notre barricade ou de Cinco Señores. Ça a été tout le monde : l'infirmière, la personne qui était derrière le micro de Radio Universidad, la dame qui préparait à manger pour des centaines de gens qu'elle ne connaissait pas (comme beaucoup de gens l'ont fait), l'étudiant, la femme au foyer qui a laissé sa maison et qui est venue construire, fabriquer des outils d'auto-défense, que ce soit un Molotov ou je ne sais pas quoi d'autre... Tiens, il y a un paysan qui est venu avec une fronde qu'il avait tissée lui-même dans son village, il venait de très loin. Il arrivait des gens de partout, de villages reculés, pour donner du pain, une orange... Je te dis, des frondes tissées par leurs soins ! Et ils nous ont appris à les utiliser : "Elles se tiennent comme ça, tu mets la pierre là, tu lances comme ça"... On s'était déjà entraînés plein de fois. Je n'oserais pas dire que c'était la dernière bataille, mais on était sûr.e.s que ça allait arriver, une bataille. [...] On s'y préparait tous les jours, ça s'entendait à la radio : "On a besoin de fil, de boîtes de conserve, de pétards..." Qu'on ait participé ou non à cette bataille, on avait bien conscience que ça allait arriver, on était prêt.e.s émotionnellement et... matériellement, disons-le.

Chaque proposition qui arrivait, de toutes les différentes préparations de chacun, a servi à quelque chose. Ce jour-là en est témoin. Pendant que certains étaient en train de se disputer sur ce qu'il fallait faire, répondre ou non à l'agression, nous on se préparait. Des plans d'auto-défense... Il y avait des gamins qui n'avaient jamais allumé un pétard de leur vie. Et là, c'était des pétards artisanaux, des trucs que seuls les artificiers savent faire normalement. Tu vois tout le processus, des mômes de six ou huit ans, prêts à tout, avec un bout de PVC, en sachant qu'un pétard de cette puissance peut être dangereux... C'est surtout très probable qu'il ne parte pas,

*Comme si on l'avait déjà préparée*

qu'il t'explose à la tête ou dans les mains ! C'est arrivé, je peux te le dire, il y a eu beaucoup d'accidents, avant et pendant le 2 novembre. Il fallait regarder, montrer, apprendre : "Un pétard s'attrape comme ça, se lance comme ça ; si tu l'orientes comme ça, il part par là ; s'il ne part pas et que tu restes là, il va exploser devant toi". Chaque môme, chaque femme, chaque fille... Elles étaient super motivées, elles avaient fabriqué un type de bombe, de celles qui sont faites pour gêner, pas pour faire mal. C'est de l'acide chlorhydrique avec de l'aluminium, dans des bouteilles, elles appelaient ça les *chivas*. Tu les écrases, tu mets l'acide, tu les jettes dans les pieds, l'aluminium réagit avec l'acide et ça explose. Ça fait juste peur, ce n'est pas puissant. Il y a aussi les petits bouts de gaine en plastique avec des clous, qui se plantaient dans les pieds des flics quand ils avançaient... Et dans nos pieds quand ils reculaient [rires].

Bref, ce jour-là, les flics savaient très bien que le 2 novembre, pour nous les *Oaxaqueñ@s*, est très important. C'est le jour de nos défunts. Ils connaissaient également les erreurs qu'on commettait. Je crois que si on n'avait pas commis l'erreur de dormir, et pour la majorité d'entre nous d'avoir bu, ça nous aurait... Ça aurait été pire pour eux. On aurait eu plus de force. Cependant, c'était comme si on avait déjà préparé la confrontation et notre manière de répondre. On savait ce qu'on avait à faire, à la première alerte. [...]

À sept heures moins le quart la Doctora m'a appelé –je changeais de garde à ce moment-là, j'allais justement dormir. Je suis donc retourné à la radio et elle m'a dit : "Ça y est. C'est fini. Sors avec tous les gens qui sont là-bas, ne laisse personne rester. D'après les gens de l'APPO, d'après 'les dirigeants', la PFP va venir et va balayer la barricade mais ils ne sont pas censés

*iDuro compañer@s!*

violer l'autonomie universitaire, ils ne sont pas censés pénétrer à l'intérieur". Ma réaction, ça a été de dire : "Vous savez quoi, ça, ils l'ont dit année après année. On ne les croit plus. On ne va pas se soumettre, on n'adoptera pas une attitude de soumission. On ne les laissera pas nous attraper comme à Mexico en 2000 [grève étudiante de l'UNAM]. On reste là, ceux qui veulent partir s'en vont." À ce moment-là, les radios ont subi des interférences, les fréquences se superposaient. On a pensé qu'on allait tous y passer, qu'on était fini.e.s et qu'on allait mourir de la pire manière qui soit. Mais non, le seul truc que ces types allaient manger ce jour-là, c'était des clous et des doses de poudre. À ce moment, la Doctora parlait à la radio, on était en contact permanent. C'est ce qui a toujours permis la coordination. Depuis le début du mouvement, la clé fondamentale, qui ne pouvait pas manquer à une barricade, c'était la radio. Une barricade sans radio était déconnectée, sans information. Même si on avait des portables, ce n'était pas pareil. La radio te disait tout, à propos de tous les fronts.

Je suis sorti et j'ai vu les trois camions qui venaient dans notre direction, avec toute une caravane de policiers de la PFP derrière. On a donné l'alerte et chacun a pris ses positions. On aurait dit que tous savaient déjà quoi faire. On n'avait pas non plus répété, mais ça a été si simple de dire qu'on n'allait pas faire des conneries du genre : "Tu lances des pierres derrière moi, et finalement c'est moi qui les prends dans le dos". On ne voulait pas risquer de se faire mal entre nous quand les blessés, ça devait être eux. On connaissait nos responsabilités, on était trois groupes affinitaires : un au centre, un à gauche et un à droite, pour mener la contre-attaque. Il y avait eu des tentatives d'entraînement avant, on l'avait fait quelques fois, mais quand même, jamais aussi sérieusement, aussi... réellement, quand il y a plus de mille flics en rang devant toi...

*Comme si on l'avait déjà préparée*

À un moment donné, on a quand même commencé à se demander ce qui s'était passé avec la barricade de Cinco Señores, censée bloquer l'avenue menant au campus. Des photographes sont venus et nous ont prévenus : "Il n'y a pas eu de résistance à Cinco Señores, il ne s'est rien passé là-bas, c'est pour ça qu'on est venus ici, on savait que vous, vous alliez y aller". "Bande de cons, on n'est pas là pour faire le spectacle, ici il va y avoir du sang. Et d'abord qu'est-ce qui s'est passé là-bas, ils auraient pu prévenir quand même, on a des messagers, des intermédiaires !?" Ils nous ont répondu que le peu de gens qui restait était en train de dormir dans les bus et qu'ils s'étaient fait sortir par les flics. Une douzaine environ. Ils ont abandonné la barricade, cette barricade qu'ils avaient tant défendue. La PFP est arrivée et a fermé tout le carrefour, il n'y a pas eu de résistance.

Il devait être sept heures et demie, huit heures, et la Doctora a commencé à lancer des appels à la radio, après notre décision de rester. Sinon, pourquoi on s'était fait chier à fabriquer six cents canettes, on n'allait pas les garder pour nous ?! On a envoyé tout le monde à la première barricade, à cent mètres, avec l'ordre de tenir les flics éloignés, juste avec les pétards, rien d'autre. Les *bazuker@s* devant. On a fait brûler les bus de la première barricade. Après une heure, ils l'ont balayée. Là, on était presque face à face et la confrontation plus directe a commencé. On était... pff.. je ne sais pas... Avec tous les étudiants qui sont sortis, on était à peine cent cinquante sur la première barricade et, quand on a tourné la tête à neuf heures, on était plus de cinq cents, agglutiné.e.s sur le seul point de friction. Là, on a sorti tout ce qu'on avait.

Je crois qu'il faut que je te raconte l'histoire de l'usine des dames, c'était génial. Les cocktails Molotov qu'on avait se sont très vite épuisés. D'ailleurs, je ne sais pas comment tout

*iDuro compañer@s!*

est parti si vite, et puis il y en avait plein qui étaient faits avec des mèches et de l'eau... Comme si on nous avait tendu un piège. Mais bref, on a lancé un appel à la radio pour former une commission. La surprise a été énorme quand on les a vues arriver... Il n'y avait que des *señoras*. Tout le monde voulait être au front, mais franchement ce front, on l'aurait perdu si ces dames n'avaient pas été là, si ces femmes au foyer n'avaient pas été présentes. Imagine plus d'une trentaine de femmes assises, avec chacune une fonction. L'une mettait le sucre, l'autre mettait le savon, l'autre de la farine, une autre de la ferraille, encore une autre du verre, de l'essence, une autre qui mettait finalement le tout dans les caisses. Je crois que toutes les cinq minutes un carton de trente-six cocktails partait. Et par l'intermédiaire des portables, les gens ont commencé à passer leurs commandes de caisses de Molotov, comme si c'était des pizzas. C'était une vraie usine. Je suis resté bouche bée. Je n'avais jamais vu ça. J'ai connu un paquet de contre-manifestations, des contre-forums internationaux, avec des pratiques de fou, mais je n'avais jamais vu des gens faire ça comme elles le faisaient ce jour-là... organisées... les meilleures ! Et elles savaient ce qu'elles faisaient, elles savaient qu'elles fabriquaient des outils d'auto-défense.

À neuf heures, l'affrontement était surtout basé sur l'utilisation des canettes remplies de clous avec un pétard dedans. C'est assez efficace, même si c'est petit. Il y a eu beaucoup de blessés en face. Tu en lançais une, deux flics tombaient. Alors imagine avec les centaines qu'on a lancées. D'ailleurs, on rigole bien quand on entend le nombre de blessés chez les flics ce jour-là... On les voyait tomber par dizaines. Ils avaient toujours des suppléants qui remplaçaient ceux qui tombaient. Il y a même eu une cellule de crise psychologique organisée par la PFP, ce jour-là, pour calmer les effectifs paniqués.



*Comme si on l'avait déjà préparée*

Ça faisait donc une heure qu'ils étaient là-bas et ils ne pouvaient pas avancer, puis ils nous ont repoussés vers la porte d'entrée de l'université. Là, on a reculé, puis on a lancé l'attaque avec des milliers et des milliers de pierres, dans les mains de femmes, d'enfants... Ils n'ont pas eu d'autre choix que de reculer. C'est là qu'ils se sont mis en rang et que les tanks sont arrivés. Là, on s'est tous et toutes dispersés.e.s, on courait comme des souris. À neuf heures, on était cinq cents, à onze heures on était plus de mille, selon les approximations. Et plus de deux mille personnes étaient en plus arrivées à Cinco Señores et avaient encerclé la PFP qui était restée au milieu du carrefour. Ils n'avaient envoyé qu'un contingent vers nous, pendant que l'autre contingent couvrait le croisement. Jamais on a pensé que juste avec les appels à la radio autant de gens allaient arriver. Du monde, du monde, du monde... Ils se sont retrouvés coincés, ils ne pouvaient plus sortir : d'un côté nous étions là, et de l'autre tant de monde était arrivé qu'ils étaient bloqués. Ils ont fait intervenir les hélicoptères, beaucoup. Ils ont lancé énormément de gaz lacrymogène pour nous disperser, c'était leur seule manière de trouver une sortie.

Vers treize heures, ils étaient déjà bien mal en point et ils avaient déjà beaucoup reculé. Et je crois que leur grosse erreur a été de se rassembler, de se regrouper, puis de se retrancher dans le pire endroit qui soit, à côté d'une station essence. Les réserves de leurs canons à eau se sont vidées, après plus de cinq heures sans repos, et on a réussi à leur piquer un tank. Même si finalement ils l'ont récupéré grâce à une grue. Mais le moment décisif, là où ils ont dû accepter leur défaite, c'est quand ils sont arrivés à la station essence. Ils passaient leur temps à éteindre les cocktails qu'on lançait. Les dirigeants disaient déjà qu'il ne fallait pas les brûler, qu'on n'était pas comme eux. Et ils ont commencé à négocier. La PFP a proposé :

“Laissez-nous sortir, laissez-nous récupérer nos effectifs et on libère les quarante personnes arrêtées”. Les gens se sont écartés pour laisser une file, une partie de la PFP est sortie, les quarante détenus sont arrivés en courant vers nous. Ils étaient tous bien mal en point, des mômes et des hommes en majorité. Et là les dirigeants se sont levés devant nous et ont fait leur déclaration, ils ont demandé de laisser partir les flics ! Cependant la plupart des gens ne les écoutait pas. Dans la foule, on entendait d’autres discours. Par exemple, une dame a commencé à parler plus fort que tout le monde : “Écoutez, ils sont venus avec la ferme intention de nous faire du mal, de nous virer d’ici. Et après avoir bien galéré, ils n’ont pas réussi. Je pense que, de la même manière qu’ils ont eu du mal à entrer, ils doivent avoir du mal à sortir. On ne va pas les laisser s’en aller tranquilles non plus ! Accompagnons-les !” Une partie de la foule a effectivement commencé à suivre la PFP, à l’escorter avec des pierres, des bouts de fer, sur un kilomètre et demi. C’était génial, d’un côté tu avais les dirigeants de l’APPO, satisfaits et prêts à laisser la police s’en aller pépère, et de l’autre côté tu avais une dame du peuple – attention, pas un leader, pas un jeune anar : une femme du peuple – qui proposait de virer littéralement la PFP à coups de pied et de pierres. Et c’est ce qu’on a fait, on les a suivis jusqu’à leur campement en les humiliant le plus qu’on pouvait après leur défaite.

Il était trois ou quatre heures de l’après-midi, on était tous content.e.s, soulagé.e.s, euphoriques. Ça n’était jamais arrivé, nulle part au Mexique ceci n’était arrivé, à part pendant le conflit avec les mineurs. La PFP, quoi ! Enfin, je ne dis pas... On a gagné une bataille, mais on n’a jamais gagné la guerre [...]. Je ne sais pas, les perdants... qui c’est ? On a peut-être eu plus de blessés, plus de prisonniers, plus de morts, plus de tortures. Ceux d’en haut ont vacillé, c’est tout, mais finalement il ne

---

*Il s'est accroché au pouvoir*

---

s'est pas vraiment passé grand chose. Comme dans n'importe quelle guerre, celui qui gagne va écraser, va soumettre celui qui perd. Il va l'obliger à se retrancher, à se cacher dans le dernier trou qui lui reste, sans aucune envie de ressortir. C'est ce qu'ils nous ont fait. Ils ont fini de nous écraser. »

## **Il s'est accroché au pouvoir, il ne voulait pas perdre**

« C'est simple et clair. Quand le gouvernement nous a dit : "On libère vos prisonniers, on accepte toutes les revendications de la Section 22, mais Ulises ne partira pas", on est beaucoup à avoir dit que ce n'était pas négociable. Mais il y a eu pas mal de retournements de vestes. Beaucoup de gens sont partis par peur de l'accentuation prévisible de la répression. On voyait que la Section, avec Rueda Pacheco, disait que oui, elle était pour la destitution d'Ulises, mais qu'il fallait trouver une solution au problème parce qu'elle ne pouvait plus tenir. Ils nous ont écartés, ils nous ont aplatis, ils nous ont mis dans un coin, politiquement. Les partis ont commencé à avoir des propositions de postes de députés ou de sénateurs de l'État. Le 20 novembre, il y a eu une manifestation : la commémoration de la Révolution mexicaine. Ce jour-là, on est sortis avec toute une attitude révolutionnaire, on était pathétiques... Mais on était là, avec nos slogans sur Zapata. On fermait la manifestation, derrière la Doctora et son ambulance.

Ceux de Cinco Señores faisaient preuve de beaucoup de prétention... On leur a dit que la marche avait tout un sens, que ce n'était pas la peine d'aller faire peur aux gens. Mais ils ont coupé le chemin, sont arrivés devant nous et ont commencé à chercher la merde. La Doctora a sorti l'ambulance comme elle

a pu, mais nous, on s'est retrouvé.e.s coïncé.e.s avec tout un bus rempli de matériel, des centaines de pétards, des *bazukas*, du matériel de soin... Matériel que les flics ont utilisé contre nous quand ils ont repris le bus. On avait le matos, mais c'était en cas de problème, pas du tout pour s'en servir en premier. Personne n'avait de *bazuka* sur lui. Ce jour-là, ils ont tout pris et nous ont pourchassés sur cinq pâtés de maisons. On était à deux doigts de subir ce qu'on allait subir le 25 novembre. C'est juste qu'ils ne voulaient pas, parce que franchement ils nous tenaient.

À chaque manifestation, chaque *megamarcha*, il y avait une foule immense, toute la ville d'Oaxaca était remontée parce qu'on lui avait militarisé son centre-ville. On pensait que c'était bon, qu'on avait déjà tenu cinq mois, que le gouvernement ne tiendrait pas une semaine de plus. Tout son parti lui disait de s'en aller, ça ne pouvait pas continuer comme ça. Mais il s'est accroché au pouvoir, il ne voulait pas perdre.

Le 25 novembre, il avait été décidé d'organiser un encerclement symbolique du *zócalo* (du campement de la PFP). Je crois que c'était une mauvaise décision. Il a manqué quelque chose, ça a manqué de dialogue, de positions. La PFP savait très bien qu'on allait être énormément, qu'il allait y avoir tout ce peuple qu'ils avaient tout de même eu du mal à contenir. Le 21 novembre, le gouvernement avait fait une offre à laquelle il fallait répondre le 23. Le ministère fédéral de l'Intérieur proposait à l'APPO de participer à une lente phase de "détente", comme ils appelaient ça, avec le gouvernement, pour arriver à un accord. Il connaissait le plan d'encercler la PFP lors d'une grande manifestation et il disait qu'il voulait qu'aucune partie ne provoque l'autre. Il promettait un retrait de la PFP jusqu'en périphérie de la ville le temps du rassemblement et du meeting sur la place. Nous devons ensuite nous replier jusqu'à Santo

---

*Il s'est accroché au pouvoir*

---

Domingo et, enfin, ils reviendraient sur le *zócalo*. Je crois que cette proposition a mal été comprise, par les deux côtés. La bande des libertaires disait que ce n'était pas possible de se plier à leurs caprices, que c'était du bidon. Et la bande des rouges disait que si, il fallait accepter la proposition. Ça n'a pas été possible de trouver un consensus, ça nous a pris des heures et des heures de débats. On s'est dit qu'il fallait en profiter pour occuper le Palais du gouvernement, sur la place, et s'y installer. Symboliquement c'était plus fort, on ne voulait pas que ça se termine comme ça s'est finalement terminé : comme un "25 novembre", pourchassé.e.s, détruit.e.s un par un.

Je crois qu'il a manqué beaucoup d'imagination à ce conseil de l'APPO, à ceux qui ont organisé cette dernière action au nom de l'APPO. Parce que, et c'était logique, quand on est arrivés la PFP n'était pas partie. C'était évident que les gens n'allaient pas se contenter d'écouter le meeting comme ça sans rien faire, pour s'en aller après bien gentiment. On s'est tous et toutes assis.e.s et on a commencé à crier des slogans. En moins d'une heure, il a commencé à y avoir des agressions dans tout le centre. Ils arrivaient par tous les côtés. La peur, la peur... C'était leur plan, de nous faire peur comme ça. Et ils ont réussi. Il n'y a personne qui n'ait pas ressenti la peur ce jour-là. Parce qu'ils torturaient, ils persécutaient, ils nous faisaient disparaître. Face à cela... la peur.

Quand le soleil s'est levé, le 26, c'était bien plus qu'écouter une radio fasciste qui était en train de clamer son triomphe. Les animateurs [de Radio Ciudadana –citoyenne] disaient : "Appelez-nous, donnez-nous les adresses des *appos* !" À chaque appel, il y avait deux ou trois détentions, des familles entières parfois. Tu écoutais une radio, ennemie, et tu attendais juste de savoir s'ils allaient donner l'adresse de là où tu étais pour te barrer vite fait. À ce moment-là, Radio Universidad émettait,

*iDuro compañe@s!*

mais était couverte par du heavy metal, on n'entendait presque pas la voix de la Doctora. Puis il a fallu la livrer aux autorités de l'université, au recteur. [...]

La Doctora, c'est une médecin que j'admire [...]. Je l'admire parce qu'elle pense tranquillement et simplement, je l'admire pour sa manière de voir les choses, de les expliquer. Elle est médecin, mais je pense qu'à l'intérieur d'une lutte, un ouvrier, un paysan, un prof, un étudiant, un jeune, chacun est beaucoup plus qu'un ouvrier, un étudiant, etc. Elle, sa personnalité, c'est ça qui a fait qu'on était tous là-bas, à l'université. Il y a eu plein d'infirmiers, de médecins qui ont participé, mais de par leur profession, pas parce qu'ils ou elles étaient d'accord avec nous. Elle, elle s'est donnée au peuple et le peuple lui a répondu. Il y a une relation de confiance qui s'est tissée. Mais ça n'a pas été la seule, il y en a eu des tas. Des tonnes de personnes se sont données, se sont livrées à cette lutte. Des parents, des gens plus humbles... On a découvert un autre côté de l'amour... Des enfants des rues qui n'avaient jamais été pris dans les bras et qui se retrouvaient sur tes genoux... »

## **Si l'arbre n'est pas tombé avec les coups de hache, on va creuser**

« Alors, comme beaucoup, je suis parti. Nous sommes plein à être parti.e.s, très rapidement. Je crois qu'on ne pouvait pas vraiment faire autre chose. Tu ne pouvais pas sortir pour protester tout seul, tu pouvais juste aller ailleurs pour dire ce que tu avais à dire, par rapport à la libération des prisonniers, par exemple. On savait qu'il y en avait eu des tas, qu'ils étaient en train de les torturer dans les prisons. On est donc allés demander de l'aide ailleurs. Il valait mieux continuer le travail politique que de rester chez soi, enfermé.e ou caché.e. [...]

---

*On va creuser*

---

Je crois que depuis que j'ai commencé tout ça – et c'était avant l'APPO – je sais pourquoi je veux changer les choses. Pas le monde, mais nos manières d'être, de vivre. Et pour ça je crois qu'il faut persister. Je crois que quand quelqu'un arrête de faire ce en quoi il croyait, qu'il perd son sens révolutionnaire, son envie de révolutionner son pays, sa terre, les gens, il cesse d'exister. C'est choisir la facilité. Je n'ai pas arrêté de croire en l'APPO. Ça a été une étape, une expérience, et si elle ressort elle aura tout mon soutien. Mais ma lutte ne s'arrête pas là, elle continue avec ou sans l'APPO. On a essayé quelque chose, un mouvement populaire, *oaxaqueño*, dans notre État, on a été tout près de réussir. Mais il n'est pas tombé. Donc si l'arbre n'est pas tombé avec les coups de hache, on va creuser, on va aller chercher la racine. Centimètre par centimètre, on va creuser autour de lui jusqu'à ce qu'il tombe, de génération en génération.

Quel meilleur héritage que de laisser des outils qui servent ? Que ce soit en termes pratiques ou en termes d'expérience de vie, en termes technologiques et d'appropriation de cette technologie. Moi je travaille avec le collectif CACITA [Centre autonome de construction interculturelle et de technologie appropriée], où on repense la technologie et où on l'applique. On cherche à faire naître d'autres sens de lutte, d'autres outils, politiques, anti-capitalistes, en bas à gauche, avec les gens, avec nos pauvres, les gens qui ont une culture propre et de la dignité, avec les indigènes. Je crois que c'est ça : apprendre, connaître, enseigner... J'en étais déjà convaincu avant 2006. J'avais déjà lutté avec les gens qui sentent le cuir des sandales, qui sentent le maïs... Ceux d'en haut disent qu'ils puent. Mais là je me suis senti plus proche d'eux, comme faisant partie de la même lutte. Si les communautés étaient toutes venues à Oaxaca, avec l'APPO, ils ne nous auraient pas écrasés comme

*iDuro compañer@s!*

ils l'ont fait. C'est sûr que ça aurait été une boucherie, parce que la répression ne se serait pas cantonnée à la ville, elle aurait gagné tous les villages, avec les paramilitaires. Aujourd'hui les massacres continueraient encore. En même temps, c'est bien. Je veux dire que si les villages ont réussi à se retenir... Parce qu'eux non plus ils ne pensaient pas qu'en descendant, avec leurs machettes et leurs épis de maïs, ils allaient gagner la guerre. Mais je suis persuadé qu'à un moment, les gens vont arriver à ce niveau de préparation. On se prépare. »



## LOS MEDIOS DE COMUNICACIÓN \* : CONSTRUIRE UN TERRITOIRE SYMBOLIQUE

\* Les moyens de communication

Extrait d'article paru dans le quotidien  
*Noticias, voz e imagen de Oaxaca*, 27 février 2007

### « LES MÉDIAS FACE AU CONFLIT OAXAQUEÑO

Rappelons que la dispersion de la population dans l'État d'Oaxaca résulte d'une part d'une multi-ethnicité et d'autre part d'une incroyable complexité géographique (presque toutes les plus grandes chaînes de montagnes se croisent et se mélangent sur ce territoire) qui rendent difficile la distribution des quotidiens dans toutes les villes et communes des régions. Oaxaca concentre presque 25 % des cantons du pays et chaque canton est à son tour composé de lieu-dits, de fermes et de hameaux éparpillés dans les montagnes et les vallées. La presse touche sans doute à peine 10 % de la population d'Oaxaca. Un exemple très simple : j'ai vécu pendant presque neuf ans à San Gabriel Etla, à une demi-heure à peine de la capitale. Pour se procurer un journal, il fallait marcher cinquante minutes à

*iDuro compañer@s!*

l'aller et cinquante minutes au retour pour se rendre à Villa Etla, où sont uniquement vendus les quotidiens locaux. Les quotidiens nationaux brillent par leur absence. [...] Les gens ne disposent donc, pour s'informer, que de la télévision, de la radio qu'ils peuvent capter, et d'internet pour ceux qui savent l'utiliser ou qui y ont accès. [...]

Le conflit *oaxaqueño* a su utiliser la révolution technologique de ces dernières années comme aucun mouvement au Mexique ne l'avait fait. Ceux qui n'étaient pas à Oaxaca suivaient avec attention les retransmissions de Radio Universidad ou Radio Plantón sur internet. Peu de temps après une manifestation ou des affrontements avec la police, on avait accès aux images filmées par des dizaines de vidéastes indépendants, ou simplement par des citoyens sympathisants du mouvement qui mettaient en ligne le jour-même les traces des événements. On lisait avec assiduité les analyses, les chroniques et les blogs. Et quand ceux-ci étaient fermés ou mis hors-service, comme ce fut le cas le 25 novembre, les textes étaient repris et publiés sur d'autres sites hébergés ailleurs qui se solidarisaient avec la lutte. [...]

La coordination du 25 novembre était très sophistiquée : toute la journée et jusqu'au lendemain, il n'y a pas eu de radio commerciale à Oaxaca, les fréquences étaient bloquées, et de nombreux sites internet furent attaqués ou retirés de la toile. Ce blocage des médias est une preuve que le ministère de la Communication et des Transports et celui de l'Intérieur avaient prévu et planifié absolument tous les détails des actes répressifs de cette journée, où un membre d'Indymedia Oaxaca figurait d'ailleurs dans la liste des arrêtés. »

---

*Moyens de communication*

---

Extrait d'un entretien avec M., enseignant membre de la  
Section 22 et coordinateur de Radio Plantón

« Dans l'État d'Oaxaca, la culture orale est très forte. Cette oralité est très inspirée des sons de l'environnement naturel, il y a beaucoup de références à notre environnement. En fin de compte, pourquoi ce mouvement a-t-il utilisé les radios? Pourquoi ce sont les radios qui ont été réquisitionnées, et pas les journaux? [...]

Oaxaca est l'État du Mexique où il y a le plus de radios, qu'elles soient légales ou non. On parle de plus d'une cinquantaine. C'est dû à la manière de vivre dans l'État, ce sont les mots et la parole qui sont utilisés pour transmettre le savoir, la culture, l'histoire, la résistance également [...]. Avec l'arrivée des générateurs électriques, les possibilités sonores se sont développées. On a commencé à entendre d'autres choses, qui venaient souvent d'ailleurs, d'autres pays. Dans beaucoup de communautés, on a commencé à installer des hauts-parleurs pour informer le village. Ils étaient souvent propriété exclusive du PRI. Dans d'autres communautés, les trompettes ou les cornes de brume ont été remplacées par des radios itinérantes, avec un micro et des enceintes. Elles servaient à annoncer les convocations aux assemblées, aux *tequios* [travaux communautaires], aux fêtes... Elles avaient aussi une fonction commerciale, elles prévenaient de l'arrivée des *tortillas* de Madame Machin sur la place centrale, etc. Il y a encore beaucoup de villages qui fonctionnent comme ça, avec les radios itinérantes. Depuis ce temps, les radios ont toujours été un enjeu politique majeur. »

Extrait de «Estrategias de comunicación y acción política»,  
Margarita Zires in *La APPO: ¿rebelión o movimiento social?*,  
coord. Víctor R. Martínez Vásquez, IISUABJO, 2009

«Communiquer va plus loin qu'informer ou transmettre des messages d'un émetteur à un récepteur. Le terme "communiquer" renvoie à celui de communauté et de construction de liens d'union. Il s'agit de dépasser le paradigme de l'information et du schéma vertical de l'échange social qu'il contient. [...]

[Radio Plantón] fait partie de l'ambiance du *zócalo* et du *plantón*. Les leaders du syndicat y parlent, les enseignants s'y expriment et, au fil des jours, la population en général également. C'est là, sur cette radio qui, tout à coup, a abandonné sa programmation, a offert une plus large diffusion et a laissé son téléphone ouvert, qu'on a exposé ses plaintes et qu'on a invité à une mobilisation plus large que celle du *plantón*. Le récit de Fernando Lobo est éloquent : "Le téléphone est devenu fou. [...] Il y avait la queue dans les escaliers de l'immeuble du syndicat, pour monter et dire quelque chose à la radio. C'était toujours des plaintes contre des policiers, des juges, des fonctionnaires, des députés, des délégués du gouvernement, des maires, des caciques, tous mentionnés en direct, sans coupure. La misère, les abus, l'autoritarisme, la répression, la corruption, l'abandon, la rage, des appels à la résistance et à la lutte. Tout par téléphone, en direct, sans interruption. [...]"

Presque immédiatement après [la destruction de Radio Plantón], des étudiants décident d'occuper Radio Universidad, de l'Université autonome Benito Juárez d'Oaxaca (UABJO), et grâce à l'aide du syndicat des employés ils arrivent à la faire fonctionner. Ils ont ainsi pu immédiatement faire savoir ce qui se passait en direct : témoignages oraux de la répression et

---

*Moyens de communication*

---

opinions multiples sur l'opération d'évacuation – voire critiques contre la stratégie des enseignants. Cette action, si rapide, montre qu'il existe une conscience de la nécessité d'avoir une voix, de se faire entendre, d'avoir un moyen de communication – au sens plein du mot *communication* – un moyen qui permette de construire un sens de "communauté" différent. »

**Extrait de *Oaxaca Sitiada***

« Il est huit heures du matin et, dans la revue de presse du 1400 AM [Radio Universidad], on entend la voix d'une auditrice : "Je veux juste dire aux journalistes, aux reporters, de ne pas vendre leur conscience, de ne pas vendre leur vérité. Je les invite à avoir de la dignité et à ne pas accepter l'argent du gouvernement". [...] Durant ces jours, le pire métier qui ait pu exister à Oaxaca, c'est celui de gouverneur. Mais juste après, un tout petit peu plus bas, on trouve le métier de journaliste. "Dites la vérité jeune homme, ne pliez jamais", c'est la phrase que nous avons entendue, nous journalistes, des dizaines et des dizaines de fois. [...] Dans le centre-ville, les photos des reporters, des envoyés spéciaux, des cameramen et des photographes de Televisa sont pendues à une corde avec une pancarte : "Menteurs !" À côté de ces images, le portrait d'Ulises Ruiz est affiché. "Assassin" est le qualificatif qui le désigne. »

## Les femmes (et la télévision)

Extrait de *Lo vimos, lo vivimos: narraciones en movimiento*, Oaxaca 2006, ouvrage collectif du Séminaire de journalisme créatif organisé par oaxacali-bre.org, Universidad de la Tierra et Swathmore College, 2009

«J'écris pour me rappeler. Parce que quand on perd la mémoire à cause de la peur, il est difficile de la récupérer. [...]

*Plantón* du ministère des Finances, 27 juillet 2006.

Depuis que nous sommes arrivées, la participation des gens du quartier n'a cessé d'augmenter, en particulier celle des femmes qui faisaient les gardes de l'après-midi jusqu'à minuit. Les *compañeras* disaient que, dans ce mouvement, nous avons la possibilité de rompre avec la forme de cohabitation entre hommes et femmes, de lutter contre les inégalités économiques et sociales, contre la discrimination physique et de classe, contre la violence familiale et sociale, pour la nécessité de s'organiser. Elles sentaient que c'était un espace à nous, parce qu'à la différence des autres occupations où la majorité des participants étaient enseignants, celle des Finances était tenue par les citoyens qui font partie du Front de quartiers, mandaté par l'APPO pour occuper ce ministère. [...]

Vers quatre heures, la *compañera* Anita qui était membre de la commission d'hygiène et de santé [...] était presque tombée dans le bac à poubelle en voulant y mettre un sac. Elle est restée immobile un instant et a dit : "Quoi? Nous les femmes, pourquoi ne pourrait-on pas faire autre chose que nettoyer ou faire à manger?" La question est restée dans l'air. À dix-huit heures, quand nous avons toutes été réunies, nous

*Les femmes (et la télévision)*

avons repris cette question et après analyse, nous avons conclu que nous vivons dans une société injuste, et d'autant plus pour les femmes qui vivent jour après jour la répression, la soumission, la violence, la pauvreté et l'injustice. Les femmes devaient se soulever et lutter pour continuer à gagner des espaces. La *compañera* Crucita a dit : "Organisons une manifestation de femmes !" Personne n'y a réfléchi deux fois. On s'est toutes motivées en se souvenant des femmes chiliennes et argentines. En parlant et en préparant, on lui a donné un nom et une date : Manifestation des casseroles, 1<sup>er</sup> août. [...]

31 juillet 2006.

Sur Radio Universidad, à dix-sept heures, on a entendu la voix d'une femme, fluette, douce, elle voulait paraître sûre d'elle mais on entendait qu'elle était nerveuse. Elle lançait un appel : "Les femmes unies des arrondissements et des quartiers d'Oaxaca, qui occupent actuellement le ministère des Finances, appellent toutes les femmes salariées, maîtresses de maison, intellectuelles, enseignantes, étudiantes, paysannes, ouvrières, sans distinction de classe ni d'âge, à participer à la Manifestation des casseroles, le 1<sup>er</sup> août à neuf heures. [...] Venez, participez, c'est important de montrer que les femmes ne sont pas d'accord avec le gouvernement". [...]

1<sup>er</sup> août 2006.

Je suis arrivée à l'heure au rendez-vous, à huit heures. Immédiatement, les autres *compañeras* du *plantón* des Finances ont commencé à arriver. On était encore assez peu. [...] On se disait : "Pourvu qu'il y ait au moins deux ou trois mille femmes !" Et leur nombre augmentait au fur et à mesure que le temps passait. Quand on s'en est rendu compte, elles

étaient déjà cinq cents, puis quelques instants plus tard, deux mille. C'était un vrai tintamarre et il arrivait encore plus de femmes, et de bruit, si bien que le lieu de rendez-vous s'est avéré trop petit. Nous, on a eu peur, mais on est passées de la peur à la surprise, puis à l'admiration. Les femmes n'arrêtaient pas d'affluer, avec leurs casseroles, leurs couvercles, leurs marmites et leurs spatules, dans un boucan d'enfer. Quand on a vu ça, on a décidé de ne plus passer devant les hôtels de San Felipe [quartier chic d'Oaxaca]: il y avait là-bas du beau monde et on ne voulait rien risquer. Rosa nous a dit qu'on avait dix-huit bus, mais ce n'était pas assez pour déplacer autant de femmes, et nous ne voulions pas non plus attendre là par peur de perdre le contrôle de la situation. [...]

Finalement, peu après neuf heures, nous avons déployé notre banderole et nous avons donné une voix aux mots de Ricardo Flores Magón: "Quand une femme avance, aucun homme ne recule", et le cortège de femmes a fait plus qu'avancer... À partir de ce jour-là, 1<sup>er</sup> août, nous avons gagné une grande place dans le mouvement social *oaxaqueño*. Pour la première fois, à l'occasion d'une manifestation impressionnante, sans peur de l'énorme force concentrée, les femmes ont exercé leur droit à l'expression librement, portant des fusils de papier et des armes faites avec des mots. [...] Un peu plus tard, la Doctora Berta s'est intégrée au cortège avec sa casserole. Les *compañeras* qui étaient près d'elle lui ont transmis un salut de reconnaissance pour son travail à Radio Universidad avec beaucoup de tendresse. [...] Dans la manifestation immense, ce sont la douleur, la haine et la non-conformité des femmes qui se sont levées contre un gouvernement fier et autoritaire. Au cri de: "Qu'il le veuille ou pas, Ulises s'en ira!", les femmes avançaient. [...] Quand le fleuve infatigable est passé devant un magasin de glaces, une femme s'est



*Les femmes (et la télévision)*

approchée avec une démarche justifiée par son opulence. Elle protestait, indignée, contre le bruit perturbateur. C'est alors que, comme une explosion, une femme du peuple est sortie du tumulte avec la sécurité de sa corpulence et a donné un coup de poêle sur la tête de la femme à la voix téméraire [...].

Quelques minutes avant dix heures, nous sommes arrivées à l'entrée de l'hôtel *Misión de los Ángeles*. Nous sommes entrées pour mettre en place le cordon qui allait fermer symboliquement ce lieu parce qu'Ulises Ruiz y séjournait. On était donc en train d'accrocher notre petite corde quand on a entendu un bruit de verre brisé, puis d'autres. Les manifestantes étaient très énervées et ont commencé à jeter les œufs qu'on devait lancer aux députés. D'autres ont choisi de casser les vitres et les employés ont fermé les portes. [...]

Nous sommes arrivées au *zócalo* peu après midi [...] et nous avons commencé le meeting, satisfaites. À la moitié, trois *compañeras* se sont avancées avec une proposition que nous avons approuvée, et nous sommes tombées d'accord pour la soumettre à l'approbation de l'assemblée. La voix qui parlait au micro annonçait aux dix mille femmes présentes : "*Compañeras*, on nous propose d'aller à Canal 9, vous voulez y aller?" Et elles ont toutes répondu : "Ouiiiiiii!" Les premières se sont déplacées grâce aux bus qui avaient été réquisitionnés. Celles qui n'ont pas atteint les bus à temps ont dû, bon an mal an, prendre des taxis, des camionnettes, faire du stop, et finalement arriver aux locaux de la Corporation *oaxaqueña* de radio et de télévision (CORTV) en chantant en chœur : "Presse, presse, presse, si tu as de la dignité, nous te demandons de dire la vérité!"

Les premières *compañeras* qui sont entrées dans les locaux ont essayé de parler avec les directeurs pour qu'ils nous donnent

*iDuro compañera@s!*

un espace. Nous voulions juste diffuser “un peu de tant de vérité”, comme le disait notre *compañera* Estelita. Seulement une heure pour communiquer au peuple la réalité du mouvement, pour dire notre vérité. Comme ils ont refusé, nous sommes restées. Après tout, ils nous avaient toujours dit que c'était *El Canal de los Oaxaqueños*... [...]

Les femmes étaient enthousiasmées, je crois que 90 % d'entre elles ne connaissaient pas les locaux, leurs visages ressemblaient à ceux d'enfants devant quelque chose de nouveau. Rapidement, les couloirs, les bureaux, les cabines et les salles de réunion se sont remplis de femmes motivées qui faisaient pression sur les travailleurs pour qu'ils remettent en place la fréquence de la radio et la télévision, aux cris répétés de: “Les femmes, unies, ne seront jamais vaincues!” J'allais d'un endroit à un autre, je croisais des femmes partout, je montais et descendais pour essayer de calmer les *compañeras* qui commençaient à s'énervier et à menacer de détruire tout ce qui se trouvait sur leur passage. [...]

À quinze heures cinq, la transmission radio a enfin démarré. Les voix tues, les voix enfermées depuis toujours se sont converties en voix revendicatrices, en voix libertaires, qui avaient beaucoup à dire. On a commencé à émettre et à prévenir que les femmes *oaxaqueñas* avaient réquisitionné les locaux de Canal 9 pour rompre avec le silence médiatique, parce qu'aucun média ne couvrait le mouvement et Radio Universidad ne s'entendait presque pas à cause des interférences constantes. La voix féminine qui était en direct demandait: “Que toutes les femmes qui sont chez elles en train de préparer la soupe et le plat du jour arrêtent de cuisiner et viennent ici ! Nous allons récupérer ce qui est à nous, nous devons le faire, pour la dignité des femmes, du peuple, de nos enfants. Femme, arrête de faire la cuisine, s'il te plaît ! Si tu ne peux pas sortir, allume

*Les femmes (et la télévision)*

la télévision.” Après qu’on ait commencé à émettre, les queues de femmes impatientes de parler à la radio ont commencé à se former, elles avaient toutes des choses à dire. Elles entraient cinq par cinq en cabine, le temps d’attente était presque éternel. [...]

À quatre heures, la magie des simples mots prononcés par les femmes a porté ses fruits : des hommes et des femmes du peuple sont arrivés pour protéger les locaux et les antennes. [...] Il était sept heures et quart, je me suis approchée du lieu où se trouvait le master et, à travers la vitre, j’ai vu mes *compañeras* du *plantón* des Finances, celles que je cherchais, assises devant les caméras de la télévision. À ce moment précis, elles étaient en train de se préparer pour passer à l’antenne. Je suis descendue en courant pour les voir, pour les écouter parler sans prendre de poses, sans maquillage, sans glamour, au plus un rapide lissage de la chevelure que nous avions toutes ébouriffée à ce moment-là. [...] À la radio et à la télé sont apparus des travailleuses et des travailleurs, des indigènes, des organisations sociales et civiles, des musiciens, des paysans, des maîtresses de maison, des travailleuses du sexe, des peintres... Tout le monde dénonçait les abus, le saccage des ressources naturelles, la répression policière, la violence, les abus sexuels, l’insécurité de l’accès à la propriété de la terre, les injustices. [...]

Pendant vingt-et-un jours, le Canal 9 a vraiment appartenu aux *Oaxaqueñas*. À la radio, on lisait les accords de l’APPO et on demandait son avis au peuple, même si souvent il n’était pas pris en compte. [...] Malgré quelques contradictions, la radio et la télé de l’État, tenues par les femmes de l’APPO, ont atteint les niveaux les plus hauts en matière d’audience. [...] Pendant vingt-et-un jours, les femmes ont eu le pouvoir, le pouvoir conféré par les médias. Ils ont voulu faire taire nos

*iDuro compañer@s!*

voix, ils ont voulu revenir au silence, mais ça n'arrivera pas, parce que ce mouvement a imprégné nos consciences d'idées libératrices et une puissante capacité d'action et de résistance a fleuri dans nos âmes. »

Extrait du film documentaire

*Il ne se passe rien à Oaxaca ? (¿En Oaxaca no pasa nada?).*

Émilienne Temples, Technologí System Produccion, 2009

« Mon père était... mon père buvait. Mon père, à l'occasion, criait, ne respectait rien. Et ma mère le soutenait toujours plus. Je me disais : "Ce n'est pas possible, maman devrait nous défendre, nous sommes ses filles, comment est-il possible qu'elle soutienne autant mon père ?" Il arrivait à table avec mes deux petits frères et il leur disait de manger : "Que mangent les hommes ! Quand les hommes ont mangé, tout le monde a mangé !" Nous, on restait sur notre faim, on se demandait comment c'était possible.

Depuis, j'attendais le jour où, moi, je pourrais décider. Et ce jour est arrivé le 1<sup>er</sup> août 2006. Je suis allée à la manifestation avec une amie. Elle, elle n'aime pas beaucoup ça, mais elle me disait qu'elle voulait voir si c'était vrai que les femmes allaient se rassembler. On est parties. Quand on est arrivées à la Fontaine des sept régions, il y avait... une infinité de femmes, avec leurs poêles, leurs casseroles. Quand elles ont commencé à crier les slogans, je me suis dit : "Ce n'est pas possible ! Nous, les femmes, qui sommes toujours soumises, dans la cuisine, à s'occuper du mari et des enfants, nous sommes dans une manifestation !" C'était un rêve devenu réalité. Les hommes se sont même sentis mal après ce mouvement, parce que nous n'étions plus là pour leur donner leur café, leur sandwich, et qu'ils devaient laver leur tasse eux-mêmes. »

*Les femmes (et la télévision)*

Extrait de la déclaration officielle de formation de la *Coordinadora de mujeres oaxaqueñas* (COMO),

1<sup>er</sup> août 2006,

tiré du film documentaire *Morena*, Mal de Ojo, 2006

« Nous, les femmes *oaxaqueñas*, nous nous sommes réunies et organisées pour abolir le pouvoir autoritaire imposé par le tyran qui maintient l'État dans l'instabilité. Nous sommes des femmes qui luttons aux côtés de notre peuple pour dénoncer et rompre les chaînes qui nous maintiennent dans l'obéissance et le désespoir. Nous sommes la cible quotidienne des abus de la société, qui tente de nous minimiser en maintenant l'inégalité entre hommes et femmes. C'est une société dans laquelle le fait d'être femme continue d'être un crime. [...] Nous sommes des femmes indigènes, métisses, ouvrières, paysannes, maîtresses de maison, infirmières, doctresses, étudiantes, enseignantes, des femmes *oaxaqueñas*, toutes mexicaines. Nous nous permettons de rêver d'un Oaxaca transformé grâce au travail et à l'organisation [des femmes], et nous sommes solidaires des autres luttes légitimes et des autres femmes qui, tous les jours, se battent pour obtenir la justice. »

Transcription d'extraits de la base de données vidéographiques mise à disposition par la coopérative de production Mal de Ojo

[Journal de 19h de Televisa, 1<sup>er</sup> août 2006]

« À 13h, le Canal 9 a été brouillé car des femmes se sont énervées et ont occupé de manière pacifique les locaux. Soixante employés de la chaîne sont restés à l'intérieur. Six heures plus tard, la directrice donnait une conférence de presse : "Ils ont été menacés d'être déshabillés, frappés, et même brûlés. J'exige du gouvernement fédéral qu'il nous

*iDuro compañer@s!*

fasse la faveur de libérer les personnes qui sont séquestrées à l'intérieur des locaux." »

[Première émission du Canal 9 occupé, 1<sup>er</sup> août 2006]

« Aujourd'hui est un jour historique dans notre Oaxaca. Aujourd'hui, nous, les femmes, nous avons décidé d'organiser une grande manifestation où nous étions environ dix mille. Demain, la presse va certainement dire que nous étions deux cents. Où est-il mentionné que le Canal 9 informe ? Ce n'est que de la désinformation. Chaque jour, ils nous bombardent uniquement de ce qu'ils veulent nous donner. Nous sommes pacifiques, nous sommes tranquilles, les locaux ont été respectés, rien n'a été vandalisé, aucune vitre n'a été brisée, le personnel est protégé et en bonne santé. Ils disent qu'il y a des blessés, ce sont des mensonges, personne n'a été frappé. Et si le Canal 9, qui se dit être une chaîne d'information alors qu'elle ne diffuse que des mensonges, continue à servir de sbire aux gouvernants, aux autorités, nous prendrons d'autres mesures. Cela vaut aussi pour la radio, ces radios commerciales qui manipulent les gens. Les gens les croient ! Citoyens, réveillez-vous s'il vous plaît ! Peuple, réveillons-nous ! »

Extrait de «Estrategias de comunicación y acción política», Margarita Zires in *La APPO: ¿rebelión o movimiento social?*

« Cette expérience inédite en matière de télévision touche à sa fin le 20 août quand les antennes et l'émetteur du Canal 9 sont détruits par des tirs venant d'un groupe de paramilitaires, faisant un blessé, un enseignant membre de la commission de sécurité nocturne des antennes. Cet acte a provoqué, le lendemain matin, l'occupation de douze radios commerciales par l'APPO : elle monopolisait alors tout le

## *Les radios*

cadran. [...] Quelques jours après, plusieurs stations de radio sont rendues à leurs propriétaires sauf deux, Radio Oro et Radio La Ley, [...] qui arrive à couvrir 80 % des communautés dans tout l'État d'Oaxaca. Cette radio change de nom et devient Radio APPO, *La ley del pueblo* [la loi du peuple].

Le 22 août, un jour après l'occupation des radios, la guerre sale de l'État se renforce et se dirige surtout contre les médias réquisitionnés par l'APPO. La nuit, un grand contingent de policiers municipaux armés et vêtus de noir a fait son apparition. Il est surnommé "escadron de la mort" par la population. Il se déplace à bord d'une vingtaine de véhicules au moins et tire des balles en l'air, ou contre les *plantones* des enseignants. La Ley a tout de suite commencé à informer les gens des déplacements du convoi, a appelé à mettre en place des barrières de protections et à s'unir pour défendre l'APPO. »

## **Les radios**

Extrait d'un entretien avec N., enseignant membre de la Section 22 et coordinateur de Radio Plantón

« Radio Plantón apparaît le 22 mai 2005. [...] L'idée de renforcer notre crédibilité, en nous dotant d'un espace de communication, avait déjà été débattue dans plusieurs forums et assemblées et avait été ratifiée par l'Assemblée de l'État de la Section 22 en 2005. Au début, c'était un émetteur partagé avec plusieurs organisations comme Radio Guetza, Radio Nopalera ou les *compas* de la Tupamovil. À ce moment-là, Radio Plantón n'était pas seulement la radio des enseignants. Au début, l'idée était de couvrir les campagnes de mobilisation grâce à la radio. Elle ne se voulait pas une radio permanente.

*iDuro compañer@s!*

On faisait des enregistrements sur des cassettes que l'on passait grâce à des enceintes. [...] Et petit à petit, les gens ont commencé à appeler de plus en plus souvent la radio pour faire passer des messages de lutte, de soutien et de résistance.

Pendant le *plantón* enseignant de 2005, la radio avait eu une importance énorme et, à la levée du campement, la Section 22 avait décidé de la fortifier, de plus s'investir dans sa construction et de continuer le défi qu'on avait commencé à se lancer. C'était une autre dynamique, parce qu'on était à douze heures d'émission par jour et on a dû s'activer. Les gens ont commencé à en demander plus à Plantón. [...] En septembre, la Section a reçu un don de l'étranger, un émetteur fixe. On l'a installé dans l'immeuble du syndicat. C'est la deuxième étape de Radio Plantón, celle où on adopte ce nom-là d'ailleurs. Le siège devient officiellement l'immeuble de la Section, la radio s'approprie le 92.1 FM et enregistre son hymne "*Poniendo ideas en tu conciencia*" [Pour mettre des idées dans ta conscience]. Pendant un an, la radio a grandi de différentes manières. Le plus curieux, c'est que c'était surtout des *compañeros* non-enseignants qui l'animaient. Les gens de la société civile se sont plus investis dans la radio que les enseignants. Le *magisterio* n'arrivait pas à comprendre l'impact, la transcendance que pouvait avoir une radio. Je dois préciser que Plantón avait une manière de fonctionner horizontale, et non verticale. Il n'y avait pas de directeur, ni rien, c'était plutôt une coordination. Du 23 mai au 14 juin 2006, on a animé la radio vingt-quatre heures sur vingt-quatre. [...]

Grâce aux ateliers, on avait réussi à former quelques personnes au travail de la radio, qui ont eu une importance-clé dans ce que j'appellerai une troisième phase. [...] À partir du 14 juin, on a vu les résultats du pari que la Section 22 s'était



### Les radios

lancé quand elle s'était dotée d'une radio. Dans les faits, les enseignants ne s'y sont pas beaucoup investis, à part pour les frais que son infrastructure implique (l'immeuble, l'électricité, le téléphone, internet, etc.). [...] Pendant toute cette période, Radio Plantón a continué à jouer son rôle, à travailler depuis différents lieux, avec peu de gens, pour mettre en place les streamings, la transmission par internet. Malgré notre manque de connaissances techniques, on a réussi à émettre sur la toile. C'est l'expérience acquise lors de cette troisième étape. Des *compañeros* solidaires nous ont appris à faire fonctionner tout ça. Tout avec Linux en plus ! Parce que quand on a voulu le faire avec Windows, ils nous ont "hackés", ils nous ont court-circuités. On a dû apprendre à se servir de ce nouveau système d'exploitation, Linux. Aujourd'hui, nous savons que c'est beaucoup mieux, et beaucoup plus sûr. De toute façon, c'est cohérent avec notre logique. Si nous sommes en train de dire qu'on combat le système capitaliste, on ne peut pas continuer à utiliser Windows, Microsoft et compagnie. Le logiciel libre fait partie de nos armes. Et les compagnons de lutte qui s'y connaissaient un peu sont devenus des experts ! [...]

Maintenant, une nouvelle étape s'annonce pour Radio Plantón, une étape de bataille sans fin pour émettre. Grâce à des négociations, la Section a été indemnisée pour la destruction du matériel de la radio. On a progressivement tout remis en état, mais elle a été stoppée quelques jours après la première tentative d'émission... Le 92.1 FM est maintenant bloqué de manière permanente... du coup on a changé de fréquence. »

*iDuro compañer@s!*

Extrait retranscrit de Radio Universidad occupée, 17 juin 2006.  
archives de Radio Plantón

« Le slogan des citoyens, des universitaires, c'est : "Radio Universidad, la radio de la vérité". Nous avons commencé à distribuer des tracts pour que les gens nous écoutent. [...]

Si vous pouvez vous rendre à la fac de droit, au coin de la rue de l'Indépendance et d'Alcalá, c'est là-bas que la manifestation va commencer. Celle d'hier a été un franc succès, il est important de ne pas baisser le ton des slogans : Ulises Ruiz, hors d'Oaxaca ! Continuons à avoir des revendications populaires : liberté pour les prisonniers politiques ! Poursuites judiciaires pour les destructeurs du patrimoine historique et culturel d'Oaxaca (Llano, *zócalo*, Fortín) ! Ne nous laissons pas emporter par les commentaires des médias, ils ont la consigne de ruser pour ne diffuser que certaines vérités manipulées. Les informations des enseignants sur les actions qui vont être organisées sont en train d'arriver, mais quoi qu'il en soit, l'important est de vous inviter tous, vous tous, à participer à la manifestation. »

Extrait d'article paru dans le quotidien  
*Noticias, voz e imagen de Oaxaca*, 7 septembre 2006

« L'APPO REND PUBLIQUE LA GRILLE DES PROGRAMMES DE RADIO APPO

La "*Ley de la APPO*", comme l'ont auto-baptisée ceux qui émettent depuis le 710 AM, lance sa nouvelle programmation à partir de lundi. L'objectif est d'organiser, de diffuser, ainsi que de contribuer à la formation politique, éducative et culturelle des citoyens, dans la mesure du possible. C'est ainsi que l'a présenté le coordinateur provisoire. [...] D'un autre côté, il

### *Les radios*

précise que les nuits sont habitées par la paranoïa et la méfiance : les rumeurs d'intervention sont constantes et, depuis la violente attaque ayant causé la mort de l'architecte Lorenzo Sampablo, les gardes jusqu'au lever du soleil se font dans la tension. Des invitations à venir aider à surveiller la radio passent donc constamment à l'antenne.

La programmation, de lundi à vendredi, est répartie de la manière suivante :

De cinq à sept heures du matin : *Buenos días pueblo* [Bonjour peuple], suivi de *Oaxaca al alba* [Oaxaca à l'aube], pour continuer avec *NotiAPPO* [le journal de l'APPO] de huit à neuf heures. Dans ce dernier, les événements ayant eu lieu dans la nuit ainsi que les actions prévues pour la journée sont annoncés. À la fin du journal, la programmation continue avec les *Comentarios de la maestra Carmen* [Commentaires de l'enseignante Carmen] et *La hora de la chiquiguardia* [L'heure de la petite garde]. Cette émission est faite pour les enfants, on y fait la lecture et on y aborde des thèmes pour les élèves d'école primaire ou les adolescents de collège. Il y a ensuite une suspension de midi à quinze heures, puis l'émission *Organizando mi barrio* [Pour organiser mon quartier], dans laquelle les membres de l'APPO proposent la formation de comités représentatifs, mais surtout "populaires". La transmission continue ainsi, avec les revendications de la population [...], jusqu'à dix-huit heures où, pendant une heure, l'espace est ouvert aux organisations sociales qui manifestent leur non-conformité et donnent leur interprétation de la situation. À dix-neuf heures, *¿Qué hacer? Las tareas urgentes de la APPO* [Que faire? Les tâches urgentes de l'APPO] prend l'antenne pour deux heures, terminant par un autre *NotiAPPO*. Enfin, de vingt-deux heures à minuit, l'émission intitulée *A las barricadas* se charge d'assurer la communication entre les *compañeros* de

*iDuro compañer@s!*

l'APPO et les enseignants sur les différents points de blocage de la ville, les institutions et les aménagements occupés. De minuit à deux heures du matin, l'espace est réservé aux "urgences" éventuelles.»

Extrait de «Estrategias de comunicación y acción política», Margarita Zires

«Radio Plantón est remise en route au début du mois d'octobre, même si c'est avec une plus faible couverture, et Radio Universidad est réparée [inutilisable après un attentat à l'acide sur l'émetteur] à la mi-octobre. Cependant, Radio La Ley, le bastion de l'APPO bénéficiant d'une couverture sur tout l'État, est bloquée le 23 octobre. Le 26 octobre, une radio clandestine – sans autorisation légale – fait son apparition. Elle soutient ouvertement Ulises Ruiz et diabolise les membres de l'APPO. Elle s'appelle Radio Ciudadana [citoyenne], émet depuis un lieu inconnu et les numéros de téléphone qu'elle donne sonnent toujours dans le vide. Le même jour, toutes les radios privées et commerciales d'Oaxaca subissent soudainement une interruption. Il ne reste donc que deux stations de radio sur la place publique radiophonique: Radio Ciudadana et Radio Universidad. C'est un scénario évidemment mis en place par les hautes sphères gouvernementales locales et fédérales, avec le soutien du ministère de la Communication et des Transports. Les premières émissions de Radio Ciudadana assurent qu'elles donneront la parole "au vrai peuple d'Oaxaca" et invitent les auditeurs à dénoncer les abus du mouvement social. Les voix de ces auditeurs supposés être "le vrai peuple" traitent les enseignants de "merde", implorent le gouverneur de "bien s'accrocher" et incitent la population à enlever les barricades.»

---

*Les radios*

---

Extrait retranscrit de Radio Ciudadana (non-daté),  
archives de Radio Plantón

« Oui bonjour, allez-y.

[voix de femme] “Allo? Oui? Nous faisons partie d’une fédération, mais le gouvernement fédéral est en train d’oublier Oaxaca. Quand une autorité ne s’occupe pas d’un problème, elle commet un délit. Je crois que l’on peut aussi demander un jugement politique contre le Président de la République en collectant des signatures de citoyens, à l’intention de la Cour suprême de justice de la Nation. Parce que ce qu’est en train de faire ce monsieur, c’est un grave délit. Il nous ignore pour ne pas quitter son poste avec les mains sales. C’est indigne! [...] Que tous ces vandales sortent d’ici, que ce gros monsieur, cet horrible crasseux [elle se réfère à Flavio Sosa, porte-parole parmi d’autres, considéré comme le leader de l’APPO par les médias], ne puisse plus poser un pied dans l’État d’Oaxaca. Je ne lui ai rien fait et lui, qu’est-ce qu’il a fait? Il a détruit Oaxaca. [...]”

[voix d’homme] “Que toutes les p’tites femmes, les femmes, les jeunes filles, fassent bien attention quand elles se déplacent, surtout dans les endroits sombres. Parce qu’il se trouve que beaucoup d’entre eux ont le SIDA. Les *appos*, ces vandales, ils ont le SIDA et ils cherchent à violer les femmes la nuit, ou au petit matin, dans le but de les contaminer.” »

Extrait de «Estrategias de comunicación y acción política», Margarita Zires

« La réquisition des médias a été le produit de différents groupes d’autogestion qui se créaient in situ : dans le cas de Radio Universidad, les étudiants ; dans le cas du Canal 9, les

*iDuro compañer@s!*

femmes de divers secteurs sociaux, d'âges différents qui, pour la plupart, n'étaient pas membres d'organisations politiques ; dans le cas des douze stations occupées après le 21 août, divers groupes de voisins, d'enseignants évidemment, et d'autres membres de l'APPO. Leurs actions ne répondaient pas à des décisions prises par le Conseil provisoire de l'APPO, censé être la tête du mouvement.»

## La musique

Extrait de *Memoria, identidad y representaciones sociales en el cancionero del movimiento de Oaxaca 2006*,

mémoire de maîtrise en anthropologie sociale,

Violeta Zylberberg Panebianco, CIESAS, 2009

« En accord avec ma propre subjectivité, je voudrais mentionner que je suis mexicaine, fille d'argents qui sont arrivés au Mexique pour fuir la dictature militaire en Argentine. J'ai grandi en écoutant des chansons de lutte latino-américaines. Écouter ce type de chansons fut pour moi une manière d'apprendre et de ressentir ces histoires. Dans l'histoire du Mexique, le lien entre la chanson rebelle et les luttes populaires est très important. On retrouve par exemple les chants de la guerre d'Indépendance, ainsi que les chants de lutte contre l'invasion française et, bien sûr, ceux de la Révolution mexicaine. C'est elle qui a généré le plus grand répertoire, surtout avec des chansons du genre des *corridos* épico-lyriques. Le mouvement étudiant de 1968 a lui aussi produit un répertoire de chansons épico-tragiques. Nous connaissons également l'importance des chants d'insurgés des diverses guérillas paysannes des années 1960 et 1970, et bien sûr la grande production musicale générée par le mouvement zapatiste de l'EZLN. »

---

*La musique*

---

Extrait du film documentaire *Sígueme Contando*,  
CESOL (Centre social libertaire)/luzKemada, 2008

Professeur Che Luis :

« En tant que compositeurs, nous avons l'opportunité de mettre dans nos paroles beaucoup de choses en rapport avec la question sociale. On raconte au jour le jour ce dont nous sommes témoins. C'est assez satisfaisant de voir qu'au moyen de cet art, la musique, nous pouvons transmettre notre manière de penser, de voir les choses. Moi, j'aime le rythme tropical et c'est celui qu'on a donné à beaucoup de nos mélodies, y compris pour celles de la lutte enseignante qui a eu lieu en 2006. Des rythmes tropicaux, des rythmes joyeux, parce que dans la lutte, tout n'est pas que tristesse, il faut y inclure la fête et la joie ! [...]

Quand [...] l'APPO est née, des forums et des réunions se sont mis en place sur le thème de la culture, entre autres. À partir de ce moment-là, plusieurs compositeurs, chanteurs, poètes, peintres, tout un ensemble de personnages du milieu artistique se sont fait connaître et se sont connus entre eux. Nous nous sommes ensuite investis dans cet endroit ensemble, on a commencé à voir arriver le matériel, les disques. Les radios occupées par et pour le mouvement les ont passés à l'antenne et, peu à peu, ça a plu aux gens. »

Ghis :

« On m'appelle Ghis, ou l'accro du rap. Cela fait sept ans que je suis dans le mouvement social, ici, dans la ville d'Oaxaca. [...] Parce que le gouvernement a toujours voulu réprimer et faire ses petits trucs dans son coin. Alors j'essaie d'élargir, de faire sortir de l'ombre, avec ce que je rappe, ou

*iDuro compañer@s!*

avec ce que je graffe. Tu cries, tu cries ce que tu veux dire, ce que tu n'as jamais pu dire, ce qui ne sera jamais dans les médias. La classe! [...]

*El son de la barricada*, c'est une chanson du mouvement, très importante. Quand on était déprimés ou épuisés, on écoutait la radio: "Cette chanson est pour la barricade de tel ou tel endroit, pour un tel, une telle, et puis pour tout le monde!" On entendait: "¿Qué de dónde son, qué de dónde son?!", la joie se propageait, on était tous contents! On repartait pleins d'énergie chercher du bois, du café, faire une ronde, etc. [...]

Le 25 novembre, j'ai réussi à m'échapper, je suis arrivé à rejoindre la maison d'un *compa*. [...] J'ai pris un papier et je lui ai dit: "Aujourd'hui c'est le jour, il faut écrire quelque chose". J'ai écrit toute la nuit, je ne pouvais pas dormir. On a enregistré la chanson et, le lendemain, on est retournés au campus, j'avais mon disque à la main. Je l'ai proposé à Radio Universidad et ils l'ont accepté. J'ai été arrêté le 16 février 2007 à cause de ma participation au mouvement et à cause de cette chanson, qui s'appelle *Bazooker@s*. Des paramilitaires sont arrivés, ils m'ont fait monter à bord d'une camionnette, puis m'ont frappé pendant près de cinq heures. »

Fernando Guadarrama, pour le groupe Tapacamino :

« La culture, la créativité, ce sont aussi des armes, des armes contre le fascisme, contre la répression, contre le gouvernement imposé. C'est une manière de dire, ou de faire valoir sa voix et sa présence, sa participation. [...] Cette guerre a aussi été une guerre d'imagination et de créativité. Pendant tous ces mois, il y a eu mille expressions. [...] La ville était à nous : il n'y avait pas de police, pas de gouvernement, la place était à nous. On



---

*La musique*

---

venait de partout, on se mélangeait avec les *hip-hoper@s*, les *cumbier@s*... On passait des dimanches entiers à jouer! [...] Dans les médias, ils disaient qu'à Oaxaca, c'était le chaos. Mais réellement, les mois que nous avons vécus dans la ville occupée, [...] je m'en souviens avec plaisir, parce qu'en vérité, on allait très bien! Je crois que c'est plus dangereux maintenant, après la répression. On court plus de risques à marcher dans la rue que quand la ville était aux mains du mouvement.

[À propos du *Son de la barricada*]

On a simplement fait ce qui se fait dans ce pays depuis toujours. C'est l'idée du *corrido* [rythme valsé], celle de raconter les histoires comme elles se passent, grâce à la musique. C'est juste qu'on a choisi de lui donner un rythme de... C'est comme une petite *rumba*, moitié *rumba*, moitié *cumbia*, quelque chose comme ça. Elle est très simple. Mais je crois que ce qui plaît beaucoup aux gens dans ce *son*, et qui nous plaît beaucoup à nous aussi, c'est que ce qu'il raconte peut donner de la joie à n'importe quelle personne qui a un esprit libertaire, n'importe où dans le monde. Il raconte l'histoire d'un peuple qui vire les policiers de la ville à coups de pied. Ils sont arrivés pour réprimer, de manière totalement fasciste, et tout le monde est sorti pour réellement leur mettre des coups de pied au cul. C'est ça que ce *son* raconte. Ça nous plaît, évidemment, parce que ce sont des jours qu'on doit se rappeler pour toujours, non? Ce 14 juin est resté, et restera gravé (de la même manière que le 2 novembre) comme un jour où nous avons fait reculer la police, un jour où nous avons vaincu tout l'appareil répressif mis en place par l'État. Et ça, c'est historique. »

*iDuro compañer@s!*

Extrait du mémoire de maîtrise en anthropologie sociale  
*Memoria, identidad y representaciones sociales en el cancionero del movimiento de Oaxaca 2006*

« [Entretien avec Doña Luz, femme au foyer] “Les chansons, en plus d’être entendues à la radio, étaient jouées en public : sur le *zócalo*, au Canal 9, dans n’importe quel meeting, n’importe quel événement. Du plus ‘bourge’ au plus ‘camarade’, ils ont tous fait des chansons. Pourquoi ? Pour exprimer ce que l’on ressent. Il y a des gens qui le comprennent en le vivant, et c’est quelque chose qui se répand en le chantant. C’est une autre manière d’atteindre les gens qui ne comprennent pas ou ne veulent pas comprendre avec un livre, un article de journal, etc.” »

## Les murs

Extrait du manifeste d’ASARO  
(Assemblée des artistes révolutionnaires d’Oaxaca), 2006  
<http://asar-oaxaca.blogspot.com/>

« Révolutionnaires d’Oaxaca,

l’APPO a lancé un appel à créer plusieurs *APPOs* dans le but d’organiser tous les secteurs en résistance et d’unifier la lutte contre la tyrannie d’un gouvernement qui ne représente que les intérêts des riches. En octobre 2006, la première réunion de tous les collectifs artistiques, artistes indépendants, artistes populaires et créateurs de diverses disciplines artistiques a été convoquée.

*Les murs*

Faiseurs de pochoirs, graffeurs, graveurs, peintres, photographes, vidéastes, gens du théâtre, dessinateurs, caricaturistes, nous nous manifestons pour impulser la recherche d'un art nouveau, libre et engagé aux côtés de notre peuple en résistance, opprimé, aliéné par la culture imposée et individualiste. [...] Nous nous engageons à diriger nos expressions artistiques vers la rue, vers les espaces populaires, avec l'objectif de créer une conscience de la réalité sociale [...]. Le contenu de nos expressions artistiques sera simple et direct, facilitant ainsi le dialogue artistique créateur entraîné par la présence du spectateur, chaque fois plus impliqué dans les manifestations. Chacun de nous luttera pour une assemblée unitaire, autonome, démocratique, libre, critique, auto-critique, sensible et engagée pour les revendications justes de notre peuple. Exprimer la vérité nous rendra libres. [...]

Nous croyons que l'art public est une forme de communication qui permet le dialogue avec tous les secteurs de la société et qui rend possible la visualisation des conditions de vie réelles, des normes et des contradictions qui habitent notre société. Face à l'irrationalité du gouvernement et à l'oppression qu'il utilise pour se maintenir au pouvoir, ASARO cherche à créer des images qui synthétisent la force critique qui vient de la périphérie, des quartiers, des villages, etc. »

Extrait de «La calle es nuestra: intervenciones plásticas en el entorno de la APPO», Norma Patricia Lache Bolaños  
in *La APPO: ¿rebelión o movimiento social?*

« Les actions de protestation ont fondamentalement été des actions de rue : les *plantones*, les barricades, les manifestations, les rassemblements, les blocages routiers, l'occupation d'immeubles du gouvernement et de stations de radio, etc.

*iDuro compañer@s!*

La rue, en tant qu'espace public, a été occupée par ses propres habitants. Occuper la rue est une preuve de pouvoir, et le faire en y incrustant des symboles est un moyen de délimiter un territoire. [...] Pendant tout le conflit, on pouvait lire des phrases comme "Bienvenue, ce territoire est à l'APPO".

Les murs et le mobilier urbain de la ville d'Oaxaca sont intervenus pour se convertir en support pour les graffitis, les affiches, les pochoirs et les autocollants au contenu politique. [...] Ils montraient plus de textures, d'images dynamiques et des variétés de couleurs. Une intervention politique était suivie de nouvelles interventions plastiques qui enrichissaient les messages antérieurs. Tout ceci a modifié le paysage visuel de la ville, contribuant ainsi à la construction d'une image de la société rebelle. [...]

L'art de rue *oaxaqueño* faisait allusion aux acteurs du conflit, aux images inspiratrices de la lutte, aux dates emblématiques de la résistance, qui s'inscrivaient ainsi dans la mémoire. [...] Le pochoir-graffiti s'est converti en un répertoire visuel de l'évolution au jour le jour du mouvement social en cours, de ses acteurs et de leurs conditions de vie. Il a frappé les passants en montrant des images violentes et des épisodes héroïques du mouvement, en les transformant en langage artistique. Il a utilisé un minimum d'éléments, en termes de couleurs et de matériel. Premièrement parce que le message devait être clair, et deuxièmement parce que l'intervention devait être rapide : la menace policière était toujours présente. »

## LA SOLIDARITÉ EN ACTES : PROTÉGER SON TERRITOIRE PHYSIQUE

Paroles de la chanson *À las barricadas*, Andrés Contreras

Les cloches et les pétards  
se font entendre  
dans le jour levant  
et nous sortons en courant  
vers les barricades.

*À la barricade, à la barricade  
nous partons en courant,  
à la barricade.  
Je m'en vais avec mon foulard chéri  
pour que les flies  
ne puissent rien me faire.*

Des sacs plein de sable,  
n'importe quel pneu usé,  
des pierres, des branches,  
des vieux meubles,  
font une bonne barricade.

*iDuro compañer@s!*

Des pétards pour donner l'alerte,  
très tôt le matin.  
Il faut toujours être prêt,  
sur la barricade,  
sur la barricade.

*(refrain)*

Une tranchée improvisée,  
des murs de protection  
contre la répression.  
Les bombes incendiaires  
prêtes à être lancées,  
pour arrêter les forcenés.

*(refrain)*

Il y a maintenant  
des milliers de tranchées  
qui se dressent, où vous voulez,  
pour veiller sur la lutte de l'Antequera.

[vieux nom de la ville d'Oaxaca]

Des bâtons, des pierres  
et des lance-pierres,  
prêts à être utilisés,  
à la chaleur du feu,  
sur les barricades,  
sur les barricades.

*(refrain)*

## *Ériger des barricades*

Extrait du film documentaire *El muro*,  
Université autonome métropolitaine – Xochimilco, 2008

Itandehui, membre d'ASARO :

« Dès le 26 novembre, la Mairie s'est appliquée à effacer, avec des quantités de peinture extraordinaires, toutes les traces de l'APPO dans la rue. [...] À certains endroits, on trouve une dizaine de couches de peinture les unes sur les autres, parce qu'à chaque fois qu'ils effacent, on recouvre. À chaque manifestation, on efface les traces faites par les équipes de nettoyage sur les murs de la ville, et deux heures après ils repassent une couche. [...] Mais avant cela, c'était un territoire libre, il n'y avait pas de policiers. Ou alors s'ils essayaient de s'approcher, on les sortait ou on les attachait. »

## **Ériger des barricades**

Extrait d'entretien avec M.

« À Oaxaca, si on superpose les cartes de la migration, de la mortalité infantile, de l'analphabétisme, de la militarisation, de la mortalité due à des maladies curables et, enfin, on ajoute une carte des richesses naturelles (minerai, eau, forêts...), ça correspond. [...] On peut également ajouter la carte des conflits territoriaux entre municipalités, ça correspond parfaitement, ce sont les mêmes endroits. Ce que veulent les gouvernements, c'est ce qu'il y a dans le sol. Ils s'arrangent donc pour expulser les gens de ces sols.

Le dernier recensement de l'État parle d'une population de 3 500 000 habitants. Mais la moitié de ces trois millions vit en dehors des frontières de l'État. Les politiques libérales rurales

*iDuro compañer@s!*

des derniers gouvernements de Fox et Calderón [les deux derniers présidents du Mexique] ont fait que, peu à peu, la production agricole – du maïs en particulier – n'a plus été rétribuée, et encore moins avec l'ALENA [Accord de libre échange nord-américain]. Or les produits que la majorité des gens peut vendre sur les marchés, ce sont les produits issus de l'agriculture. La campagne s'est donc dévitalisée, a perdu de son capital. On peut vraiment parler d'une diaspora : d'un peuple, d'une civilisation qui migre et qui s'installe ailleurs.

Si on regarde bien, ces trente dernières années, la ville d'Oaxaca s'est énormément peuplée, avec une grosse concentration dans la périphérie, dans les quartiers extérieurs de la ville. C'est le premier échelon, sachant que le deuxième est la ville de Mexico, avec l'exemple des villes de Chalco ou Neza, où une grande majorité des habitants vient de l'État d'Oaxaca. Le troisième échelon, c'est Los Angeles en Californie, où il y a beaucoup d'*Oaxaqueños*.

Quand les gens qui ont migré arrivent quelque part, la première chose qu'ils font est de s'y reconnaître, de pratiquer leurs traditions. Le territoire, la terre, c'est le peuple qui y vit qui les forme, qui les façonne ; c'est dans l'histoire de la lutte des indigènes. Tu ne peux rien construire dans le vide, dans l'air. Le territoire, c'est là où se base la lutte pour l'autonomie et la libre détermination, de génération en génération. [...] Je te parlais de la diaspora, de ces communautés qu'on expulse et qui arrivent en ville, dans la périphérie d'Oaxaca. En arrivant, elles apportent leur marginalité, leur religion et leurs traditions. Le 25 octobre, le jour où il y a eu 3 200 barricades sur toute la ville, c'est dans les quartiers de la périphérie, dans les endroits où se sont installées ces populations, que les barricades étaient les plus nombreuses. [...]



---

*Ériger des barricades*

---

Les barricades, c'est aussi le mélange des trois axes dont je parlais : médias, organisations sociales et politiques, et peuples indigènes. On ne peut pas expliquer le mouvement de 2006 uniquement avec l'expérience enseignante et étudiante de la grève universitaire qui s'est déroulée il y a vingt ans. On ne l'explique pas non plus avec la seule réappropriation des médias. Les peuples indigènes apportent une forme d'organisation communautaire, ils sont assez clairs dans leur réponse à la question : "Comment vous ne voulez pas vivre ?" Pour voir ensemble comment on voulait vivre, il a fallu qu'on trouve des consensus. C'est ça qui était en train de se passer en 2006, au moyen de la radio et aussi des barricades. Et puis aussi surtout grâce à la solidarité. Par exemple, la question de la nourriture : tu pouvais voir arriver des dizaines de camions de pêcheurs de la côte qui apportaient des poissons. Il y a eu tout un soutien de la part des communautés, qui apportaient du maïs, des haricots. C'était leur contribution à la résistance. »

Extrait du film documentaire

*Il ne se passe rien à Oaxaca ? (¿En Oaxaca no pasa nada?)*

« Nous sommes allés au *zócalo* pour soutenir les professeurs. Quand nous sommes arrivés là-bas, tout était détruit. Nous nous sommes retrouvés avec ma belle-sœur, mon frère, avec la famille, pour savoir ce qu'on allait faire. La mère de ma belle-sœur a aussi souffert de la répression le 14 juin. Les policiers sont arrivés et l'ont frappée à l'estomac, elle a failli avoir une attaque. [...] On y est donc allés pour voir ce dont les enseignants pourraient avoir besoin, on a apporté des sodas, de l'eau surtout, des sandwiches, à manger, quoi. C'est ce qu'on a fait, partout où il y avait un *plantón*, partout où ils demandaient à manger. Et on s'est réunis autour d'une barricade,

*iDuro compañer@s!*

celle de Símbolos Patrios, pour préparer à manger, entre autres choses. Une petite soupe, des œufs, n'importe quoi pourvu qu'ils aient de quoi manger. [...]

La barricade allait du croisement, au feu, jusqu'à ce grand panneau vert. On s'asseyait dans ce coin-là à discuter. Nous, les femmes, on gardait ce côté et les hommes gardaient l'autre côté, on se répartissait les tâches comme ça. Au milieu, ça avait l'air désert mais on était toutes dans les coins à surveiller.

Je me souviens très bien de Monsieur Alejandro... feu Alejandro [assassiné par les paramilitaires alors qu'il apportait du café sur la barricade]. Il était très gentil. Tous les soirs, sans faute, il arrivait avec sa femme Carmelita, tous les deux très aimables, très attentionnés. Il arrivait avec une marmite pleine de café, d'*atole*, ce qu'il pouvait, des pains sucrés, des verres, et il nous disait : "Allez-y *compañeros*, mangez !" Et jamais je ne l'ai entendu dire à qui que ce soit : "Tu me dois tant ; toi tu me dois ça", au contraire...»

Extrait de *Autoritarismo, movimiento popular y crisis política*

« Chaque nuit, des centaines de barricades s'élevaient, de dix heures du soir à six heures du matin, à l'aide de n'importe quel objet qui puisse obstruer le passage : des pierres, des branches, des bouts de ferraille, des pièces détachées de voiture, des sacs remplis de terre ou de sable, des bouches d'égout, des sacs poubelles, etc. Des milliers de personnes s'y trouvaient, partageaient non seulement le pain et le café, mais également l'angoisse à l'approche de voitures, de camionnettes ou de motos. Ils avertissaient de la présence de la barricade avec leurs lampes de poches. [...] La ville vivait dans l'angoisse,

---

*Ériger des barricades*

---

on instaurait pratiquement un couvre-feu pour pouvoir défendre les campements et les barricades de l'APPO contre les attaques des "escadrons de la mort". C'était une sorte de guerre non déclarée : la nuit, tout était fermé, il n'y avait que des barricades. »

Extrait de « Troisième conversation : Les barricades, un lieu de défense qui devient fondateur »

in *La voie du jaguar*, Georges Lapierre, L'insomniaque, 2008

« David V. : Nous avons besoin de la terre pour pouvoir être, ce n'est pas possible autrement. Nous sommes, nous avons une identité, nous avons des rêves et nous luttons dans la mesure où nous sommes rattachés à une terre. [...] »

Les barricades ont été élevées précisément dans les espaces publics des gens, là où la lutte a lieu. Il ne s'agit pas d'aller prendre le *zócalo* et tous ces espaces qui appartiennent à tous et qui ne sont à personne, mais de prendre ta propre rue, ton propre quartier. Contrairement à ce que pensent certains, les barricades ne furent pas seulement un instrument de confrontation physique, c'est la version militaire des barricades considérées comme moyen de défense. Elles ont joué ce rôle les premiers jours, mais au cours du processus qui a duré plus de deux mois, les barricadiers se sont reconnus dans la lutte comme égaux. Nous fraternisons, nous partageons le même désir d'un monde meilleur. Cette identité est devenue plus puissante que les relations antérieures, celles d'amitié et de voisinage, de commère ou de compère. [...] Cette identité nouvelle de la défense du territoire est fondée sur une base plus consciente : ces rues et ces passages sont à nous et nous les défendons. [...] En nous attaquant, le gouvernement a provoqué un changement dans les consciences, il a mis fin à

bien des préjugés qui étaient comme des barrières entre nous. Les mères de famille et les *chavos banda* (les jeunes des bandes), les homosexuels et les prolos... Les barricades ont aidé à ce processus de libération, parce que sur les barricades nous n'avions pas d'autre alternative que de confier la défense de notre vie à celui qui est à nos côtés.»

## Pallier l'absence d'autorité(s)

Extrait d'article paru dans le quotidien

*Noticias, voz e imagen de Oaxaca*, 18 août 2006

### « LES COMMERÇANTS REMPLACENT LA POLICE

Comme au Far West, les habitants sont sortis pour lutter contre la délinquance devant l'absence d'autorité. Dans la seule rue Aldamá, on a enregistré ces dernières semaines entre six et huit braquages par jour, jusqu'à ce que les voisins décident de s'organiser pour affronter les hors-la-loi. Deux banderoles installées dans la rue passante avertissent : "Nous, les voisins de cette rue, nous sommes organisés contre la délinquance, on te regarde (voleur)"; "Citoyen ou visiteur, si tu te fais attaquer nous te soutenons : crie et demande de l'aide". [...]

L'entrepreneur Gerardo M., à l'initiative de l'organisation citoyenne et président du comité de la 5<sup>ème</sup> rue Aldamá, précise : "Nous affirmons toutefois que nous n'allons pas non plus faire justice nous-mêmes : nous allons arrêter les délinquants mais on doit nous dire où ils sont transférés, parce qu'on veut que justice soit faite. Même si on nous demande de témoigner cinq ou dix fois contre le détenu, nous le ferons. Et nous veillerons à ce que les gens arrêtés dans notre rue soient punis." [...]

*Pallier l'absence « d'autorité(s) »*

La vendeuse de fruits Ana P. nous explique : “L'autre jour, nous en avons arrêté un et nous l'avons emmené à la Croix Rouge, ils nous ont dit qu'ils ne pouvaient pas le recevoir car il n'y avait pas de policiers. Où doit-on les emmener pour que justice soit faite?” »

*Extrait de Autoritarismo, movimiento popular y crisis política*

« Parallèlement, devant la disparition des policiers, [...] la population s'est organisée, à l'intérieur ou en marge de l'APPO. [...] On utilisait divers instruments ou mécanismes pour donner l'alarme, des pétards sur les campements ou les barricades en passant par les sifflets d'arbitre dans les rues et les coins de rues de chaque quartier. Trois coups, c'était signal d'urgence, il fallait sortir dans la rue pour agir, beaucoup d'amateurs du bien d'autrui ont été arrêtés par les habitants, pour être emmenés au *zócalo* – siège de ce qu'on a appelé la Police enseignante d'Oaxaca – [...], devant l'Honorable corps des *topiles* ou encore à la Commission de sécurité de l'APPO [...]. Ils étaient ensuite livrés au commissariat, ou à la “table d'incidents” formée par la suite en présence d'un représentant du ministère de l'Intérieur, d'un représentant des enseignants et d'un représentant du parquet fédéral.

On a adopté la pratique d'attacher les délinquants aux poteaux et de les montrer portant une affiche qui les qualifiait de voleurs. L'humiliation publique, la sanction morale, la photo dans le journal du lendemain ont fait partie de leur châtimement : “Je suis un voleur à la solde d'Ulisés”, disaient les affiches accrochées à leur cou. »

*iDuro compañer@s!*

Extrait d'article paru dans le quotidien *Noticias, voz e imagen de Oaxaca*,  
7 septembre 2006

« LES CITOYENS SE SONT MONTRÉS PLUS EFFICACES QUE LA POLICE

Gustavo V., du “Gouvernement et règlement de la ville d'Oaxaca”, affirmait hier: “Le fait que les citoyens assument une fonction revenant à la police municipale en matière de détention des délinquants est trop dangereux. Surtout que les corps de sécurité sont faits pour ça.”

Il a cependant reconnu que les citoyens s'étaient “montrés plus efficaces” que les corps de police dans la lutte contre la pègre étant donné que, chaque soir, un ou deux voleurs étaient pris en flagrant délit.

*Vous ne craignez pas que les gens commencent à faire justice eux-mêmes ?*

“Évidemment, c'est pour ça que je dis que la police municipale ne peut pas fuir la responsabilité d'assurer la sécurité de la population.” Hier soir, un groupe de taxis a violemment agressé un voleur présumé, âgé de 18 ans. [...] C'est l'intervention opportune de voisins du quartier qui a permis au jeune d'éviter d'être pratiquement lynché [...].

Malgré tout, les citoyens organisés, surtout dans le centre historique, ont réussi à réduire considérablement le taux de délinquance dans les rues, qu'ils surveillent à l'aide de sifflets ; quelque chose que la police municipale n'a jamais réussi à faire depuis l'arrivée de l'administration actuelle. Toutes les nuits, un ou deux délinquants sont exhibés publiquement. La méfiance envers les corps policiers est telle que les habitants préfèrent libérer les voleurs présumés après leur avoir donné une leçon. »

*Pallier l'absence « d'autorité(s) »*

Extrait d'un reportage de La Otra TV, Juan Bautista,  
envoyé spécial à Oaxaca pour le site internet de *La Jornada*

[L'image d'une caméra infra-rouge montre une bâche tendue en l'air et un drap étendu à terre sur lequel reposent trois revolvers et des munitions, puis un homme attaché à une chaise, le visage couvert]

« Il dit être Efraín R., membre de la police préventive. Il a été pris à la caserne de police de San Bartolo, à côté de la Maison du gouvernement, alors qu'il sortait par la porte de derrière. Il était en train de subtiliser des armes. [Le journaliste sort du champ pour laisser place à l'interrogatoire du policier détenu mené par un membre de la Police enseignante d'Oaxaca. Ce dernier lui découvre le visage.]

– De quelle unité faites-vous partie ?

– Police. Police préventive d'Oaxaca.

– Et où t'ont-ils arrêté ?

– À bord d'une camionnette, sur un chemin goudronné, j'étais garé là. Ils sont arrivés, m'ont fouillé, m'ont fait monter dans une camionnette et m'ont amené ici.

– Tu as un permis pour porter toutes ces armes ?

– Non, je n'ai de permis que pour une seule.

– Et les autres ?

– [Faisant non de la tête] Je ne sais pas. Il y avait plusieurs personnes là-bas, et je crois qu'il y en a un qui s'est enfui. Moi, je devais attendre sur cette route goudronnée. Derrière la caserne de San Bartolo, oui.

– Attends, tu étais là-bas avec une arme, la tienne. C'est laquelle ?

– Celle du milieu. Calibre 9mm, j'ai le permis de port d'arme, je ne l'ai pas avec moi, mais je le possède.

– Donc, les autres armes, d'où elles viennent ?

*iDuro compañer@s!*

- Je ne sais pas.
- Tu les accuses de t’avoir “semé” ces armes ?
- Non, j’ai entendu qu’il y avait une personne présente mais qu’elle s’est échappée. Ils ont fouillé plusieurs personnes et ils ont amené les armes ici, avec moi.
- Qu’est-ce que tu attendais ?
- J’attendais l’autre personne... Le commandant.
- Mais qu’est-ce qu’il faisait là-dedans ?
- C’est là qu’il travaille.
- Mais si la caserne est occupée, l’accès est bloqué ?
- Oui, mais seulement la partie de devant.
- Tu peux m’expliquer pourquoi et comment vous travaillez dans la caserne, si elle a été occupée ?
- Il a accès par la porte de derrière de la caserne.
- Et vous y faites quoi, dans cette partie de derrière ?
- Il y va de temps en temps, faire ses trucs de commandant, je ne saurais pas vous dire, je ne lui pose pas de question.
- Donc toi, chauffeur, tu attendais là, tu faisais ton travail et ils t’ont arrêté ?
- Oui.
- C’est quoi la plaque d’immatriculation de ta voiture ?
- Elle n’a pas de plaque. »

## Refuser l’occupation militaire de la ville

Extrait du film documentaire *Llegada de la PFP*,  
compilation *Octubre negro en Oaxaca*, Mal de Ojo, 2006

[Entrée de la PFP dans la ville d’Oaxaca, 29 octobre 2006]

« Nous avertissons les dirigeants de la PFP que, s’il y a des agressions de la part des gens du PRI contre le peuple



*Refuser l'occupation militaire de la ville*

d'Oaxaca [...], c'est Ulises Ruiz et ses alliés qui doivent faire attention, parce qu'ils vont être responsables du bain de sang qui pourrait avoir lieu à Oaxaca. Regarde-nous, ce qu'on a [il soulève un drapeau mexicain], regarde, fait tourner la caméra, nous n'avons rien. »

[La caméra tourne et un homme prend la parole]

« Nous ne voulons pas d'agression, mais on ne veut pas qu'ils entrent. S'il y a une table de négociations, qu'il y ait des négociations. C'est ce qu'on veut. Mais qu'ils ne rentrent pas dans la ville ! »

[Une femme se tient devant le cordon policier et parle à un policier de première ligne en lui tendant un œillet blanc]

« Je vous le demande, à chacun de vous, ne massacrez pas votre peuple, on vous le demande. Tu as des larmes dans les yeux, je le vois, tu as des larmes. Ces larmes veulent dire que tu es sensible [les gens l'applaudissent]. Parce que ton cœur te dit qu'en tant que fils d'une femme, tu ne peux pas massacrer les tiens. Prends, prends cette fleur, c'est une femme qui te la donne. [Un officier arrive de derrière et lui attrape le bras pour l'empêcher d'accepter l'œillet] »

Extrait de «Un relato sobre la invasión de Oaxaca por la PFP», Jacob Muller pour narconews.com, in *La Batalla por Oaxaca*

« Samedi 28 octobre, 9h00 :

Pour comprendre l'état d'émotion des gens, je me suis approché de quelques personnes assises sur le *zócalo*. [...] Les restes de pneus brûlés des barricades de la veille forment les dernières braises, les murs sont couverts de graffitis et de protestations contre le gouverneur et la répression. J'ai commencé à discuter avec les gens pour leur demander ce qui

*iDuro compañer@s!*

se passait, ce qu'ils en pensaient. Tous ceux avec qui j'ai parlé attendaient le pire. Et ils sont tous déterminés à continuer de lutter. La majorité insiste sur leur intention de rester pacifiques, sans violence. Des jeunes, entre dix-huit et vingt ans, ont plié quelques bouts de fer pour faire des manches de lance-pierres. Je discutais avec eux pendant qu'ils accrochaient le petit tuyau de plastique chirurgical qui sert à lancer les projectiles. Je leur ai demandé comment ils comptaient se défendre contre les tanks d'élite et les policiers bien équipés qui allaient arriver. "On doit faire quelque chose, on n'a pas le choix." [...]

Dans l'après-midi, j'ai décidé d'aller à Radio Universidad. [...] Après avoir soigneusement vérifié ma carte de presse, on me permet d'entrer dans la salle d'attente de la station. Environ vingt personnes travaillent pour fortifier les barricades déjà érigées avec des poteaux de bois, des tôles et des bouts de voiture. L'ambiance est assez tendue, on note un mélange de peur, de détermination et d'épuisement sur les visages des gens. Sur le sol, devant la radio, il y a une caisse remplie de cocktails Molotov et des bâtons. J'ai regardé les armes et j'ai demandé : "Ça vous sera utile si la PFP traverse la barricade et entre?" Le jeune étudiant qui m'accompagnait m'a répondu, très simplement : "Pas beaucoup, si la PFP entre, on va se faire baiser. Si on sort de là, ce sera morts ou prisonniers. Mais on doit résister, on n'a pas le choix. Et s'ils nous arrêtent, la lutte ne sera pas terminée pour autant. Les gens en ont marre. La pauvreté, la corruption, la répression, on n'en peut plus."

Pendant que je sortais, plusieurs personnes m'ont demandé comment allaient les choses dehors. Je leur ai dit que je venais du *zócalo* et que les centaines de personnes qui l'occupaient depuis cinq mois n'y étaient plus, elles étaient parties renforcer les barricades aux principales entrées de la ville. [...]

*Refuser l'occupation militaire de la ville*

Dimanche 29 octobre, 8h30 :

Les barricades du quartier de Viguera ont la réputation d'être les plus protégées. La route qui vient de Mexico passe par Viguera et c'est probablement par là qu'arriveront les 4 000 membres de la PFP. J'arrive sur une des barricades : un tas de briques, de pierres, de grosses branches et de voitures brûlées. Une multitude de voisins se sont rejoints pour anticiper l'arrivée de la PFP. Je remarque la préoccupation et le défi dans leurs yeux. Ils parlent de ce qu'ils vont faire : "Nous devons fortifier cette barricade, on doit bouger ce bus par là". Un groupe d'une trentaine d'hommes et de femmes courent vers le bus d'école. J'ai des doutes sur le fait qu'ils parviennent à faire bouger ce bus, mais avec de l'effort et de la sueur, ils arrivent à le lever peu à peu et à le faire tourner de façon à ce qu'il bloque la route, en travers.

Un groupe de femmes discute, non loin de là : "Rappelez-vous, pas de violence, nous sommes pacifiques. Nous ne voulons pas d'une guerre. Si on les provoque, ils l'utiliseront pour avoir la main encore plus dure", dit une femme qui porte un bébé. "Pourquoi on ne les recevrait pas avec des fleurs blanches ? Ou alors on pourrait se peindre les mains en blanc et leur montrer ?" Beaucoup de membres du groupe de Viguera ont fait les deux. Malheureusement, l'image des femmes offrant des fleurs blanches aux militaires a été manipulée par les médias commerciaux nationaux et internationaux, qui ont prétendu que c'était un signe de remerciement et de bienvenue à la PFP qui venait "restaurer l'ordre" à Oaxaca.

11h30 :

On arrive devant la ligne d'affrontements. Il y a environ cent cinquante personnes debout, faisant face à des milliers de

*iDuro compañer@s!*

policiers bien armés, matraques à la main, masques à gaz et lance-grenades : tout est prêt à être utilisé. Sur la route qui vient de Mexico, il y a au moins quinze tanks, en rangées de trois. Ils ont des pare-chocs en forme de pointe, comme des chasse-neige, pour démolir les barricades, une caméra intégrée sur le toit et un canon à eau. Derrière eux, à perte de vue, on aperçoit des centaines d'autres troupes de la PFP avec leurs véhicules. Les gens portent des affiches et chantent, parlent, supplient : "Vous faites partie du peuple, votre travail est de le protéger, pas de le réprimer ! Oaxaca n'est pas Atenco, c'est chez nous ! Vous ne comprenez pas ce qui se passe ici, ne protégez pas ce gouverneur et ces riches entreprises !" [...] La police regarde droit devant. [...] Il y a un mur de mains peintes en blanc, sur lesquelles on a écrit en noir "PAIX". [...]

Une ambulance de l'Université arrive et avance jusqu'à la ligne de confrontation. Une infirmière sage, avec les cheveux couleur argent, descend et demande aux personnes de s'écarter pour que la police puisse voir : elle installe un tabouret en plastique, un homme s'assoit, relève sa manche et elle introduit une seringue dans son bras. Le sang commence à couler. Trois personnes s'approchent. La première est une femme d'environ vingt-cinq ans : "Je suis mère de deux filles, je veux qu'elles aient un futur, qu'elles vivent en paix. Voilà, mon sang. Si vous voulez mon sang prenez-le, mais pas dans la violence." Un autre récupère le sang qui coule de son bras et écrit sur son torse "URO", avant de crier : "Combien doivent encore mourir ?" [...] Un autre homme, plus grand que les autres, s'approche et s'assoit sur le tabouret. Encore une fois, l'aiguille et le sang. Il se lève et se met à crier à la police, la voix pleine d'émotion : "Je suis paysan, je suis d'Oaxaca. Vous, vous n'êtes pas d'ici, vous ne pouvez pas comprendre. Ici, on meurt. La pauvreté nous tue. Et les hommes du gouverneur nous

*Refuser l'occupation militaire de la ville*

assassinent également.” Il s’approche encore du contingent, sur le point de pleurer, et crie : “Mon frère aussi est policier, je comprends ce qui vous oblige à le faire. Lui, c’est un homme bien. Il faut que vous compreniez qu’ils vous utilisent ! Nous sommes ‘le peuple’, ne faites pas de mal à votre peuple. Qu’il n’y ait plus de violence !” [...] Tous les visages sont mouillés de larmes. [...]

Peu après, les sirènes retentissent et la police commence à s’avancer en laissant de la place pour les tanks. Les policiers s’approchent en claquant leurs matraques sur leurs boucliers, en même temps que les tanks, vers la foule. Les gens commencent à chanter : “Le peuple uni ne sera jamais vaincu !” [...]

Les tanks ont ouvert les canons à eau, quelques personnes tombent à terre sous la pression. D’autres essaient de s’éloigner en courant, parfois ils tombent : un chaos étrange et contrôlé.

Je reçois un appel me disant qu’il faut que j’aille au *zócalo*, que la police est sur le point d’y entrer. Il n’y a plus de bus, ni de taxis : ils sont partis depuis longtemps. Je commence à marcher rapidement, puis je vois une moto, je lui fais signe et le chauffeur m’emmène. [...] Nous sommes passés par beaucoup de points d’affrontements entre les gens et la police : les tanks à eau contre des briques et des pierres. Les hélicoptères survolent la zone en lançant du gaz lacrymogène qui se mélange aux fumées des pneus et des véhicules qui brûlent. [...] Le *zócalo* est presque désert. Quelques journalistes marchent, occupés par leurs appels téléphoniques. Partout sur les arbres, les murs, les trottoirs, on voit des affiches ou des tags méprisant Ullises : “Lâche, voleur, assassin”, “¡Ya cayó!” »

*iDuro compañer@s!*

## La solidarité dans l'État

Sélection de titres du journal *Noticias, voz e imagen de Oaxaca*

Juin 2006

« Pinotepa [région sud-ouest] est paralysée en soutien  
aux enseignants »

« Les enseignants bloquent les routes de l'Isthme de  
Tehuantepec [région sud-est] »

« Les enseignants protestent à Huajuapán [région ouest] »

« La mairie populaire de San Juan Lalana [région nord]  
se solidarise avec le mouvement enseignant »

« Encore des actions de soutien aux enseignants à  
Huatulco [région sud] »

« Les autorités de Cajonos [région nord]  
sont solidaires des enseignants »

« Les enseignants bloquent les routes de la vallée »

« Le palais municipal de San Miguel el Grande  
[région ouest] est occupé en soutien aux enseignants »

Juillet 2006

« On exige le départ immédiat d'Ulises  
à Juchitán [sud-est] »

« On ne veut plus d'entourloupes dans la région Mixe [est] »

« Les autorités de la Sierra [nord] entrent dans l'APPO »

« Des indigènes occupent le siège  
de la CONADEPI avec l'APPO »

« Le palais municipal de Coatlán [centre-sud] est occupé »

*La solidarité dans l'État*

«Xoxo et Zaachila [périphérie directe de la capitale]  
s'unissent aux actions organisées par l'APPO»

Août 2006

« En solidarité avec l'APPO, le palais municipal de  
San Antonino [ouest] est occupé »

« Le gouvernement admet l'existence de  
cinq palais occupés »

« L'APPO occupe le palais municipal  
de Huajuapán [ouest] »

« L'APPO de Tuxtepec [nord-est]  
fait savoir qu'on a essayé de l'attaquer »

« Tension sociale en hausse :  
vingt palais municipaux occupés »

« Chaos dans l'Isthme [sud-est]  
à cause des routes bloquées »

« Des indigènes zapotèques demandent  
la destitution d'Ulises »

« Le conflit s'aggrave à San Pedro Huilotepec [sud-est] »

« L'instabilité politique pourrait faire disparaître  
la mairie de Santiago Yacatepec Mixe [est] »

« Manifestation à Tehuantepec [sud-est]  
pour la démission du maire »

« Blocage à Jalapa del Marqués [est] »

« Affrontements entre habitants et  
policiers à Colotepec [sud] »

« Manifestation des enseignants à la Costa [sud] »

« Des enseignants occupent le  
palais municipal et les locaux du gouvernement »

*iDuro compañer@s!*

à Teotitlán de Flores Magón [nord-ouest] »

« Les femmes d'Etlá [périphérie de la capitale] envoient  
une lettre au Président pour éviter la guerre civile »

Septembre 2006

« L'affluence de migrants revenant à Oaxaca augmente »

« Vingt-deux palais municipaux sont occupés »

« Les policiers qui ont refusé de combattre  
l'APPO sont exilés aux USA »

« Annulation des trois pouvoirs à Juchitán [sud-est] »

« La violence éclate à Tututepec [sud] :  
palais municipal occupé »

« Des villages oubliés de la Sierra Norte [nord]  
intègrent l'APPO »

« Création d'autres assemblées populaires  
dans la Mixteca [ouest] »

« Les bureaux de Puerto Escondido [sud]  
resteront occupés »

« Même sur ses terres, à Chalcatongo [ouest],  
Ulises provoque la confrontation »

Octobre 2006

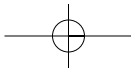
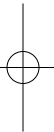
« De nouvelles actions contre Ulises dans la Costa [sud] »

« Juchtlahuaca [ouest] sur le pied de guerre »

« Nouvelle preuve de rejet  
d'Ulises à San Pedro Mixtepec [sud] »

« L'APPO de Los Angeles, Californie, fait son apparition »







## INTERLUDE 4

Avant d’emménager dans un nouveau monde *oaxaqueño* à la fin du mois de janvier 2008, j’étais partie en voyage dans la péninsule du Yucatán, en famille. Au programme : visites de pyramides, mer turquoise, interminables heures de bus, palmiers, coude à coude avec les touristes du monde entier, hamac, avion. Nous arrivons à Tulum, dans l’État de Quintana Roo. Les plages de Tulum sont aussi celles qu’Arthur nous donne en spectacle dans des émissions françaises de télé-réalité. Sable fin, coquillages, crustacés : soixante kilomètres de littoral vendu ou loué à des entreprises privées, américaines ou canadiennes, s’étendent prétentieusement devant nous.

Je suis en voyage dans les beaux quartiers du pays, je paie en dollars, je parle anglais, je passe les tourniquets des billetteries de sites archéologiques où la visite est hors de prix et je dors à l’hôtel. Je regarde la télé, je vois les pubs, une femme blanche regarde son enfant blanc. La voix off nous dit : « Vous êtes fatiguée de passer votre temps à laver les habits de vos petits monstres ? Dites : “Stop !” Avec cette nouvelle console de jeux vidéo, vous êtes sûre que votre enfant ne se salira pas ! Il peut s’amuser à l’intérieur, où il ne se tachera pas ! » En sous-titres, les annonces réglementaires nous rappellent qu’il faut *cuidar el agua*, faire attention à l’eau.

*¡Duro compañer@s!*

Sortir de l'hôtel donne l'impression de pénétrer de l'autre côté de la télévision, derrière l'écran, au milieu des réclames pour des voyages romantiques, des discours présidentiels, du tourisme de masse (et de classe) et des publicités pour la chirurgie esthétique. Sur les plages, la même crème solaire, les mêmes bikinis, les mêmes voitures, les mêmes grandes femmes blanches et blondes. Regarder de l'autre côté de la rue nous ramène heureusement à une réalité où la majorité des gens a la peau couleur café, les cheveux bruns et les yeux marron. Assis sur le trottoir, les habitants observent cet écran de télé devenu quotidien. Il y en a même qui achètent, sur les marchés, des seringues de Botox (utilisé pour des liftings temporaires), des produits corrosifs pour blanchir la peau ou des jeans à fesses gonflables (grâce à des coussins d'air dans les poches de derrière) pour s'aider à traverser la route qui les sépare du voisin américain à la mode. Je découvre un nouveau Mexique, que je n'avais encore jamais côtoyé d'aussi près. Je comprends un peu mieux le « *¡Turista, go home!* » tagué sur les murs de la ville d'Oaxaca à l'approche de l'été, qui m'avait tout d'abord titillé le passeport.

De retour à Oaxaca, c'est avec plaisir que je retrouve simplicité et lumière naturelle, laissant derrière moi les spots lumineux et le maquillage. Les couleurs des maisons rouges, bleues, jaunes, vertes ou grises, celles de la nourriture, des tissus, des fleurs. Celles des peaux qu'on ne voit jamais à la télévision (sauf en cas de catastrophe naturelle ou d'opération policière). Celles de la terre battue et des champs de maïs sur la route qui me mène à Zaachila, petite ville à trente kilomètres au sud-ouest d'Oaxaca. Nous sommes le 11 Janvier 2008 et je me rends au forum intitulé « Le rôle des jeunes dans le mouvement social ».

### *Interlude*

Trois jours de débats sont organisés par les jeunes participants à la troisième assemblée de l'APPO, celle à laquelle j'avais assisté deux mois auparavant. Trois jours pour se rencontrer après avoir combattu ensemble en 2006 et débattre de cinq thèmes : le bilan du rôle des jeunes dans les luttes, l'utilisation des médias alternatifs, les outils pour faire face à la répression qui touche particulièrement les jeunes, la relation à la question indigène et, enfin, l'autonomie et le pouvoir populaire. Les cinq tables ont rassemblé les participants de manière inégale : les débats théoriques sur la forme du pouvoir, ou sur l'échange de pratiques pour faire face à la répression ont été préférés aux discussions sur la participation des jeunes au mouvement social, ou sur la question indigène. La table qui devait discuter des médias alternatifs, celle à laquelle j'ai participé, avait rassemblé un nombre satisfaisant de personnes représentatives de la diversité des possibilités (radio, internet, journaux, photo), mais s'était terminée très rapidement. Nous étions tous arrivés à la conclusion que ces médias existaient, qu'il fallait s'en servir, en encourager la création et qu'il fallait réduire la barrière technique qui nous séparait souvent d'eux à l'aide d'ateliers collectifs de partage des savoirs. Les autres tables avaient continué tout l'après-midi et même le lendemain. La plénière s'était déroulée sans grand intérêt de la part des participants, assez dispersés, plus occupés à préparer à manger ou à mettre en place le concert de clôture. Parmi les accords de principe et le programme d'actions figure un gros projet, celui des caravanes.

Les jeunes qui avaient participé au forum avaient fait le bilan de 2006 : même si la lutte avait largement dépassé les frontières de la capitale et s'était même étendue aux huit régions d'Oaxaca, elle avait souffert de l'absence de liens et de coordination entre la ville et la campagne, et c'est ce qui lui avait

*¡Duro compañer@s!*

fait défaut pour obtenir gain de cause. Il fallait maintenant créer (recréer selon certains) ces liens pour se renforcer en prévision de la prochaine bataille. Il fallait se connaître, partager ses connaissances et ses luttes pour, ensemble, pointer du doigt et combattre l'ennemi commun : le capitalisme au travers de l'État et des grandes entreprises. Les caravanes d'observation et de partage à destination des huit régions d'Oaxaca, en se déplaçant vers les villages qui résistent tant bien que mal au saccage organisé, se proposent de contribuer à ce processus pour amorcer des relations d'entraide plus soutenues. Pour mener à bien ce projet, ainsi que les autres (boycott des transports urbains suite à l'augmentation des tarifs, manifestations pour la libération des prisonniers politiques...), des réunions régulières du Forum des jeunes, auxquelles je participerai, sont convoquées toutes les semaines à partir du week-end suivant.

En parallèle, je continue à suivre les réunions de la Rencontre des femmes, qui organisent maintenant la mise en place du *tianguis* féminin itinérant et terminent le bouclage de la revue. On me demande également d'assumer le rôle de photographe lors d'un forum pour l'articulation des forces en vue d'obtenir la libération des prisonniers politiques du pays. Le directeur d'une revue politique me commande un article –qui ne paraîtra finalement pas– sur mai 1968 en France. Le collectif des Chercheurs aux pieds nus, qui se propose d'analyser le mouvement social de 2006 sans connaissance théorique particulière dans le cadre d'un séminaire de discussion, organise des réunions (auxquelles j'assiste) de plus en plus régulièrement... Je commence à participer à plein de choses. Il faut dire que je déambule maintenant vingt-quatre heures sur vingt-quatre en terrain militant : finis les supermarchés, finis les Big mac de ma coloc', fini le silence de la rue. La maison dans laquelle j'ai emménagé héberge à la fois des membres de

*Interlude*

Radio Plantón, de Mal de Ojo, de VOCAL ; elle accueille les réunions d'autres collectifs, auxquels aucun de nous ne participe mais avec lesquels on travaille. La semaine s'organise autour de deux ou trois réunions, de petits chantiers de ménage/travaux dans la maison, d'interminables fêtes improvisées avec chants, *jaranas* et *mezcal*, de discussions – politiques ou non – enflammées, de nouvelles rencontres chaque jour. Autant de personnes que je croisais de temps en temps, que je voulais connaître depuis longtemps, et qui pour certaines deviennent vite des camarades de repas, de parties de dominos, de nettoyage de toilettes ou d'engueulades de colocataires. Je pratique maintenant de manière plus constante l'espagnol. À l'occasion, je suis témoin de discussions de jeunes fatigués par la publication d'innombrables enquêtes de mauvaise qualité sur leur combat en 2006, au point qu'ils en arrivent à esquiver les interviews pour qu'on les laisse tranquilles. Plus ou moins consciemment, je préfère mettre de côté mon projet de livre, évitant les questions, n'en posant que quelques-unes bien choisies, travaillant la porte fermée, lisant presque en me cachant, préférant me concentrer sur le travail au quotidien avec ce qui devient rapidement une bande de potes. Je digère peu à peu le flux d'informations permanent dans une position qui s'éloigne irrémédiablement de celle de spectatrice, et c'en est presque trop. J'ai l'impression d'avoir des tubes dans la bouche, dans le nez et dans les oreilles, approvisionnés à chaque seconde.

Néanmoins, les mois passent et se ressemblent agréablement. Je m'habitue au nouveau rythme et, depuis février, en plus du Festival du logiciel libre ou de l'atelier de construction de toilettes sèches, nous nous focalisons presque tous sur un projet en particulier : l'organisation de la première caravane des jeunes d'Oaxaca. Elle se rendra dans la région de l'Isthme

*¡Duro compañer@s!*

de Tehuantepec, dans le sud-est de l'État. C'est une région particulièrement touchée par l'implantation de méga-projets industriels privés, encouragée par le gouvernement fédéral mexicain. Plusieurs villages luttent donc au quotidien depuis déjà longtemps contre l'invasion et la transformation de leur environnement au profit de compagnies étrangères. On a pris contact avec chacun d'eux pour prévoir les termes de l'échange proposé : apprendre les uns des autres dans une perspective de réorganisation et de renforcement du mouvement social. On a pensé le cadre et le contenu de chaque activité : installation de la radio ambulante, préparation des ateliers de sérigraphie, de fabrication de fromage, de maintenance de vélo-machines, de dessin pour enfants, de recyclage des déchets ou sur le droit des *comuneros* (habitants des communes) face aux grandes compagnies. La commission médias s'occupera de la communication pour la caravane : rédaction et envoi à plusieurs sites d'informations alternatives de rapports sur chaque journée, tournage d'un film documentaire et reportage photo. Les Chercheurs aux pieds nus se proposent de faire des entretiens spéciaux avec les collectifs et les habitants en lutte en vue de la rédaction d'une étude plus complexe et plus complète. Les membres de la caravane qui savent jouer d'un instrument s'organisent pour prévoir des petits concerts à donner à chaque étape du parcours. Le collectif CACITA (Centre autonome de construction interculturelle pour la technologie appropriée) s'affaire à préparer deux vélo-machines (une égraineuse et un moulin, pour le maïs), à imprimer les manuels de construction et à faire différents tests de fonctionnement suivant l'environnement d'utilisation. Nous prenons contact avec une association de défense des droits humains (Sipaz, Service international pour la paix) pour bénéficier de la présence d'observateurs internationaux en cas de tentative



### *Interlude*

d'intimidation policière. Il faut maintenant récolter assez de fonds pour le voyage. La somme nécessaire se compte en dizaines de milliers de pesos, ce qui fait a priori assez peur.

Le réseau activiste *oaxaqueño*, renforcé par les six mois de lutte permanente de 2006, se mobilise. Les collectifs de graphisme ou de peinture comme ASARO ou Cuatlicue font des dons d'œuvres (gravures, pochoirs, etc.) au Forum des jeunes pour organiser des tombolas, les photographes et artistes militants également. Les groupes qui font partie du forum mettent leurs membres et leurs familles à contribution, le *tianguis* des femmes sert de billetterie pour la loterie ou les soirées de soutien. Les bistrots sympathisants du mouvement ouvrent leurs portes pour organiser des concerts où nous pouvons vendre nourriture et boissons sans trop nous soucier du pourcentage de répartition des gains. Les groupes de musique « engagés » jouent gratis pour soutenir le projet. La maison accueille le concert final de quelques dix groupes de rock, reggae, rap ou *son jarocho* jusqu'au bout de la nuit... et nous permet finalement de fermer le livre de comptes le samedi 3 mai 2008, avant-veille du départ.

Le lendemain, une réunion est organisée pour que tous les participants à la caravane puissent se rencontrer et mettre au point les derniers détails. On fait la connaissance du chauffeur du bus qui emmènera une bonne partie des membres, suivi sur les routes par un break, une camionnette, un van et la petite automobile à deux portes des observateurs internationaux. Le chauffeur est américain, originaire d'Équateur. Cela pose un problème aux accompagnateurs des droits humains qui considèrent difficilement défendable le fait qu'un étranger conduise la caravane sur les routes du pays: c'est un acte manifeste de désaccord avec la politique du gouvernement mexicain. Mais il se défend en disant qu'il a ramené son bus

*¡Duro compañer@s!*

depuis les États-Unis, qu'il le met au service des collectifs politiques qu'il rencontre depuis qu'il vit au Mexique, à savoir deux ans. Qu'il s'estime responsable de lui-même et de son bus.

*El Che bus* est un ancien car scolaire américain, retapé par les soins de son propriétaire et amené sur le sol mexicain pour un moment, avant de rejoindre l'Équateur. À l'intérieur, tout a été bricolé : le sol a été amputé de ses habituelles rangées de sièges, remplacées par deux grandes banquettes (relevables pour accéder à des petits coffres compartimentés) qui longent les fenêtres ; les étagères, au-dessus des bancs, ont été agrandies et une cloison a été construite pour former deux pièces ; l'électricité est installée partout, il y a une arrivée de gaz pour la cuisine aménagée dans le coin de la première pièce, un sommier-matelas ajouté dans la deuxième pièce, et un coffre assez grand est prévu au fond de la chambre. La place du chauffeur est pratique : accès direct à tous les boutons de commande des lumières, de la chaîne hi-fi connectée au lecteur MP3 placé à côté du volant ou de l'ouverture/fermeture de la porte. La caisse à outils gigantesque dans le « coffre » à gants, avec les cartes et les bouteilles d'eau. Le camion fonctionne avec du diesel ou avec de l'huile de friture usagée, au choix et selon les stocks d'huile disponibles. On peut d'ailleurs passer d'un système à l'autre assez facilement. Sur le toit, une galerie a été installée pour pouvoir charger des choses lourdes, comme des vélo-machines : on y accède par une petite échelle. Les tubes de cette échelle servent à ériger l'antenne radio de cinq mètres, coincée sinon entre le toit et la galerie. Un outil complet de transport, de communication, de rencontres, de création et de lutte, comme l'affiche fièrement son chauffeur.

### Interlude

Le 5 mai 2008, *el Che bus* est garé devant l'immeuble de la Section 22, dans le centre-ville d'Oaxaca, prêt à partir. On s'affaire à monter les vélo-machines sur le toit et à bien les attacher. On se répartit dans les véhicules : le van est réservé aux étrangers, c'est plus prudent en cas de contrôle policier. Finalement, la queue leu leu démarre et avance droit devant, en direction de la première étape : Jalapa del Marqués.

Je participe à cette caravane par le biais de la commission médias et de mon appareil photo. Derrière lui, j'ai assisté à toutes les manifestations. La photographie est une sorte de monnaie d'échange tacite depuis mon arrivée. La distance de l'objectif m'a souvent permis de me rapprocher des gens qui se livraient plus facilement face à « quelqu'un qui veut transmettre la vérité », c'est comme ça qu'ils disent. On m'a souvent demandé si je connaissais personnellement Brad Will étant donné que je collaborais avec Indymedia. Pour cette caravane, l'appareil justifie ma collaboration à un projet politique local aux enjeux importants. Et puis... J'avais peu à peu fait connaissance avec l'APPO et ses membres, son côté urbain et ses problématiques propres, mais le poids de la participation – et le potentiel – des autres régions de l'État restait encore difficile à cerner. Il est vrai que j'avais peu séjourné ailleurs qu'en ville et que je n'avais pas discuté avec beaucoup de membres de communautés étrangères à la capitale. La participation, par le biais des organisations sociales, des villages (ou *pueblos*) indigènes m'était décrite comme timide et fluctuante à l'intérieur de l'APPO. Mais elle devenait cruciale voire magnifiée (à travers le concept de *comunalidad*) lorsqu'il s'agissait de fonctionnement assembléiste ou d'initiative populaire aux actions. Les journaux de l'année 2006 donnent quotidiennement le compte-rendu de mobilisations plus ou moins violentes dans les autres villes

*¡Duro compañer@s!*

et villages de l'État d'Oaxaca, mais elles étaient souvent organisées par le syndicat enseignant. Dans le cas contraire, elles étaient liées à des conflits territoriaux ou politiques locaux bien antérieurs à 2006 et, parfois, assez éloignées des préoccupations de l'APPO. Des liens avaient toutefois été tissés et cela avait porté ses fruits, mais le rapport de force mis en place au fil des mois par l'APPO s'était envolé à la minute où la participation, essentiellement urbaine, avait été balayée par les canons à eau des tanks vert kaki, le 25 novembre dans la ville d'Oaxaca. J'avais donc hâte de faire un peu plus connaissance avec ces régions, ces villages, ces habitants pour comprendre encore mieux les tenants et aboutissants du mouvement social de 2006.

Après quatre heures de route en lacets et de paysages arides, le bus et ses petits s'arrêtent dans un village où la végétation est déjà plus verte : palmiers, manguiers, petites fleurs jaunes... on est loin des champs de *maguey*, ce cactus qui sert à faire le *mezcal* et qui pousse près des rochers. On nous invite à entrer dans la maison des membres de Radio Arcoiris et du collectif Cortamortaja pour boire une eau de citron fraîche fort bien accueillie. Les deux personnes présentes, un homme et une femme, nous expliquent que nous arrivons pour la date anniversaire de la délocalisation de leur village. Nous sommes donc tous et toutes convié.e.s à la soirée de commémoration organisée sur la place centrale. L'homme qui nous a accueillis chez lui prend le micro et rappelle pourquoi nous sommes tous assis là, aujourd'hui.

En 1954, le village de Jalapa del Marqués avait été désigné pour accueillir la construction d'un barrage hydraulique énorme. En 1956, le gouvernement fédéral avait donné l'ordre de reconstruire, à vingt kilomètres, un nouveau village. Le ministère de l'Énergie avait alors recensé la population et les

### Interlude

maisons à bâtir : 4 500 habitants, 787 habitations. En 1961, les travaux avaient commencé et la population avait été déplacée dans les 696 maisons finalement construites. La petite cailleure de familles privée de foyer avait alors dû s'installer ailleurs dans la région, ou émigrer vers la capitale. Le barrage, qui était censé approvisionner les dix cantons voisins en électricité, produit aujourd'hui de l'énergie uniquement destinée à la raffinerie de pétrole située à quelques dizaines de kilomètres. Sa construction a entraîné l'assèchement des principales sources d'eau des communes voisines, toutes déviées pour recouvrir les 64 176 hectares maintenant enfouis sous les eaux gouvernementales.

Un homme d'un certain âge, dont on devine qu'il a vécu le déplacement de population, prend ensuite la parole pour se rappeler *el viejo Jalapa*, comme il dit. Il nous montre du doigt l'exposition de photos représentant l'ancien village à découvert, prises lors de la sécheresse de 1978. À partir de cette date, le barrage a subi des périodes d'assèchement régulières, laissant apparaître les vestiges des anciennes bâtisses (datant pour les plus vieilles du treizième siècle) et stoppant totalement l'activité industrielle. Depuis cette date, le problème principal de la région est le manque d'eau non polluée : un seul cours d'eau n'a pas été dévié et arrive au nouveau Jalapa après avoir traversé plusieurs autres villages qui y déversent leurs déchets et amoindrissent son débit. Depuis cette date, les partis politiques se rejettent la faute entre eux et mènent tour à tour leurs campagnes municipales sur le thème de l'eau polluée, sans rien résoudre pour autant, tous corrompus qu'ils sont, nous explique le *señor*. Depuis cette date, ils n'habitent plus chez eux à cause d'un projet qui ne fonctionne pas et qui les a privés d'eau.

Deux hommes, dont un presque nu, arrivent après avoir salué la « mémoire vivante du Vieux Jalapa » avec beaucoup

*¡Duro compañer@s!*

d'émotion. Ils présentent une pièce de théâtre humoristique sur le thème de l'eau, mettant en scène les queues d'attente à la seule source disponible pour des kilomètres à la ronde, les gens qui prient pour que l'eau arrive. Ils clament : « Dieu n'y est pour rien, lui aussi voudrait bien se laver ! » Après le théâtre, c'est au tour du groupe de musique municipal de venir nous jouer quelques airs à la gloire du Vieux Jalapa. On projette ensuite un petit documentaire sur le passage de l'Autre campagne et du sous-commandant Marcos dans l'Isthme de Tehuantepec, en 2006. La soirée se termine et nous discutons chacun dans notre coin, avant de rejoindre la maison pour une réunion plus privée avec le collectif Cortamortaja.

« Vivre à côté de tant de litres d'eau et ne pas y avoir accès, c'est inhumain. Il est donc important de rappeler aux nouvelles générations que ça n'a pas toujours été le cas et de pointer du doigt les responsables, même cinquante ans après. » Le collectif Cortamortaja se donne pour objectif de raviver cette mémoire, d'inculquer des valeurs à contre-courant de celles véhiculées par la télé et les radios commerciales. À travers la Radio Arcoiris et les débats qu'ils organisent régulièrement, ils espèrent renforcer le dialogue et la confiance entre les différentes générations du village pour, entre autres, tenter de réduire le taux d'émigration aux États-Unis et sauvegarder un type de culture plus traditionnel et particulier que le malheureusement classique « Coca-Cola-baskets-*dance music* ». Leurs principaux ennemis sont les partis politiques, c'est pour ça que le collectif travaille beaucoup sur la communication, parce que c'est là qu'ils sont les plus présents. Ils ont eu « beaucoup d'espoir avec le grand mouvement de l'APPO... Mais il est terminé. » Être de l'APPO signifiait pour eux avoir une grande capacité de mobilisation et ils remarquent que, surtout à cause de la peur, l'APPO n'est plus ce qu'elle a été. Qu'elle ne peut plus

*Interlude*

prétendre à la même force d'initiative et à la même réactivité. Même si elle a réveillé les consciences de certaines communautés rurales qui n'y croyaient plus, son affaiblissement et ses désaccords ont montré qu'elle n'était pas assez fédératrice et pas assez relayée ailleurs que dans les villes. Pourtant, la valeur d'entraide et le fait de prendre tous soin les un.e.s des autres sont restés, et c'est aussi ça qu'ils véhiculent grâce à la radio. Ils nous expliquent qu'ils sont en colère contre les professeurs, qui ne font rien pour que les choses changent, ou pour diffuser ne serait-ce qu'un peu la culture traditionnelle du village et de la région. Ils essaient donc également de discuter avec les enseignants pour intervenir dans les écoles et éveiller la curiosité de quelques personnes, au moins. Ils tentent aussi de rassembler des équipes pour la maintenance des deux puits à pression qui, sinon, resteraient à l'abandon : bien qu'ils soient propriété du village et de la mairie, personne ne s'en occupe. Pour finir, ils nous souhaitent une bonne nuit de repos, puisque demain ils nous emmènent sur le barrage qui est actuellement asséché, ce qui permet de constater la présence de l'ancien village.

Le lendemain matin, les coqs chantent accompagnés par ces espèces de gros oiseaux noirs qui font le bruit d'un réveil. Je n'avais jamais entendu piailler de manière aussi électronique. On s'y croirait. Je frappe instinctivement ce que je pense être un radio-réveil à côté de moi, cherchant le bouton « re-sonne dans cinq minutes ». Au lieu de cela, mon poing résonne sur la tôle du toit du bus. Nous sommes rapidement tou.te.s prêt.e.s à monter dans les deux camionnettes qui nous emmènent à la sortie du village : une grande route toute droite où tout est très vert.

Les véhicules prennent un petit chemin sur la droite avant de s'engouffrer sur une route de terre qui devient de plus en plus

*¡Duro compañer@s!*

aride. Peu à peu, l'ambiance devient morbide... Les rivières asséchées, la route craquelée couleur sable, les arbres nus, les *zopilotes* (des rapaces) qui mangent les restes d'animaux en décomposition, laissant çà et là les os que l'on croise tout au long du chemin. Puis nous arrivons devant une petite maison coincée sous un arbre à mille branches, magnifique, où l'on gare les voitures avant de prendre un autre chemin à pied, plus étroit, et d'arriver au bord du barrage. Des kilomètres carrés de sécheresse et de désolation, en apparence. Mais quand on marche sur ce qui ressemble à des photos du désert du Sahel, on s'enfonce en fait dans un sol meuble, duquel on peine réellement à se sortir. Nous sommes d'ailleurs très vite une dizaine à être couverts de boue jusqu'aux genoux. Au milieu de ce lac tout sec, la grande église du Vieux Jalapa se tient droite. Elle manifeste tout de même des signes de fatigue, fissurée en son milieu, toute vide mais remplie de flaques d'eau croupissante, avec des fenêtres improvisées par les chutes successives des pierres qui la tiennent, laissant passer des faisceaux de lumière de manière totalement chaotique. À côté, le couvent est retenu par un pan de mur de l'église. Au milieu de son cloître, les paires de sandales perdues par des visiteurs intrépides gisent au milieu d'une mare verdâtre. Derrière l'église se dresse une croix, c'est tout ce qu'il reste du cimetière. Plus loin, les ruines de quelques maisons en pierres donnent un peu de relief au plat qui nous entoure. Des chevaux sont maintenus en pâture dans un périmètre restreint pour les empêcher d'aller s'enliser. Un ou deux arbres subsistent, rongés et polis par l'eau ; les algues séchées par le soleil ont remplacé les feuilles. On reste quelques heures à déambuler autour des ruines, à filmer ou à prendre des photos, à discuter avec les membres du collectif Cortamortaja, en slalomant pour ne pas tomber dans les pièges réguliers du sol. Quelques



*Interlude*

familles sont, comme nous, venues se promener sur les restes de Jalapa pendant que le loup n'y est pas.

De retour au « nouveau » village, nous recevons une collation et on nous propose même une douche – en faisant bien évidemment attention à l'eau – pour enlever l'odeur de boue incrustée partout. Nous faisons la queue pour entrer dans la petite pièce où nous attend une grosse cuvette remplie d'eau qui doit suffire pour nettoyer et rincer la trentaine que nous sommes. Après ce bain mérité, on se serre les mains, on se prend dans les bras, on échange des adresses et on se donne même rendez-vous pour le 14 juin prochain, à la manifestation de commémoration des affrontements de 2006. Nous reprenons la route en milieu d'après-midi en direction de San Blas Atempa où, la veille au soir, un membre de la mairie populaire a été assassiné.

Nous arrivons une heure plus tard dans la périphérie de la ville de Tehuantepec et le bus s'arrête sur une petite place typique des villes mexicaines : un kiosque, le palais municipal, une église, le marché, des bancs, des arbres et beaucoup de fleurs. Nous sommes à San Blas Atempa, il n'y a personne d'autre que nous. On ressent dès les premiers instants hors de la voiture une ambiance lourde et tendue. Nous étions attendus, mais le crime d'hier soir ne l'était pas. Nous descendons les vélo-machines qui vont être présentées pendant que d'autres s'attellent à mettre en place la radio qui retransmettra la soirée. Très vite, des gens arrivent, yeux écarquillés et bouche bée devant ces engins très bizarres. L'expert en technologie appropriée se lance dans une première démonstration et en profite pour faire d'ultimes tests. Depuis l'intérieur du bus, où nous préparons à manger, on assiste au ballet des personnes qui arrivent peu

*¡Duro compañer@s!*

à peu pour l'événement du soir : en rythme, chacun s'approche avec sa chaise, la déplie, et s'assoit. Les femmes devant, dans leur *huipil* et leur *enahua* tout fleuris (vêtements traditionnels de cette région) ; les hommes derrière, en chemise claire et le *sombrero* sur la tête. Ils rient, parlent fort, mais regardent incessamment autour d'eux à chaque bruit. Il est maintenant l'heure d'ouvrir les « festivités ». Le Docteur Salud prend la parole et explique que son village est en deuil sans expliquer vraiment pourquoi. Le public acquiesce de la tête pendant tout le discours.

La deuxième présentation de la soirée est celle des vélo-machines. Les *señoras* sont ébahies : « C'est génial ! » Avec la seule – mais puissante – force des jambes, on peut égrainer jusqu'à dix épis de maïs en une minute. En changeant d'outil et en emboîtant la chaîne de vélo dans le nouvel engrenage, on transforme l'égraineuse en moulin pour obtenir en un temps record la farine de maïs nécessaire à la préparation des *tortillas* ou des *tamales*. On peut régler l'épaisseur de la farine en serrant plus ou moins la meule. Tout un système bien pensé qui laisse les personnes du public, habituées à travailler le maïs tout autrement (et surtout pas en pédalant), impressionnées. On projette ensuite le documentaire *La rebelión de las Oaxaqueñas* pour rappeler le rôle des femmes dans le mouvement de 2006.

Pendant toute la durée du film, les rumeurs courent au sujet de camionnettes de partisans du PRI rôdant autour de la place, apparemment munis de fusils... Les habitants qui ne sont pas présents à la soirée se sont organisés pour bloquer les rues avec de petites barricades, et ainsi dissuader les rôdeurs d'une éventuelle attaque sur la place. Le film s'achève. Sans message de clôture ni adieux, le projecteur est éteint. Les hommes et les femmes se lèvent et, avec la même discipline

*Interlude*

que quelques heures plus tôt, replient leurs chaises et les ramènent avec eux à la maison. En dix minutes, la place est vidée. Quelques femmes sont tout de même restées et accordent un entretien improvisé et rapide à la commission médias : « Elle a tué ! Elle est avec le gouvernement d'Ulises Ruiz et celui de Calderón ! Depuis douze ans, elle achète des votes, elle est toujours là ! Elle offre des pesos, du ciment ! Elle gaspille beaucoup d'argent et envoie ses gens pour nous tuer ! Elle a volé, elle a pris ce qu'elle voulait, ça suffit ! La *señora* Agustina, on n'en veut plus ! » Elles finissent par interrompre ce procès pour nous offrir nerveusement du fromage, sans parole inutile : « Merci, au revoir. » Quelques habitants débloquent une rue pour laisser passer le gros bus jaune et sa caravane.

Étrange ambiance que celle de San Blas Atempa. Je n'étais pas du tout au courant de ce qui avait bien pu s'y passer depuis douze ans et je n'avais aucune espèce d'idée de qui pouvait être la *señora* Agustina. Je savais juste qu'il y avait là une mairie populaire... Je me suis donc inscrite pour le lendemain dans la commission « texte » pour rédiger le rapport de la journée, espérant en apprendre un peu plus grâce à mes collègues d'écriture.

Agustina Acevedo, membre du PRI, est en fait la cacique de San Blas Atempa : depuis douze ans, elle paralyse la vie politique du village. Tout a commencé quand elle a pris la tête d'un groupe de cultivateurs de canne à sucre pour être élue à la mairie. Sa position lui avait alors permis de détourner, selon la vieille habitude du PRI, la majorité des ressources allouées par le gouvernement fédéral pour les reverser aux membres de son parti en échange de leur soutien au conseil municipal, ou encore pour faire chanter ceux qui n'étaient pas de son côté. Elle avait, entre autres choses, vendu des terrains agricoles sans préavis, entraînant de fortes tensions au sein de la population

*¡Duro compañer@s!*

du village qui, en 2004, avait décidé d'agir. Un gros mouvement de protestation avait alors éclaté, dont le PRD (centre-gauche) s'était fait porte-parole en la personne du Docteur Salud. La bataille électorale pour les municipales avait porté une nouvelle fois le PRI au pouvoir, grâce à l'ancestral système d'achat des votes à l'aide de ciment et de vivres. Cependant, le jour de la prise de fonction du nouveau maire, une partie de la population avait encerclé le palais municipal pour empêcher la cérémonie et s'en était emparé. Une semaine plus tard, la mairie autonome et populaire de San Blas Atempa était officialisée et les négociations étaient entamées : libération des prisonniers politiques, satisfaction des revendications économiques, disparition du pouvoir institutionnel et par conséquent reconnaissance de l'autonomie politique du village. Après plus d'un an de pouvoir populaire et de négociations infructueuses, le palais avait été assailli par quelque sept cents policiers qui s'étaient chargés de vider les lieux. Dix personnes avaient été arrêtées et quatre-vingt-quatorze mandats d'arrêt avaient été délivrés. Le 14 juin 2006, toutes les unités de police avaient été réquisitionnées pour l'évacuation du campement de la Section 22 dans le centre historique de la capitale, Oaxaca de Juárez. Le palais municipal de San Blas Atempa était donc resté sans « surveillance », ce qui avait permis aux habitants favorables à la mairie populaire d'occuper à nouveau le siège du pouvoir... et de subir à nouveau la répression de l'État quelques semaines plus tard. Depuis 2007, la situation est ambiguë : le pouvoir officiel est aux mains du PRI, qui gouverne depuis une maison particulière érigée en nouveau palais municipal. Tandis que le « vrai » palais est tenu par les dissidents, ceux qui nous ont reçus ce soir du 5 mai 2008, le lendemain de l'assassinat d'un des leurs, alors que cent trente mandats d'arrêts viennent d'être délivrés contre eux.

*Interlude*

Nous arrivons le lendemain à Juchitán de Zaragoza en milieu d'après-midi, dans les locaux de Radio Totopo. Cette radio communautaire émet depuis le septième arrondissement de la capitale économique de la région. Nous devons nous rendre à l'assemblée prévue avec les paysans membres du Front de défense de la terre et du territoire (FDTT), où ils nous expliqueront pourquoi ils se sont solidarisés pour lutter contre les grandes multinationales de l'électricité. L'Isthme de Tehuantepec étant une des régions où le vent souffle le plus fort en Amérique centrale, les compagnies transnationales se disputent les terrains présents sur ce gigantesque courant d'air pour y construire des champs d'éoliennes. L'assemblée se tiendra dans un local du centre-ville, en compagnie d'un interprète car la majorité des participants ne parle pas espagnol, mais zapotèque.

Les membres de CACITA s'avancent tout d'abord pour présenter leur travail et l'exposition des machines à pédales. Grâce à l'aide de l'Université de la terre d'Oaxaca, ce collectif a pu construire, à la périphérie de la ville, un atelier de deux étages en matériel recyclé où il développe des projets de «technologie appropriée». Il s'agit de repenser la technologie non dans un but de progrès infini et de productivité maximale, mais dans une idée de pérennité et de respect de l'environnement. Ces techniques alternatives ont pour objectif de fortifier la production familiale face à la production industrielle, tout en utilisant des matériaux qui se trouvent facilement. Les vélo-machines, fabriquées avec des pièces de bicyclettes usagées, fonctionnent sans électricité et ne polluent pas. Ce système peut s'appliquer à différents types d'appareils : mixer, lave-linge, générateur électrique, pompe à eau pour les puits... Ce sont des outils de lutte et d'indépendance relative vis-à-vis

*¡Duro compañer@s!*

de l'État et du capitalisme. Après cette brève présentation, les membres du collectif rappellent qu'ils ne sont pas là en qualité de vendeurs ambulants, mais bien pour échanger des idées, des techniques et des impressions afin de continuer à perfectionner l'adaptation de leurs machines aux communautés qui pourraient en avoir besoin, comme dans les villages où il n'y a pas d'électricité, par exemple.

C'est maintenant au tour des membres du FDTT de prendre la parole. L'interprète traduit : « Je vous invite tous à vous unir et à lutter contre ces entreprises qui prennent des décisions loin de nous sans se soucier des répercussions directes pour les réels propriétaires de la terre, ceux qui la travaillent tous les jours, c'est-à-dire nous, les paysans. » Un autre agriculteur nous explique que s'il cultive un hectare de sa terre et qu'il vend ses produits, il gagne environ 15 000 pesos par an, 20 000 si tout va bien. Or les contrats passés avec le gouvernement prévoient une rémunération de 150 pesos par an... Quelqu'un demande pourquoi les contrats ont été signés si les termes n'étaient pas satisfaisants. La réponse est claire : les représentants du gouvernement ou des entreprises sont venus voir chaque famille, sur chaque terrain, avec un discours bien huilé, promettant la lune à des paysans qui, pour 80 % d'entre eux, ne savent pas lire. C'est pour ça que les victimes de la supercherie se sont organisées au sein de ce Front, pour essayer de récupérer leurs terrains ou, au moins, de récupérer un dédommagement à la hauteur des pertes occasionnées. Car si l'argument du gouvernement pour acheter les terrains repose sur l'aridité de ceux-ci, les paysans, eux, savent que ces terres produisent et sont utilisées, qu'elles nourrissent des familles entières. On conclut la réunion très officiellement en se remerciant les uns les autres du soutien et de la solidarité qui nous ont fait nous rencontrer ce soir. On rentre ensuite à la radio, où quelques

*Interlude*

membres de la caravane prennent le micro pour un compte-rendu de la rencontre.

Le lendemain, nous nous rendons sur le lieu du désastre. Les parcs d'éoliennes s'étendent à perte de vue. Ironiquement, ces parcs industriels s'appellent La Venta (la vente) 1, 2 et 3 ; le 4 et le 5 sont en cours d'installation. Le schéma de dépossession des terres qui nous a été dépeint hier soir s'est déjà produit et va se reproduire, privant à chaque fois des paysans de leur outil de travail et de survie. La route qui longe ces parcs est toute droite et donne une vue d'ensemble sur les grosses fleurs en métal dont les pétales, qui tournent au gré du vent, affrontent les oiseaux de passage. Cette partie de l'Isthme de Tehuantepec est aussi le couloir qu'empruntent les quelques neuf millions d'oiseaux migrateurs de tout le continent américain, deux fois pas an, en octobre et en mars. Avec l'invasion d'éoliennes, ce sont autant d'obstacles qui ont considérablement réduit la population et le trafic aviaire. Les éoliennes implantées à quelques mètres seulement des habitations narguent les personnes vivant dans les villages voisins, se fondant presque dans le paysage, rempli de palmiers. Le son est constant : vroom, vroom, vroom, vroom... Les terrains sont entourés de barbelés. Quand les paysans s'approchent de leurs anciennes propriétés, l'armée intervient pour défendre le gouvernement mexicain, propriétaire légal des parcs qui sont ensuite loués aux entreprises privées espagnoles. Notre EDF nationale détient également ici quelques hectares de terrain pour développer les « énergies propres »... Le seul droit laissé aux paysans est celui de faire la queue à la banque, une fois par an, pour retirer les 150 misérables pesos qui, légalement, leur reviennent. L'invasion a commencé en 1994 avec le premier parc, La Venta 1. Ce terrain héberge actuellement une centaine d'éoliennes appartenant à une entreprise américaine. Cela

*¡Duro compañer@s!*

continue avec la prévision, pour 2010, de cinq parcs qui verront s'ériger, sur près de 4 000 hectares, des centaines de machines de plus de quarante-cinq mètres de haut.

Nous partons le jour suivant vers Benito Juárez Chimalapas, communauté reculée de la forêt Chimalapa, au milieu d'une chaîne de montagnes qui paraissent infranchissables et inhabitées. Nous voyons le jour se lever depuis la route faite de cailloux et de trous dans une terre jaune et sèche. Des arbres, des pins principalement, se dressent inlassablement contre la ligne d'horizon. De petits nuages lourds viennent assombrir le vert des jeunes feuilles, guidés par le vent. Le van et la camionnette s'engouffrent dans les petites vallées. Après cinq heures passées entre somnolence et émerveillement devant le paysage, nous décidons de nous arrêter à San Antonio Chimalapas, un petit village en contrebas de Benito Juárez, pour nous dégourdir les jambes et trouver quelque chose à manger.

On se gare au bord de la route, on descend et, rapidement, deux ou trois hommes s'approchent de la camionnette où sont attachées les vélo-machines. Le regard interrogateur mais curieux, ils hochent la tête comme pour dire : « Qu'est-ce que c'est que ça ? » On leur répond en tentant d'expliquer, mais il est plus simple de descendre l'un des monstres à pédales pour faire une démonstration. Le rituel recommence. Les gens commencent à se presser en masse autour de l'engin hybride et l'essaient tour à tour. Puis on remballé les machines et la discussion part dans plusieurs sens. Quelques-uns parlent du conflit à Benito Juárez. D'autres jouent avec les enfants autour de la voiture. D'autres encore, intrigués par la présence de personnes ostensiblement blanches, nous demandent si nous



*Interlude*

sommes américain.e.s, commencent à nous parler en anglais. Nous répondons en espagnol que non, que nous venons du Canada et de France. « Ah, c'est un peu plus loin, quoi », remarque l'un d'entre eux, les yeux dans le vague. Il reprend après une petite pause : « Moi, je suis allé travailler aux États-Unis, mais je suis revenu. Je n'ai pas aimé, je suis mieux ici, dans mes montagnes. Et puis le patron n'était vraiment pas sympa... C'est marrant vos machines ! »

Une demi-heure plus tard, nous arrivons enfin à Benito Juárez Chimalapas.

Les autorités du village ne tardent pas à venir nous souhaiter la bienvenue, très humblement et sans manières. On a du pain sur la planche. Il faut terminer les toilettes sèches déjà en partie construites par les gens de la communauté pour notre séjour dans leur village : ajouter un toit, sceller les sièges, découper le grand conteneur en métal qui récoltera les excréments pour les transformer peu à peu en engrais, construire une porte, un couloir d'aération et improviser un manuel d'utilisation ludique. Il faut aussi installer notre campement : on nous a prêté deux baraques en bois pour dormir et entreposer les sacs, au centre du village. Nous devons nous débrouiller pour le reste.

Au réveil le lendemain, on installe la cabine de radio dans le *Che bus* pendant que les référents sont déjà en train d'animer leurs ateliers. Avec les autres personnes de la commission médias et les deux observateurs internationaux du Sipaz, nous sommes convié.e.s à une conférence de presse avec les autorités et les personnes concernées par le « conflit ». L'un des fondateurs du village raconte, la voix affaiblie par l'âge, que ce problème territorial dure depuis plus de quarante ans : les autorités du Chiapas ont toujours voulu mettre la main sur

*¡Duro compañer@s!*

cette partie de la forêt Chimalapa, et les autorités d'Oaxaca ont abandonné, elles n'écoutent pas les plaintes des habitants de Benito Juárez. Ils ont tout un dossier rempli d'autres dossiers, tous en attente de traitement. L'armée et la police fédérale sont déjà intervenues pour tenter de les expulser du village, mais ils se sont défendus. La commune de Benito Juárez, en plus de revendiquer la propriété de ces terres, refuse d'être annexée à l'État du Chiapas et tient à son autonomie en même temps qu'à son appartenance administrative à la municipalité de San Miguel Chimalapas, district de Juchitán, État d'Oaxaca. Le village de Díaz Ordaz, que nous avons traversé la veille pour arriver, appartient au Chiapas depuis peu et ils ne veulent pas subir le même sort.

En zoque, *chima* veut dire *cuvette*, et *lapa* signifie *d'or*. La forêt Chimalapa concentre une biodiversité considérée comme la troisième plus riche de notre planète. Cette cuvette d'or, avec ses 600 000 hectares, sa faune et sa flore répartis sur deux États, est un enjeu majeur pour les gouvernements du Chiapas et d'Oaxaca, qui tirent profit de chaque élément. Le bois est coupé illégalement pour être ensuite vendu à des entreprises d'ameublement. Les herbes et les plantes médicinales sont extraites sans retenue pour être dissoutes dans les pastilles et autres crèmes des entreprises pharmaceutiques internationales. Les habitants insistent : « Toute activité industrielle sur ces terres est illégale. Ils n'ont rien pour justifier une telle activité, à part le soutien moral et financier des gouvernements du Chiapas, d'Oaxaca et du gouvernement fédéral. C'est pour ça qu'ils cherchent à nous intimider en permanence. Nous avons récemment reçu de nouvelles menaces de mort et des militaires patrouillent tous les jours, comme si de rien n'était. On les salue, mais on sait qu'ils sont là parce qu'on nous accuse d'être des *guerrilleros*, de

### *Interlude*

faire de la résistance politique. Mais nous savons que notre lutte est juste et, par conséquent, qu'on doit continuer. Nous n'avons pas peur et nous resterons là. »

Ils nous remercient de l'intérêt que nous leur portons et espèrent que notre travail médiatique les aidera à combattre. Nous sortons de la baraque en bois et nous déambulons d'atelier en atelier. Par ici on découpe des canettes pour en faire des fleurs de métal, par là on pédale dans la farine de maïs en imaginant toutes les autres possibilités qu'offre le principe de la dynamo. Les enfants du village peignent, sur la place centrale, une fresque sur la façade de l'école bilingue. L'atelier de fabrication de fromage est en route. Les jeunes du village tentent une nouvelle fois d'imprimer un motif sur les toiles qui servent à la sérigraphie.

Les habitant.e.s de la communauté sont assez discret.e.s, on les voit peu et le dialogue est difficile à nouer. Je m'échappe du côté de la rivière. Ces montagnes sont si impressionnantes, on ne soupçonne en rien le quart de la moitié de l'activité qui s'y cache.

Plus tard dans la journée, nous préparons la camionnette pour retourner à San Antonio avec les vélo-machines, pendant que les autres s'apprêtent à se rendre aux festivités *del día de la madre*. Nous traversons un bout de l'État du Chiapas avant de rentrer de nouveau dans l'Oaxaca où, quelques centaines de mètres plus loin, on nous attend. Un membre des autorités sonne la corne de brume pour prévenir de notre venue. C'est le moyen le plus efficace pour se faire entendre dans tous les recoins de ce village très vaste. Les habitants descendent des montagnes ou sortent de leurs maisons, arrivent peu à peu pour venir voir la présentation maintenant bien rodée de CACITA. À la fin, on discute du « conflit » avec les habitants.

*¡Duro compaÑer@s!*

Eux aussi luttent pour défendre leur communauté, notamment contre une entreprise qui déboise sur des terres qui ne lui appartiennent pas. Un homme nous raconte que des gens, des étrangers, sont venus pour faire des enquêtes dans la forêt mais il ne connaît pas le but de ces recherches. Il sait également que des ingénieurs sont venus faire du repérage pour construire une autoroute au milieu des Chimalapas. Mais globalement, les habitants des communes environnantes nous confirment qu'ils sont bien tenus à l'écart de toute information concernant ces projets.

Oaxaca.

Chiapas.

Oaxaca.

Le lendemain soir, les adieux sont brefs mais émouvants. Les autorités nous remercient vivement de toute notre participation, de notre respect, nous les remercions de leur accueil, de leur disponibilité, de leur confiance. Tout le monde y va de son compliment, personne n'a besoin de se forcer pour sortir son meilleur sourire, certains retiennent même une larme. Puis nous rentrons à Oaxaca le lendemain à l'aube, d'une traite, parcourant dans l'autre sens la route parcourue ces dix derniers jours au rythme des conflits agraires et territoriaux.

Si cette région est infestée de plans économiques imposés aux populations, ce n'est pas la seule de l'État. Cette caravane n'était que la première d'une série de huit. Le reste du sol *oaxaqueño* pullule de richesses et de ressources convoitées par beaucoup de compagnies étrangères, défendues par la République Mexicaine. Cet état de fait entraîne de violents conflits entre les autorités locales et les villages présents sur les territoires désirés. Les exemples du barrage de Jalapa, des

---

*Interlude*

éoliennes de Juchitán/La Venta ou de la forêt dorée des Chimalapas représentent bien la vague générale d'exploitation industrielle et de déplacement de population en vigueur dans tout l'État. Le gouvernement fédéral de Felipe Calderón, avec le soutien des gouverneurs locaux et des maires, participe aux traités économiques libéraux internationaux avec ardeur, privant des habitants de leurs villages et de leur eau, flouant ses paysans analphabètes, envahissant des terres communales pour en extraire les ressources à des fins privées. Tout ceci en l'absence de dialogue entre les autorités politiques et les habitants, mais sous la surveillance de l'armée et de la police fédérale. En toile de fond, le PRI est là. Depuis la Révolution de 1910, sans alternance, il a toujours gouverné à Oaxaca. C'est un bastion auquel le vieux parti s'attache grâce à la torture, aux assassinats, aux emprisonnements arbitraires, à la corruption.

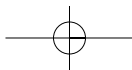
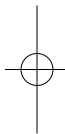
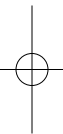
En arrivant à Oaxaca, il est difficile de faire un bilan de la caravane. Il y a trop d'imbrications complexes qui viennent bouleverser des schémas d'interprétations jusque là suffisants pour ma recherche sur Oaxaca. Il y a tant d'acteurs, de conflits sous-jacents, de normes sociales décalées de celles que je connais ou que j'ai pu découvrir depuis huit mois.

De plus, nous avons certes présenté nos projets et écouté nos interlocuteurs nous expliquer leurs problèmes, mais l'échange en lui-même a été assez restreint. Nous étions toujours entre nous, et les autres entre eux. Nous avons peu discuté avec les habitants des villages en dehors des réunions formelles, et j'ai des doutes sur l'impact réel de la caravane en matière de coordination des actions des forces politiques d'opposition au régime. C'est forcément beaucoup plus compliqué que ce que nous venons de faire pendant ces dix jours. Néanmoins, j'ai pu prendre du recul sur ma perception du

*¡Duro compaÑer@s!*

mouvement à grande échelle. Des bouts du puzzle « 2006 » viennent s'ajouter petit à petit dans ma tête.

Avec des conjonctures si particulières (même si elles sont pourtant similaires dans bien des villages) et une répression très ciblée, il était difficile pour des communautés – ou des peuples – d'intégrer corps et âme un mouvement social lié avant tout aux enseignants, pleins d'intentions certes émancipatrices mais souvent abstraites, et qui était concentré dans une ville située, pour le village le plus éloigné, à presque dix heures de route. Le soutien moral était bien là car finalement, l'adversaire est le même : le PRI et ses pratiques autoritaires qui entraînent des inégalités politiques, économiques et sociales pour les habitants de l'État. On voyait, dans les manifestations, des délégations de soutien à l'APPO représentant toutes les régions. Des Assemblées populaires avaient fleuri dans les huit recoins du vaste État *oaxaqueño* et avaient en théorie leur mot à dire dans les décisions de l'APPO. Mais cette dernière était peut-être trop urbaine, trop cloisonnée et trop dans l'urgence pour donner confiance à des peuples déjà trop habitués à lutter, souvent seuls, contre la violence quotidienne.







## ENTRETIEN AVEC C.

### Quoi, qu'est-ce qui est bon, fils de pute?

« Le soir du 25 novembre 2006, après la dispersion générale, un ami est arrivé vers nous avec un camion. On lui a dit de le laisser rouler vers la PFP, mais il a eu peur et il l'a finalement mis en travers de la route pour la retarder. [...] On est allés chercher des tôles et d'autres trucs, puis on a avancé, tous derrière la tôle. Mais les flics étaient déjà là, tout près. [...] Notre intention était d'aller nous réfugier à l'université. On a croisé des potes à moto qui nous ont dit : "N'allez pas par là, la PFP bloque tout !" On a cherché une autre rue, mais elles étaient toutes fermées. [...] On a fini par arriver quelque part où une camionnette de la PFP fonçait droit sur nous. On a commencé à lui lancer des pierres, puis les petits soldats sont descendus de la voiture. On a couru comme des lapins, je ne sais pas par où, mais on est finalement arrivés vers un petit parc. [...] On a installé une barricade de feu et environ cinq minutes après. [...] on a été rejoints par un groupe de *compas*. On couvrait alors toute la largeur de la rue. La tête de cortège a tourné à gauche, on l'a suivie. Le temps que tout le monde tourne, nous ne couvrons plus toute la largeur de la rue...

Cinq camionnettes de la PFP sont arrivées à toute vitesse, et boum, elles ont bloqué la rue et coupé le cortège en deux. [...]

Les *pefepos* [de la PFP] sont descendus de la voiture, sans casque ni bouclier, mais avec une matraque et un flingue. Ils nous ont dit : “Vous allez voir bande de fils de putes”. J’ai collé mon dos au mur et me suis caché le visage. Ils nous ont tous arrêtés. Ils m’ont attrapé le tee-shirt et m’ont dit : “Allonge-toi par terre, mais pas sur le trottoir, sur la route, là où passent les voitures”. Je me suis allongé sur le ventre en couvrant ma tête. Un flic a commencé à me frapper avec sa botte et me l’a appuyée finalement sur le dos, en signe de sa supériorité : “Mets tes mains derrière ton dos”. Là, j’ai pu voir les autres et me rendre compte qu’ils nous avaient tous mis dans la même position : à plat ventre, les mains dans le dos. Puis ils ont reçu l’ordre de nous faire monter dans le camion. Ils m’ont frappé de nouveau, et j’ai crié : “C’est bon, là, non?” Il a répondu : “Quoi, qu’est-ce qui est bon, fils de pute?” [...]

Nous ne tenions pas tous dans le fourgon, alors ils nous ont fait redescendre et nous ont de nouveau allongés sur le sol, les mains derrière le dos. Puis ils nous ont installés un par un, les uns au-dessus des autres, comme des sacs. Moi, j’étais en haut, au troisième étage. Je pensais bien que j’allais écraser mes camarades, mais en même temps j’avais trop peur de me faire frapper si je disais quoi que ce soit. [...] La camionnette a continué d’avancer et un des flics a commencé à me faire chier avec sa matraque. Il l’a coincée entre mes jambes et il a commencé à faire des va-et-vient. [...] La camionnette s’est arrêtée, ils nous ont fait descendre en nous tirant par la ceinture, puis ils nous ont placés les uns derrière les autres, la tête baissée. Ils nous ont filmés un par un : nom, prénom, etc. On était dans une rue d’Oaxaca, je ne sais pas laquelle. [...] Ils nous ont fouillés. Ils ont trouvé les choses que je n’avais pas

*Qu'est-ce qui est bon, fils de pute ?*

pu jeter. Ils m'ont pris mon portable et ne me l'ont jamais rendu. Ils m'ont pris mon lance-pierres, des goupilles de bombes lacrymo que j'avais gardées pour le souvenir. C'est bizarre parce qu'ils m'ont tout pris, sauf l'argent. [...] Ils nous ont fait asseoir sur le trottoir, la tête dans les mains, et nous ont fait remonter dans la camionnette, toujours un par un et les uns sur les autres. Cette fois, j'étais tout en bas : là au moins, ils ne m'ont pas fait chier. Je supportais juste le poids des *compas*. Encore une fois, la camionnette s'est arrêtée pour nous faire descendre et nous filmer, puis nous faire remonter. Mais cette fois-ci, on s'est mis en rang d'oignons, assis [...].

Nous sommes arrivés à la prison de Miahuatlán vers deux heures du matin. On avait été arrêtés vers vingt heures trente. On a mis cinq heures pour faire un trajet qui dure deux heures et demie normalement. [...] Quand nous sommes arrivés, on ne savait pas où on était. Ils nous ont juste dit : “Ça y est, on va vous ranger. Prêts pour la douche froide ?” [...] On est entrés dans la salle d'admission, ils nous ont collés en ligne contre le mur et nous ont demandé de lever nos bras. Ils nous ont fouillés, encore une fois. Nous sommes ensuite passés à la visite médicale. Les médecins, ou soi-disant médecins, nous ont demandé de nous déshabiller : “Lève ton tee-shirt, baisse ton pantalon”, tout en prenant des notes. Ils nous ont fait redescendre en admission. “Vous allez être appelés un par un pour la déclaration. Pour les blessés, vous passerez en salle de soins.” Mais ce n'était pas vrai, un ami qui avait le doigt cassé n'avait toujours pas été soigné après une semaine : [...] ils lui ont juste donné une gaze et un analgésique. [...] Dans le bureau, le type m'a demandé si je voulais faire une déclaration. J'ai répondu que non, que je ne parlerais pas si je n'avais pas d'avocat. En revanche, beaucoup d'autres ont parlé ; par peur, par manque d'information, je ne sais pas... Ça a duré toute la

*iDuro compañer@s!*

nuit. Vers huit heures le lendemain matin, ils nous ont enfin donné à manger. Dans la prison, on était isolés des autres prisonniers. Et ce n'est que le lendemain à seize heures qu'ils nous ont laissé téléphoner à nos familles. »

## **Il n'y a personne, pas un bruit, juste le bruit du silence...**

« Peu de temps après, ils nous ont mis les menottes, par devant. [...] Ils nous ont rangés en file indienne et ont crié : "Toi, tu prends le pantalon de celui qui est devant, et celui de derrière t'attrape par le pantalon aussi". Ils nous ont classés par numéro et nous ont emmenés sur une piste de décollage. Quand ça a été à moi de monter, j'ai eu peur, très peur, des hélices. Je ne savais pas ce qui allait se passer. Cet hélicoptère était géant. Je ne sais pas combien il mesurait, mais on tenait facilement à trente prisonniers, plus les flics. [...] Il y en avait un qui n'arrêtait pas de nous donner des coups de pieds dans le dos. Puis on a décollé et un autre hélico a décollé en même temps. [...] On était cinquante-six. Moi, je devais être le numéro dix-sept ou quelque chose comme ça. J'ai su après, car personnellement je n'ai rien entendu à cause du bruit des hélices, que la PFP avait menacé certains prisonniers de les lancer dans le vide. [...]

Finalement, après une demi-heure environ, l'hélico a entamé la descente et nous sommes arrivés... Enfin, il y avait une sorte de piste d'atterrissage d'avion, on ne savait pas si c'était un aéroport ou une base militaire. [...] Nous sommes descendus et, une fois à terre, ils nous ont enlevé les menottes... pour nous en remettre d'autres, différentes [rires]. Ils nous ont de nouveau pris par le pantalon et nous

*Personne, pas un bruit*

ont fait monter un par un dans un avion, où ils nous ont filmés, encore. Noms, prénoms, etc. Une fois à bord, ils m'ont mis sur un siège du milieu et ils ont attaché ma ceinture en faisant deux tours. Un flic m'a dit d'appuyer ma tête sur le dossier de la place de devant. J'avais déjà bien mal au cou depuis tout ce temps avec la tête baissée, et puis je n'avais pas dormi ; j'ai juste laissé tomber ma tête sur le dossier. Mais non, ça ne lui allait pas. Il me l'a relevée en disant de l'appuyer mieux que ça, uniquement le front devait toucher le dossier. [...] Ils ont fermé les fenêtres et ils nous ont dit qu'ils nous emmenaient dans les îles, ou je ne sais pas quoi. [...] Je précise que dans l'avion, peut-être aussi dans l'hélico, je ne me souviens plus, ils ont séparé les hommes des femmes. Il y avait plusieurs femmes.

*– C'était des avions de l'armée ou des avions de tourisme ?*

À l'aller je n'ai rien vu, mais au retour, j'ai vu qu'il y avait écrit "Aeroméxico" [équivalent d'Air France]. Bref, l'avion, ça va vite. On se demandait bien où ils nous emmenaient, si c'était dans un autre pays ou je ne sais quoi... On a fini par atterrir. Encore une fois tout le tintouin : des nouvelles menottes, encore [rires]. Puis on est montés dans un camion pour être emmenés au centre général n°4 de Tepic, État de Nayarit. [...] Ils faisaient un boucan ! Ils ont la voix bien forte ces gardes, et ils te crient dessus le plus qu'ils peuvent, à cinq ou six en même temps [...] : "Allez, bouge !", "Plus vite !", "Ouvre les fenêtres, ça sent la merde ici !" C'est sûr, on ne sentait pas bon, avec nos tee-shirts pleins de sang pour la plupart. Depuis plus de vingt-quatre heures, le sang sentait fort, il y avait plein de moustiques qui venaient se coller. [...]

Pour entrer dans cette prison, il n'y a qu'une route. Il y a une déviation pour y arriver avec un check point où les visiteurs

*iDuro compañer@s!*

laissent leurs papiers d'identité. Ensuite un transport spécial t'emmène à la prison, à deux kilomètres. C'est-à-dire qu'il y a un périmètre de deux kilomètres où il n'y a personne, pas un bruit, juste le bruit du silence. Tout ce que tu entends est amplifié. Quand on était assis dans le camion on a entendu des bruits d'abus sexuels. Mais pas chez les femmes, dans le camion. On n'était plus que des hommes, donc c'était forcément sur des hommes qu'ils étaient pratiqués. J'ai cru que j'halluciniais. Je ne voulais pas croire que c'était ça. [...] Mais si, j'ai clairement entendu le bruit d'un préservatif qu'on déroule. Et puis un *compa* a poussé un gémissement, genre : "Mmh", de douleur. Le garde lui a dit, comme pour le remettre à sa place : "Mmh quoi ?", tout doucement. Il y avait aussi des bruits étranges, comme si les *compas* s'étouffaient avec quelque chose.

Ils nous ont finalement fait entrer dans la prison. Pour ça, ils nous ont dit de nous accroupir, sur la route, la tête baissée, un par un. [...] Quand ça a été à moi, j'ai baissé ma tête et il m'a dit : "Viens par là !" Mais avec la tête baissée, je ne pouvais pas vraiment voir où j'allais, alors j'allais où les cris m'appelaient. Ils m'ont crié : "Tu es dans un centre fédéral, tu es ici pour obéir aux ordres !" [...] Puis on est arrivés à l'infirmerie :

– Lève-toi ! Avec ta main droite enlève ta chaussure droite. Avec la même main, enlève la chaussette droite. Tu fais la même chose avec la main, la chaussure et la chaussette gauches. Enlève ton bracelet !

– Je ne peux pas il est trop serré.

– Ici tu réponds "Oui monsieur" ou "Non monsieur" ! Tu vas l'enlever ou quoi !

– Oui monsieur !

– Plus fort !

– Oui monsieur !!

*Personne, pas un bruit*

– Plus fort !!

– Oui monsieur !!!!!!! [...]

Ils m'ont fait enlever rapidement tous mes habits et m'ont dit de faire trois genuflexions. Puis ils m'ont retourné et j'ai vu une espèce d'infirmière avec une lampe de poche. Elle a inspecté mes parties génitales. Ils m'ont ensuite donné un trousseau d'habits de prison, tout en vert kaki, et des chaussures trop petites. Pour la première fois ils m'ont attaché les menottes avec les mains derrière. On avait tous l'air de nains à côté de ces armoires à glace. [...] On est ensuite entrés dans la salle où ils prennent la photo, où ils te rasent la tête, où ils prennent tes empreintes digitales, etc. Tu passes d'abord à la photo, avec la plaque devant, à ton nom, comme si tu étais un criminel. Il fallait la tenir bien, mieux, toujours mieux... Je suais de peur et de fatigue. Je leur ai fait remarquer qu'il y avait deux fautes à mon nom : "On t'a demandé quelque chose ?" Une femme est ensuite arrivée avec la tondeuse pour nous raser la tête. Pour ceux qui avaient la barbe, ils ont donné un rasoir pour tous, pas de mousse. Et encore une autre photo, avec la tête rasée cette fois, avec ton nouveau look... Et, finalement, les empreintes : chaque doigt de chaque main, la paume, les côtés, quatre doigts sans le pouce. [...] Ils nous ont mis en file et nous ont remis les menottes. Un des gardes m'a fait un genre de clé chinoise : il m'a remonté un bras derrière et, en même temps, il m'a mis l'autre main sur la tempe en appuyant comme un dingue. Tout ça en marchant avec des chaussures trop petites. [...] »

## **Vous n'allez pas dormir, pas avant qu'on en donne l'ordre**

« On est entrés dans les cellules, deux par deux. Je voudrais préciser que, là-bas, ils n'appellent pas ça des cellules, mais des séjours. Ça fait mieux. Tu n'es pas non plus prisonnier, tu es interné. De même, tu n'es pas en prison, mais dans un Centre fédéral de réadaptation sociale [Cereso]. J'étais donc interné dans le séjour n°1 du couloir A [rires]. Ils nous ont collés au mur, à l'intérieur, et ont fermé la porte. Ils nous ont montré un matelas, le robinet pour boire de l'eau (non potable), et le savon. Le séjour, enfin la cellule, faisait trois mètres sur deux. Il y avait un sommier un peu en hauteur, trois matelas, la douche, le robinet, les toilettes, une tablette murale et deux tabourets. On a été trois dedans, après. [...] Le garde nous a ordonné de faire nos lits, on les a faits. Et là je pense qu'on a tous eu la même idée, on s'est affalés sur nos matelas pour dormir. Mais non ! Les gardes nous criaient : "Non, non, non, vous n'allez pas dormir, pas avant qu'on en donne l'ordre. Le repas va arriver !" Il fallait, encore une fois, baisser la tête pour récupérer la boîte en polystyrène sans voir leurs visages. Idem pour le verre d'eau potable : on devait le prendre en avançant les bras sans regarder, et dire : "Merci Monsieur". Enfin, les jours où ils étaient de bonne humeur. Parce que sinon, quand tu disais : "Merci Monsieur", ils te répondaient : "Je ne suis pas un Monsieur, moi. Je suis officier. Merci qui ?" Ils sont passés pour récupérer les assiettes et nous ont dit de garder le verre, parce que c'était le seul qu'on aurait. Et, enfin : "Ça y est Messieurs, vous pouvez dormir". Toute la nuit, on a entendu des nouvelles admissions.

Ils nous ont réveillés en criant : "Debout, présentation pour l'appel !" On s'est levés et ils sont passés de cellule en cellule



*Pas dormir avant qu'on en donne l'ordre*

en criant un nom de famille. Tu devais répondre du tac-au-tac par ton prénom, la tête baissée, avec la chemise bien rentrée dans le pantalon et les bras tendus le long du corps. Pendant les vingt-quatre jours qu'on a passés là-bas, les gardes ne nous expliquaient jamais les règles à suivre, mais ils nous engueulaient quand on ne les respectait pas. Par exemple, un jour, on a soudainement appris qu'on ne pouvait pas poser les matelas par terre, qu'ils devaient être, les trois, bien faits et entassés sur le sommier en métal pendant la journée. Le lendemain, il fallait y ajouter la serviette et les habits, bien pliés. Mais du côté de la tête, pas ailleurs. Quand on a demandé un nouveau savon, ils nous l'ont refusé parce qu'on ne pouvait pas avoir deux savons en même temps dans la même cellule, il fallait terminer le premier. Pareil pour le papier toilette, ils n'en donnaient presque pas. Il fallait ramener le petit rouleau en carton pour avoir droit à un rouleau neuf. [...]

Le lendemain de notre arrivée, les autres prisonniers, qui avaient été détenus à Tlacolula [État d'Oaxaca], sont arrivés. Un enseignant nous a rejoints dans la cellule. Il était tout en sueur. Nous, on allait un peu mieux, on avait dormi un peu, mais il nous a rappelé notre épuisement de la veille. On lui a donné le matelas le plus confortable et on lui a fait son lit. Il devait avoir une cinquantaine d'années. [...] Mon autre camarade de chambre, le premier jour, m'avait parlé avec crainte des abus sexuels. Il m'avait demandé : "Et... euh... à toi aussi? Ils te l'ont... mise, ou... tu as dû leur mettre?" Je lui avais répondu que, heureusement, je n'avais pas eu à passer par là. Il ne m'en a plus reparlé ensuite. [...]

Ils nous obligeaient à nous laver le soir, il n'y avait que de l'eau froide. Ils nous regardaient pour être bien sûrs qu'on se lavait. L'eau s'écoulait à même le sol. Or, après la douche, on avait ordre de dormir et d'installer nos matelas... sur le sol,

*iDuro compañer@s!*

encore plein d'eau. On essayait tant bien que mal d'enlever l'eau avec nos sandales, de la pousser le plus possible vers l'évacuation, mais il en restait toujours. [...] »

## Tu vas aux toilettes combien de fois par jour ?

« Pendant vingt-quatre jours, ils ne nous ont pas laissés sortir de la cellule. On n'a pas eu le droit de passer un coup de téléphone. On a juste eu le droit d'aller aux examens internes de la prison : examens criminologiques, psychologiques, pédagogiques, physiques, de travail social, et je ne sais combien d'autres encore. Pendant les vingt-quatre jours de détention, ils ont dû m'interroger environ dix heures en plusieurs fois. L'examen de criminologie, par exemple : avant d'entrer, tu dois t'accroupir sur un matelas, en position de fouille, puis te déshabiller en entrant. Qu'est-ce qu'on pouvait bien avoir en trop sur nous, on passait nos journées en cellule ! Rebelote en sortant, il fallait lever la chemise jusqu'aux aisselles et la secouer, baisser le pantalon et le caleçon (toujours avec la chemise remontée). Et encore la même chose en arrivant à la cellule... On ne sait jamais, en chemin... Bref, pour l'examen de criminologie, ils te demandaient d'abord ce que tu faisais dans le centre d'Oaxaca le jour de l'arrestation. Puis des questions sur ton enfance :

- Tu es allé à la crèche, toi ?
- Oui, j'y suis allé.
- Et comment te surnommaient tes amis là-bas ?
- Je ne me souviens pas.
- Et comment tu étais ? Sociable ? Tu jouais avec tous les enfants ? Ou plutôt seul ?
- Je ne sais plus.

*Tu vas aux toilettes combien de fois par jour?*

– Et tes parents, ils te grondaient souvent?

– Je ne sais plus.

– Et en primaire, tu as raté une matière? Tu jouais avec tous, ou avec juste un groupe? Ah! Tu jouais avec un seul groupe... C'est déjà un peu une bande ça, non? Et tes parents, ils te battaient? As-tu déjà participé à des bagarres en primaire? [...]

On a passé comme ça toutes les classes de primaire, du collège, et en arrivant au lycée j'ai répondu :

– Oui, j'ai raté l'examen de mathématiques.

– Et pourquoi?

– Parce que les maths, c'était pas mon truc.

– Et ta mère, elle t'a dit quoi?

Donc j'explique ce que m'avait dit ma mère à ce moment-là, et on me répond :

– En qui as-tu confiance? À qui racontes-tu tes histoires? Tu as confiance en ta mère?

– Oui, j'ai confiance en ma mère.

– Et tes amis?

– Oui, aussi, quelques-uns.

Pour l'examen physique, ils me demandaient : "Combien de partenaires sexuel.le.s as-tu eu? Tu as des maladies sexuellement transmissibles? Tu vas aux toilettes combien de fois par jour? Combien de fois par semaine tu changes de vêtements? Tu bois de l'alcool? Tu te drogues?" [...]

Ils ont regardé si nous avions des tatouages et ils nous ont fait faire des examens pédagogiques, des tests de mathématiques, d'espagnol, d'orthographe, de lecture, [...] des choix de dessins. Un exemple : il y avait quatre dessins de fusils, qui pointaient chacun vers une direction différente et il fallait choisir l'intrus. J'ai donc choisi celui qui me pointait moi [rires]. Ou encore : il

*iDuro compañer@s!*

fallait dessiner ce qui manquait sur un dessin, comme l'anse d'une tasse, ou des trucs comme ça. On a aussi dû dessiner quelque chose et écrire une histoire dessus. Ensuite, on a dû écrire un texte pour expliquer pourquoi on avait dessiné le truc comme ça et pas autrement. [...] Voilà, en tout quelque chose comme dix heures d'entretiens, par personne. Ils répétaient tout le temps les mêmes questions : "Combien de temps es-tu resté avec ta dernière petite amie ? Comment tu as encaissé la mort de ton père (mon père est mort en janvier 2006) ? Tu as été à son enterrement ? Qu'est-ce que tu as ressenti ? Comment l'a vécu ta famille ?", etc. Un jour, l'interrogateur m'a demandé :

– Tu nous mens, hein ?

– Comment je ferais pour vous mentir ? Depuis le temps que vous demandez toujours les mêmes choses, comment je pourrais me souvenir d'autant de mensonges ! Je me contredirais tout le temps ! »

## **On est combien à être prisonniers ici ?**

« Le matin du 1<sup>er</sup> décembre, l'assistante sociale m'a convoqué. Elle m'a demandé si j'avais des oncles. Elle ne m'a même pas dit qu'une personne de ma famille voulait me voir. Elle a ajouté : "C'est qui ta mère ? Qui sont tes oncles ? Et ils vivent où ? Cet oncle, Carlos, il a quel âge à peu près ?" Puis rien. Ils m'ont ramené dans ma cellule. Puis ils m'ont fait appeler au haut-parleur, ils m'ont ressorti de la cellule et m'ont emmené dans une pièce. On aurait dit un film américain, avec le garde, derrière, qui m'a relevé la tête. C'est là que j'ai vu mon oncle. [...] Il était très triste. Et moi tout rasé en tenue de prisonnier. Je voulais surtout savoir ce qui se passait dehors, je ne pensais pas que ça avait pris autant d'importance. Je me disais que, peut-être, on n'allait pas tarder à sortir... Je lui ai demandé :

*On est combien à être prisonniers ici ?*

- Comment ça va, à Oaxaca ?
- C'est bien moche.
- Il n'y a plus eu d'affrontements ?
- Non.
- Et les barricades ?
- Plus rien.
- On est combien à être prisonniers ici ?
- Cent quarante-et quelques, je crois.
- Ok... Et tu vois ça comment ? On va bientôt sortir ?

Il m'a dit qu'il ne savait pas : ouille... Je lui ai dit de ne pas s'inquiéter, qu'on allait bientôt sortir [...]. On devait avoir le droit de se parler pendant une demi-heure, normalement. Ils nous ont donné dix minutes. [...] J'ai de nouveau été fouillé avant de passer les grilles pour rentrer dans la cellule : soulever les vêtements, les secouer, et faire trois génuflexions [silence puis rires].

On était tous très tristes, vraiment. Ça donnait envie de pleurer. Je n'ai pas pleuré, ce n'est pas que je ne voulais pas, mais j'étais bloqué. On s'est raconté les choses qu'on avait apprises au parloir, en chuchotant de cellule à cellule, parce qu'ils ne nous laissaient pas parler entre nous. On communiquait quand les gardes étaient occupés d'un autre côté du couloir. Je leur ai dit qu'il n'y avait plus d'affrontements, ni de barricades, et que nous étions environ cent quarante. On venait de deux prisons, je crois : de Tlacolula (à vingt kilomètres d'Oaxaca), et de Miahuatlán (à cent cinquante kilomètres). »

*– Pourquoi avez-vous été transférés jusqu'à Tepic ?*

« Parce qu'en regardant les dossiers, après, j'ai vu qu'on avait tous été classés prisonniers de "haute dangerosité". Le ministère de l'Intérieur nous a tous qualifiés de très dangereux. On devait

*iDuro compañer@s!*

donc être dans une prison qui garantissait des conditions de “séjour” adéquates, qu’on appelle les centres de détention de haute sécurité. On a appris que, normalement, celle de Tepic est de type “sécurité moyenne”. Mais dans les faits c’était comme une prison de haute sécurité. C’était l’horreur. [...]

Un matin, très tôt, on devait être là depuis trois semaines à peu près, ils sont venus nous réveiller en criant comme des fous par la grille : “Pop-corn, sodas, qui en veut ?” Et à côté ils criaient : “Quoi, qu’est-ce que tu as à me regarder ? Faites vos lits, vous partez !” Quelqu’un est revenu en disant qu’on lui avait donné un acte de libération sous caution. On a demandé comment il l’avait obtenu, il n’a rien voulu nous dire. »

– *C’est Ulises Ruiz qui l’a fait sortir ?*

« Oui, il paraît. Il y avait une rumeur selon laquelle plusieurs familles avaient été voir Ulises pour demander la liberté de leurs prisonniers. Il a payé les cautions. De la même manière, la majorité des enseignants sont sortis, la Section 22 a payé leurs cautions, mais pas tous.

Le soir, ils ne nous ont pas laissé dormir. À Oaxaca, beaucoup de gens sont croyants, et il existe une prière à la vierge de Guadalupe, en chanson. Les gardes l’ont convertie en chanson paillarde et l’ont chantée toute la nuit. Ils nous ont également fait chanter l’hymne national, puis l’ont chanté à leur tour. Puis ils ont dit à quelques-uns d’entre nous de faire leurs valises, mais pas à tous. On était un peu tristes, surtout que les gardes nous racontaient qu’ils n’allaient pas forcément aller à Oaxaca, mais à Matamoros, dans une autre prison. [...] Je suis resté trois jours de plus, mes compagnons de cellule étaient partis. J’étais tout seul. [...] Et puis un matin ils ont refait le même cirque. Ils nous ont dit que cette fois nous allions

*On est combien à être prisonniers ici ?*

sortir. Je me suis dit que c'était peut-être vrai, j'étais content. Et c'était vrai, on est tous sortis, sauf deux ou trois je crois. [...]

Ils nous ont fait descendre, nous ont pris la tension, la température. Ils nous ont fait repasser par la salle de photos : les mêmes positions, encore une fois. Mais cette fois-ci, il n'y avait pas de faute à mon nom. Les empreintes, encore une fois. Nous sommes montés dans des bus. Comme à chaque fois, ils nous ont filmés. Ils ont ordonné de baisser la tête et on a commencé à avancer. Là, il n'y a pas eu d'abus sexuels, en tous cas pas que je sache. Mais ils ont tout de même continué à nous humilier. Là, je l'ai vu de plus près. Un garde a caressé le cou du *compa* qui était à côté de moi en disant qu'il était bien beau... Ce à quoi son collègue a répondu que l'important, c'était surtout qu'il sache bien se servir de sa bouche.

À un moment donné, on était toujours dans le camion, mais on est restés arrêtés pendant au moins une heure. Un camarade ne pouvait plus retenir son envie d'aller aux toilettes. Il a demandé s'il pouvait y aller, on lui a répondu que non. Au bout de plusieurs demandes, un autre officier est entré dans le camion en disant : "C'est qui celui qui se chie dessus ? Qu'est-ce que tu attends, fais ici !" Il est parti dans un coin, a baissé son pantalon et a uriné. [...]

Puis nous sommes montés dans l'avion. Sauf que là, je ne sais pas pourquoi, peut-être à cause de la pression internationale qu'il y avait, après nous avoir fait asseoir et mis les menottes, bizarrement, ils nous ont parlé gentiment. On a pu relever la tête, [...] ils ont tiré les rideaux des vitres, on pouvait leur demander de desserrer nos menottes, ils nous proposaient sans arrêt d'aller aux toilettes. [...] On s'est même dit qu'on allait tous rentrer chez nous, on ne sait jamais ! On a atterri, puis on a été transférés dans des camions, [...] ils étaient

*iDuro compañer@s!*

toujours bien sympas, on pouvait même leur parler. J'ai demandé où on allait, ils ont dit : "À Miahuatlán", encore une fois.»

## Ça y est, je m'en vais

« C'était la classe, on était tous contents au début, contents de sortir de cette prison fédérale horrible. À Miahuatlán, on jouait toute la journée à ce qu'on voulait. Au parloir de Tepic, il y a une vitre. À Oaxaca tu pouvais prendre la personne dans tes bras, tu étais avec elle. Elle arrivait à dix heures, elle repartait à dix-sept heures. À Tepic, on ne pouvait pas regarder les gardes. À Miahuatlán ils étaient beaucoup plus sympas et on pouvait les regarder. On jouait même au foot avec eux. Miahuatlán, c'était le paradis à côté de Tepic. Tu manges bien, tu vois des gens, tu as la tête relevée, on te parle normalement. [...] On a tout de même mis quelques jours à ne plus baisser la tête quand on voyait un garde. Quand on leur répondait, ils nous disaient : "Ici, tu n'as pas besoin de répondre 'Oui monsieur', tu sais ?" Et on répondait : "Oui monsieur" [rires]. On pouvait manger avec tous les autres, jouer au foot. Franchement, on était tous contents ! Dès le premier jour, six camarades sont sortis. On se disait que ça y était, qu'on n'en avait plus pour très longtemps. Pour Noël, il y a aussi eu une fête. Le lendemain, nos familles sont venues, on a eu à manger, des couvertures, on était à l'aise. Enfin... [rires]. On voyait les autres prisonniers de Tepic, qu'on ne voyait jamais vraiment quand on était tous là-bas. [...]

Un jour ils ont fait appeler dix *compas* qui sont revenus avec des lettres : s'ils acceptaient de les signer, ils pourraient sortir. La lettre expliquait que les signataires avaient dû demander le soutien du gouvernement pour sortir, car les organisations



*Ça y est, je m'en vais*

des droits humains se moquaient d'eux (enfin de nous). S'ils signaient cette lettre, le gouvernement payait leurs cautions. [...] Ils n'ont pas signé. Le lendemain, le directeur est venu pour essayer de les convaincre à nouveau, et finalement, face à leur refus, il a appelé d'autres personnes le soir-même, quand on était tous rentrés en cellule. Ils ont tous signé. [...]

C'est à ce moment que les familles ont commencé à venir installer un *plantón* devant la prison. Le gouvernement leur a fait du chantage : si elles enlevaient le *plantón*, nous sortions tous avant le jour de l'an. Elles l'ont enlevé, on a attendu, et rien. Le 1<sup>er</sup> janvier, les familles sont revenues l'installer. Là, les gardes ont commencé à restreindre nos droits de visite, à nous parler plus méchamment. [...] Seuls les membres de la famille les plus proches pouvaient entrer. Dans la prison, ils ont commencé à nous donner du travail : arracher les herbes, nettoyer les toilettes, couper la canne à sucre, tuer des poulets. Je ne savais pas du tout comment tuer un poulet ! Les femmes les plumaient. [...] On était encore une quinzaine, il y avait six femmes. Une première manifestation pour demander notre libération a eu lieu, puis une autre. On entendait les slogans dans toute la prison. Sept d'entre nous sont sortis. À la troisième manif', ils ont monté le son de la musique dans la prison, on ne pouvait plus entendre nos camarades. [...]

Un jour, une partie des prisonniers qui étaient déjà là avant nous ont cherchés en se plaignant du fait que la présence du *plantón* empêchait leurs familles d'entrer. On a répondu que c'était faux, le *plantón* était loin de l'entrée principale et l'accès était dégagé. Ils nous ont menacés : si le *plantón* était encore là le lendemain, ils allaient eux-mêmes se charger de nous faire sortir. En effet, s'ils nous frappaient, on serait transférés dans une autre prison pour avoir perturbé l'ordre dans la population carcérale, ou on irait à l'hôpital. [...] Le *plantón* n'a pas été enlevé et, le

*iDuro compañer@s!*

lendemain, les autres prisonniers sont venus nous voir en s'excusant. Ils nous ont dit qu'ils n'avaient aucun problème avec nous, mais que la direction les avait obligés à faire ça. [...] D'ailleurs, on s'entendait bien avec la majorité des détenus, depuis le début. Et ça a été comme ça jusqu'à la fin. [...]

Les jours passaient. Les derniers enseignants de la Section sont sortis, et ceux qui n'étaient ni professeurs, ni soutenus par le Front populaire révolutionnaire [organisation affiliée au Parti communiste mexicain], les "normaux", nous sommes restés. [...] Le 14 janvier, il y a eu une manifestation et, trois heures après, ils ont envoyé les flics sur le *plantón*. Des hommes masqués et armés sont arrivés, au volant de camionnettes sans plaques. [...] Ils ont tout détruit, ont frappé des gens, ont volé l'argent de la caisse de soutien (six mille pesos [environ trois cents euros]), et il y a eu cinq arrestations pour possession de drogue et d'arme. Les cinq *compas* sont sortis au bout de trois jours. À cause de la peur j'imagine, le *plantón* n'a pas été remis en place. [...]

Je suis sorti le 27 février. Quelque part, j'étais triste. Je laissais tous mes *compas*. On était comme une famille, là-dedans. Tu manges avec eux, tu dors avec eux, tu es avec eux, tu ne peux te fier à personne d'autre. Après trois mois avec eux, comment tu leur dis : "Ça y est, je m'en vais" ? [...]

Au début, aucun prisonnier arrêté le 25 novembre (ou après) n'avait droit à une liberté sous caution. Une caution a été fixée par la suite, elle s'élevait à quatre millions de pesos [environ 230 000 euros]. Le 6 janvier, notre caution avait été baissée à 280 000 pesos [16 500 euros]. [...] Rapidement, des comités et des collectifs se sont formés pour récupérer de l'argent et appeler une *fianzadora*, une banque spécialisée

*Ça y est, je m'en vais*

dans les cautions pénales. Elle prête l'argent de la caution et le récupère si tu es déclaré innocent au final. Il suffit de leur donner 13 % de la caution totale, plus une reconnaissance de dette. Si tu es déclaré innocent, ils te rendent la reconnaissance de dette, mais pas les 13 %. Il est là, le business. [...] Dans mon cas, j'ai appris plus tard que ma mère s'était fait prêter les 280 000 pesos par son chef et qu'on avait ainsi pu utiliser l'argent des collectifs pour un autre prisonnier.»

*— Ils te déclarent coupable ou innocent après les trois mois de prison ?*

« En fait, le procès est toujours en cours. Je vais signer tous les mois à Oaxaca, je suis sous contrôle judiciaire. [...] Le chef d'inculpation d'association de malfaiteurs a été abandonné pour presque tous, et celui d'incendie pour quelques-uns seulement. Moi, il m'en reste deux : sédition et outrage à agent. »

## LA RÉPONSE DU GOUVERNEUR

### Tortures, assassinats, enlèvements

Extrait du *Rapport de la VI<sup>e</sup> visite de la Commission civile internationale d'observation des droits humains (CCIODH)*, mai 2008

« ENTRETIEN N°224

Nouvelle gauche d'Oaxaca : I. G. Maldonado (ex-prisonnier) :

“Ils m’ont déshabillé, m’ont dit qu’ils allaient me violer, puis ils ont commencé à me toucher. [...] Ils m’ont dit de m’asseoir sur un seau d’eau. Ils ont apporté une machine avec deux câbles. Ils voulaient que je signe un papier où je témoignais de la culpabilité de Flavio Sosa. [...] Ils m’ont frappé pendant trois ou quatre heures. [...] Puis ils ont laissé tomber les câbles, j’ai reçu une décharge, une douleur inexprimable. [...] Les seules preuves qu’ils avaient, c’était que quelqu’un avait dit que je participais aux manifestations. Tous les soirs, pendant les sept mois [de ma détention], ils ont fait la même chose. Ils me faisaient asseoir sur le seau, et ils chargeaient.” »

*Tortures, assassinats, enlèvements*

Extrait du film documentaire *Compromiso cumplido*  
production Mal de Ojo, 2007

[Mayen A., Comité de libération "25 novembre"]

« En réponse à l'ampleur que prenait le mouvement populaire enseignant, on a commencé à voir des arrestations sélectives effectuées par des groupes policiers et parapoliciers. Le professeur Germán, le biologiste Ramiro, l'étudiant Pedro, le professeur Erangelio... »

[Professeur Germán, Front populaire révolutionnaire]

« En juillet 2005, je me suis fait arrêter pour tentative d'homicide. Mon dossier a été classé et j'ai été libéré au bout de vingt-cinq jours. Cette disculpation a été approuvée par le palais supérieur de Justice, qui a confirmé ma remise en liberté. Et un an plus tard, le 9 août 2006 pour être précis, ils m'arrêtent une deuxième fois, sous prétexte que de nouveaux éléments se sont ajoutés au dossier, en ma défaveur. La Constitution dit clairement qu'aucun citoyen ne peut être arrêté et accusé deux fois pour le même délit. Donc pour justifier la détention, ils ont caché une arme chez moi. [...] Le lendemain, il y a eu une manifestation pour exiger ma présentation en vie et ma libération. Les paramilitaires sont apparus. »

[Professeure Florina]

« Le 10 août, on est allés à la manifestation pour la libération du professeur enlevé, vers seize heures trente. Tout avait l'air normal, on a passé la plaine, le *zócalo*, et en arrivant à Ex Marquesado, jamais je n'aurais pu m'imaginer qu'il allait se passer ce qui s'est passé. [On voit les images de la manifestation, puis on entend des détonations, une rafale de balles ; les gens crient : "D'où ça vient ? Photographes ! Caméras !"] J'ai entendu la rafale, une décharge complète de pistolet. Quand

*iDuro compañer@s!*

j'ai tourné la tête, je ne l'ai pas vu, il n'était plus debout. Quelqu'un était en train de crier à l'aide et un autre *compa* le portait dans ses bras.

Je me suis jetée sur José. Quand je l'ai vu en sang, je lui ai dit qu'il fallait résister. Et les autres me disaient de me lever, de laisser passer les secours. Ils m'ont écartée de lui. Ils l'ont emmené à l'hôpital qu'il y avait dans la rue. [...] Plus tard, je l'ai vu sur le brancard, allongé. Personne ne s'en était occupé, ils lui avaient juste déboutonné sa chemise. Et il était mort. [...]

Au début, j'ai refusé qu'on lui fasse une autopsie. Je me demandais pourquoi. Pourquoi, après l'avoir blessé, massacré, ils voulaient l'ouvrir une nouvelle fois ?! Mais quelqu'un m'a dit que c'était nécessaire, si jamais je voulais clarifier la situation. Je me suis laissée convaincre. Sincèrement, je suis contente de l'avoir fait parce que la procureure a déclaré dans la presse qu'il était mort dans une bagarre de rue. C'est faux, neuf tirs l'ont touché au total. Ces tirs venaient de la hauteur de l'hôpital et du parking qui est en face. Le propriétaire des deux établissements est le même. Ils ont trouvé des matelas où des gens avaient dormi, des uniformes de policiers judiciaires, un sac de linge et des bottes... du type de celles des policiers. J'ai même entendu qu'ils avaient trouvé de l'herbe et des cartes d'identité. Tout ça pourrait clarifier les choses pour porter plainte. Ce que je ne peux de toute façon pas faire, avec tout le pouvoir qu'ils ont. Je ne peux rien faire contre le pouvoir, parce que c'est leur parole contre la mienne. Mais j'ai les preuves que c'était une embuscade, que tout était préparé. L'objectif, c'était de créer la peur, de dire : "Si vous continuez, c'est ce qui vous attend, essayez encore de vous attaquer au gouvernement, c'est ce qui vous attend." »

## *Une répression médiatisée*

[Professeur Germán, FPR]

« Ces paramilitaires ont été arrêtés à División Oriente, le lieu de l'acte criminel. On a trouvé tout l'équipement de policiers, des uniformes, des armes, des balles. Tout a été livré à la *procuraduría*, comme preuve qu'ils avaient commis le meurtre. Et ils sont où ? Ils n'ont pas été inculpés. Il n'y a même pas eu d'enquête ! Que se passe-t-il avec les institutions ? Elles deviennent elles-mêmes les promotrices de la violence institutionnelle et extra-institutionnelle. »

## Une répression médiatisée

Notes prises à la suite d'une discussion avec R.,  
victime d'enlèvement et de torture

« On était à une conférence de presse, il y avait beaucoup de journalistes et une camionnette est arrivée. On a commencé à nous tirer dessus. C'est te dire s'ils sont vraiment nuls... Ils ne sont même pas capables de faire ça bien ! Comme il y avait plein de photographes, il y a des dizaines de photos de ce moment ! Ils ont tiré, puis ils m'ont emmené. Ils m'ont mis dans la camionnette en me masquant le visage. Ils m'ont donné des coups.

– Tu sais où ils t'ont emmené ?

– Non, une pièce avec des toilettes... Là, ils ont continué leur travail de torture en me rouant de coups.

– Tu t'en es sorti comment ?

– Ben, je te dis, ils sont vraiment pas malins. Ils m'ont chopé à un moment où il y avait plein de monde. Quand ils m'ont pris, quelqu'un m'a identifié et les camarades ont exigé ma libération et la présentation de mon corps en vie.

*iDuro compañer@s!*

– Tu es resté combien de temps, dans cette pièce ?

– À peu près huit heures... et pendant tout ce temps ils m'ont frappé. J'ai bien cru... Ils ne s'arrêtaient pas, avec les insultes, les cris. La torture, quoi... [silence] C'est pour ça que je ne peux pas trop bouger... Je suis resté deux mois dans mon lit à ne pas pouvoir bouger à cause de ces bâtards. J'avais deux côtes cassées, plus le traumatisme psychologique. Je ne voulais plus sortir de chez moi, je ne pouvais pas, je ne pouvais pas voir le dehors. [...]

– Et tu as vu les visages de ceux qui t'ont fait ça ?

– Oui. Malheureusement. Malheureusement pour eux, ou pour moi, ça je ne sais pas. C'est un film que je me suis fait des dizaines de fois dans ma tête : qu'est-ce que je fais le jour où je les croise dans la rue ? »

Extrait du film documentaire *Compromiso cumplido*

[Journal télévisé TV Azteca, 22 août 2006]

« Ce soir dans *Hechos* [les faits], au deuxième jour de violence à Oaxaca : notre reporter suit une opération nocturne.

22h39 : « Ils sont en train de tirer dans le quartier de la Reforma, [...] ce sont des camionnettes de la police municipale en opération. »

[Radio La Ley (*del pueblo*), 22 août 2006]

« Alerte *compañeros*, il est important que vous vous mobilisiez, on a entendu des tirs du côté des locaux de la Radio La Ley. Ce sont des policiers ministériels. Alerte, alerte, alerte, mobilisez-vous ici et sur vos piquets ! »



*Une répression médiatisée*

[Journal télévisé TV Azteca, 22 août 2006]

« 22h42 : L'équipe de TV Azteca a été victime d'une agression policière. Les agents prétendaient débloquer des avenues obstruées. La police découvre le reporter et lui enlève la caméra :

"Juste après qu'ils nous aient arraché la caméra, nous avons discuté avec un des agents pour récupérer nos trois téléphones portables. Puis d'un coup, ils sont montés dans leurs camionnettes en prétendant que les adhérents de l'APPO les poursuivaient. Mais ce n'était pas le cas, il s'agissait en fait de deux photographes du journal *Milenio* qui s'approchaient du convoi. Les agents ont tiré sur la voiture, deux fois du côté conducteur, sur le pare-brise avant. Les faits se sont déroulés pendant une opération policière de déblocage d'une rue occupée d'Oaxaca. Les balles ont atteint un homme, Lorenzo Sampablo, 52 ans. Ils l'ont tué. »

*Extrait de Oaxaca sitiada*

« Le 22 août, un photographe de *Milenio* s'est approché d'une camionnette Nissan, sans plaque, et a pris en photo les hommes masqués qui s'y trouvaient, dans la *colonia* Reforma. Les types, sans pudeur, montraient bien leurs flingues AR-15. "Nous sommes des policiers", a dit l'un d'eux sarcastiquement. [...] Les voisins se sont mis à leur lancer des pierres. Ils n'ont pas tardé : le convoi, plus de vingt camionnettes, est immédiatement parti à toute vitesse. Les derniers véhicules ont tiré sur les voisins et sur les photographes [des quotidiens nationaux *Milenio* et *Reforma*]. [...] Les photos des tireurs du gouvernement ont été publiées le lendemain. Évidemment, les autorités municipales, nationales et de l'État n'ont rien fait. »

*iDuro compañer@s!*

Extrait du film documentaire *Compromiso cumplido*

[Aux alentours de la Radio La Ley (*del pueblo*), trois personnes témoignent anonymement, le même soir, devant une caméra de particulier]

« On était là et, quand les camionnettes sont passées, on s'est mis à courir par là-bas. On s'est tous mis à terre, mais lui [Lorenzo Sampablo], il a continué à courir et ils lui ont tiré dans le dos. Il y avait de l'air qui sortait de son dos, je crois que c'était le poumon, ou un truc comme ça. C'était des flics, parce qu'il y avait cinq camionnettes, six motos, et ils étaient tous armés. On a entendu les rafales. »

[Mayen A., Comité de libération "25 novembre"]

« Malgré le fait qu'on ait vu l'opération à la télévision nationale, qu'on ait vu des individus dans des camionnettes et qu'on ait entendu des tirs, personne n'a été arrêté. Il n'y a toujours pas de "responsable" de la mort de Lorenzo Sampablo. »

## **L'assassinat de Bradley Roland Will : l'unique cas ayant fait l'objet d'une « enquête »**

Extrait du site new-yorkais d'Indymedia,  
<http://nyc.indymedia.org/en/2006/10/77996.html>

30 octobre 2006

« APPEL POUR UNE ACTION DEVANT LE CONSULAT MEXICAIN POUR  
PROTESTER CONTRE L'ASSASSINAT DE NOTRE AMI BRAD WILL !

Vendredi 27 octobre 2006, notre ami Brad Will a été sauvagement assassiné par des paramilitaires protégés par le

---

*L'assassinat de Brad Will*

---

gouvernement à Oaxaca, Mexique, alors qu'il travaillait comme journaliste pour le réseau global Indymedia. Maintenant, la mort de Brad est utilisée comme prétexte par le gouvernement et les médias mexicains pour envoyer les forces de police fédérales et massacrer la population d'Oaxaca.

En solidarité avec le peuple d'Oaxaca, nous demandons :

– Le retrait immédiat des forces armées qui agissent au nom du gouvernement contre le peuple d'Oaxaca,

– La démission immédiate du gouverneur illégitime Ulises Ruiz Ortiz,

– Que le gouvernement fédéral négocie directement avec le peuple sur les barricades, à Oaxaca,

– L'identification des coupables, à tous les niveaux, et leur punition pour les assassinats de Brad Will et des autres victimes civiles à Oaxaca.

Nous exigeons ceci en soutien à l'effort du peuple d'Oaxaca pour établir un gouvernement autonome et populaire qui reconnaisse les traditions locales et leurs valeurs.

Justice pour Brad Will !  
Justice pour le peuple d'Oaxaca !  
Non au massacre à Oaxaca !  
Brad est avec nous ! »

Extrait du *Rapport vidéo de la V<sup>e</sup> visite de la CCIODH, 2007*

[Animatrice de Radio Universidad]

« Ils ont appelé Radio Universidad pour prévenir qu'il y avait eu une agression à Santa Lucía del Camino, que les personnes mises en cause étaient des gens de la mairie et des policiers, mais habillés en civil. »

*iDuro compañer@s!*

[Retransmission de Radio Universidad]

« On nous prévient que le *compa* qui s'est fait tirer dessus à Santa Lucía est mort. Il était étranger, cameraman pour Indymedia. »

[John Gibler, journaliste indépendant]

« Quant à la théorie de l'État selon laquelle c'est quelqu'un qui était à côté de Brad Will qui a tiré, il y a deux éléments qui la rendent fortement improbable. Premièrement, l'autopsie indique que la balle n'a pas été tirée à bout portant, contrairement à ce que dit la procureure. Deuxièmement, Brad Will était en train de filmer au moment du tir. Une balle l'a touché par devant, avec une inclinaison du haut vers le bas. Et il n'y a personne devant la caméra, sur l'écran. J'ai posé la question à une conférence de presse : comment est-il possible qu'il ait reçu une balle à bout portant, par devant, et que personne n'apparaisse sur les images ? »

Extrait de *Oaxaca sitiada*

« Pendant qu'Ulises annonçait à la presse internationale que les suspects de l'assassinat de Brad Will avaient été arrêtés et détenus, la réalité était toute autre : camarades du même parti que le gouverneur, ils étaient tranquilles chez eux. Le chef local du PRI, le chef d'escorte et deux policiers municipaux de Santa Lucía del Camino, tous photographiés pendant qu'ils tiraient sur des membres de l'APPO, n'ont pas été arrêtés avant que *Milenio* ne révèle le mensonge du gouverneur d'Oaxaca et de la procureure. [...] »

Ils ne sont pas restés longtemps en prison, acquittés rapidement de l'homicide, "faute de preuves". À un point

---

*L'assassinat de Brad Will*

---

rarement atteint dans notre pays, la procureure d'Oaxaca s'est appliquée jour et nuit à convaincre l'opinion publique du fait que les hommes qui avaient été arrêtés étaient, en fait, innocents. »

Une du journal *Tiempo*, quotidien oaxaqueño  
2 novembre 2007

« LA PROCURADURÍA GÉNÉRALE DE L'ÉTAT RECONNAÎT LA THÈSE DE *TIEMPO* CONCERNANT L'HOMICIDE DU CAMERAMAN D'INDYMEDIA.

### BRAD, ASSASSINÉ À 50 CM

La balle qui a tué Bradley Roland Will a été tirée à moins d'un mètre de distance, dans l'après-midi du 27 octobre 2006, comme le disait *Tiempo* dans son édition du mercredi 20 décembre 2006. Un an après, la *procuraduría* a identifié deux des auteurs matériels de l'homicide. [...]

Grâce à l'information extra-officielle, aux témoignages et aux preuves retrouvées, on a pu établir que Brad Will a été blessé par un activiste de l'APPO qui participait à des affrontements contre des policiers de Santa Lucía. Il a été secouru par ce même agresseur et ses camarades, puis emmené dans une Volkswagen où il a probablement reçu une deuxième balle. Il a été laissé dans l'auto, à se vider de son sang, jusqu'à ce qu'il meure. Les coupables ont ensuite nettoyé les plaies avec de l'eau et de la javel (pour effacer les traces de poudre) puis, dans un autre véhicule, ils l'ont emmené à la Croix Rouge où il a été pris en charge. [...] Les hypothèses avancées dans notre enquête, et maintenant confirmées par la *procuraduría*, concluent que l'assassinat du cameraman avait été prémédité par un leader de l'APPO. »

*iDuro compañer@s!*

Article paru dans le quotidien national *Milenio*,  
25 novembre 2008

« ENTRETIEN AVEC JUAN MANUEL MARTÍNEZ MORENO

[détenu depuis le 16 octobre 2008 pour le meurtre de  
Bradley Roland Will]

L'auteur matériel supposé du meurtre du cameraman  
américain avoue avoir participé au mouvement de l'APPO  
mais assure qu'il n'a jamais connu le journaliste :

“Je n'ai pas tué Brad Will. [...] Même avec toute la pression  
qu'ils m'imposent, je n'avouerai jamais le mensonge qu'ils veu-  
lent me soutirer. Je n'ai même pas eu la chance de connaître  
Brad et je n'étais même pas sur les lieux quand il a été tué”,  
répète-t-il depuis la prison de Santa María Ixcotel à Oaxaca. [...]

“Au ministère public, ils m'ont lu les déclarations. La seule  
personne qui m'accuse est le cousin du président municipal,  
celui-là même qui est accusé d'avoir donné l'ordre de tirer sur  
les barricades, ce jour-là. [...] Le gouvernement des États-Unis  
veut que l'on arrête quelqu'un pour la mort de Brad, et le  
gouvernement mexicain veut protéger les vrais assassins. Mais  
je ne sais pas pourquoi ils me prennent moi comme bouc  
émissaire. Peut-être parce que je ne suis d'aucune organisation  
et que je ne connais personne. Ils pensaient que personne  
n'allait m'aider. [...] Tout ce qu'ils disent dans la prétendue  
enquête, ce sont des mensonges. Ils affirment que j'avais  
plusieurs véhicules, alors que je n'ai même pas un vélo. Ils  
affirment que je suis riche, mais n'importe quelle personne qui  
enquête va se rendre compte que j'ai trois enfants et une  
femme, et que nous habitons dans une petite pièce, que l'on  
nous prête. [...]

Début septembre, j'ai été interpellé par des agents fédéraux.  
J'étais en train de marcher quand deux types se sont arrêtés et

### *Un pouvoir judiciaire soumis à l'exécutif*

m'ont demandé si j'étais bien telle personne. Je leur ai dit que non. Ils m'ont alors demandé mon nom et l'un d'eux m'a attrapé par le dos en disant qu'il fallait que je donne mon numéro de téléphone. Je le leur ai donné et ils sont partis. [...] Quelques jours après, les deux mêmes policiers m'ont interpellé sur mon lieu de travail. Je leur ai demandé de me montrer le mandat d'arrêt, ils m'ont répondu qu'ils ne me montreraient rien. Ils m'ont fait monter dans une voiture et m'ont emmené à la *procuraduría*. Dans la voiture, je leur ai demandé où on allait et je leur ai dit que s'ils voulaient me tuer, ils devaient au moins me laisser le droit à un appel téléphonique. Ils m'ont répondu : 'Toi, t'as droit à que dalle'. Ils ne m'ont pas dit pourquoi ils m'arrêtaient, ils m'ont interrogé, demandé à quelle organisation j'appartenais. J'ai répondu que je n'appartenais à aucune organisation. Ils m'ont dit qu'ils allaient partir un moment, qu'ils me laissaient le temps d'y réfléchir. J'ai répondu qu'ils pouvaient revenir dans une heure, deux heures ou une journée, je répondrais la même chose : 'Fais pas le con, fils de pute, si tu ne me dis rien, je te le ferai cracher'. »

[Juan Manuel Martinez a finalement été libéré en février 2010]

## Un pouvoir judiciaire soumis à l'exécutif

Extrait du *Rapport de la visite de la commission internationale de juristes et de l'œuvre diaconique allemande à Oaxaca, Mexique, Diakonie, 2007*

« [Selon] la Constitution politique de l'État libre et souverain d'Oaxaca, article 100, "tous les magistrats seront nommés par le gouverneur de l'État [...]". De fait, l'actuel président du tribunal supérieur a été ministre de l'Intérieur dans le précédent gouvernement. Ils sont tous du même parti, le PRI.

Des avocats et des organisations de défense des droits humains affirment que les juges et les agents du ministère public [équivalent du parquet] "n'osent pas" donner des versions différentes du discours officiel. Le système de répartition des postes de juge "est fait pour rendre plus facile le contrôle"; "le pouvoir judiciaire est assujéti de manière permanente à l'exécutif, et agit de manière à criminaliser la protestation sociale"; "il n'y a pas de carrière judiciaire mais c'est une étape obligée dans le système d'ascension interne du PRI de passer par ce secteur". Quand un juge adopte une posture différente, "les pressions commencent et peu de temps après il abandonne le poste, ou il est muté".

Selon sa Loi organique, "la *procuraduría* générale de justice de l'État est une dépendance du pouvoir exécutif qui a pour rôle de représenter la défense des intérêts de la société au travers du ministère public; d'organiser, de contrôler et de superviser cette institution; de veiller à l'application des lois; de représenter juridiquement l'administration publique locale en accord avec les exceptions que prévoit la loi. Elle doit, en tant que représentante de la société, enquêter sur les délits, poursuivre les coupables présumés, faire exercer l'action pénale par les tribunaux et exiger la réparation des dommages et préjudices".

Par conséquent, [...] c'est le gouverneur qui nomme le procureur général, les sous-procureurs généraux, et qui en dispose librement. Du procureur général de justice dépend la police ministérielle qui, sous son autorité et sous mandat direct, enquête sur les délits, poursuit les suspects, délivre les mandats d'arrêt, de comparution et d'interrogatoire provenant de la *procuraduría*, de même que les mandats d'arrêt, de comparution et de perquisition délivrés par les organes juridictionnels. »



*Un pouvoir judiciaire soumis à l'exécutif*

Conclusions et recommandations préliminaires présentées le  
20 janvier 2007 à Mexico,  
Cinquième visite au Mexique de la CCIODH

« Les pouvoirs publics n'ont pas garanti le plein exercice de la liberté d'expression, de pensée, d'association, de réunion, de participation politique, de libre circulation et de manifestation. L'exercice de ces droits fondamentaux a été empêché par l'usage de la force physique et de la coercition. [...] Le droit de grève et la liberté d'expression syndicale des enseignants, ainsi que leur liberté d'expression dans l'exercice de l'enseignement ont été violés. [...] Les droits des personnes arrêtées n'ont pas été respectés : on ne leur a pas notifié les délits qui leur étaient imputés, ni leurs droits. Elles ont été mises au secret et leur détention n'a été communiquée ni à des personnes de confiance, ni à des membres de leurs familles. Enfin, les délais légaux de présentation devant la juridiction compétente n'ont pas été respectés. [...]

Au cours des transferts en prison les droits humains ont été violés de façon particulièrement grave. Des tortures physiques (chocs électriques, coups, blessures diverses, brûlures, etc.) et psychiques ont été pratiquées. La CCIODH a recueilli des indices évidents de viol sur des hommes et des femmes, confirmés par des témoignages et des observations cliniques. Ont participé à ces transferts des membres des corps de police, ainsi que, dans certains cas, des effectifs de l'armée et des groupes de personnes en civil et armées qui transportaient les détenus jusqu'aux prisons.

Les droits de défense des personnes détenues et jugées n'ont pas été garantis. Elles n'ont pu ni disposer de l'assistance d'un avocat de confiance, ni communiquer avec leur défenseur, ni bénéficier de conditions de confidentialité lors des

*iDuro compañer@s!*

dépositions, ni recevoir l'assistance d'un interprète dans les démarches concernant des personnes indigènes. [...] Des mineurs ont été arrêtés avec un usage injustifié de la force et ont été transférés, dans quatre cas, dans des prisons pour adultes. Trois d'entre eux à la prison de moyenne sécurité de Nayarit (où l'âge pénal légal est de 18 ans), en violation des conventions, traités et accords internationaux sur la protection des droits de l'enfance. [...]

Les représentants du ministère public n'ont engagé aucune procédure contre des représentants d'institutions publiques malgré l'évidence des délits que cet organisme a pour rôle de poursuivre. Certaines procédures entamées à la demande des personnes affectées se trouvent paralysées malgré la présentation de preuves. Selon des témoignages dignes de foi, l'arrêt de ces procédures obéit à des ordres directs en provenance de l'exécutif de l'État d'Oaxaca.

Dans le cadre des arrestations et des transferts en prison, un "bureau du procureur" mobile est intervenu ainsi qu'il apparaît dans les documents judiciaires. Un tel organisme est dénué de toute existence légale, et son action, dépourvue de transparence, n'est sujette à aucun contrôle. »

## Négocier le sort des prisonniers, diviser pour régner

Notes prises au cours d'une discussion avec T., arrêtée une semaine après le 25 novembre et incarcérée à la prison de Miahuatlán, avril 2008

« Le 25 novembre... Il s'est passé ce qui s'est passé. Le bordel monstre. On s'est réfugiés sur un terrain derrière une maison, sur le périphérique. Il n'y avait pas de toit, rien pour nous protéger de l'hélicoptère qui survolait la ville. "Pas un

*Négocier le sort des prisonniers*

bruit, on fait du café, on se change et on ne dit rien, surtout. S'ils arrivent, on saute dans le fleuve de boue en espérant pouvoir s'en sortir." On était environ trente-cinq à se cacher sur ce terrain, en face d'une maison de priistes. Dès le lendemain, les voisins avaient dénoncé la planque. Finalement, avec une amie, on a réussi à entrer dans une maison avec deux autres types. On est restés là, enfermés.e.s, près d'une semaine. Un jour, on a commencé à penser à partir d'Oaxaca, à planifier notre retour au DF [Mexico]. Ma copine est sortie passer un coup de fil à la cabine et, en voyant qu'elle ne revenait pas, un des deux types est sorti pour aller la chercher. Il n'est pas revenu non plus. J'allais sortir quand celui qui restait m'a dit de revenir dès que je voyais quelque chose de bizarre... Putain, j'avais à peine ouvert la porte que j'ai vu un flic en civil, de l'autre côté du trottoir. J'ai refermé la porte. Deux minutes plus tard, il y avait des dizaines de camionnettes de police devant la maison. Trois agents ont frappé à la porte pour discuter avec le propriétaire. Pendant ce temps-là, on a essayé de se cacher. Les flics sont rentrés, ont fouillé la maison et nous ont trouvés. J'ai tout de même eu le temps de cacher un appareil photo [...]. Ils nous ont emmenés dans la voiture. De toute façon, les jours qui ont suivi le 25 novembre, ils ne cherchaient que les jeunes. Il n'y avait pas un jeune dans la rue. Une fois dans la voiture [...], ils ralentissaient devant presque toutes les maisons... Je te jure, j'avais encore plus peur qu'à Atenco. Je me disais : "Ils vont nous faire pareil, ils vont nous mettre dans n'importe quelle baraque pour nous violer". Mais non, ils nous ont emmenés au poste. [...]

À un moment, j'ai vu entrer des flics avec une fille qui avait la tête dans un sac. J'ai reconnu les habits : c'était ma copine. J'étais au moins rassurée de savoir où elle était. Elle avait des marques de coups. Ils nous ont finalement mis dans des

*iDuro compañer@s!*

cellules séparées. Les deux types qui étaient avec nous dans la maison sont arrivés plus tard, bien amochés. Le flic qui les accompagnait est arrivé vers moi, son prisonnier à la main, et lui a dit : "Vas-y, dis-lui !" Mon pote s'est avancé et m'a expliqué : "Tu te souviens de l'incendie du palais de Justice, du vol de camionnette, et du fait qu'on était payés 1 500 pesos par jour par la Doctora Berta pour être sur les barricades ?" J'ai répondu, sur le cul : "Ce n'est pas vrai !" Le flic a alors pris la tête de mon pote pour la cogner contre les barreaux de la cellule. Mon pote m'a regardée comme si... il me suppliait de répondre : "Oui". Donc j'ai dit oui. [...] On a su plus tard que les autres avaient tous pris des coups et avaient parlé car les flics menaçaient de nous violer.

Ils nous ont pris en photo plusieurs fois et nous ont emmenés dehors, vers une camionnette pleine de livres et de cocktails Molotov qu'ils avaient récupérés en ville. Ils nous ont fait poser devant la camionnette, comme si elle était à nous. Puis ils nous ont fait monter séparément dans deux autres voitures. On ne savait pas où ils nous emmenaient. On commençait à voir la *sierra*, on se demandait bien où on était. Et puis en arrivant j'ai vu écrit *Ministerio público de Michuatlán*. On était à la prison, ou pas loin. [...] Ils nous ont lu les accusations : "Ils ont volé une camionnette au DF pour descendre à Oaxaca et se sont engagés sur les barricades...", et tous les mensonges qu'ils nous avaient fait dire. [...]

Plus tard j'ai enfin pu appeler ma mère grâce à deux minutes de communication qu'un autre prisonnier m'avait données, et pas grâce à la fliquette qui m'avait juré qu'elle l'appellerait. Elle est venue, j'ai pu la voir, et elle a cherché un avocat. On a réussi à prouver que nos empreintes n'étaient pas celles relevées sur la camionnette et l'avocat a payé des faux témoignages en ma faveur, en notre faveur... On a reçu du soutien de tous nos

*Négocier le sort des prisonniers*

profs de Mexico. Ils nous ont envoyé de l'argent pour payer les avocats, ils ont témoigné et confirmé qu'on était étudiants et qu'on était là pour faire de l'observation de terrain, mais que dès qu'il y avait des affrontements on s'en allait. On est finalement sorties, ma copine et moi, innocentées, fin décembre.

Plus tard, ma mère m'a raconté – quand on lui a demandé pourquoi elle n'avait pas pu faire sortir les deux autres garçons – ce qui s'était passé avec l'avocat. Il avait en fait négocié avec les juges, qu'il connaissait. Ceux-ci avaient expliqué : "De tous les 'APPO', j'ai l'ordre de ne laisser sortir personne. Le seul moyen, c'est avec de l'argent : pour cent mille pesos – cinquante mille chacune – elles sont libres." Et ma mère a payé pour les deux. Mais ce n'est pas tout, elle nous a aussi dit que pour obtenir notre liberté, on s'est engagé à ce "qu'aucun bulletin signé de notre main ne paraisse dans la *Jornada* ou dans la presse, surtout pas alternative". Finalement, les gars sont sortis respectivement en mars et en mai. »

Lettre adressée au gouverneur Ulises Ruiz Ortiz, publiée dans le quotidien *Noticias, voz e imagen de Oaxaca*, 12 janvier 2007

« Oaxaca de Juárez, 11 janvier 2007,

au Gouverneur constitutionnel d'Oaxaca, Ulises Ruiz Ortiz,

Nous, signataires de cette lettre, libérés des prisons de Tepic (Nayarit), Tlacolula, Miahuatlan et Oaxaca, ainsi que nos familles, nous manifestons une nouvelle fois devant vous pour exprimer :

– Qu'à la suite des opérations policières réalisées par la PFP les 25 et 26 novembre 2006, nous avons été détenus.

– Qu'à plusieurs reprises nous nous sommes dirigés vers

*iDuro compañer@s!*

vous, Gouverneur, sollicitant votre intervention pour que les instances compétentes puissent analyser chacun de nos cas. C'est ainsi que nous avons obtenu notre remise en liberté, dont nous jouissons aujourd'hui. C'est ce qui nous permet d'être à nouveau avec nos familles, avec la joie qu'elles nous donnent.

– Nous savons que différents secteurs et groupes sociaux, dont des organisations qui se disent pour la défense des droits humains, ont essayé d'abuser l'opinion publique, ainsi que nous-mêmes, en ce qui concernait les procédures alors en cours pour obtenir notre libération. Mais nous, nous sommes venus vous voir vous, Gouverneur. Et c'est à vous que nous devons notre liberté.

– C'est pour cela qu'aujourd'hui nous avons décidé de vous rendre une nouvelle visite pour vous exprimer notre reconnaissance pour le travail que vous avez réalisé pour nous. Nous vous faisons part personnellement de notre gratitude. Soyez assuré que nous honorerons l'engagement que nous avons pris, nous citoyens d'Oaxaca, de collaborer avec votre administration pour dépasser pleinement le conflit social qui divise notre société depuis des mois.

Soyez assuré de tout notre soutien et recevez un salut cordial.

Respectueusement : les vingt signataires.»

Mail collectif envoyé par C. le 14 décembre 2007

« *Compas*,

Comme je vous disais il y a quelques jours, c'était une question de temps pour que les gens de l'APPO détenus le 25 novembre soient innocentés de toutes les charges. Hier, vingt-quatre personnes ont été complètement acquittées. Il ne nous

---

*Négocier le sort des prisonniers*

---

reste maintenant plus qu'à attendre qu'on nous donne notre acte officiel de libération pour pouvoir récupérer l'argent de la caution payée à URO [Ulises Ruiz Ortiz], ainsi que nos "droits politiques". [...]

Une fois l'acte prononcé, il ne devrait pas y avoir de problèmes pour récupérer les 280 000 pesos payés. Si URO ne veut pas nous les rendre, je vous tiendrai informé.e.s par mail.

Dans le cas des *compas* qui ont reçu le soutien de la Section 22 ou d'autres organisations [politiques et sociales] solidaires, je ne sais pas si la transaction se fait de la même manière. Dans mon cas, je vais rendre l'argent à un particulier.

Voilà *compas*, c'est tout. »

## LA GUERRE CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE : LONGUE VIE À L'IMPÉRIALISME !

Extrait de *Oaxaca sitiada*

« Ce n'est que quelques mois après, lors d'un voyage au Guatemala, que j'ai fait des recherches sur la dénonciation publique de l'APPO. [...] Le porte-parole n'avait pas menti, il y avait des *kaibiles* à Oaxaca qui combattaient l'APPO. [...] Le principal n'était ni plus ni moins que le chef de la police ministérielle, entré en fonction en 2004. [...]

L'alinéa 9 du manuel qu'il a appris nous explique : “Le *kaibil* est une machine à tuer quand des forces ou des doctrines étrangères portent atteinte à la Patrie ou à l'armée”. Ce sont ces mots qui sont ancrés dans la tête du directeur de police qui avait participé, en 1994, au séminaire d'entraînement et



---

*Guerre contre-révolutionnaire*

---

d'opérations "*kaibil*" donné par l'École des forces spéciales guatémaltèques dans le camp militaire appelé "L'enfer". [Cette école] a été créée officiellement le 5 décembre 1974 grâce à l'appui des rangers de l'armée des États-Unis. [...] D'après une note du ministère de la Défense guatémaltèque, le lieutenant de la Marine mexicaine a intégré les trois phases d'entraînement militaire d'élite de ce séminaire [à la formation des militaires et policiers mexicains]. [...]

Pour sa formation de *kaibil*, le chef de la police ministérielle d'Oaxaca a reçu une préparation dans laquelle on "pousse au maximum le sens de l'agressivité et du courage au moyen de pressions mentales et physiques déshumanisées", selon le rapport *Guatemala: mémoire du silence*, rédigé par la Commission pour l'éclaircissement historique national, qui opère sous l'aval de l'ONU. "Le fait de tuer des animaux, particulièrement des chiens, et de les manger crus ou grillés, de boire leur sang pour prouver son courage, était essentiel", nous explique le document en citant le témoignage d'un soldat ayant reçu cet entraînement: "Nous devions manger des animaux crus, tuer des poules par la tête, boire leur sang, manger nos propres vomis. On le fait, mais on ne s'habitue pas". Ce rapport affirme dans une autre partie que les soldats reçoivent "un apprentissage de la torture des prisonniers de guerre comme un moyen rapide pour obtenir des informations utiles aux opérations [...]". Un autre point du manuel, destiné à pousser l'agressivité: "Toujours attaquer, toujours avancer; l'attaque d'un *kaibil* sera secrète, sûre, rusée, et le guidera avec force, vigueur et agressivité; quand il est embusqué et se remplit de feu, le *kaibil* s'avance pour l'attaque dévastatrice". »

*iDuro compañer@s!*

Extrait du cours de David Garibay,  
« Influence de l'Europe en Amérique latine »,  
licence 3 de Sciences politiques, Université Lumière Lyon 2,  
2006-2007

« [Pendant la Guerre froide], la doctrine de sécurité nationale des États-Unis est guidée par la défense de l'Occident contre la menace communiste grâce à la lutte anti-insurrectionnelle. Ce scénario se reproduit dans les années 1960 en Amérique latine lors des campagnes militaires menées contre les foyers de guérilla ruraux. Puis, dans les années 1970, le modèle de la guerre contre-révolutionnaire va s'inspirer, en particulier, de méthodes employées par la France en Algérie et de leur influence dans la formation des militaires des États-Unis d'Amérique. [...]

Il s'agit de comprendre ces guerres non comme des guerres coloniales, mais comme des guerres révolutionnaires. [...] On assiste à une théorisation de la répression en zone urbaine : découpage de la ville, fichages, rafles, extorsions de renseignements, y compris par la torture. On pratique la disparition destinée à terroriser la population. Un des principes de la guerre contre-révolutionnaire est que l'ennemi est infiltré dans la population, il n'est plus une autre armée, identifiable, qui vient de l'extérieur. Pour vaincre cet ennemi caché, entremêlé à la population, dépourvu d'uniforme, le renseignement est fondamental. Or qui dit renseignement dit interrogatoire, et souvent torture. Pour se débarrasser des torturés, on les fait disparaître.

C'est en 1957 que les premiers officiers argentins sont arrivés à Paris pour suivre les cours de l'École de guerre [...]. L'État-major argentin propose en 1959 un accord pour que des experts français donnent des cours et agissent en tant que

---

*Guerre contre-révolutionnaire*

---

conseillers payés par l'armée argentine dans le domaine de la "guerre anti-subversive".[...] Ceci marque le début d'une longue influence doctrinaire, les traductions en espagnol des ouvrages de stratégie de militaires français se multiplient. L'idée centrale que vont retenir les militaires est celle du déplacement de l'ennemi. Il est désormais intérieur : c'est un civil [...], un militant politique, un enseignant, un passant quelconque. Il faut éliminer cet ennemi intérieur en le coupant de la population civile.

Pendant la guerre du Vietnam, la stratégie initiale des États-Unis est fondée sur la supériorité matérielle, ils ne prennent donc pas encore en compte les techniques de guerre contre-révolutionnaire. Progressivement, elles se développent sous l'influence de la doctrine française. Le centre de Fort Bragg devient l'École de guerre spéciale où sont formés à la fois les militaires et la CIA. [...] En 1961, à l'occasion d'une mission de l'École de guerre argentine au Pérou, un des membres de la mission militaire française, qui est du voyage, imagine un cours de lutte anticommuniste à destination de l'ensemble des forces armées du continent américain. Une structure existe depuis un an, installée à Fort Amador (Panama) à l'initiative des États-Unis : la Conférence des armées américaines [à laquelle participe le Mexique]. Cette organisation réunit chaque année secrètement les responsables militaires latino-américains, avec leurs homologues du Pentagone. Ils œuvrent ensemble dans un but unique : l'interconnexion des services de renseignement et la formation homogène des forces armées du continent pour mener la guerre contre-révolutionnaire. »

Extrait de l'éditorial de Michel Sitbon, *La nuit rwandaise*, n°4, 2010  
<http://www.lanuitrwandaise.net>

[Cet éditorial traite en partie du livre de Paul Aussaresses en entretien avec le journaliste Jean-Charles Deniau, *Je n'ai pas tout dit*, Rocher, 2008]

« Paul Aussaresses raconte comment, dès 1961, il partait aux États-Unis pour former l'armée américaine aux doctrines spéciales de la guerre révolutionnaire :

*“L'armée américaine ne savait pas trop comment combattre le Viêtcong, ses officiers ignoraient tout des aspects psychologiques de la guerre subversive. [...] Le général Arthur Trudeau, en charge du service 'recherches et développement' de l'armée américaine, pouvait alors écrire : 'L'expérience des Français procurerait la meilleure base pour la doctrine et l'enseignement dans nos écoles de guerre spéciales'. Mais l'armée américaine traînait des pieds, elle ne comprenait pas que le président Kennedy veuille créer un corps spécialisé dans la guerre contre les révolutionnaires marxistes. [...] Vous comprenez pourquoi le président Kennedy et Mac Namara [le secrétaire à la défense américain de l'époque] se sont tournés vers nous, les Français, qui avions déjà acquis une grande expérience en Indochine. [...] Nous avons aussi montré ce que nous savions faire durant la bataille d'Alger. [...] Il ne faut pas oublier que, sur le terrain, cette foutue bataille, nous l'avions remportée en six mois à peine. La guerre révolutionnaire a ses méthodes et elles ne s'inventent pas. Nous, nous les connaissions sur le bout des doigts.”*

À Fort Bragg, il enseignait les méthodes de la guerre révolutionnaire à des “stagiaires” américains, mais aussi “alliés”. *“Il y en avait beaucoup qui venaient des pays d'Amérique latine, Bolivie, Argentine, Mexique, Colombie, Brésil, Paraguay, Uruguay, Chili et Venezuela. [...]*

---

*Guerre contre-révolutionnaire*

---

– [Deniau] Mais, dites-moi, tous ces pays étaient ou allaient devenir des dictatures militaires, non ? [...] Et c'est à partir de 1964, à la fin de votre séjour américain, curieux, non ? [...] Les Américains, à l'époque, faisaient tout pour instaurer et soutenir des dictatures en Amérique du Sud. [...] Et les Français participaient à cette politique, en toute connaissance de cause ?

– Bien entendu qu'ils participaient et ils étaient tout à fait au courant du contexte. Je leur apprenais ce que j'avais vu et fait en Indochine et ce que j'avais vu et fait en Algérie. [...] Toutes les techniques de la guerre subversive, la lutte contre la guérilla urbaine, le quadrillage des quartiers, l'infiltration, comme je l'avais fait à Philippeville et pendant la bataille d'Alger, et puis surtout nos méthodes pour récolter du renseignement. [...] Je leur décrivais les différentes étapes des opérations à mener pour éradiquer le terrorisme, d'abord les arrestations préventives pour neutraliser les meneurs, [...] le quadrillage des quartiers, l'exploitation du renseignement et les arrestations. À ce propos, nous disions qu'il fallait 'vider l'eau dans laquelle les poissons se déplacent'. Cette image est claire. C'est la seule méthode pour venir à bout du terrorisme urbain." »

Extrait d'un exposé sur le néo-libéralisme, par Simón Sedillo

9 février 2008, ateliers de la Rencontre des jeunes du

mouvement social d'Oaxaca

(article correspondant paru sur le site : <http://elenemigocomun.net/2625/x/fr>)

« Le département de Géographie d'une des universités les plus connues des USA, l'Université du Kansas, vient de recevoir une subvention de 500 000 dollars pour faire des plans des terres communales du Mexique, en particulier de l'État d'Oaxaca. L'argent vient directement du ministère de la Défense [étasunien], c'est déclaré publiquement sur internet.

*iDuro compañer@s!*

L'argent est délivré à l'université par le biais d'un centre d'entraînement militaire [...] qui accueille les Bureaux des études militaires pour l'étranger (FMSO, en anglais). La fonction de ces bureaux est d'évaluer les menaces asymétriques : guérillas, terrorisme. Mais plus récemment, ils ont élargi leur définition et on parle maintenant des menaces asymétriques et d'urgence. Il y est précisé que les mouvements sociaux sont des menaces. D'ailleurs, l'armée américaine certifie que le conflit d'Oaxaca a été une menace d'urgence. [...]

Un autre camp militaire des États-Unis dont il faut parler, c'est l'Institut occidental de coopération et de sécurité. Il a d'abord été baptisé "l'École des Amériques", mais on l'a vite appelé "l'École des assassins". Il s'emploie uniquement à former des militaires latino-américains à la guerre de basse intensité et à la contre-insurrection. [...] Dix-huit officiers militaires de l'armée mexicaine ont été formés là-bas, ou y sont encore en fonction à l'heure actuelle. Au jour d'aujourd'hui, 1 700 soldats ont été entraînés dans ce camp. L'armée mexicaine reçoit 80 % de son financement des États-Unis. [...]

Selon la Constitution mexicaine, les militaires (l'armée) ne peuvent pas intervenir dans des conflits internes, ils sont normalement là pour les problèmes internationaux. Il a donc fallu créer un nouveau corps de police militarisé pour opérer à l'intérieur des frontières. »

Extrait du *Rapport spécial sur le Mexique* : « Une violation systématique des Droits de l'Homme », Fédération internationale des ligues des Droits de l'Homme (FIDH), mars 2001

« La Police fédérale préventive (PFP), "superpolice" au-dessus de toutes les polices, qui compte des milliers de militaires dans ses rangs, fut créée il y a un an et demi [en 1999] pour "lutter

*Guerre contre-révolutionnaire*

contre la délinquance". À l'époque, l'opposition avait dénoncé l'objectif politique de cette police : réprimer les mouvements sociaux en lutte contre les réformes néolibérales. Cette prévision s'est vue confirmée quand plus de 700 étudiants furent arrêtés par la PFP, accusés de "terrorisme" pour avoir participé à un mouvement de grève pour la défense de la gratuité de l'enseignement supérieur. »

Extrait de l'article « Sur la coopération policière franco-mexicaine », Michel Sitbon, *La nuit rwandaise*, n°4, 2010  
<http://www.lanuitrwandaise.net>

« [L']accord de "coopération technique en matière de sécurité publique entre le gouvernement de la République Française et le gouvernement des États Unis du Mexique", [a été signé] le 12 novembre 1998 [par] Chirac à Mexico. En découle un décret présidentiel, français, daté lui de 2000, contresigné par Lionel Jospin et Hubert Védrine : [...]

"Soulignant combien il est important de favoriser les conditions légales, institutionnelles, administratives et éthiques aptes à favoriser l'exercice de la mission des agents publics chargés de la sécurité publique (...); considérant que l'information et l'échange d'expériences contribueront à une meilleure efficacité des systèmes de sécurité publique (...);

Le Gouvernement français apporte son soutien au Gouvernement mexicain sur les points suivants :

a) Il fournit des conseils pour élaborer des programmes de formation, de professionnalisation, d'actualisation et de spécialisation du personnel de sécurité publique (...) ainsi que des cours destinés à optimiser leur capacité d'action et de réponse dans les fonctions qui sont les leurs ;

*iDuro compañer@s!*

b) Il établit des programmes pour former le personnel de sécurité publique (mexicain) (...) à l'accès et l'utilisation, le cas échéant, des signaux de satellite [...];

d) Il met en place, à l'intention des personnels les plus méritants, des cours ou des programmes de formation et de spécialisation organisés en France;

e) Il fournit le matériel et l'équipement nécessaires pour être utilisés et maniés par le personnel en formation [...]. Les actions prévues par le présent accord sont réalisées dans la limite des disponibilités budgétaires de chacune des parties [...].

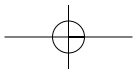
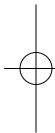
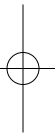
Le Gouvernement des États-Unis du Mexique se charge des actions suivantes :

a) Il partage éventuellement, selon ce que conviennent les parties au cas par cas, les frais de transport de la France vers le Mexique et les frais de séjour des experts français chargés des actions de formation et de spécialisation du personnel de sécurité publique mexicain [...];

d) Il veille à ce que le personnel sélectionné et formé soit employé dans des fonctions qui correspondent à sa spécialisation." [...]

Dans la droite ligne de ces illustres précédents, Nicolas Sarkozy offrait [en 2009] au Président du Mexique, Felipe Calderón, d'ajouter à cette construction criminelle une "police scientifique". »







## INTERLUDE 5

2 juin 2008, je descends de l'avion qui vient de Mexico. Nous arrivons à Paris tôt dans la matinée. Cinquante mètres après la sortie de l'avion, avant le poste de contrôle, un cordon de quatre policiers est là pour nous accueillir : « Passeport ». *Home sweet home ?*

La chaleur hautaine et civilisée de la France remplace peu à peu la chaleur permanente et éhontée du Mexique. Celle de ses gens et de ses murs, de ses couleurs criardes et de ses odeurs de maïs, de son vacarme permanent et de sa démesure. La France me semble... vide, insonorisée, froide, *trop* civilisée. Les odeurs de maïs disparaissent peu à peu derrière celles du blé. Et, bizarrement, tout ça me tranquillise.

Cette petite pause de trois mois en pays natal me permet de voir un peu où j'en suis dans cette histoire de livre. Parce que là-bas, ça n'arrête jamais. Il se passe toujours quelque chose qui mériterait un paragraphe de plus, et un autre, etc. Or pour l'instant, je n'ai qu'un rouleau de papier craft griffonné... et j'ai emmagasiné tant de documentation : des vidéos, du son, des articles, des photos, des livres, des témoignages, des entretiens, des documents officiels... Une quantité de sources impressionnante.

Maintenant, il faut mettre un peu d'ordre ; et que tout tienne dans un livre de poche...



## ÉPILOGUE

Après avoir passé l'année 2007 à fouiller dans l'année 2006, l'année 2008 à assimiler l'année 2007, l'année 2009 à (d)écrire les deux, je rejoins enfin 2010, date du rendez-vous donné sur les murs d'Oaxaca pendant l'insurrection : *Nos vemos en 2010*. On se verra en...

Il y a toute une légende autour de cette date : en 1810, le Mexique devient indépendant ; en 1910, c'est la Révolution ; et en 2010, *¿qué?* Tout le monde dans le pays, à Oaxaca, au Chiapas, partout, se dit qu'il se passera quelque chose. Quelques-un.e.s y travaillent, sans doute. Dans les ministères, on se prépare encore et toujours à se défendre.

À Oaxaca, ce sera en juillet les élections pour renouveler l'administration gouvernementale et son chef. Ulises Ruiz Ortiz s'apprête à laisser son mandat, les mains sales et bien tranquilles dans les poches. Il se promène dans les rues

*¡Duro compañer@s!*

d'Oaxaca, souriant, et inaugure des travaux : le centre-ville est labouré. Pour certaines rues, c'est la deuxième chirurgie en trois ans, soi-disant pour entretenir les canalisations. Mais il n'y a toujours pas d'eau dans la plomberie d'une ribambelle de maisons. L'armée s'est déployée dans les campagnes, sous prétexte de lutter contre le *narcotráfico*. En ville, les brigades de policiers masqués et armés jusqu'aux dents dans les grosses camionnettes noires font partie du décor, on ne s'étonne même plus de les voir patrouiller toute la journée, partout. La campagne électorale bat son plein sur les Unes de journaux, le PRI est beaucoup trop évidemment en tête dans les sondages et, dans les rues, on voit fleurir les pancartes vert-blanc-rouge. En face, une coalition PRD-PAN « pour la paix et le progrès » est menée par le même candidat qu'en 2004. Et à côté, c'est en mouvement permanent.

Les organisations qui s'étaient regroupées à l'intérieur de l'APPO ont, depuis trois ans, regagné leurs occupations d'avant, enrichies ou désœuvrées après avoir été si près du but. Les nouvelles relations permises par 2006 s'essoufflent ou se renforcent au gré des mobilisations politiques. Quand on prononce le mot « APPO », ce sont des traits de visages, des déraillements dans la voix, des gestes flous mais près du cœur, des regards vers le haut, des sous-entendus, des yeux qui se perdent, un silence... Des rages, des chocs, des cris, des deuils et des slogans qui résonnent comme des pétards lancés dans le ciel. Du courage imbibé de fatalité. Ou une fatalité imprégnée de courage, on n'est pas sûr, on y était presque. Des congrès dont les résolutions sont gravées sur papier puis s'envolent, se noyant peu à peu dans un lent mais toujours brutal retour à la normale. L'Assemblée Populaire des Peuples d'Oaxaca a laissé une cicatrice objet d'une foi impalpable ; c'était un quotidien.

## Épilogue

L'APPO, ça a évidemment été plus qu'une organisation d'organisations, qu'un mouvement de mouvements, comme on dit ici. Elle a transcendé tout ça. Le cauchemar des dirigeants : les habitants d'Oaxaca ont, en quelques mois, réussi à ébranler tous les projets d'un État. L'exploitation des mines a été retardée, la distribution a été bloquée en même temps que les routes, l'économie touristique a perdu des milliards, les chantiers de méga-construction ont été dévalisés, le processus de gentrification du centre-ville a été stoppé suite à la prise de contrôle de la ville par le peuple. Les trois pouvoirs qui permettent à un État de gouverner (législatif, exécutif et judiciaire) et les deux qui lui permettent de se maintenir (économique et médiatique), ont été bloqués avant d'être récupérés et utilisés par ceux qui se réunissaient derrière l'APPO. Le socle doré sur lequel repose le pouvoir du PRI s'est délité et les polices de l'État n'ont pas réussi à venir à bout de ce soulèvement populaire qui s'installait. Il a fallu, pour l'éteindre, vingt-six morts comptabilisés et quelques autres oubliés. Il a fallu aller chercher dans les bonnes vieilles méthodes françaises de guerre contre-révolutionnaire appliquées dans les colonies, exportées aux États-Unis, et finalement enseignées à toutes les armées du monde. Et ça a marché. La « menace » a été neutralisée, les grands travaux ont repris en même temps que les transactions et la ville est sous surveillance permanente. L'ancien parti unique a, une nouvelle fois, quartier libre.

À l'heure où la communauté internationale condamne l'attaque de la flottille de la paix par l'armée israélienne (sans pour autant faire quoi que ce soit), les paramilitaires du PRI attaquent, avec la même sauvagerie, la troisième caravane d'observation et de partage de la Rencontre des jeunes : le

*jDuro compañer@s!*

convoi est victime d'une opération spéciale. Quelques kilomètres avant d'arriver à San Juan Copala – communauté déclarée autonome en janvier 2007 – la caravane est immobilisée et prise pour cible par des tireurs embusqués. Le bilan est de deux morts et quinze blessés par balle, coupés de toute communication vers l'extérieur. La caravane se rendait dans ce village triqui de la Mixteca pour y apporter du charbon, des couvertures et y raccompagner ses enseignants qui avaient dû fuir leurs écoles après le siège, en janvier 2010, de leur communauté par des paramilitaires. Les habitants s'étaient vus privés, depuis lors, d'eau, d'électricité et de voies de communication. Les mêmes techniques qui sont appliquées à plus grande échelle pour la bande de Gaza, pour la Palestine. Pour les pauvres, aussi, dans tous les pays du *primer mundo*, privés peu à peu de tout ce qui les entoure pourtant au quotidien. Sauf qu'au Mexique, des pauvres qui dorment dehors, on ne les appelle pas des *SDF*, on les appelle des *hommes*, ou des *femmes*, ou des *enfants*.

Avec ce livre, je ne veux pas attendrir les cœurs, mais bien raffermir les esprits. En racontant comment j'ai fait connaissance avec les protagonistes d'une lutte historique afin de vous restituer une partie de leurs paroles et de leurs travaux, j'ai voulu partager une expérience d'opposition au caciquisme mondial. Celui qui entrepose des patinoires dans toutes les capitales du monde, même à Mexico sous les 25°C de décembre, alors que l'accès à l'électricité y est restreint dans bon nombre de quartiers. Celui qui amplifie un symptôme grippal pour maintenir une « crise » permanente. Ça fonctionne: le Mexique a reçu une subvention de l'OMS et la France a relancé son industrie pharmaceutique. Celui-là même qui privatise, vend, achète, spéculé: le vent de l'Isthme de Tehuantepec est



## Épilogue

redirigé vers l'Occident, tout comme les richesses du sol *oaxaqueño* ; la France distribue des caméras de surveillance pour le centre-ville de Mexico, où on fait bon usage de l'équipement policier européen pour expulser les habitants et planter des centres commerciaux à la mode de chez nous.

Comme Nicolas Sarkozy avait, a priori, plus de chances de rencontrer Ulises Ruiz Ortiz que je n'en avais de rencontrer un.e *barrikader@oaxaqueñ@*, j'ai tenu à faire personnellement les présentations.

Oaxaca de Juárez, juin 2010

### Et puis un jour...

Je monte les escaliers qui mènent à mon appartement.

Nous sommes le 2 juillet 2010, un dimanche ordinaire. Pour cause d'élections, la vente d'alcool est interdite depuis vendredi soir et jusqu'à l'annonce des résultats.

Un apéro entre potes (grâce à un type qui connaissait un type qui connaissait...): nous suivons sans en avoir l'air les estimations successives, nous moquant d'une probable panne des machines qui ne serait même plus drôle. Mais non.

À vingt heures, c'est officiel. Trente États sur trente-deux sont restés ou revenus sous l'aile du PRI. Seuls les États de Puebla et d'Oaxaca ont basculé. On entend ça très clairement,

*iDuro compañer@s!*

sans tressaillir pour autant. Dans la rue, peu de bruits de klaxon. On décide d'aller au *zócalo*, ça doit être la fête... Mais non. Il y a un concert... organisé par le PRI : une chanson d'amour, peu de public, ni joie ni peine.

Au siège de campagne du nouveau gouverneur, peu d'embouteillages, un modeste rassemblement enthousiaste.

Pour la première fois depuis quatre-vingts ans, l'État d'Oaxaca ne va plus être gouverné par le PRI.

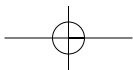
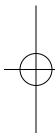
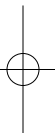
On passe à l'épicerie pour tenter d'acheter une bière :

– Ça y est, c'est bon ?

– Ça y est, c'est bon.

En 2010, Ulises est enfin tombé... dans un silence, une froideur effrayante. Sans fleurs ni couronnes.

pour tout contact avec l'auteure : [piolin@riseup.net](mailto:piolin@riseup.net)



Quiero agradecer sobre todo a las personas y colectivos en México por confiar en mí, por ayudarme a conocer su idioma, su cultura y por compartirme sus historias del 2006 en Oaxaca:

Draks, Mimouna Dahaoui, Virginie Brun, Violeta Zylberberg Panebianco, Chivis,

Heidi y Daniel, Abraham Ortiz Nahón, Adán Celis,

Doctora Rocío, Aline Santiago y su Mamá, Doña Oteyza, Doña Luz, el Menor, Cosmes,

Peña, Omar, Xun, Vos, Nahú, El Pinche S, Maka, Ray, Stalin, Damián, Arge, Yeyo, Anita, Sansón,

Sali Grace Eller, Warior, Osbe, Pipas, Natalia y David V., la Familia Raices : Bibis, Argelita, Tavo, la Maestra Argelia, Chalo y el Doc,

Davux, Emilienne Tempels, Sabrina, Métie Navajo, Sarah Gamblin-Rodríguez, Fernando Matamoras y Sylvie Bosserelle, Arnaud Exbalin,

Cristian, Julieta y el Gato, Ángel, Ínti, Rafa, Mario, Juan,

Iann, Liuvan, Gaël.

El Centro autónomo para la construcción intercultural de tecnologías apropiadas (CACITA), Voces oaxaqueñas construyendo autonomía y libertad (VOCAL), Radio Plantón,

Encuentro de jóvenes en el movimiento social oaxaqueño, oaxacalibre.org, Encuentro de mujeres, Mujer nueva, Investigadores descalzos, Oaxacalibre.org, Colegio libertario magonista,

Luna Zeta AC., Colectivo espiral/epizentro Puebla, Universidad de la Tierra, Mal de Ojo, Consejo indígena popular de Oaxaca –Ricardo Flores Magón (CIPO-RFM),

Cooperativa de medios Manovuelta, Librería La Jicara.

Je tiens également à remercier tout particulièrement les personnes et collectifs qui, en France, m'ont encouragée et aidée à écrire ce livre, ou qui en ont corrigé les pages :

Ivan, Sophie Bérout, Jean Rosen, Marguerite-Marie Cros,

Chtiben, Momo, Cyril, Perrine Cutzach, Anne Jacquelin, David Garibay, Eric Troncy, Carole et Amandine Vinson, Clémence Diot, Lucile Monot, Aline Bihler, Claire Pernod, Charlotte Bonfort, Jean Revret, Georges Lapierre, Élodie Paulvé, Florence Miettaux, Anne Brun,

Vio, Sofian, Ivan, Mathieu, Violaine, Yves, Julien, Elsa du Taillis Vert, Claude.

Agnès, Manu, Lalo.

Les éditions tahin party, rebellyon.info, Radio Canut, Coordination des médias alternatifs lyonnais (C-Mal),

Comité de soutien aux peuples du Chiapas en lutte – Paris (CSPCL), Collectif de soutien aux luttes mexicaines – Lyon,

les squats « les Bienvenu.e.s », « le Boulon », « les Tanneries », « le 10 » et les autres.

Merci à toutes celles et ceux qui ont permis la réalisation de ce livre par un encouragement, un regard, une critique, et qui ne sont pas nommé.e.s ici.

## ANNEXES

Le Mexique est un pays fédéral composé de 31 États auxquels s'ajoute le District fédéral (DF), appelé aussi Mexico. Il compte 107 millions d'habitants, dont 24 millions se concentrent dans la capitale. Sa superficie est de 1 973 000 km<sup>2</sup>.



## Annexes

L'État d'Oaxaca compte près de 3 500 000 habitants, dont près de 350 000 sont concentrés dans la capitale, Oaxaca de Juárez.

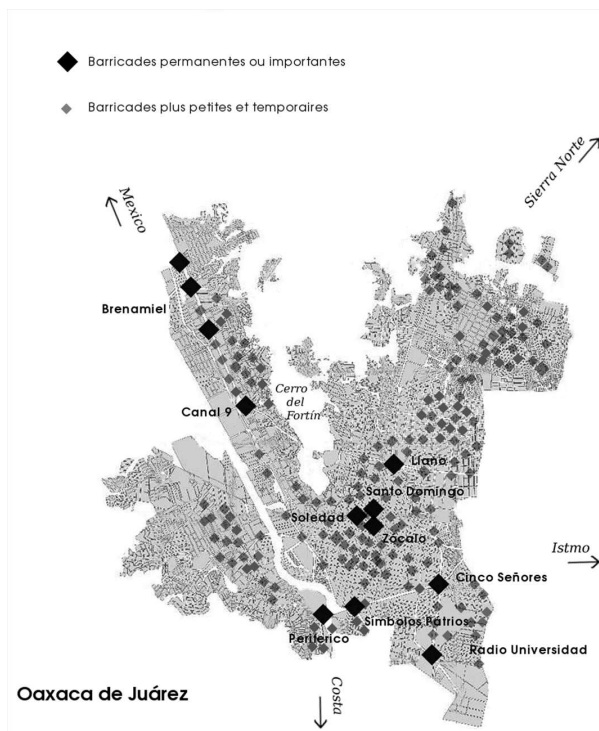


Il s'étend sur 94 000 km<sup>2</sup> et est divisé en huit régions.



*iDuro compañer@s!*

Reproduction géographique approximative de  
l'emplacement des barricades dans la ville d'Oaxaca  
(moyenne pour juin-novembre 2006)





## INDEX DES SIGLES

ADO : Autobus de l'est

ALENA : Alliance de libre échange nord-américain (TLCAN en espagnol)

AEPO : Assemblée de l'État des peuples d'Oaxaca

APO/APPO : Assemblée populaire du peuple/des peuples d'Oaxaca

ASARO : Assemblée des artistes révolutionnaires d'Oaxaca

CACITA : Centre autonome de création interculturelle et de technologie appropriée

CCIODH : Commission civile internationale d'observation des droits humains

CERESO : Centre de réadaptation sociale (prison)

CEDH : Commission locale des droits humains

CEMCA : Centre d'études mexicaines et d'Amérique centrale

CESOL : Centre social libertaire

CIA : Agence centrale d'intelligence (États-Unis)

CIESAS : Centre de recherche et d'études supérieures en anthropologie sociale

*iDuro compañer@s!*

CIPO-RFM : Conseil indigène populaire d'Oaxaca – Ricardo Flores Magón

CNTE : Coordination nationale des travailleurs de l'éducation

COMO : Coordination des femmes d'Oaxaca

CONADEPI : Commission nationale pour le développement des peuples indigènes

CORTV : Corporation *oaxaqueña* de radio et de télévision, ou Canal 9

CREE : Centre de recherche et d'enseignement économique

EZLN : Armée zapatiste de libération nationale

FDTT : Front de défense de la terre et du territoire

FIDH : Fédération internationale des droits de l'homme

FMSO : Bureaux des études militaires pour l'étranger [aux États-Unis]

FNCR : Front national contre la répression

FSODO : Front de syndicats et d'organisations démocratiques d'Oaxaca

GOE : Groupe d'opérations spéciales

IAGO : Institut des arts graphiques d'Oaxaca

IEE : Institut électoral de l'État

IEEPO : Institut d'éducation publique de l'État d'Oaxaca

IISUABJO : Institut de recherches sociologiques de la UABJO

IFE : Institut fédéral électoral

INEE : Institut national pour l'évaluation de l'éducation

ISSSTE : Institut de sécurité et de services sociaux des travailleurs de l'État

JBG : Junte de bon gouvernement

OCDE : Organisation de coopération et de développement économique

OIR : Occupation inter-culturelle en résistance

ONU : Organisation des nations unies

*Index des sigles*

ONG : Organisation non-gouvernementale  
PABIC : Police auxiliaire inter-bancaire  
PAN : Parti de l'action nationale  
PEMEX : Pétrole mexicain  
PFP : Police fédérale préventive  
POS : Parti ouvrier socialiste  
PRD : Parti de la révolution démocratique  
PRI : Parti révolutionnaire institutionnel  
PPE : Police préventive de l'État  
RODH : Réseau *oaxaqueño* des droits humains  
SIPAZ : Service international pour la paix  
SNTE : Syndicat national des travailleurs de l'éducation  
TFE : Tribunal fédéral électoral  
UABJO : Université autonome Benito Juárez d'Oaxaca  
UNAM : Université nationale autonome de Mexico  
UNESCO : Organisation des nations unies pour l'éducation, la science et la culture  
UMIT : Unité ministérielle d'intervention tactique  
UPOE : Unité de police d'opérations spéciales  
URO : Ulises Ruiz Ortiz  
UTE : Union des travailleurs de l'éducation  
VOCAL : Voix *oaxaqueñas* qui construisent l'autonomie et la liberté

## SOURCES CITÉES ET SOURCES D'INSPIRATION

### Entretiens réalisés

Entretien avec J., coordinateur de l'Epizentro à Puebla, octobre 2007.

Entretien avec C., étudiant arrêté et transféré à la prison de Tepic, État de Nayarit, octobre 2007.

Entretien avec N., enseignant membre de la Section 22 et coordinateur de Radio Plantón, février 2008.

Entretien/discussion avec J., étudiante arrêtée et transférée à la prison de Miahuatlán, avril 2008.

Entretien avec M., enseignant membre de la Section 22 et coordinateur de Radio Plantón, mai 2009.

Entretien avec L., activiste autonome, juin 2009.

## Sources

### Livres

BLAS LÓPEZ (Cuauhtémoc), *Oaxaca ínsula de rezagos*, Oaxaca, Siembra, 2007.

CORTÉS JOEL (Vicente) (Coord.), *Educación, Sindicalismo y Governabilidad en Oaxaca*, Oaxaca, Ediciones del SNTE, novembre 2006.

DE CASTRO SÁNCHEZ (Sergio), *Oaxaca: más allá de la insurrección*, Oaxaca, Ediciones ¡Basta!, juin 2009.

DOS PASSOS (John), *42<sup>e</sup> parallèle*, Paris, Gallimard, 1961.

ESTEVA (Gustavo), VALENCIA (Rubén), VENEGAS (David), *Cuando hasta las piedras se levantan*, Colección universalismo pequeño, Buenos Aires, GEMSAL, 2007.

LAPIERRE (Georges) *La Commune d'Oaxaca*, Paris, Rue des cascades, 2008.

LAPIERRE (Georges), *La voix du Jaguar*, Paris, L'insomniaque, 2009.

MARTÍNEZ VÁSQUEZ (Víctor Raúl), *Autoritarismo, movimiento popular y crisis política: Oaxaca 2006*, Oaxaca, IISUABJO, 2<sup>ème</sup> édition juillet 2007.

MARTÍNEZ VÁSQUEZ (Víctor Raúl) (Coord.), *La APPO, ¿rebelión o movimiento social? Nuevas formas de expresión ante la crisis*, Oaxaca, IISUABJO, 2009.

MONTEMAYOR (Carlos), *La rébellion indigène du Mexique*, Paris, Syllepse, 2001.

ORTIZ NAHÓN (Abraham), PECH CASANOVA (Jorge), SANTAMARÍA (Sergio) (Coord.), *Memorial de agravios, Oaxaca 2006*, Oaxaca, Marabú ediciones, 2008.

*iDuro compañer@s!*

Ouvrage collectif, *La batalla por Oaxaca*, Oaxaca, Yope Power, mai 2007.

Ouvrage collectif, *Lo vimos, lo vivimos: narraciones en movimiento*, Oaxacalibre/Unitierra/ Swarthmore College of Pensilvania, Oaxaca, juillet 2009.

OSORNO (Diego Enrique),  
*Oaxaca sitiada: primera insurrección del siglo XXI*,  
México, Grijalbo, juillet 2007.

ORWELL (Georges), *Hommage à la Catalogne*, Paris, Ivrea, 1982.

PIPAS (Manolo), *A milpa e o paliacate*,  
Espagne, Nitu Nitu, août 2009.

RECONDO (David), *La política del gatopardo, multiculturalismo y democracia en Oaxaca*, México, CIESAS/CEMCA, 2007.

RECONDO (David), « Oaxaca, la périphérie autocratique de la démocratie mexicaine », in *Mexique, l'incertitude démocratique*, Problèmes d'Amérique Latine n° 64, Paris, Choiseul, printemps 2007.

TAIBO II (Paco Ignacio), *Le trésor fantôme*, Paris, Payot & Rivages, 2003.

## Rapports sur les droits humains

CCIODH, *Vª visita, informe sobre los hechos en Oaxaca*,  
Mexique, février 2007.

CCIODH, *VIª visita, informe sobre los hechos en Atenco, Chiapas y Oaxaca*, Mexique, mai 2008.

CIJOD, *Informe de la visita de la comisión internacional de juristas y la obra diacónica alemana a Oaxaca, México*, Mexique, Diakonie, 2007.

## Sources

### Revues

*Luna Zeta*, n° 23, nov-fév 2007, n° 24, mars-juin 2007.

*La Patria Ilustrada*, n° 1, janvier 2007.

*Cuadernos del Sur*, n° 24-25, novembre 2007.

«La PFP por dentro», *Proceso*, n° 1637.

*La libre Commune d'Oaxaca*, hors-série de *CQFD*,  
L'insomniaque, janvier-février 2007.

*Oaxaca : un mouvement qu'il faut étudier, faute d'avoir su le soutenir  
lorsqu'il était temps*, Carré Rouge n° 38 ; Avril 2007.

### Vidéos

*Un desalojo violento*, 23', Indymedia Oaxaca, 2006.

*Octubre negro en Oaxaca*,  
33', Mal de Ojo TV et Indymedia Oaxaca, 2006.

*La batalla de todos los santos*, 21', Mal de Ojo TV, 2006.

*Venceremos, la otra historia de Oaxaca*, 63', SNTE, 2006.

*Quelaguetza Popular*, 82', SNTE/Mal de Ojo, 2006.

*Marcha el DF*, 54', Mal de Ojo, 2006.

*Morena*, 22', Mal de Ojo, 2006.

*Declaración*, 76', Mal de Ojo, 2006.

*La toma de los medios al estilo oaxaqueño*, 6', Indymedia Oaxaca, 2006.

*Más allá de las barricadas*, 29', Anonyme, 2006.

*iDuro compañer@s!*

*PROCEDE*, 29', CIEPAC, 2006.

*Informe sobre los hechos en Oaxaca*, 53', CCIODH, 2006-2007.

*La pezadilla azul*, 19', Mal de Ojo, 2007.

*Un poquito de tanta verdad*,  
92', Jill Irene Freidberg, Mal de Ojo TV et Corrugated Film, 2007.

*Compromiso cumplido: impunidad en Oaxaca*,  
70', Mal de Ojo TV, 2007.

*La rebelión de las Oaxaqueñas*, 34', Mal de Ojo TV, 2007.

*Operativos*, 12', Bruno Varela, 2007.

*Puntos B*, interactif, Héctor Ballestros, 2007.

*Brad, una noche más en las barricadas*, 59', VideoHackers, 2007.

*Grafiteros al paredón*, 14', Anonyme, 2008.

*Sígueme contando*, 65', CESOL/LuzKemada, 2008.

*El muro*, 44', Université autonome métropolitaine – Xochimilco, 2008.

*Oaxaca, entre utopie et rébellion*, 77', Miriam Fisher, 2008.

*México Mágico*, 58', Anonyme, 2008.

*Informe de los hechos en Chiapas*,  
85', Oaxaca y Atenco, CCIODH, 2008.

*Caravana Sendero del Jaguar*, 23', Manovuelta, 2008.

*Il ne se passe rien à Oaxaca ? (¿En Oaxaca no pasa nada?)*,  
44', Emilienne Tempels, Technologï System Produccion, 2009.

*La familia Raices*, 55', Manovuelta, 2009.



## Sources

### Archives visuelles et sonores

Quotidien *Noticias, voz e imagen de Oaxaca* :  
de juin à décembre 2006, archives de CACITA.

Enregistrements audio de Radio Plantón, Radio Universidad,  
Radio La Ley et Radio Ciudadana, archives de Radio Plantón.

Enregistrements vidéo du Canal 9, de TV Azteca et de Televisa,  
archives de Mal de Ojo.

Documents officiels de travail et comptes-rendus des Assemblées et  
Congrès de l'APPO (de juin 2006 à février 2008),  
archives particulières.

Tracts et affiches de 2006, archives de CACITA et VOCAL.

Dossier d'incarcération de C. (copie), archives personnelles de C.

Témoignages recueillis en octobre 2006 à Oaxaca,  
archives Indymedia Grenoble.

Répertoire de chansons.

### À lire encore

MARSAUD (Gaël), *L'engagement des films documentaires dans le  
mouvement social d'Oaxaca de 2006*, Mémoire de master 2 sociologie  
politique, Université Paris 8 Saint Denis, 2009.

NAVAJO (Métie), *Chroniques d'une indienne invisible*,  
Paris, L'esprit frappeur, 2009.

TEMPELS (Emilienne), *Entre réappropriation collective et  
vidéo-activisme, les enjeux médiatiques du conflit d'Oaxaca 2006*,  
Mémoire de master en information et communication,

*iDuro compañer@s!*

Université de Liège, 2009.

ZYLIBERBERG PANEBIANCO (Violeta), *Memoria, identidad y representaciones sociales a través de las canciones del movimiento social de Oaxaca* 2006,

Mémoire de maîtrise en anthropologie sociale, Mexico-Oaxaca, UNAM/CIESAS, 2010.

## Photos :

Les photos sont de Pauline Rosen-Cros, sauf p. 340 :

p. 18 : 14 juin 2006, centre-ville d'Oaxaca

p. 38 : janvier 2009,  
détails d'une reproduction sur toile de gravure, ASARO

p. 68 : 25 novembre 2007, megamarcha commémorative, Oaxaca

p. 98 : novembre 2007,  
pochoir d'annonce de la troisième assemblée de l'APPO

p. 146 : décembre 2009, vers Villahermosa, État du Tabasco

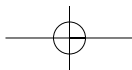
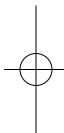
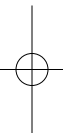
p. 178 : 14 juin 2006, centre-ville d'Oaxaca

p. 258 : mai 2008, San Antonio Chimalapas, État d'Oaxaca

p. 288 : mars 2008, prison de Santa Maria Ixcotel, Oaxaca

P. 338 : 2 juin 2008, aéroport international de Mexico

p. 340 : mars 2010,  
centre-ville en travaux d'Oaxaca, photo d'Élodie Paulvé



## Tahin party c'est aussi...

GAIL PHETERSON

### ***Femmes en flagrant délit d'indépendance***

[ISBN 978-2-912631-20-6, 80 p., 4€]

Cet ouvrage retrace et actualise certains sujets phares du féminisme contemporain allant de la violence à la grossesse, la prostitution et la migration. Gail Pheterson explore les processus du camouflages des rapports de pouvoir entre les sexes et la résurgence des explications individuelles du sexisme par les notions de déviance, de pathologie et de criminalité, ou bien d'identité, de différence et d'orientation sexuelle. Inspirée par les débats féministes et leurs retombées dans la compréhension dominante des rapports sociaux de sexe, l'auteure prend comme guide la résistance des femmes aux impératifs sociaux.

CAMILLE DE VITRY et les ressortissant-es de Sadiola

***L'or nègre***

[ISBN 978-2-912631-18-1, 174 p., 5€]

Voici le récit vrai d'une enquête acharnée sur la gigantesque mine d'or de Sadiola au Mali. Le site est le théâtre de toutes les déprédations : conditions de travail souvent mortelles pour les ouvriers de l'exploitation ; contamination des eaux et des sols par les déchets cyanurés ; extermination lente des populations locales ; financement à grands coups d'aide publique au développement...

Sans parler du Vol, pur et simple.

COLLECTIF IVP

***Avorter.***

***Histoire des luttes et des conditions  
d'avortement des années 1960 à aujourd'hui.***

[ISBN 978-2-912631-17-3, 132 p., 6€]

C'est un très vaste mouvement social qui a mené, en 1975, à l'adoption de la loi Veil autorisant l'avortement. Ce livre parle de femmes et de luttes, d'avortement et de droit de choisir sa fécondité, de conquêtes passées et de quelques menaces à venir...

Il est résolument militant, et accessible tant par le prix que par l'écriture.

JEAN-PAUL GOUTELIX

***Un génocide sans importance.  
La France et le Vatican au Rwanda***

[ISBN 978-2-912631-15-2, 192 p., 6€]

Le génocide rwandais, n'a été ni spontané ni imprévisible : il a été orchestré par les États français et rwandais. Il a également bénéficié de la complicité active de l'Église catholique. La France et le Vatican voulaient garder le contrôle de ce petit pays au centre de l'Afrique. À tout prix.

Ce million de meurtres n'aurait pas eu lieu sans le soutien indéfectible des décideurs français, mais aussi de la hiérarchie ecclésiastique.

PETER SINGER

***L'égalité animale expliquée aux humains***

[ISBN 978-2-912631-13-8, 80 p., 3€]

CATHERINE BAKER

***Insoumission à l'école obligatoire***

[ISBN 2-912631-12-2, 208 p., 8€]

JOAN DUNAYER

***Poissons. Le carnage***

[ISBN 2-912631-10-6, 40 p. couleur, 2,30€]

CATHERINE BAKER

***Pourquoi faudrait-il punir ?  
Sur l'abolition du système pénal***

[ISBN 2-912631-11-4, 192 p., 8 €]

E. REUS, D. OLIVIER, E. HARDOUIN-FUGIER

***Luc Ferry ou le rétablissement de l'ordre***

[ISBN 2-912631-09-2, 160 p., 3 €]

COLLECTIF "LE JARDIN S'EMBRASE"

***Les mouvements sont faits pour mourir...***

[ISBN 978-2-912631-16-9, 220 p., 6 €]

SHULAMITH FIRESTONE

***Pour l'abolition de l'enfance***

[ISBN 978-2-912631-14-5, 80 p., 3 €]

**TAHIN PARTY [تاهين پارتی]**

n. f. (de *tahin*, 100% sésame, et *party*, insouciance occidentale)

1. Soc. Édition érémiophile. 2. Pol. La nature n'existe pas. 3. Hist. Trahir ses pairs ; renoncer à ses privilèges ? 4. Biol. Moins de souffrances. 5. Géopol. Le reste du monde s'invite à la fête.

Achevé d'imprimer en août 2010  
à l'Imprimerie 3A, à Quincy-sous-Sénart

Dépôt légal septembre 2010